1

Leo Solari

con i più cordiali saluti

GAUCHE EUROPEENNE NUOVA EUROPA

ANNO II NUMERO 1 - 2
Registrazione del Tribunale di Roma n°562 del 25 / 11 / 1998



GAUCHE
EUROPEENNE
NUOVA
EUROPA

NUMERO 1 - 2, ANNO II

GAUCHE EUROPEENNE
NUOVA EUROPA

DIREZIONE E REDAZIONE

26 Via Tullio Martello, 00191 Roma (Italia)
Tel. 0039-06-36306290
Fax 0039-06-36300349

2.B. Opsomerdreef, 3090 OVERIJSE (Belgique)
Tel. 0032-2-6879216 / 0032-2-6883194
Fax 0032-2-6879216

Direttore responsabile
Leo Solari

Progetto grafico
N.d.A.

Traduzione
Michèle Lombardo

Immagine in copertina
Pjotr Koncalovskij, olio su tela, coll. priv.

ERRATA CORRIGE

alle pagine 2 - 5 - 17
Bay rettificasi in *Baj*

SOMMARIO

LA DEMOCRATIE VALEUR CENTRALE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE — 3
Elio Di Rupo

L'OMBRA DELL'ISLAM — 4
Alberto Benzoni

TCHETCHENIE: LE PRIX D'UNE SUCCESSION — 5-26
Leo Solari

LA CHARTE EUROPEENNE DES DROITS FONDAMENTAUX — 6
Yves Durieu

IL SINDACATO E LE SUE TENTAZIONI — 7
Rino Formica

IL TERZO SETTORE IN UN SISTEMA IN TRANSIZIONE — 8
Franco Archibugi

RIFORMA DELLA POLITICA ANTITRUST — 8
Augusto Lunari

LA PROSPETTIVA FEDERALISTA NELLA DICHIARAZIONE SCHUMAN — 9-10
Sergio Pistone

GIORDANO BRUNO E LE RADICI DELLA MODERNITA' — 11
Angelo G. Sabatini

DOSSIER — 12-13
Memoria e oblio
La scelta dei Quattordici
Il bifronte Vladimiro
Prohibitionnisme: augmentation de la production de drogue
Les "prudentes" condamnations à mort en Chine
Le prix d'une interdiction
Recyclage des pêtres génocides
Tabac et cancer
"Echelon": big brother vous surveille

TABU' — 14
Luigi De Marchi

LA NARRATIVA CONTEMPORANEA E LA CRITICA — 15-16
Giampaolo Ragusa

EUTANASIA DELL'ARTE? — 17
Enrico Bay

IL CHIARO E L'OSCURO, IL SOFFIO E LA FORMA — 18-19
Plinio Perilli

RECENSIONI — 19-20

NOTIZIARIO — 21-22
23-24

UN APPEL INTERNATIONAL CONTRE L'ACTION RUSSE EN TCHETCHENIE — 24

BUDGET UE: RESSOURCES INSUFFISANTES — 25

DECLARATIONS DE LA "GAUCHE EUROPEENNE" — 25

NUMERO 1 - 2, ANNO II

LA DEMOCRATIE: VALEUR CENTRALE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

La situation politique en Autriche, avec la participation d'un parti d'extrême droite au gouvernement, met l'Union européenne face à la lourde responsabilité de réaffirmer avec force le projet politique démocratique dont elle est porteuse.

En effet, les événements récents doivent être l'occasion de rappeler que l'intégration européenne est avant tout un contrat passé entre les Etats démocratiques européens afin que s'établissent entre eux des relations pacifiques et mutuellement bénéfiques, au travers d'un projet politique commun, notamment en matière économique, sociale et environnementale.

L'Union européenne est ainsi l'expression des aspirations à la liberté, à la prospérité, à la stabilité et à la solidarité en vue d'un progrès global partagé par tous.

Les conservateurs, en s'alliant avec le FPÖ, semblent avoir oublié cette évidence: l'intégration européenne ne se résume pas à une intégration économique dont le marché intérieur et l'euro seraient les plus évidents signes de réussite.

Ceci, me semble-t-il, doit nous servir de leçon, afin que l'expérience autrichienne ne soit pas contagieuse pour à terme sonner le glas de la démocratie en Europe au moment même où l'Union se trouve confrontée au défi historique de l'élargissement.

L'opportunité de réaffirmer ce projet politique est assurément la conférence intergouvernementale sur les questions institutionnelles (CIG). Cette conférence a pour objet la révision des traités dans le but de permettre aux institutions de l'Union de continuer à fonctionner efficacement avec un plus grand nombre de membres.

Ceci implique bien entendu qu'une solution ambitieuse se traduise dans les traités en ce qui concerne les trois "left-overs" d'Amsterdam (la généralisation du vote à la majorité qualifiée, la composition de la Commission et la repondération des voix au Conseil). Mais il importe aussi que l'agenda soit élargi afin que soient abordés des sujets tels que la coopération renforcée. Cette dernière constitue d'ailleurs un outil essentiel pour les Etats qui voudraient faire plus fort et plus vite, sans pour autant détricoter l'acquis communautaire.

Je pourrais m'étendre longuement sur la liste des points qui devraient, selon moi, être inclus à l'agenda de la CIG. Tel ne sera pas mon propos car je souhaite m'exprimer plus largement sur ce qui doit à mon sens constituer la réforme la plus fondamentale de l'Union: la démocratisation des institutions. Encore plus de démocratie, telle est la réponse à opposer aux thèses populistes des partis d'extrême-droite.

Le constat du déficit démocratique persistant des institutions est posé depuis longtemps.

La réponse à ce constat se traduit souvent dans l'idée qu'il faut rapprocher l'Europe des citoyens. Concrètement, il s'agit de renforcer la légitimité institutionnelle de l'Union. En ce sens, la généralisation du vote à la majorité qualifiée et son corollaire la co-décision, sont deux pas fondamentaux. La revendication d'une généralisation du vote à la majorité qualifiée est la plus essentielle. D'une part, cette réforme est indispensable au bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire. D'autre part, outre une plus grande responsabilisation des institutions et l'abandon à terme du système des piliers, elle fait figure de seule véritable avancée démocratique dont il soit question pour l'heure. Nul n'est en effet en mesure d'affirmer que la composition de la Commission ou l'actuelle pondération des voix soit à la base du déficit démocratique des institutions.

Mais au delà des réformes institutionnelles, qui doivent améliorer d'un point de vue formel la qualité démocratique des décisions, il faut pouvoir assurer que les décisions soient empreintes d'une légitimité substantielle.

L'Europe est encore trop souvent perçue comme un producteur de normes bureaucratiques alors qu'elle devrait avant tout être porteuse d'espoir. Or, le citoyen européen ne gardera confiance en l'Europe que si elle apporte des réponses adéquates à ses attentes.

La CIG doit autant répondre à une exigence d'efficacité qu'à une exigence de qualité car seule la qualité des décisions permettra de rencontrer les aspirations des citoyens. Ces derniers doivent pouvoir percevoir la contribution de l'Union européenne à l'amélioration de leur qualité de vie, à leur bien-être.

Dans cette optique, la Charte européenne des droits fondamentaux peut constituer un instrument essentiel de la légitimation substantielle des politiques menées aussi bien dans le cadre du traité sur l'Union européenne que dans celui des traités communautaires.

D'une part, cette Charte sera sans aucun doute un symbole très fort, aisément identifiable par les citoyens européens qui pourront en exiger le respect par voie juridictionnelle. D'autre part, elle pourrait contribuer à réduire le décalage croissant entre les priorités du Parlement européen et celles de la Commission car la Charte obligerait l'ensemble des institutions à raisonner avant tout en fonction des préoccupations essentielles des citoyens. Ceci nécessite de toute évidence que le texte de celle-ci soit intégré aux traités.

Enfin, de manière préventive, je plaide pour que la CIG se penche sur la révision de l'article 7 du traité sur l'Union européenne afin qu'il soit possible de prendre, outre la suspension, des mesures graduelles pouvant aller jusqu'à l'exclusion d'un Etat. Seule la démocratie, en tant que valeur centrale de la construction européenne, est susceptible de fonder l'Europe politique. L'enjeu de la CIG n'est donc pas celui de rééquilibrer les relations inter-étatiques au sein de l'Union mais bien celui de conforter les bases d'une démocratie européenne.

Elio Di Rupo
(Ministre-Président de la Région Wallonne)



Elio Di Rupo

L'OMBRA DELL'ISLAM

Islam e democrazia: contraddizioni dei giudizi occidentali

Illustri politologhi americani sostengono che il XXI secolo vedrà tra i suoi fondamentali terreni di confronto quello tra Islam e Occidente.

Difficile prevederne gli sviluppi e l'esito. Forse l'Islam diventerà - grazie alla sua vocazione universalistica ed alla sua presa nella società - la religione degli oppressi e del Terzo mondo. O forse sarà lentamente ridimensionato dal messaggio laico e secolare della modernità. O forse non accadrà né una cosa né l'altra.

Forse, ancora, sarebbe meglio preoccuparsi non dei possibili futuri esiti del confronto, ma piuttosto di come si sta svolgendo oggi. In particolare, del modo in cui le due parti si guardano. E qui c'è qualcosa che non funziona. Per un verso, infatti, l'Islam si misura, in modo giusto o sbagliato, ma con un Occidente reale. D'altra parte, quest'ultimo ha reazioni timorose e difensive di fronte ad un Islam di maniera.

Qui si va manifestando, in particolare negli Stati Uniti, un singolare fenomeno di psicologia collettiva. Accade che l'Islam (o meglio il "fondamentalismo islamico") stia subentrando al comunismo nel ruolo di *Nemico Pubblico n. 1*. E che, come il suo defunto predecessore, venga dipinto assai più potente e malvagio di quanto in realtà sia.

Questa sopravvalutazione del *Nemico* assume due aspetti: si moltiplicano a dismisura i timori per i colpi che Egli può arrecarci, mentre si sottostimano clamorosamente gli effetti della nostra azione nei suoi confronti. E basti considerare, a questo riguardo, due questioni: quella del terrorismo e quella della democrazia.

Il terrorismo evoca immediatamente l'immagine del fanatico islamista che sgozza e distrugge in nome di Allah: immagine personificata dal barbuto Bin Laden che dalla sua caverna afghana dirige via fax e E/Mail la guerra contro gli Stati Uniti in ogni parte del mondo. Immagine suggestiva ed anche reale, per carità: ma con la piccola considerazione aggiuntiva che, almeno sino ad oggi, a morire per mano dei terroristi islamici sono le popolazioni locali, mentre i morti per violenza politica negli USA devono ringraziare, per la loro tragica sorte, i fondamentalisti autoctoni e non quelli importati.

Un discorso più complesso meriterebbe la questione della democrazia. Qui il discorso occidentale, e in particolare quello americano, è ad un tempo contraddittorio ed ipocrita.

Per un verso, infatti, si denuncia il carattere necessariamente antidemocratico e antiliberale dei vari regimi arabi e/o islamici. Per altro verso, sono gli stessi Stati Uniti a sostenere quasi tutti questi regimi autoritari nel timore che la concezione del libero esercizio delle libertà democratiche - a partire da quella fondamentale del voto - possa dar voce e potere a masse "fanatizzate" e nemiche dell'Occidente.

Ed ecco allora la Turchia, "democrazia sorvegliata" dai generali, l'Egitto e la Tunisia dalle elezioni "bulgare", l'Algeria e la sua guerra civile, per finire con le monarchie del Golfo. Testimonianze, ai nostri occhi, appunto, della organica "incapacità democratica" del mondo arabo/islamico; ma, al tempo stesso, baluardo, a difesa dei nostri interessi, contro un possibile cattivo uso della democrazia da parte del popolo.

Insomma "niente libertà per i nemici della libertà". E siccome questi ultimi (fondamentalisti in testa) sono, o si pensano essere, numerosi e pericolosi, controllo sempre più stretto e soffocante dello Stato sulla società.

Ora, non sembra che questa strategia possa portare lontano. L'esperienza dimostra semmai che la consistenza della protesta islamista è, in qualche modo, una conseguenza della repressione esercitata dal potere. Quando vengono soffocate tutte le espressioni della società civile, la moschea, l'associazione professionale o caritativa musulmana finiscono con il diventare l'unico canale di protesta e di proposta.

Chi ha detto poi che i popoli arabi e/o islamici non sono organicamente maturi per la libertà? Dal Marocco alla Giordania, dalla Turchia all'Indonesia ecc. appaiono ansiosi di difenderla, di conquistarla, di farne pienamente uso. Il caso più clamoroso è però quello dell'Iran. Qui i cittadini hanno vissuto sulla propria pelle le ingiustizie, gli arbitri, le restrizioni alle proprie libertà personali e collettive legate alla "democrazia teocratica" nata dalla rivoluzione khomeinista. E hanno votato sia nel '97 che oggi per la democrazia e la libertà e contro il dominio esercitato da una casta clericale in nome di Allah.

Hanno votato, per dirla tutta, a favore dei valori sostanziali dell'Occidente, quelli della libertà e della dignità individuale. Decisamente L'Occidente stesso dovrebbe aver maggior consapevolezza del carattere universale del proprio messaggio. E, quindi, maggior rispetto per i popoli che a questo messaggio si ispirano, in ogni parte del mondo.

Alberto Benzoni

Forse l'Islam diventerà la religione degli oppressi e del Terzo mondo. O forse sarà lentamente ridimensionato dal messaggio laico e secolare della modernità. O forse non accadrà né una cosa né l'altra.

Si va manifestando, in particolare negli Stati Uniti, un singolare fenomeno di psicologia collettiva: accade che il fondamentalismo islamico stia subentrando al comunismo nel ruolo di *Nemico pubblico n. 1*.

Un discorso più complesso meriterebbe la questione della democrazia. Qui il discorso occidentale, e in particolare quello americano, è ad un tempo contraddittorio e ipocrita.

TCHETCHENIE: LE PRIX D'UNE SUCCESSION

L'inertie de la Communauté internationale devant la criminelle répression russe en Tchétchénie.

Toutes les guerres sont sales. Celle que les russes ont déchaînée en Tchétchénie est certainement une des plus sales.

Il y a ici une histoire qui ne peut être mise au rebut, même si les projecteurs jusqu'à hier pointés sur elle se sont éteints.

Il a semblé évident dès le début que l'intervention russe en Tchétchénie a été conçue et minutieusement programmée en fonction du plan disposé pour la succession de Boris Eltsine et la consolidation politique du nouvel hôte du Kremlin.

C'est à ce plan qu'il faut référer - selon une évaluation formulée, entre autres, par organes, comme " The economist " et " Le Monde ", faisant les plus autorité en Occident - les attentats qui ont affligé Moscou en septembre dernier et qui, cela est connu, ont eu une fonction primaire en suscitant dans l'opinion publique russe une vague d'indignation et de colère grace à laquelle il s'est créé un climat favorable à une "punition" exemplaire du peuple tchétchène.

On pourrait se poser également des questions en ce qui concerne l'invasion de certains territoires du Daghestan de la part des forces wahhabites de Chamil Bassaev: une invasion qui a pris elle aussi sa place parmi les motivations de l'intervention russe. Les raisons de cette opération aventureuse restent elles aussi obscures.

La réalisation des conditions de sécurité maximum pour le succès de Wladimir Poutine aux élections présidentielles exigeait que bien à temps, c'est-à-dire avant ces élections, la guerre se terminât par une issue qui rachèterait l'humiliation de la défaite subie par les russes dans le conflit précédent avec la Tchétchénie.

L'action effectuée pour atteindre cet objectif a ajouté une nouvelle page d'horreurs à l'histoire contemporaine des grands crimes contre l'humanité.

Une ville d'un demi-million d'habitants a été totalement rasée au sol. Il faut remonter à des épisodes de la deuxième guerre mondiale - Hiroshima, Nagasaki, Dresde - pour trouver de pareils précédents. Mais il n'y a pas de précédents, dans l'histoire moderne, d'une capitale d'un Pays qui, comme cela s'est passé pour Grosny, ait été complètement détruite.

Dans les soi - disant "camps de filtration", sombre réplique des goulags soviétiques et des lagers nazis, où ont été enfermés dans des conditions inhumaines des dizaines de milliers de Tchétchènes (y compris des femmes et des enfants de plus de dix ans), ont eu lieu, de façon systématique, des cruautés indicibles. La presse française a donné de vastes et terribles témoignages de ces atrocités. En substance on a donné carte blanche au FSB (le nouvel organisme des services secrets russes en remplacement du KGB) qui a montré qu'il savait conserver intégralement l'esprit et les méthodes de la "maison" précédente.

Devant ce nouveau grand crime l'Occident s'est limité à des plaidoiries mesurées et à des pressions très modérées sur le gouvernement russe. Il a fait à peine le minimum qui semblait indispensable pour "sauver la face" devant l'opinion publique.

Il y a eu à Moscou une procession d'hommes d'Etat d'Occident qui, bien sûr, n'auront pas manqué de souhaiter, dans leurs entretiens, moins de dureté dans la répression russe en Tchétchénie, mais qui ont objectivement contribué, par leur stérile pèlerinage moscovite, au renforcement politique du successeur de Boris Eltsine.

Naturellement le Kremlin, bien conscient de la nature formelle, purement rituelle, des "exhortations" de l'Occident, les a à chaque fois ignorées.

Pour ceux qui croient aux valeurs de la construction européenne – ces valeurs auxquelles on a consacré, ces derniers temps, bien des nobles paroles – ***on ne peut pas ne pas trouver scandaleux que ni l'Union Européenne, ni les gouvernements des pays-membres n'aient su exprimer à temps devant la barbarie de l'action russe en Tchétchénie, une initiative; ou, du moins une déclaration politique décente.***



Enrico Bay, "Geraclide" (1961, collection)

Le hiatus saute aux yeux, d'une part la faiblesse, à la limite de la connivence, de personnage Wladimir Poutine, auquel remonte en définitive la responsabilité de ce qui s'est passé en Tchétchénie: entre autres parce que, en même temps, on assistait au choeur des opinions positives, parfois enthousiastes, de personnalités politiques d'Occident, parmi lesquelles Clinton, sur le suc-

Leo Solari

Suite la suite page 20

NUMERO 1 - 2, ANNO II

LA CHARTE EUROPEENNE DES DROITS FONDAMENTAUX

Questions qui se posent au sujet du texte à rédiger

Plusieurs sont le questions qui se posent – certaines d'elles préalablement - pour les travaux de la Convention chargée par le Sommet de Tempere de rédiger le texte de la Charte européenne des droits fondamentaux. Elles concernent la nature de la Charte, la cohérence avec les textes existants, le contenu du texte et la procédure d'élaboration.

Nature de la Charte – S'agit-il seulement d'énoncer une liste de droits préexistants dont on définirait les fondaments et la possibilité pour les citoyens d'en obtenir l'exécution? Ou bien s'agirait-il de faire preuve d'innovation et de réaliser une synthèse des droits anciens et nouveaux, permettant de définir les attributions d'une citoyenneté européenne au sens large du terme?

Caractère juridique de la Charte - Est-ce une simple déclarations sans prolongement juridique, ou bien la Charte doit-elle revêtir un caractère contraignant permettant à tout plaignant de s'y référer en justice? Est-elle susceptible de devenir le préambule d'une future constitution européenne ou tout au moins d'être intégrée dans le Traité de l'Union Européenne? Quelle place doit être faite au principe de subsidiarité?

Cohérence avec les textes existants Quelle articulation avec la Convention européenne des Droits de l'Homme, qui constitue le texte de référence pour la Cour Européenne des Droits de l'Homme stationnée à Strasbourg et avec la Charte sociale européenne révisée en 1996? En ce qui concerne la Convention européenne des droits de l'homme, on pourrait considérer que celle-ci vise essentiellement le comportement des Etats, alors que la nouvelle charte concernerait les citoyens européens face aux instances européennes. Quant à la Charte sociale européenne, elle n'a aucun caractère obligatoire et n'a même pas été ratifiée, dans sa version 1996, par l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Irlande, la nouvelle charte aurait pour objectif de la renforcer et de la compléter.

Contenu de la Charte – L'unanimité se fait sur les droits imprescriptibles relatifs à la dignité de l'Homme (vie privée et familiale, liberté d'expression, d'association, de manifestation, droit à la sécurité, droit de propriété) auxquels devraient s'ajouter la protection de l'environnement et des consommateurs, le droit à l'information et l'ensemble des droits sociaux (éducation, santé, travail, formation continue, protection sociale, droits collectifs des travailleurs). Mais plusieurs extensions prêtent à discussion quid du droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale et du droit au logement, prévus par la version 1996 de la Charte sociale? Quid de l'accès aux services bancaires et financiers pour tous? Quid d'une façon plus générale, de l'accès aux services d'intérêt général qui concrétisent les droits énoncés ci-dessus: santé, éducation, logement, protection sociale et des droits aux transports collectifs, aux communications (poste, télécommunications, internet, audiovisuel), à l'énergie (électricité, gaz), et à l'eau? Faut-il que cette charte fasse référence à une charte de ces services d'intérêt général, considérés par l'article 16 du Traité d'Amsterdam comme <<valeur commune de l'Union>>, jouant un rôle <<dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union>>? Faut-il faire une place aux droits culturels, en particulier ceux préservant l'identité des minorités, sujet préoccupant pour les Etats Membres (en particulier Italie, France, Espagne, Autriche) mais surtout pour les pays balkaniques, qui souhaitent entrer dans l'Union? Faut-il enfin aborder les droits relatifs aux activités émergentes (technologies de l'information, biotechnologie)?

Procédure d'élaboration Le travail d'élaboration devra être prêt pour le Conseil de Nice (décembre 2000) sous présidence française. Sur la base du programme de travail établi par la Convention, un comité de rédaction restreint devra soumettre un avant-projet qui sera adopté par la Convention et transmis pour accord par le Conseil Européen. Il semble que, dans les cas où un consensus ne se dégagerait pas, un vote à la majorité des deux tiers serait requis. Le principe de transparence, en tout état de cause, doit s'appliquer aux débats et aux documents en cours de discussion, afin de susciter l'intérêt des citoyens européens. Il faut constater que, privés d'informations par les médias qui s'en désintéressent totalement les citoyens européens ne perçoivent nullement l'intérêt de ces travaux dont ils ignorent même l'existence.

C'est le rôle des membres de la Convention, gouvernements et parlements, de transmettre l'information, et d'utiliser les réseaux, fort actifs, des ONG militant pour l'Union Européenne, afin de percer ce mur du silence et de faire avancer la cause de la citoyenneté européenne, indispensable pour prouver que l'Europe n'est pas simplement une union économique et monétaire, à laquelle certains voudraient la limiter. Mais, pour animer l'opinion publique, il faudrait également que l'enjeu apparaisse comme important, c'est-à-dire que l'ensemble des droits, y compris économiques, sociaux, et culturels, soient inclus dans cette Charte, qui afficherait clairement ses implications juridiques et pourrait être considérée comme l'anticipation à une Constitution Européenne.

Cette mobilisation de l'opinion publique est urgente, car les orientations de cette charte ne sont pas encore définies, mais elles seront précisées très bientôt. Si l'on veut qu'elle ait un contenu réel et une grande portée, comme le souhaite E. Di Rupo, un immense élan populaire est requis pour réduire l'hostilité d'un certain nombre d'Etats Membres qui souhaitent un texte à minima et mettent tout en oeuvre pour contrarier le grand projet auquel nous aspirons.

Yves Derriks

1) Désignée péjorativement sous le terme d' <<enceinte>>

2) Voir déclaration du président Herzog: <<le texte sur lequel nous travaillons ne sera pas contraignant dès le départ, mais la charte devra acquérir un jour, pas trop éloigné, un caractère juridiquement contraignant>>, mais il ajoute <<Nous ne devons pas chercher à modifier les traités>>.

NUMERO 1 - 2, ANNO II

IL SINDACATO E LE SUE TENTAZIONI

Riflessioni sull'esperienza sindacale italiana

Nell'esperienza sindacale italiana dopo la fine della seconda guerra mondiale i grandi partiti ed anche le piccole formazioni politiche legati a forze sociali organizzate hanno sempre influito sulle decisioni del sindacato.
Questa esperienza, che presenta un profilo peculiare rispetto a quella della maggior parte dei Paesi dell'Unione Europea, ha registrato peraltro un importante novità con la costituzione, nel marzo del 1950, della Unione Italiana del Lavoro (UIL), sorta per iniziativa di sindacalisti che rifiutavano l'inquadramento nella CGIL comunista e nel sindacato di ispirazione cattolica.
Socialisti autonomisti, socialdemocratici, repubblicani, sindacalisti autonomi diedero allora vita ad un sindacato libero, fuori delle logiche dei partiti di massa, laico, indipendente e autonomo. *Nacque così il sindacato immerso nella politica, ma estraneo al diretto vincolo dei partiti.*

Questa autonomia fu possibile perché il legame era con partiti minori (il socialdemocratico e il repubblicano) e perché parte della elaborazione critica del sindacalismo autonomo trovava le sue radici nel pensiero di Luigi Fontanelli, soreliano e di derivazione anarco-sindacalista, che sosteneva l'esigenza di un movimento di idee che "muovesse dal sindacato, restasse nel sindacato e dal punto di vista sindacalista considerasse tutti i problemi della vita nazionale".
Alla fine degli anni 60 entrò in crisi in Italia il sistema di relazioni sociali. I sindacalisti, colti di sorpresa da un movimento di massa imponente, respinsero, come anche in Francia, la politica dei redditi e cavalcarono la tigre della separazione tra lotta economica e lotta politica.

A loro parziale giustificazione va considerato l'effetto prodotto nei comportamenti sindacali dalla divisione, in Italia, della sinistra politica in una sinistra di governo minoritaria ed in una sinistra di opposizione maggioritaria che resero impossibile una politica di scambio riformistico: *contenimento salariale contro politiche di riforma fiscale e di modernizzazione dell'apparato statale.*

E' alla fine degli anni '60 che si consuma l'ipotesi di una iniziativa riformistica.

Con gli anni '70 il sindacato sentì il peso di un lacerato sostegno politico e ricercò uno sbocco politico per le lotte sociali che conduceva.

Si discusse a lungo sulle due ipotizzabili linee alternative di trasformazione della società italiana: la linea fabbrica-società-sistema politico, oppure la linea sistema politico-società-fabbrica.

I fatti dimostrarono che le due linee giocate in alternativa causarono danni al sistema economico e non aprirono al sistema politico un futuro di modernizzazione con una base maggioritaria di riformismo politico. La prima linea scaricò nei luoghi di lavoro un peso rivendicativo che doveva intervenire nella produzione e distribuzione del reddito e nel mutamento degli equilibri di potere nella società. La seconda linea, che ispirò il primo centro-sinistra e la successiva politica del compromesso storico, non conseguì risultati decisivi nei mutamenti istituzionali e nei rapporti di forza nella società perché il riformismo maturo delle socialdemocrazie europee era minoritario nei tre partiti di massa italiani.

E' nel dibattito congressuale del '77-'78 della CISL-UIL e CGIL che affiorano tutte le contraddizioni tra spinte all'unità sindacale, da utilizzare come strumento decisivo per il mutamento degli equilibri politici generali, e rallentamento del conflitto tra le forze politiche condizionate dalla "convivenza tollerante" in un quadro di unità nazionale.

Fu in quella stagione che il sindacato non vinse la sua battaglia: quella di entrare di forza nel sistema politico sottraendosi alla mediazione dei partiti.

Con la svolta dell'EUR nel '78 si afferma che il salario e la forza lavoro non sono una variabile indipendente e che è suonata l'ora per i lavoratori di stringere la cinghia, come allora dichiarò Lama, leader della CGIL.

Ma è all'inizio degli anni '80 che il sindacato chiude con il decennio dell'egualitarismo e del "punto" eguale per tutti. E' con l'accordo del 22 Gennaio 1983 che cessa la rivoluzione sociale e si apre la lunga stagione del compromesso sociale. Con questo accordo la domanda rivendicativa poggia sul terreno della diversificazione ed abbandona quello egualitario.

Il sindacato non va però oltre l'accettazione del principio del pluralismo sociale e non affronta la conseguenza logica della svolta riformista: essere la forza che passa dalla tutela del posto alla rappresentanza dell'universo dei lavoratori e dei settori deboli della società (emarginati, disoccupati, studenti).

Dal rapporto a due (sindacati-governo), si passa al rapporto triangolare. Ma il modello neocorporativo, in atto sino ai giorni nostri con una serie di accordi più disattesi che pienamente onorati dalle parti, non ha trovato i sindacati pronti ad una convergenza unitaria con i nuovi modelli di organizzazione adatti al negoziato, al mercato e allo scambio politico.

Il sindacato che aggancia la politica liberandosi dal vincolo ancillare con i partiti deve innanzitutto risolvere due fondamentali questioni: una democrazia interna trasparente e tempestiva ed una partecipazione alle decisioni-quadro del mondo del lavoro non organizzato nel sindacato.

Sono queste le questioni non risolte nella drammatica distruzione del sistema politico italiano nella fallita transizione. Il sindacato sembra oscillare tra due deleterie tentazioni: trasformarsi in partito politico o ridurre i partiti, sfiniti e deprezzati, ad essere cinghia di trasmissione del sindacato.

Il sindacato non compia, all'inverso, l'errore compiuto dai partiti. In questi cinquant'anni i partiti hanno soffocato in Italia l'autonomia del sindacato. Oggi il sindacato non deve condizionare l'autonomia dei partiti.

Rino Formica

IL TERZO SETTORE IN UN SISTEMA IN TRANSIZIONE

E' ben noto che, al di là delle apparenti "rivoluzioni" politiche (quella francese e quella russa) con le quali gli storici periodizzano la nascita dell'economia di mercato oppure dell'economia collettivista, la transizione dal sistema di produzione "corporativo" a quello capitalista, e dal sistema capitalista a quello collettivista, è stata assai lenta e mai "totale": nel senso che in ogni momento storico vi sono state forme di sopravvivenza delle vecchie forme e anticipazioni delle nuove. E, alla fine dei conti, si produce una sostanziale convivenza e coesistenza di tutte le forme che alleggono a questo o a quel sistema. Come peraltro è ormai convenzionalmente riconosciuto dagli studiosi di "sistemi economici" comparati, il "sistema può rimanere una espressione concettuale, mentre la struttura è necessariamente reale e concreta"

E' quindi molto probabile che per un lungo periodo ancora la caratteristica fondamentale delle società pluraliste occidentali, nella loro fase post-industriale, sarà contrassegnata da compresenza attiva del settore pubblico, di quello privato e del terzo settore, anche se si può presumere nello stesso tempo che sia il settore pubblico (in un processo di riadeguamento e di decentramento) che quello privato (in un processo di riduzione oggettiva dei suoi spazi mercantili) tenderanno a perdere di peso a vantaggio dell'allargamento di un settore privato-collettivo: un settore che poggia su una propria autonomia finanziaria e, come tale, opera come operatore privato, "indipendente"; ma le cui finalità non sono il profitto, bensì la gestione di interessi collettivi e, che, sotto questo profilo, opera come operatore "collettivo" – se non pubblico.

Questo settore non può avere ancora propri precisi confini giuridici e funzionali, anche perché è in grande fase di crescita e di mutazione, e ancora non ha consolidato una sua tassonomia. Esso deriva da una lato da aree di "privatizzazione" (in qualche forma non chiara) dei settori pletorici ed inefficienti dello stato (del benessere); ma deriva anche dalla crescita di attività produttive terziarie (spesso legate al consumo diretto, ed in particolare con-sumi nuove categorie di consumo) che non mirano ad un profitto di impresa, né individuale né societario, che non hanno perciò "fini di lucro", ma che svolgono una azione sociale volontaria in diversi campi, da quello assistenziale a quello ricreativo, da quello della ricerca a quello della solidarietà religiosa, politica, culturale, etc.

Se questa linea di tendenza possa essere identificata anche in una ricerca di una terza via al socialismo è questione sulla quale non mi sembra interessante concentrare troppo l'attenzione.

Una cosa è certa: che questa mutazione del Welfare State – nel senso reso necessario dalla sua "crisi fiscale" e di efficienza e dalla ricerca di una base produttiva più egualitaria - che potrebbe identificarsi con l'emergenza del terzo settore, sembra possibile, senza gravi crisi nel modus operandi dei due settori tradizionali, pubblico e privato, solo se l'insieme dello sviluppo e della operatività dei tre settori verrà tenuto sotto controllo da una procedura di pianificazione, entro la quale e in base alla quale si attuino quelle opzioni necessarie per garantire una funzionalità adeguata all'insieme soprattutto dal punto di vista delle compatibilità di uso delle risorse e della eliminazione di inceppamenti e sprechi delle operatività stessa.

L'uscita dalla crisi del welfare state è quindi possibile a condizione di una mutazione sostanziale del modello di società. E tale mutazione sarà possibile solo se provocata da un governo nuovo, pianificato, della mutazione e della crescita. E' solo chiamando i vecchi operatori, Stato (nelle sue molteplici istanze), imprese mercantili e sindacati, e i nuovi operatori, consumatori e "terzo settore", mediante una appropriata procedura di pianificazione, ad una più sviluppata contrattazione o concertazione di piano, che si potranno "superare" le limitazioni e le crisi del welfare state ed aspirare ad una organizzazione sociale del tipo di quella che si sottintende sotto il nome di "società del benessere".

Franco Archibugi

RIFORMA DELLA POLITICA ANTITRUST

Il modo come è stata gestita la politica comunitaria della concorrenza ha ottenuto giudizi positivi anche da parte di osservatori poco teneri verso la costruzione europea e verso i vertici dell'Unione. Non immeritatamente. Era una ben difficile sfida quella di riuscire a fronteggiare comportamenti monopolistici pregiudizievoli per gli scambi comunitari in un'Europa nel cui DNA è incorporato un grado particolarmente elevato di corporativismo. Tenuto conto di questo aspetto i risultati sono stati indubbiamente consistenti: e, in particolare per certi servizi, i consumatori europei ne hanno tratto e ne traggono notevoli benefici. Non sono mancati però aspetti insoddisfacenti, tra cui un insufficiente vigore nell'azione contro sussidi governativi illegali, una regolamentazione eccessiva e non trasparente, una non indifferente dose di burocratismo.

E' ormai generale convinzione che si debba arrivare ad una radicale riforma del sistema di controllo. E' un'esigenza, questa, prospettata dallo stesso commissario Monti e che è stata oggetto di un dibattito del Parlamento europeo.

Il problema fondamentale è quello, si sostiene, di un adeguato alleggerimento delle incombenze e del lavoro degli uffici comunitari per la concorrenza, costantemente inondati, fra l'altro, da centinaia di dossier che descrivono analiticamente accordi che non possono motivare obiezioni.

A ciò, secondo la Commissione, si dovrebbe por rimedio – e, questo, dovrebbe essere l'asse della riforma – estendendo alle autorità antitrust dei Paesi membri il potere di concedere esenzioni in base agli artt. 81 e 82 del Trattato.

E' una soluzione, questa, che però suscita non lievi perplessità. Non si avranno difformità di interpretazione di applicazione delle norme UE da parte delle diverse autorità nazionali? E se ciò avvenisse non ne verrebbe un pregiudizio alla concezione dell'UE come "mercato unico"?

A questi dubbi si può replicare che, in base al progetto di riforma, la Commissione continuerebbe a stabilire le linee della politica della concorrenza per l'intera Unione. Essa emanerebbe indicazioni e regole per orientare e, se necessario, vincolare le autorità nazionali. Avrebbe il potere di imporre le proprie decisioni ove giudicasse che un'autorità nazionale tratta un caso in modo errato.

Augusto Fantozzi

NUMERO 1 - 2, ANNO II

LA PROSPETTIVA FEDERALISTA NELLA DICHIARAZIONE SCHUMAN

Attualità della concezione che caratterizzò il progetto di creazione della CECA

Ricorre quest'anno l'anniversario della dichiarazione Schuman, che, formulata mezzo secolo fa, ha rappresentato, in sostanza, il documento fondatore del processo di unificazione europea. Con questo atto ha avuto infatti inizio, sulla base della riconciliazione franco-tedesca, l'effettiva costruzione di un'Europa unita.

In quella dichiarazione si diceva chiaramente che con la messa in comune delle produzioni del carbone e dell'acciaio sotto la direzione di un'autorità indipendente dai governi e le cui decisioni dovevano vincolare i Paesi aderenti si intendevano porre "le prime basi concrete di una federazione europea".

Fino ad allora si era realizzata una politica di unificazione europea nell'Europa occidentale (l'unica parte del Continente che aveva una relativa possibilità di scelta) sollecitata, sullo sfondo del crollo della potenza degli Stati nazionali, dallo scoppio della guerra fredda e dalla connessa decisione americana di subordinare, con il Piano Marshall, gli aiuti per la ricostruzione all'avvio della cooperazione europea. Le organizzazioni internazionali nate come conseguenza diretta o indiretta delle pressioni americane, e cioè l'Organizzazione Europea per la Cooperazione Economica, il Patto di Bruxelles (che nel 1955 diventerà l'Unione Europea Occidentale) e il Consiglio d'Europa, erano però caratterizzate da una struttura confederale particolarmente debole, soprattutto perché la Gran Bretagna, che ne fu con la Francia la principale fondatrice, era particolarmente rigida nella difesa delle prerogative della sovranità nazionale e gli altri partner non erano disposti a procedere senza la Gran Bretagna. Il salto qualitativo da queste prime, deboli forme di cooperazione europea all'avvio del processo di integrazione comunitaria fu reso possibile dall'evoluzione della questione tedesca indotta dalla politica americana.

Un corollario fondamentale della strategia americana di contenimento del blocco sovietico (che aveva portato al Piano Marshall e poi alla fondazione dell'Alleanza Atlantica) era la decisione di procedere alla ricostruzione economica e politica della parte della Germania occupata dalle potenze occidentali, eliminando i residui della precedente politica tendente a mantenere la divisione fra le zone di occupazione occidentale e a limitarne fortemente lo sviluppo economico. Nel quadro di questa scelta, guidata dalla consapevolezza che senza una piena ripresa di quello che era sempre stato uno dei fondamentali punti di forza dello sviluppo economico europeo l'Europa occidentale sarebbe rimasta irrimediabilmente debole, gli americani, dopo aver ottenuto la costituzione della Repubblica Federale di Germania, posero all'ordine del giorno l'eliminazione di ogni ostacolo al pieno sviluppo dell'economia tedesca, aprendo la strada alla riappropriazione da parte dei tedeschi della propria industria pesante, che era sottoposta alla Autorità Internazionale della Ruhr e quindi a delle limitazioni di produzione. Di fronte a questa decisione americana il governo francese, la cui politica estera era passata sotto la guida di Robert Schuman, esponente del "partito della riconciliazione con la Germania", venne a trovarsi fra due fuochi, rappresentati rispettivamente dalla preoccupazione per il risorgere della potenza tedesca, di cui la rinascita economica costituiva la premessa, e dalla prospettiva di un duro (e destinato a concludersi con una sconfitta) scontro diplomatico con gli americani, decisi a portare avanti senza indugi la piena ripresa economica della Germania occidentale. Ma da questa impasse seppe uscire in un modo evolutivo con la coraggiosa proposta, suggerita da Jean Monnet, di sottoporre a un comune controllo europeo sia l'industria carbosiderurgica tedesca che quella

Sergio Pistone

segue a pagina 16



Enrico Prampolini, "Composizione orizzontale", 1949, olio su tela - coll. priv.

della Francia e degli altri paesi europei disposti a partecipare all'impresa. In seguito all'immediata risposta positiva della Germania di Adenauer, dell'Italia di De Gasperi e dei paesi del Benelux, il problema fu risolto creando, sulla base appunto del Piano Schuman, un organismo di tipo completamente nuovo rispetto al Patto di Bruxelles, all'OECE e al Consiglio d'Europa.

Il processo di integrazione europea, grazie ai suoi progressi, è giunto a un punto in cui il rinvio dello sbocco federale aprirebbe la strada alla involuzione dell'Unione Europea.

La fondamentale novità che caratterizzò la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio fu costituita precisamente dalla prospettiva federale in essa contenuta.
A tale prospettiva era legata la scelta di procedere sulla base di un gruppo più ristretto rispetto alla cerchia degli stati coinvolti nelle prime iniziative europeistiche. Quando la proposta della CECA fu lanciata esistevano da oltre due anni, come si è detto sopra, l'OECE e da un anno il Consiglio d'Europa comprendenti, oltre ai Sei, la Gran Bretagna e la maggioranza dei paesi dell'Europa occidentale. Ebbene la scelta procedurale di importanza cruciale compiuta da Schuman fu precisamente quella di operare al di fuori del quadro giuridico di queste due organizzazioni, all'interno delle quali la Gran Bretagna e, al suo seguito, i paesi scandinavi e il Portogallo avrebbero limitato gli aspetti innovatori dell'iniziativa, e di aprire le trattative solo fra i governi disposti a discutere la creazione di una autorità sopranazionale. Si dette in tal modo vita a un nucleo duro all'interno di un cerchio più ampio di carattere puramente intergovernativo, nella convinzione che il successo dell'impresa avrebbe più avanti coinvolto gli Stati inizialmente recalcitranti – come in effetti è poi avvenuto.

Il discorso federalista cui era ispirata la dichiarazione di Schuman mantiene oggi piena attualità sotto ogni profilo.

L'unica risposta valida allo svuotamento delle sovranità statali conseguente alla crescente interdipendenza internazionale, di cui la globalizzazione rappresenta lo sviluppo più recente, è non l'accettazione rassegnata del declino della statualità, bensì l'allargamento delle dimensioni dello stato democratico e il rafforzamento degli strumenti partecipativi democratici, che sono resi possibili dal principio di sussidiarità proprio di un sistema federale pienamente sviluppato.
Poiché la statualità è la base insostituibile del perseguimento dell'interesse generale, e cioè della convivenza pacifica, della tutela dei diritti liberaldemocratici e della solidarietà, l'impegno prioritario in un mondo sempre più interdipendente è la creazione di uno stato federale europeo. Questo, d'altra parte, come è detto nella dichiarazione di Schuman, deve essere inteso come un contributo fondamentale alla pace del mondo intero, il che, se si vuole essere consequenziali, significa che questo esempio deve favorire la formazione di altre federazioni continentali e contribuire infine, come è sostenuto nel Manifesto di Ventotene, all'unificazione federale del mondo intero. L'alternativa a questo obiettivo è il prevalere di una dispersione neofeudale della sovranità e, quindi, di una anarchia generalizzata.
Il processo di integrazione europea, grazie ai suoi progressi, è giunto a un punto in cui il rinvio dello sbocco federale aprirebbe la strada alla involuzione dell'Unione Europea. L'unificazione monetaria (che è il più grande successo finora raggiunto) ha infatti portato al punto di insostenibilità la contraddizione in cui da sempre si dibatte l'integrazione funzionalistica. Se allo svuotamento della capacità di governare il processo economico con le politiche economiche e sociali nazionali non corrisponderà la creazione di un governo democratico europeo in grado di assicurare la coesione economico-sociale e la competitività dell'economia europea nel quadro della globalizzazione, il sistema democratico finirà per entrare in una crisi fatale e il quadro comunitario sarà destinato a dissolversi.

Non solo è drammaticamente attuale l'esigenza di realizzare la finalità ultima – la federazione europea – della dichiarazione di Schuman, ma è altresì pienamente attuale la strategia del nucleo duro o nucleo di avanguardia da essa proposta.

Non solo è drammaticamente attuale l'esigenza di realizzare la finalità ultima – la federazione europea – della dichiarazione di Schuman, ma è altresì pienamente attuale la strategia del nucleo duro o nucleo di avanguardia da essa proposta. Sono in effetti fermamente convinto che questo approccio, valido in generale per superare i veti nazionali in occasione di passi avanti decisivi, sia, in particolare, l'unico metodo con cui affrontare l'attuale processo di allargamento - un processo che non deve essere ritardato anche per non compromettere gli effetti stabilizzatori - parando il pericolo della paralisi istituzionale.
Creare un nucleo duro adeguato alle sfide attuali non significa però, deve essere chiaro, la concessione di ulteriori opting out, l'ammissione delle astensioni costruttive o la realizzazione di cooperazioni rafforzate, che, nonostante l'utilità in alcuni casi specifici (in particolare l'opting out riguardo all'unificazione monetaria), conducono verso un "Europa alla carta", invertebrata e destinata a disgregarsi alla prima seria crisi.
Così come con l'iniziativa di Schuman nel 1950 si è dato vita a una comunità prefederale nel quadro più ampio del Consiglio d'Europa, si dovrebbe, ispirandosi a quell'esempio, mirare alla creazione di una comunità federale fra gli Stati disponibili, dotata di proprie istituzioni e facente parte, come soggetto unitario, del cerchio più ampio costituito dall'Unione Europea.
Quest'ultima dovrebbe essere mantenuta in vita per garantire le sue fondamentali acquisizioni, in particolare il mercato unico, e da essa dovrebbe essere possibile per ogni Paese membro il passaggio in qualsiasi momento al nucleo federale alla sola condizione di accettarne le regole.

Una simile scelta richiederebbe, come nel caso della CECA, un trattato separato, onde evitare che l'iniziativa possa essere bloccata dai governi non disponibili per il momento al salto federale, e dovrebbe trattarsi di un trattato-costituzione, che istituisse cioè una costituzione per uno Stato federale. Si perverrebbe di conseguenza al superamento del metodo delle trattative intergovernative e all'attivazione di un metodo costituente democratico implicante un ruolo essenziale dell'organo rappresentativo del popolo europeo.

Sergio Pistone

NUMERO 1 - 2, ANNO II

GIORDANO BRUNO E LE RADICI DELLA MODERNITA'

Dopo otto anni di processo il 17 febbraio del 1600 il filosofo nolano Giordano Bruno veniva bruciato vivo a Roma nella Piazza di Campo dei Fiori. Nel fuoco dei legni si consumava un atto contro il libero pensiero e contro la volontà dell'uomo di conoscere la realtà al di là delle false certezze che un connubio improprio tra scienza e teologia riteneva di poter dispensare alla conoscenza. L'irrequietezza del suo animo e la straordinaria fermezza nell'affermare le proprie convinzioni, sfidando la Chiesa e la cultura filosofica dominante, gli conferiscono il segno di una modernità che in seguito la scienza non ha avuto difficoltà a riconoscergli.

Di temperamento forte e di smodata curiosità culturale il frate domenicano non poteva non sentirsi compresso nelle spire di una teologia, in cui si era addottorato nel 1575, che nella filosofia e nella ricerca scientifica individuava il semplice ruolo di *ancilla*. La voglia di districarsi tra le maglie rigide del sapere teologale si manifestò ben presto dando vita ad un conflitto con la teologia ufficiale che approvò un processo la cui notizia lo colse a Roma, costringendolo a fuggire e ad abbandonare l'abito domenicano.

Da questo momento inizia quel peregrinare che, attraverso le tappe più o meno stabili, lo riporterà a Roma nel febbraio del 1593 nella condizione di arrestato e incarcerato per ordine della Curia romana, che lo volle nel palazzo del Santo Uffizio. Quivi si chiudeva il circolo variegato di una vita travagliata, segnata dall'alternarsi di entusiasmi speculativi e di sconfitte con il potere religioso e politico. Il passaggio da città a città (le molte che lo ospitarono o lo rigettarono) costituiva lo specchio di un'Europa frastagliata, dalle contrastanti forme di vita culturali in cui il potere religioso, pur nelle diverse forme e movimenti, costituiva un referente di stretta osservanza o di oculato rispetto da parte dei poteri politici locali. Ma rifletteva anche il disagio esistenziale di chi rivendicava con gli scritti o nei fatti la libera circolazione delle idee sulla scia dell'affermazione del libero pensiero: due principii che per affermarsi con pienezza dovevano seguire un percorso ben più lungo di quello vissuto da Giordano Bruno. I sostenitori della modernità possono andare fieri della cultura che, a partire dal Rinascimento e lungo i quattro secoli che seguirono, ha dato a quei principii una consistenza teorica.

Il potere religioso rincorse Bruno lungo la sua fuga, snodatasi tra Napoli, Roma, Genova, Ginevra, Tolosa, Parigi, Londra, ancora Parigi, Magonza, Marburgo, Wittenberg, Praga, Helmstedt, Francoforte, Zurigo, ancora Francoforte, Venezia e Roma. L'ombra minacciosa della Chiesa romana lo insegue direttamente o tramite i principi governanti.

Ma a contrastare Bruno sono anche le altre tendenze religiose cristiane: luterane, calviniste, riformatori vari, che non potevano accogliere i principi filosofici di un pensatore che in cosmologia seguiva Copernico e in filosofia superava la visione teologica di un Dio diverso dal mondo per affermare la identità dell'uno e dell'altro nella loro infinità. Con tutte le conseguenze per i vari dogmi che erano nutrimento per la fede cristiana.

Il viaggio di Bruno, dalle molte tappe, scandisce momenti di un itinerario che nella sua conclusione tragica diventa emblema di un progetto di costituzione di una società della cultura che segnerà nel futuro il suo punto più alto nell'Illuminismo e nel pensiero scientifico.

La ricchezza delle opere di Bruno, quantitativamente e qualitativamente, è stata nutrimento del pensiero filosofico moderno. La vastità degli interessi speculativi, che hanno spaziato, proponendone risposte convincenti, tra cosmologia, metafisica, psicologia, fisica e matematica, etica civile, religione, rappresenta il prototipo di un intellettuale che nutre la propria intelligenza di ansia di liberazione dagli orpelli di un sapere precostituito.

E ciò non poteva non costituire l'atteggiamento di un ribelle, di un contestatore delle verità dominanti nel suo tempo. Verità che combatte non per quel che di positivo esse rappresentano nella vita speculativa e pratica, ma per lo spirito di autoritarismo che esse contengono, specialmente nella difesa che i "conservatori" si ostinavano a farne privilegiando lo "statu quo" al progresso del sapere e della conoscenza.

Con lui lo spirito della modernità irrompe prepotentemente nella cultura del tempo e getta le basi di un sapere che si avvia ad essere scienza. Prediligendo Copernico a Tolomeo e superandolo anche, anticipa la visione di un universo in contrasto con la metafisica religiosa allora imperante e in attesa di essere esplorato razionalmente e con criteri scientifici.

Amore della verità e della libertà di pensiero lo si ritrova affermato in Bruno nella forma esasperata di una coscienza critica che, rispetto a quella di altri pensatori del tempo, si manifestò in forma risoluta quale naturale espressione di un temperamento dominato dall'irrequietezza di un sapere incontenibile che, spaziando nei vari territori della conoscenza, mostrava una certa genialità non sempre tenuta a freno di fronte ai suoi critici inquisitori.

L'esito tragico della sua avventura umana fu il naturale approdo ad una condanna delle sue idee ma anche del modo con cui le difendeva. Fermezza nel non riconoscere legittimità alle accuse che il tribunale dell'inquisizione, nelle parole del Bellarmino, gli rivolgeva e tetragona certezza di rivoluzionare l'immagine dell'universo lo portarono ben presto e inevitabilmente a togliersi di dosso l'abito monacale, simbolo di una visione religiosa e dominatrice. E così facendo assegnava alla sua esistenza il dovere di sopportare un esilio rocambolesco che ben si attagliava al suo temperamento. Ma favoriva così uno scontro con la natura autoritaria di un potere religioso che non poteva consentire la libera circolazione di un pensiero che lo minava alle radici.

Quando il 17 febbraio di quattrocento anni fa Giordano Bruno saliva sul rogo per essere bruciato vivo l'autorità della Chiesa poteva ritenersi in regola con la legge vigente e poteva anche pensare di aver represso un pensiero particolarmente dannoso per la sua teologia, ma a vincere realmente era la radice di un pensiero laico che nel futuro sarebbe andato oltre le intenzioni del nolano.

A trasformare il fuoco in luce per l'intelletto sarebbe stata l'eredità di un filosofo "scandaloso" per la Chiesa ma glorificato dal progresso che da quello scandalo sarebbe partito per affermare la libertà del pensiero e della scienza.

Angelo G. Sabatini

DOSSIER

MEMORIA E OBLIO
Dimenticare i gulag, por favor

Benemerito è il costante flusso di produzioni cinematografiche e televisive che rievocano gli orrori del nazismo. Esse aiutano a non dimenticare ciò che dovrà sempre essere ricordato e assolvono così un importante funzione educativa.
Peccato che continui a latitare un analogo impegno in produzioni che valgano a mantenere viva anche la memoria delle atrocità dei regimi comunisti, le quali, certo, nulla hanno da invidiare a quelle di cui si sono resi responsabili i nazisti! Eppure nelle infinite storie delle vittime di un'ideologia che ha portato allo sterminio di cento milioni di persone non dovrebbero mancare soggetti molto interessanti per produzioni cinematografiche.
Il conturbante film "Le grida del silenzio" poteva costituire un esempio. Questo esempio non ha avuto un seguito; quanto meno di quel livello. Stranamente in Occidente il mondo dello spettacolo non sembra trovare sufficienti motivi di ispirazione nei drammi delle vittime del comunismo. "Disinteresse" di cineasti e operatori della televisione, ma anche di poeti, di scrittori, cantautori. Un disinteresse che, certo, non è casuale e di cui non si parla, ma di cui si dovrebbe, invero, fortemente dolersi.
L'esigenza di coltivare nelle nuove generazioni la consapevolezza di **tutte** le ideologie che partoriscono mostri trova così una grave, imperdonabile lacuna.

LA SCELTA DEI "QUATTORDICI"

La levata di scudi dei governi di 14 Paesi membri dell'UE contro la partecipazione del partito di Heider al nuovo governo austriaco e l'ostracismo che ne è seguito nei confronti dell'Austria costituiscono un evento che probabilmente lascerà un segno nel cammino dell'unificazione europea. Viene infatti ad assumere un rilievo senza precedenti una volontà politica di assicurare l'inscindibilità del progetto europeo da un fermo impegno nella salvaguardia dei "diritti fondamentali". E per la prima volta si ha l'affermazione in concreto di un principio di ingerenza nella vita politica interna di un paese dell'Unione nei casi, come quello della composizione del nuovo governo austriaco, in cui si ritengano essere a rischio determinati valori considerati fondamentali per l'idea europea. Questo fatto viene ad assumere il valore di un'anticipazione in direzione di una realtà politica in cui la sovranità degli Stati nazionali sia fortemente impallidita e dominanti siano le ragioni di una vera e propria nazione europea. Esso dovrebbe pertanto specchiarsi coerentemente in opzioni per riforme istituzionali in profondità, oltre a postulare, naturalmente, la definizione di una cogenza non solo politica dei "diritti fondamentali".
E' stato fatto osservare che in relazione alla prospettiva, resa concreta nel caso austriaco, di un'ingerenza dell'Unione nella vita politica nazionale potrebbero guadagnare terreno, in particolare in alcuni dei Paesi membri, orientamenti non favorevoli al completamento dell'unificazione europea. Non è da escludere.
Solo in una parte, infatti, dei Paesi membri (essenzialmente in quelli della fascia mediterranea, ma esclusa la Francia) la quasi totalità della popolazione è caldamente a favore anche delle soluzioni più avanzate per quanto riguarda la costruzione europea. In altri Paesi una buona parte dell'opinione pubblica è piuttosto tiepida o, addirittura, contraria all'ipotesi di dette soluzioni.
In considerazione di ciò verrebbero a crescere le ragioni - si può sostenere - per non subordinare tutti i futuri possibili sviluppi della costruzione europea all'adesione della globalità dei Paesi membri dell'Unione, sicché un gruppo di Stati possa spingersi più avanti rispetto agli altri nell'unificazione politica.

IL BIFRONTE VLADIMIRO

Vladimir Putin, confermate nelle elezioni presidenziali le previsioni di un suo pieno successo, ha visto crescere ulteriormente le attenzioni a lui rivolte dai governi dei Paesi occidentali. E' naturale. Con lui si dovranno fare i conti per molti anni: presumibilmente anche oltre la scadenza del suo presente mandato.
Il successore di Boris Eltsin, peraltro, continuerà ancora per qualche tempo ad essere un personaggio il cui vero pensiero è in ombra e in merito alla cui futura azione contrastanti sono le ipotesi che possono essere formulate.
Un volto del nuovo inquilino del Cremlino è quello di un pragmatico che non esita a dar atto pubblicamente dello stato di arretratezza e povertà del proprio Paese, ad affermare che quindi la più alta priorità spetta all'economia, e ad esibire, in contrasto con tutta la tradizione della vecchia nomenclatura politica russa, un'immagine non dissimile da quella del politico occidentale.
L'altro volto è quello dell'uomo del KGB, dalla misteriosa, fulminea carriera, che per conquistare i consensi dell'opinione pubblica russa ha disposto la distruzione di un popolo, che punta sullo Stato forte e sull'eccitazione del nazionalismo russo, che mantiene un legame sentimentale con il passato totalitario del suo Paese (in un banchetto è arrivato a brindare a Stalin), che parla calorosamente di Andropov (il leader sovietico, già capo del KGB, da cui è stato inaugurato il sistema di rinchiudere i dissidenti in ospedali psichiatrici).
Contraddittorie ed ambigue sono anche le idee che Putin ha espresso circa la politica economica che intende seguire. Certo il suo orientamento favorevole alla conservazione di industrie statali antiquate che si reggono in piedi con i sussidi è in contrasto con un approccio riformista e innovatore.
In ogni caso con Putin il quadro politico della Russia appare destinato a registrare una notevole evoluzione; un'evoluzione che potrebbe conoscere inclinazioni non confortanti per la democrazia e per l'Occidente.

PROHIBITIONNISME: AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE DROGUE

La croisade prohibitionniste continue à collectionner les défaites sur tous les plans. Le nombre des drogués croît, la criminalité liée à la drogue augmente, l'action destinée à réduire la culture du coca et du pavot à opium n'aboutit à rien : une action à laquelle l'administration des Etats-Unis en particulier attribue une importance centrale dans la

stratégie anti-prohibitionniste. En Colombie, un des pays où sont concentrés les efforts des Etats-Unis pour réduire la production de narcotiques, la culture du coca s'est accrue, au cours de l'année dernière, selon les données fournies par la CIA, de 25% (et a doublé par rapport à 1995). En Afghanistan, selon les données de l'UNDCP (agence de l'ONU pour la lutte contre la drogue) la production d'opium a augmenté entre 1998 et 1999, jusqu'à 70% (et Afghanistan est le pays où Pino Arlacchii, le directeur exécutif de l'UNDCP, était venu fournir des financements au régime des talebans pour les faire entrer dans la lutte contre la drogue).
D'autre part, même lorsque les interventions américaines parviennent à obtenir dans certains pays, comme cela est arrivé au Pérou et en Bolivie, une réduction de la production de coca ou d'opiacés, sur le plan global le résultat est nul. Comme on le note dans un article récent de l'"Economist", on a inévitablement un effet "délocalisation": en fait les productions de drogue augmentent en conséquence dans d'autres pays.

LES " PRUDENTES " CONDAMNATIONS A MORT EN CHINE

En réponse à une protestation de l'"Amnesty International" et d'autres organisations contre les exécutions capitales en Chine, le Gouvernement de Pékin a fait observer, par le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères Zhu Bangzao, que les tribunaux du pays "sont très prudents" dans les condamnations à la peine capitale.
Une "prudence" vraiment exemplaire! En 1998 ont été exécutés près de 2000 personnes: plus que tous les condamnés à mort du reste du monde.

LE PRIX D'UNE INTERDICTION

Au cours d'une visite en Afrique, le secrétaire du principal parti de la coalition sur laquelle se fonde le gouvernement actuel en Italie a pu se rendre compte des niveaux terrifiants que la diffusion du SIDA a pris dans une bonne partie de ce continent, et il s'est publiquement adressé au pape afin que l'Eglise catholique revoie la prohibition, qu'elle maintient toujours, de toute forme de contraception.
On pourrait remarquer que aussi les forces politiques laïques portent une certaine responsabilité pour n'avoir pas su contester fortement dans le passé le rôle que l'interdiction confessionnelle des contraceptifs a eu, pas tellement dans l'aggravation de la diffusion du SIDA, mais surtout dans ce fléau qui à différents endroits du globe a représenté un boom démographique pressant. Il s'agit là d'une carence explicable par un certain degré d'assujettissement qui dans le monde politique des pays catholiques – mais en particulier en Italie – s'est accru, devant le grand prestige du pontife actuel, par rapport au Vatican. Assujettissement auquel sont dûs aussi la modération et le silence des forces politiques laïques en ce qui concerne d'autres questions cruciales.
Peut-être, une fois entrés dans le nouveau millénaire, parviendra-t-on à aller plus loin qu'un appel épisodique et saura-t-on garder effectivement vivant le débat sur l'importance des coûts que la position de l'Eglise en matière de contraception comporte pour ceux des pays les plus pauvres où la confession catholique est prédominante ou largement présente.

RECYCLAGE DES PRETRES GENOCIDES

On a découvert récemment que dans une église de Florence officiait comme adjoint au curé un prêtre houtou qui s'était rendu responsable en 1994 du massacre de 2000 toutsis qui avaient cherché abri dans son église à Nyange. Ce prêtre serait un des trente éclesiastiques houtous accusés ou suspectés de participation au génocide qui auraient été "replacés " dans des paroisses de pays autres que le Rouanda. Que le Vatican aide ces prêtres à échapper à la justice et à reconstruire leur vie trouve une justification dans les règles et les traditions de l'Eglise.
Il est plus difficile de trouver une explication convainçante des raisons pour lesquelles le Vatican n'a pas été à même, en 1994, d'empêcher qu'une bonne partie du clergé catholique du Rouanda participe activement au génocide et arrive, dans certains cas, à faire oeuvre d'instigation au massacre.

TABAC ET CANCER

Dans le domaine des financements pour la politique agricole commune, l'Union Européenne subventionne les producteurs de feuilles de tabac avec la somme de 1870 millions d'euro par an. Le programme communautaire "L'Europe contre le cancer" prévoit, lui, un financement de 25 millions d'euro en cinq ans.
On a souvent fait remarquer (entre autres aussi au cours de débats dans les institutions de l'Union) ce paradoxe: d'un côté, on met parmi les objectifs des interventions communautaires la lutte contre la maladie, de l'autre on finance les producteurs de substances qui favorisent l'apparition de cette maladie.
En réalité, il est logique que les choses se passent ainsi. Comme on ne conçoit pas l'instauration d'un régime prohibitionniste, un manque de soutien financier des producteurs européens de tabac ne favoriserait que les producteurs étrangers. Mais ce qui est scandaleux c'est la disproportion – qui pourrait, semble-t-il, s'accentuer davantage – entre coûts pour la lutte contre les cancers et financement de substances qui peuvent les causer. Cette disproportion (un rapport de 1 à 15!) doit être corrigée. Il suffira de se décider à *limer* un peu les exigences du superpuissant lobby du tabac.

"ECHELON" : BIG BROTHER VOUS SURVEILLE

L'embarassante question de la chaîne d'interception satellitaire " Echelon " - qui, installée dans le cadre d'un accord USA, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande pour intercepter des communications dans le bloc soviétique, a tourné ses antennes également vers des amis et alliés – a été mise à nu par le rapport que l'écossais Duncan Campbell a présenté récemment au parlement européen.
Les verts ont demandé aussitôt la création d'une commission d'enquête. Romano Prodi à son tour a confié au Commissaire Liikanen la charge de faire une enquête sur " Echelon ". Mais ceci n'a pas suffi à l'assemblée nationale française, qui a l'unanimité a décidé de créer une commission parlementaire spéciale chargée d'effectuer une enquête sur les systèmes de surveillance et d'interceptions électroniques "qui peuvent mettre en cause la sécurité nationale". Malaise évident chez les anglais. Blair déclare: "Nous n'avons pas trahi l'Europe".

TABU'

Il diritto a disporre della propria vita e la suprema scelta

Qualche tempo fa Indro Montanelli, insigne decano del giornalismo italiano, ha agitato la calma superficie del pantano etico e culturale italiano dichiarando senza mezzi termini: "Cerco disperatamente un medico che s'impegni a farmi morire quando e come lo desidero". Ed ha soggiunto: "Abbiamo norme che si ostinano a mantenere in vita persone che non hanno più vita. Mi ritengo un moderato su tutto, ma sul diritto alla morte, no: sono un radicale assoluto".

Nel patiferio che ha fatto seguito alla dichiarazione di Montanelli si sono udite, com'era prevedibile, voci di consenso e di dissenso; queste ultime di ispirazione prevalentemente (ma non solo) cattolica. Al di là delle prese di posizioni individuali, ciò che mi preme qui sottolineare è che tutte le voci contrarie all'eutanasia non si sono limitate ad esprimere un'opinione, ma hanno preteso di trasformare quell'opinione in un divieto o, comunque, di screditare le parole di Montanelli. Così, per esempio, il cardinale Tonini ha sentenziato: "Sono sicuro che Montanelli non si rende conto del fatto che sta chiedendo a un medico di sacrificare la propria coscienza morale".

Altri oppositori dell'eutanasia sono stati anche più drastici nelle loro condanne. E se, nella sua ingenuità paesana, non suscita nessuna irritazione il sussulto indignato del cantante Paolo Murolo ("Ma questa è proprio pazzia pura. Siamo o non siamo creature del Signore? Non se ne parla nemmeno"), appare inconcepibile il drastico altolà d'uno studioso e d'un politico come Giovanni Berlinguer che, in quanto presidente del Comitato Nazionale di Bioetica e di parte laica, dovrebbe astenersi da ogni posizione dogmatica: "Provocare la morte d'una persona dev'essere, sempre e comunque, tassativamente vietato".

Ma non vorrei ridurmi anch'io ad affrontare solo in chiave polemica e locale questo gigantesco problema. Sì, credo davvero che il vero tabù del nostro tempo non è più il sesso, ma la morte. Come ha scritto un acuto sociologo inglese, Geoffrey Gorer, nel suo bel libro *The Pornography of Death*, una volta dicevamo ai nostri figli che i bambini nascono sotto i cavoli; oggi diciamo loro che il nonno è andato in America".

Come in tanti altri campi (dal divorzio, alla contraccezione, all'aborto, all'omosessualità, ove il Vaticano esercita la sua influenza intimidatrice e condizionante, l'Italia è anche sul tema dell'eutanasia il "fanalino di coda" di tutto l'Occidente avanzato. Così, mentre nelle chiese protestanti il dibattito è da tempo aperto e di recente anche la Chiesa valdese d'Italia ha pubblicato un opuscolo ove espone con molta imparzialità i termini della questione invitando i lettori a dare il loro contributo di idee e di opinioni, la gerarchia ecclesiastica della Chiesa cattolica (in primo luogo l'attuale pontefice) rifiuta categoricamente ogni discussione anche con i propri fedeli, che invero non di rado osano esprimere il proprio dissenso dalle posizioni vaticane. Così, per esempio, un'università cattolica olandese, la Free University di Amsterdam, ha pubblicato fin dal 1988 un suo protocollo sulla questione che si apre con queste parole: "Consideriamo l'eutanasia conforme al comandamento evangelico di fornire ai malati tutta l'assistenza possibile". Ma a quel documento il Papa ha ritenuto di rispondere con parole di assoluta intransigenza ("l'eutanasia comporta la stessa malignità dell'omicidio"), dedicando alla condanna indiscriminata della "morte assistita" un intero capitolo della sua enciclica "Evangelium Vitae". E tutto ciò ha portato fatalmente ad un grave ritardo dell'Italia in questo campo.

Anzitutto, mi sembra doveroso sottolineare che, per quanto riguarda l'Italia, ad una sia pur breve discussione della questione sui mass media si è potuti arrivare solo perché, casualmente, se n'era occupato un VIP come Montanelli. Eppure si tratta di un problema che riguarda tutti i cittadini, anzi tutti gli essere umani. Ciò nonostante esso era rimasto, fino a ieri sostanzialmente sepolto nel silenzio (e questo la dice lunga su quella finzione che, in Italia, va sotto il nome di informazione e di stampa democratica). Per decenni alcune persone coraggiose e compassionevoli hanno tentato invano di sollevare la questione. E non a caso s'è trattato spesso di persone dell'area radicale.

Vorrei ricordare Adele Faccio e Guido Tassinari, che crearono una ventina di anni fa, insieme a me ed a pochi altri laici, il club dell'Eutanasia. Ed oggi vorrei ricordare l'opera di Leo Solari, combattente di questa e d'altre battaglie libertarie italiane, e degli animatori dell'associazione "Exit" di Torino (la prima organizzazione italiana riconosciuta dalla Federazione internazionale delle associazione per il diritto ad una morte dignitosa), che sta adoperandosi per aprire il dibattito anche nel Parlamento italiano, su questo tema cruciale.

Soprattutto vorrei ricordare un medico fiorentino, Ugo Conciani, che dopo essere stato, in campo medico, il massimo pioniere della lotta per la legalizzazione dell'aborto, iniziò un'attiva opera di assistenza in materia d'eutanasia e fu regolarmente incriminato. Pochi anni dopo quell'incriminazione, Ugo Conciani, colpito da una malattia mortale, fu di fatto costretto a ricorrere all'atrocità di un'autoimpiccagione per sottrarsi all'agonia prolungata che la natura e la medicina convenzionale gli volevano imporre.

Questa è la realtà drammatica che sta dietro al dissenso astratto e per di più imbavagliato in materia di eutanasia: mentre nessuno dei fautori dell'eutanasia ha mai preteso di proporre l'eutanasia a chi non la vuole, tutti gli avversari dell'eutanasia pretendono di negarla a chi vuole ricorrervi. E' la solita sottaciuta ma cruciale differenza tra le posizioni dogmatiche e quelle liberali.

Come hanno preteso costantemente di costringerci a vivere a modo loro (vietandoci le idee, gli amori, e le iniziative che essi disapprovavano), così i dogmatici pretendono da secoli, e continuano a pretendere ancora oggi (col lavaggio del cervello, le colpevolizzazioni e, perfino, le minacce di incriminazione e di galera) di costringerci a morire a modo loro, e si tratta di un modo che molto spesso è inutilmente crudele.

Fermare questa sopraffazione odiosa sarà un altro compito essenziale di quell'autentica rivoluzione liberale, che, in buona parte dell'Europa, attende ancora di completarsi.

Luigi De Marchi

GAUCHE EUROPEENNE NUOVA EUROPA

NUMERO 1 - 2, ANNO II

LA NARRATIVA CONTEMPORANEA E LA CRITICA

Una critica egemonica e il paradosso di una letteratura che si nutre anzitutto di critica

Vi è una affermazione oramai ricorrente, nella repubblica delle lettere: che il primato è passato dalla narrativa alla critica, e che la vigente letteratura si nutre anzi tutto di critica. Luigi Baldacci, che recentemente ha declassato la seconda metà del Novecento, ha confermato questa singolare conclusione. In realtà, critica e narrativa dovrebbero essere termini disomogenei, perché nel primo caso è in questione un testo, ossia una realtà compiuta e conoscibile, mentre nel secondo caso è o dovrebbe essere in questione la vita stessa, ossia una realtà fluida e tutta da rivelare.

Il trionfo autodecretatosi dalla critica è imbarazzante, non solo perché i narratori non hanno l'identica facoltà di autoincoronarsi, essendo tributari della medesima critica, ma perché un tale epilogo è sterile, illogico: come dire che le imbandigioni di un cuoco valgono meno della descrizione che ne fa Veronelli, e che inventare val meno di commentare. Si eccepirà che la critica è anch'essa prodotto letterario, ma par considerando le ipotesi più fortunate, quelle in cui l'interprete riesce ad avere la mano felice quanto e più dell'artefice, bisognerebbe pur individuare un discrimine, se della letteratura non si vuol fare una gabbia di pazzi: tale discrimine dovrebbe essere fissato nell'*invenzione* o, meglio ancora, nel preponderante apporto della *fantasia* cui bisognerebbe asservire la letteratura primaria, mentre l'indotto, la carta che si ciba di altra carta, la critica o anche la critica elevata a *saggistica*, andrebbe ricondotta nell'alveo della letteratura secondaria o accessoria.

Fantasia/intelligenza: questa alternativa fornisce una chiave per intendere la lotta che si è svolta e che ancora si svolge intorno al romanzo. Il secolo che si è concluso, a ragione o a torto, ha preferito l'intelligenza alla fantasia (non che i due termini non possano essere complementari: ogni scoperta scientifica esige fantasia, e, d'altronde, ogni buon romanzo esige intelligenza, quanto meno per disciplinare e organizzare i materiali proposti - però il nostro tempo ha guardato con crescente diffidenza alla para invenzione, persuaso che Patrizia Reggiani vedova Gucci abbia più verità di Clitennestra, una convinzione del tutto fallace, perché alla prima spetta la transitorietà della cronaca e alla seconda la eternità delle passioni). Il romanzo è stato fatto a pezzi dalla pretesa di riordinare e di spiegare tutto, e Francesco Alberoni ha avuto buon gioco ad occupare il posto che era stato, che so?, di un Flaubert o di un Dostoevskij. Giudichi il Lettore validità e utilità dei risultati raggiunti.

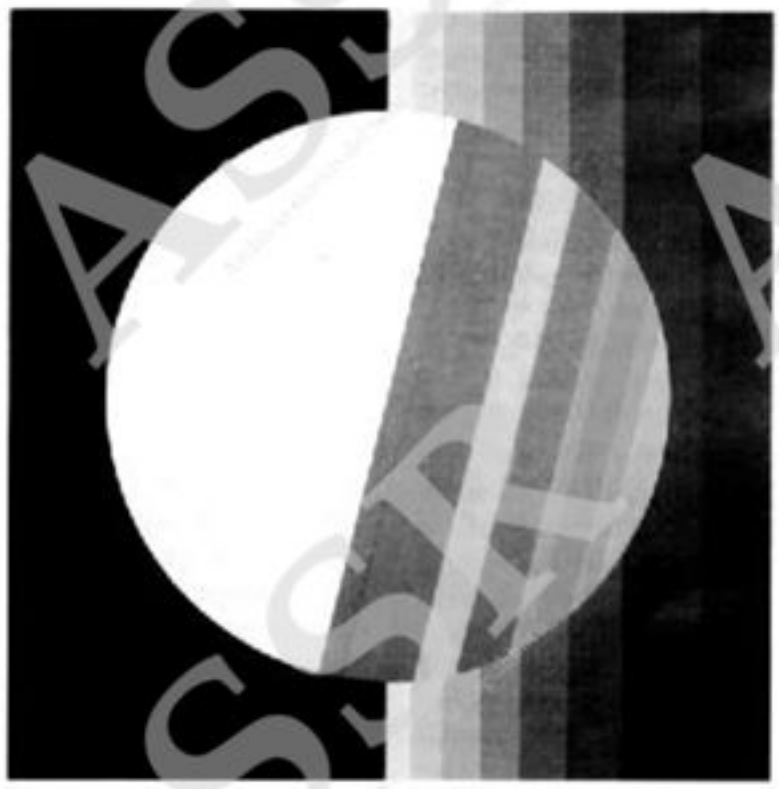
Ma forse il discorso può essere allargato, e può essere riferito a due diversi modi di interpretare il nostro destino di uomini. Tali modi sono reperibili in ogni manifestazione di vita, dalla più eccelsa alla più umile: si può amare la corsa verso l'ignoto, e quindi la scoperta, l'avventura, il rischio, il gioco, la dissipazione, e si può prediligere la quiete della propria casa, e quindi la *separatezza*, lo studio, la meditazione, la prudenza, la temperanza. La distinzione non è mai così netta, così palese, e spesso caratteri dell'una o dell'altra tipologia si confondono in quelle che vengono definite, nel parlar corrente, personalità complesse; tuttavia grosso modo è lecito asserire che ai romanzieri spetti il primo dei caratteri descritti ed ai critici il secondo. Con le commistioni genetiche che sono possibili anche su questo terreno peculiare.

Le teorie formalistiche hanno imbrogliato un po' di più le cose. Posta l'identità di forma e di contenuto, *come narrare* è diventato più importante di *che cosa narrare*: un risultato perverso, e invero più le sottili sperimentalistiche infittivano, più il romanzo mostrava segni di invecchiamento, anzi di esaurimento. Allo scadere del Millennio, è giusto ricordare che i chiacchieroni tengono banco, occupano più spazio di quanto sarebbe auspicabile: l'apparenza ha prevaricato la sostanza, il trucco ha sostituito la bellezza e la parola ha scacciato le cose. In un mio scritto ormai lontano (Belfagor, maggio 1994) suggerivo di conquistare l'immortalità, espellendo la parola morte. Esattamente suggerivo di aggiungere alla categoria dei "non vedenti" quella dei "non viventi". E' un paradosso che va acquistando verosimiglianza: la fantasia, scacciata dalla porta, a suo modo si è vendicata, e, rientrata dalla finestra, oramai veste di irrealtà o meglio di mistificazione ogni nostro battito di ciglia. E la nostra quotidiana esistenza, mettendo a profitto la volgarità e la dozzinalità della TV, è sempre più simile a un romanzo d'appendice.

Credo che il fantastico, in un certo dosaggio, sia ingrediente indispensabile dell'esperienza umana: il romanzo d'impostazione tradizionale forniva il giusto dosaggio, e soprattutto serviva ad evitare

Giampaolo Rugarli

segue a pagina 15



Eugenio Carmi, "Metaimmagine" 1973, acrilico su tela, Galleria EDIS, Roma

LA NARRATIVA
CONTEMPORANEA
E UNA CRITICA CARTOGRAFA

segue da pagina 15

che i sogni tracimassero nella realtà. Venuta meno questa formidabile valvola di sicurezza, il fantastico dilaga, però nelle forme meno accettabili: e non è un caso che l'astrologia stia vivendo una sua grande stagione. La lettura dell'oroscopo ha preso il posto di altre più problematiche letture.

"Il discrimine dovrebbe essere fissato nell'invenzione o, meglio ancora, nel preponderante apporto della fantasia, cui bisognerebbe ascrivere la letteratura primaria, mentre l'indotto, la carta che si ciba di altra carta, la critica elevata a saggistica, andrebbe ricondotta nell'alveo della letteratura secondaria".

Negli anni del dopoguerra, a Milano, non si consultavano gli oroscopi. Le bombe avevano distrutto la città, anche l'ateneo, ed era stata la diaspora delle facoltà: lettere e giurisprudenza erano state mandate in Via della Passione, a occupare un'ala del Reale Collegio delle Fanciulle. Le aule erano poche: fredde, buie, polverose. Malgrado l'esiguità dello spazio, i confini erano nettissimi, specie per quanto riguardava le fanciulle che apparivano lontane, con la camicetta inamidata e l'uniforme blu: fu allora che comprendemmo, molto prima del tempo, il significato della parola "emarginazione".

Vi era - tra noi di giurisprudenza e gli altri di lettere - una impalpabile differenza che non saprei sintetizzare in poche battute. Eravamo tutti scalcagnati, ancora segnati dalla guerra che pure era finita cinque anni prima; e tutti avevamo in pari misura l'innocenza e l'entusiasmo dei giovani. Eppure, in noi che studiavamo giurisprudenza, vi era più esuberanza, più gusto di far cagnara, mentre quelli di lettere erano compunti, contegnosi, pieni di dignità. In realtà gli studenti di lettere erano più preparati e più maturi: lo si capiva dalla diversa serietà con cui affrontavano lo studio e dal diverso atteggiamento nei riguardi dei libri. I nostri libri (di noi della facoltà di giurisprudenza) in poche settimane di uso si trasformavano in altrettanti scartafacci, buoni solo per il camino; invece, per i ragazzi di lettere già allora i libri erano LIBRI, avevano una maestà, forse una sacralità che postulava un totale rispetto.

"Fantasia/intelligenza: questa alternativa fornisce una chiave per intendere la lotta che si è svolta e che ancora si svolge intorno al romanzo. Il secolo che si è ora concluso, ha preferito, a ragione o a torto, l'intelligenza alla fantasia".

Conobbi uno di loro, vivemmo un breve, fugace periodo di confidenza. Era un giovane intelligente; se interloquiva, lo faceva in termini pertinenti, appropriati. Non diceva cose originali, riferiva cose che aveva trovato nei libri o nei giornali, e, in qualche caso, aveva la debolezza di non citare la fonte; però quella che a me pareva mancanza di inventiva era una bella prova di maturità, considerate le sciocchezze che dicevamo noi ragazzi, impegnati a rifondare un mondo che tutto voleva tranne che essere rifondato.

Nonostante l'aria e il tono dimessi, il compagno era affidabile. Mi sembrò giusto confessargli che avevo cominciato a scrivere un romanzo. "Alla tua età?" domandò con una inflessione di voce che già esprimeva un giudizio. Preciso: "Se fossi in te, lascerei perdere. C'è qualcosa di paranoico nel tuo tentativo".

"Le teorie formalistiche hanno imbrogliato un po' di più le cose. Posta l'identità di forma e contenuto, *come narrare* è diventato più importante di *che cosa narrare:* un risultato perverso."

Aveva ragione, ha ragione anche adesso che il tentativo di allora forse è giunto a buon fine. Il fatto è che lui era un bravo ragazzo, e attualmente è un pezzo grosso da qualche parte; io ero un avventuroso o forse un avventuriero, non potevo far altro che scrivere romanzi come poi è accaduto.

Giampaolo Ragarli

COUR DE STRASBOURG

Un jugement qui privilégie le droit des citoyens à être informés

En matière de protection du droit de la vie privée - une matière pavée de problèmes complexes de conciliation avec d'autres droits et d'autres intérêts légitimes – on ne peut ignorer une décision récente de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg qui a renversé la décision du juge français par laquelle le journal satirique bien connu "Le Canard Enchaîné" avait été condamné pour avoir violé le secret sur les renseignements personnels de Jacques Calvet, ancien dirigeant de Peugeot-Citroën.

A l'époque des faits, en octobre 1993, Jacques Calvet avait proclamé une politique d'austérité pour l'entreprise et refusé aux salariés une augmentation salariale de 1,5%. Mais il admettait une exception ad personam, "à sa personne", et augmentait son propre salaire de 45,9% en deux ans. Tout se serait bien passé si "Le Canard Enchaîné" n'avait publié la déclaration des revenus de Monsieur Calvet pour les deux années en question.

Considérant que ceci représentait une violation de sa vie privée, l'ancien président du groupe Peugeot-Citroen avait porté plainte contre ce journal satirique. La magistrature française lui avait donné raison et avait obligé "Le Canard" à le dédommager.

Claude Roire, rédacteur de cet hebdomadaire a présenté un recours individuel contre cette décision à la Cour de Strasbourg pour violation de l'article 10 de la Convention Européenne des droits de l'homme, qui sanctionne de droit à la liberté d'expression. Le jugement a été favorable au "Canard" qui s'est vu ainsi attribuer un dédommagement de 70.000 francs français environ. La Cour a estimé que l'exercice de la liberté de la presse et le droit des citoyens à être informés devaient être considérés comme "prédominants" par rapport à la protection de la vie privée.

NUMERO 1 - 2, ANNO II

EUTANASIA DELL'ARTE ?

Nell'arte contemporanea l'inutilità e la morte dell'arte sono state affermate, più che dai filosofi, dagli artisti stessi e da qualche critico. Già il Dadaismo, sorto durante la prima guerra mondiale al Café Voltaire di Zurigo e altrove, conteneva profondi fermenti nichilistici, distruttivi e demistificatori dell'arte; e tale attitudine venne ripetutamente messa in relazione alla mostruosità distruttiva della guerra. Duchamp poi nel 1919 negava la produzione manuale dell'arte, limitando l'attività dell'artista alla scelta di un ready-made. L'artista cioè non creava più oggetti d'arte, ritenendosi tale creazione manuale, ridicola e fuori tempo: ma si limitava a scegliere oggetti già esistenti elevandoli a rango d'arte. In Italia negli anni Cinquanta Bruno Munari asseriva la fine della pittura e dell'opera d'arte artigianale a favore della trasfusione di quei valori nel design.

Contemporaneamente Fontana, iniziando il periodo dei "buchi", dichiarava più volte a me e ad altri amici che lui la tela la bucava affinché non si potesse più dipingervi; egli riteneva il gesto del dipingere completamente morto.

Simili atteggiamenti e convinzioni, legati spesso all'idea futuribile di un mondo tutto tecnologico e robotizzato, ove l'arte di qualunque tendenza assumerebbe la valenza dei ricordini kitsch per turisti o delle buone cose da salotto gozzaniano, recano in sé cariche autodistruttive probabilmente legate a quell'istinto di morte che Freud andava descrivendo contemporaneamente alla nascita dell'arte moderna e delle sue avanguardie.

Uno degli emblemi massimi di tale autodistruttività fu ottenuto da Jean Tinguely che costruì "Omaggio a New York": una scultura-macchina che distruggeva se stessa. Di questa macchina Billy Kluver scriveva: "Il 17 marzo 1960 è stata messa in funzione ed è stato uno spettacolo di umorismo, poesia e confusione. Ha funzionato per mezz'ora e ora non esiste più".

Malevitch in "Da Cezanne al Suprematismo (1920)", non pago di voler distruggere i musei, affermava: "Michelangelo, scolpendo il suo David, ha fatto violenza al marmo, ha mutilato un magnifico blocco di pietra". Malevich aspirava; come è noto, a un mondo bianco per assenza di oggetto (da cui il suo famoso "Quadrato bianco su fondo bianco"), compensata forse, questa assenza, da pezzi di marmo di Carrara bianchi e quadrati. A sua volta José Ortega Y Gasset già nel 1925 teorizzava la "disumanizzazione dell'arte".

Harold Rosemberg ne La tradizione del moderno (1959) affermava che un'opera, per essere considerata d'arte moderna, non ha bisogno di essere moderna né di essere opera d'arte. Anche un pezzo di legno trovato sulla spiaggia diventa opera d'arte.

In quest'ottica anche i Tampax usati di Gina Pane, se esposti in mostra, divengono opera d'arte. In effetti la serie di opere e di esibizioni negative, spesso basate sul gusto dell'immondo, dell'osceno, oppure del criptico-alchemico-sapienziale, è infinita: dal famoso orinatoio ribattezzato da Duchamp "Fontana" del 1917 a New York alla operazione biologica che dentro di esso compì l'artista francese Pierre Pinoncelli il 24 Agosto 1993 in occasione della mostra "L'ivresse di Réel" a Nimes, dal "Pissed Christ" di Andrea Serrano esposto nel 1987 a New York (un Crocefisso immerso in un pitale pieno di urina), ai sette porcellini in putrefazione esposti nel 1994 da Cristian Lemmertz in un museo danese e acquistabili al prezzo di diciotto milioni di lire l'uno; dai vomiti e avanzi di cibi decomposizione che negli stessi anni Cindy Sherman metteva in mostra e dagli ormai datati capolavori di Manzoni e Klein alla Madonna nera circondata da riproduzioni pornografiche e da sterco di elefante esposta alla Reale Accademia di Londra da Chris Ofili.

Jean Paulhan aveva sostenuto nel 1970 che la pittura moderna assomiglia a una grande impresa di demolizione. Nel 1996 Baudrillard affermava: "l'arte contemporanea è nulla" e Allan Kaprow avanzava l'ipotesi che la parola "arte" potesse diventare priva di senso.

Questi giudizi - o interrogativi? - appaiono trovare oggi maggior ragione di riflessione di fronte alla travolgente mutazione della società civile in una società di spettacolo. Mutazione che porta con sé un forte impulso a trasformare la cultura in cultura di massa: quella cultura che in quanto tale non esiste, non è mai esistita. L'arte si trova così assediata e insidiata. L'aulica cultura dell'anima, quella di Cicerone, di Pascal o di Erich Fromm viene svuotata della sua sostanza per essere sostituita da una cultura formale ed estetizzante di questo nuovo essere: l'uomo di massa. Nel quadro di quell'autentico capolavoro del capitalismo che è la trasformazione di se stesso in società dello spettacolo assistiamo così all'avanzata inarrestabile, alle frontiere del nostro immaginario, di una congerie caotica di nozionismi, di gadget, di classifiche, di scoop, di video, di annunci pubblicitari.

Eutanasia dell'arte, allora?

Ma l'era in cui viviamo non è una di quelle, nella storia dell'umanità, in cui maggiormente l'arte vede proporsi drammaticamente ragioni di esprimere interrogativi, sentimenti, angoscie, intuizioni.

Alla fantastica, sempre più intensa accelerazione del progresso tecnico e scientifico vediamo contrapporsi la barbarie rappresentata da una quantità di conflitti armati in atto in tutto il mondo, da ricorrenti ondate di selvagge atrocità, dalle sofferenze di una buona parte dell'umanità che lotta con la fame, da decine di migliaia di stupri, da bambini violentati, amputati, decoculati. Con la fine del secolo "terribile" che si è appena concluso e che ha visto il carnaio di tante decine di milioni di esseri umani massacrati in guerra, nelle camere a gas, nei lager, nelle foibe, nelle carceri, i mostri non sono scomparsi. Sono cupamente presenti anche al giro di boa tra il vecchio e il nuovo secolo, sotto l'imperversare allegorico della "new economy".

Di fronte a questa realtà artisti, intellettuali e poeti, sicuramente di buona e umana ideologia civile, continuano a dilettarsi in esercizi formali, estetici, sapienzali e citazionali. Nel computer hanno messo tutti i dati estenuanti di un'immensa pignoleria linguistica e tutto il sapere letterario referenziale. Il computer memorizza, calcola e fa proiezioni: non ha la capacità di proporre problemi né la capacità di suscitare emozioni.

Possibile che non avvenga alcun impulso a creare opere d'arte, poemi, meditazioni critiche che sappiano esprimere, rappresentare, piangere tutto questo dolore, tutta questa follia che ritroviamo all'ingresso del nuovo millennio?

Enrico Ber...

IL CHIARO E L'OSCURO. IL SOFFIO E LA FORMA

Un secolo di sodalizi poetici tra Italia e Francia

"... Aveva cercato di chiamare la rivoluzione col nome del suo amore" ... Così Franco Fortini elogiava – e traduceva – in pieni anni '50, Paul Eluard, il Maestro di *Poésie ininterrompue*, che accompagnava e cadenzava quasi la colonna sonoro-poematica ideale del più romantico tra i grandi surrealisti francesi. Fu il momento in cui, dopo i fulgidi, consimili e divergenti percorsi degli altri numi tutelari di quel movimento insieme sinestetico e politico, artistico ed esistenziale, da Aragon a Breton, dallo stesso Artaud a Desnos, André Pieyre de Mandiargues, e tanti altri, il *Surrealismo* sempre più si poneva e si staccava come il fenomeno intellettuale ed il "metodo" creativo forse più centrale e seducente del Novecento. "Trasformare il mondo, ha detto Marx, cambiare la vita, ha detto Rimbaud. Queste due parole d'ordine sono per noi una sola" – ecco insieme l'equazione stilistica e il motto ribelle e libertario con cui Aragon mediava e veicolava, insieme, rinnovata tensione ideologica e un pieno e profetante sprofondamento dei sensi e delle forme...

Ebbene, l'eredità diretta o riportabile del Surrealismo resta come il fiume centrale, francese e finanche europeo, da cui derivano o nel quale confluiscono tutte le grandi, torrenziali sorgenti che hanno fatto grande e reso per tutti noi decisivo anche quest'ultimo secolo di letteratura francese – e d'arte *tout court* – dai "calligrammi" d'Apollinaire alle amabili provocazioni "Dada", dal forte impegno etico e civile dei romanzieri-filosofi Sartre e Camus (e aggiungeremo anche una Simone de Beauvoir sempre in lotta concreta e creativa sui temi dell'emancipazione femminile) al "diritto di sguardo" d'un poeta benemerito e popolare come Prévert, dal "nouveau roman" e dalla c.d. "école du regard" di narratori (e talvolta registi) quali Robbe- Grillet, la Duras, la Sarraute, Butor, fino al talento e alla complessa fantasia metaletteraria di autori come Queneau, o il presto celebre alfiere dell'assurdo parossistico e ineluttabile, e cioè Beckett, oltre ai più giovani, e via via a noi più vicini, Tournier, Perec, Pennac, solo per citarne qualcuno.

Strettissimi, per tutto il secolo, i sodalizi con i cugini italiani, da quelli tra Apollinaire e Ungaretti o De Chirico (ed il fratello Savinio) alle bellissime traduzioni che Italo Calvino ha dedicato ad esempio ai *Fiori blu* di Queneau, alle versioni poetiche di traduttori d'eccezione come Nelo Risi e Luciano Erba, dello stesso Raboni, ma soprattutto di un nostro grandissimo quale Giorgio Caproni, alle prese con il magma autocosciente e disperato di Céline, ma anche con la lirica *"lavagna del Nulla"* che André Frénaud costruisce e catechizza con tutta la sua poesia ("Sono / formo un'ombra alla luce"). Per non parlare del lungo impegno teorico di un ermetico come Piero Bigongiari su un poeta come Francis Ponge, perennemente in lizza per una poetica tutta incentrata sull' "oggetto", su di un "rapporto all'accusativo": "Sui cespugli tipografici costituiti dal poema, su una strada che non porta né tanto dalle cose né verso la mente, certi tratti sono formati da una agglomerazione di sfere che una goccia di inchiostro riempie".

"Ma capita anche di pensare, per certi testi, che il solo modo di leggerli, ovvero di leggerli più a fondo, è tradurli", ha scritto Vittorio Sereni, traduttore principe del suo amico René Char, e in particolare dei presto celebri *Fogli di Hypnos* ("Feuillets d'Hypnos", 1946), nati dalla resistenza contro i tedeschi, e che di certo molto immedesimarono l'autore reduce dagli stessi disastri della guerra e dal *Diario d'Algeria*: "Questo mi è certamente accaduto nel caso di Char, dal quale in un primo tempo mi ero sentito respinto per essendone oscuramente attratto, affascinato. Infatti non si traduce solo per presunta affinità. Si traduce anche, se non proprio per opposizione, per confronto" ... E un altro felicissimo confronto è quello che Andrea Zanzotto ha istituito con un altro geniale interprete del '900 poetico francese, Henri Michaux, all'analisi dei cui "esorcismi" egli ha dedicato pagine acute quanto affratellanti, nel medesimo mistero e rito d'una scrittura tanto introiettata dall'io quanto fantasiosamente affrantà nel fenomenico, dunque esausta paladina d'un nominabilissimo in-dicibile ... "Non una parola, non un segno" – rileva Zanzotto – "possono essere gratuiti, anche ogni elemento che può apparire ludico ha in realtà per Michaux la terribilità di un nero gioco *per cui se va della vita*, duello, ordalia, fantastica prova immaginata da qualche tiranno di favola. Il fortuito di Michaux è reversibile sempre nell'assolutamente necessario, ne è l'ombra. Per Michaux in realtà si tratta sempre di salvare un margine, una zona puntiforme in cui sia possibile pronunciare in qualche modo la propria esistenza – anzi l'esistenza semplicemente – *contro* il non nominabile, il *non* allo stato puro" ...

Così i decenni s'intersecano e le medesime poetiche si confrontano, si sposano magari si separano. Da un consimile idillio strutturalista nacque, in pieni anni '60, l'interesse di nostri autori neo-avanguardisti come Porta e Giuliani per i poeti di "Tel Quel", una rivista che sempre più accentuò e sviscerò la *poetica del segno*, "elaborazione fatalmente logica" – annotava Giuliani – un'antologia di liriche di tre poeti esemplari, a proposito, quali Pleynet, Faye e Roche, tradotti da



RECENSIONI

Jacqueline Risset – "di una *cultura dei segni* ormai dominante, sofisticata e appassionata Nuova Retorica, ipnotica come un gioco di scatole cinesi".

E gli intrecci continuano, fra debiti e prestiti reciproci, commistioni e conteressenze poematiche che sempre più affascinano le ultime leve. Penso alle recenti traduzioni da Yves Bonnefoy di due nostri giovani autori come Roberto Mussapi e Maria Clelia Cardona, attratti da una linea che, scrive la Cardona, "oscilla sul confine tra l'aldilà oscuro e magmatico delle essenze innominabili – o se si vuole della pura assenza – e la concreta fisicità del mondo degli oggetti, dei gesti, della natura, delle parole". Quel Bonnefoy, si badi bene, che di recente, e a sua volta, s'è fatto prefatore e fideiussore lirico in Francia di una poetessa sapientemente postermetica e neosimbolista quale Maria Luisa Spaziani. E non possiamo non ricordare anche il percorso paziente e immaginifico dello svizzero francese Philippe Jaccottet (caro a giovani poeti come Fabio Pusterla e Antonella Anedda, che ben lo hanno tradotto), interprete macerato e ricorrotto d'una attività lirica, proprio nell'occhio d'un ciclone che troppo spesso mitizziamo come modernità, tutta "votata a conciliare", - egli argomenta e confessa l'Io – "anche solo accostare, il finito e l'illimitato, il chiaro e l'oscuro, il soffio e la forma".

Plinio Perilli

(continua a pagine precedenti)

Umberto Boccioni, "L'addio" acquaforte, cm. 20x

"Cuore e Denari"

di Giorgio Ruffolo

Giulio Einaudi Editore
Torino 1999
pagg. 320, £. 34.000.

Questo è, senza dubbio, il miglior libro di Ruffolo, nel quale egli conferma il suo poliedrico talento di saggista culturale, letterario, storico, economico e politico. E' un'opera insolita, nell'attuale panorama bibliografico: 12 biografie di grandi economisti e sociologi. Ciò solo basterebbe a mostrarne l'originalità. La storia ufficiale preferisce di regola gli "avvenimenti" ("histoire événementielle") o le "ondate lunghe" delle evoluzioni strutturali e delle mutazioni epocali. Le biografie sono per lo più riservate a eroi, condottieri, filosofi, poeti e altre grandi personalità, ma di rado ad economisti. I quali, sul piano biografico, sono in genere degli sconosciuti. Di loro s'illustra, con noioso rigore, la dottrina, ma non la vita né l'ambiente storico. Poche e recenti le eccezioni: il libro di Heilbroner e l'ultimo di Skidelski su Keynes. Ruffolo affronta qui una triplice sfida: getta un fiotto di luce su questa zona d'ombra che è la vita dei massimi economisti; ripercorre gli sviluppi del loro pensiero scientifico; e infine riesce ad "incastonare" l'una e l'altro nell'epoca storica nella quale ciascuno è "fiorito". Il libro dunque è ad un tempo una "storia delle dottrine economiche" di tipo nuovo, un ritratto psicologico penetrante e vivace ed un'opera di storia "tout court".

La "galleria" comprende, tra i 12 personaggi studiati, tre italiani (Galiani, Pareto e Sraffa) e nove stranieri (Turgot, Smith, Mill, Marx, Marshall, Wicksell, Veblen, Schumpeter e il grande Keynes). Di ciascuno fornisce una miniera di notizie per lo più ignote al grande pubblico (tranne forse quelle su Keynes e sulla sua già risaputa bisessualità). Impossibile riassumerle. A titolo di semplice spigolatura richiamiamo l'avvincente ritratto di Jenny von Westphalen, la moglie di Marx, che getto alle ortiche la sua veste di nobile prussiana di famiglia reazionaria e accettò la vita randagia e di stenti del consorte rivoluzionario per amor di lui, sino alla morte. Non attese la morte, invece, e non volle morire di noia la moglie di Pareto, una baronessa russa, che finì per scappare con il cuoco, mentre l'austero marito economista trastrigrava dai lidi dell'"economia pura" (e dalle "corna" in matrimonio) all' "elitismo" e al filofascismo in politica. Il filo rosso dell'opera è - come osservava Scalfari - che l'Autore ha inteso disvelare, attraverso le 12 biografie, quella che è la 13ª, la sua e la sintesi delle sue esperienze di economista "non accademico" (com'egli definisce se stesso), di dirigente politico e di uomo di cultura. In un mondo di uomini, creato dagli uomini, esiste davvero o non è un peccato d'astrazione una "economia politica" come scienza esatta, soggetta a leggi naturali inflessibili, del tipo di quelle fisiche? E' possibile riconoscere validità esclusiva al "comportamento razionale" di un "homo oeconomicus" che nella realtà è un impasto di bisogni e passioni insieme, è un miscuglio di bene e di male, di egoismo e socialità (questa da intendersi anche come egoismo a più alto livello)? E' consigliabile addentrarsi nell'analisi di questo "soggetto economico", quasi o del tutto inesistente, sino a costruirne un astratto "modello", e a "matematizzarne" egoismi e tendenze? E' giusto misurare gli uni e gli altri con la bilancia dei "marginalisti" neoclassici, più attenti alla distribuzione che alla produzione, più al "valore di mercato" che al "valore – lavoro"? Quanto è "pura", in sostanza, l' "economia pura"? Nel paragrafo finale su Keynes, Ruffolo, affaccia la distinzione tra "modello" e "visione", che è - sembra a noi - la chiave interpretativa dell'opera. Nella realtà degli esseri umani, viventi in società, quella che "fa premio" su tutto e che guida le azioni è la "visione", che altro non è se non la politica, con la P maiuscola, quella che "dirige l'orchestra". L'Economia Politica conserva validità, ma nell'ambito della premessa dettata dalla sua stessa astrattezza. E' un "modello" che aiuta la "visione" a tradursi in atto, ma non può avere la validità universale e l'inflessibilità rigorosa delle leggi naturali, in una realtà incerta ed instabile, tutt'al più probabilistica, com'è quella degli uomini e delle vicende umane. Ruffolo, contesta l'identità utile-bene e bene-utile. Non è detto che ciò che è bene sia utile, né che ciò che è utile sia bene. Tuttavia, una volta riconosciuta la "primazia" della politica, l'affidarsi allo strumento concettuale del modello razionale, può essere utilissimo ad evitare Scilla e Cariddi nella pericolosa navigazione economica. "Il cuore – disse

RECENSIONI

Pascal - ha le sue ragioni, che la ragione non conosce". E' vero, ma è anche vero che la "ragione" (il modello) può aiutare "le ragioni del cuore" (la visione politica) a realizzarsi e a percorrere l'incerto cammino nella vita reale. Per Ruffolo non sono solo i "mostri sacri" dell'economia, i "re di denari", ad avere un cuore, e ad aver avuto passioni, sofferenze, bizzarrie. Anche l'economia ha un cuore, antico quanto l'uomo (che è stato lui ad crearla "al servizio dell'uomo"). Questo "cuore antico" non è che la politica. La scienza dell'economia, giovane di poco più di due secoli, può svolgere però una validissima azione di "cane da guardia" contro eccessi o difetti, errori e deviazioni, non infrequenti in un mondo di esseri umani in preda a conflitti ed incertezze. Il libro merita traduzione nelle principali lingue; per agevolarne quello che sarà un prevedibile successo internazionale.

Giulio Garazzuto

"Tempi di malafede"

Una storia italiana tra fascismo e dopoguerra – Guido Piovene ed Eugenio Colorni

di Sandro GERBI

Giulio Einaudi Editore, Torino 1999
pagg. 308, £29.000

Sandro Gerbi, ovvero la ricerca paziente. Già un ampio saggio, "Giuseppe Antonio Borgese politico", apparso nel gennaio 1997 sulla rivista "Belfagor", ci aveva dato atto di questa sua bella attitudine, sempre più rara da riscontrare nel corso degli anni recenti. La ricerca paziente, ed intelligente, negli archivi, negli epistolari, nelle interviste con chi ha conosciuto e frequentato i personaggi posti sotto la lente. In "Belfagor" veniva sottoposta ad esame sotto ogni aspetto – non solo politico – una delle figure di maggiore spicco sull'orizzonte intellettuale italiano: quel Borgese che di fatto non prestò mai giuramento di fedeltà al regime mussoliniano; ma che, ugualmente di fatto, neppure negli anni dell'esilio americano interruppe mai del tutto i rapporti con le autorità del suo paese, che erano pur quelle fasciste, mentre adesso il discorso si estende a due allievi fra i migliori dello stesso Borgese, due singolari figure, entrambe destinate a diventare di primo piano negli anni che seguirono i Trenta: Guido Piovene, scrittore di raffinata eleganza, nonché giornalista di chiara fama; ed Eugenio Colorni, una promessa nel campo scientifico, ma ben presto chiamato a schierarsi in primissima linea nella lotta per il rinnovamento civile del nostro Paese. Due intellettuali, dunque, di grande spessore, destinati però a confrontarsi sul terreno di una lotta ad oltranza. Il Piovene disposto a ogni compromesso in vista della sua affermazione come scrittore di vaglio e giornalista di grande richiamo (ed il compromesso comportò anche disonorevoli cedimenti sul piano dell'incivile campagna razziale, che veniva a colpire, fra gli altri, anche il Colorni, vale a dire il suo amico più caro). Quanto al Colorni, la sua scelta l'aveva già fatta, ed era diametralmente opposta a quella di Guido Piovene: abbandonati gli studi, messa a rischio l'agiatezza della famiglia, per perseguire non soltanto la lotta contro il nazi-fascismo, ma, spingendo lo sguardo più oltre, l'ideale di un'Europa profondamente rinnovellata, una Europa unita, qualcosa che in quello scorcio degli anni Quaranta si configurava come pure utopia.

"Tempi di malafede" ha intitolato Gerbi il suo libro; che peraltro ha un epilogo edificante quanto inatteso: i due amici che si ritrovano a Roma, nei mesi angosciosi dell'occupazione tedesca. E si spiegano, e tornano a darsi la mano: come un viatico per la morte che attende Eugenio Colorni, poco più che trentenne, vittima di uno sicario fascista nei pressi di piazza Bologna. A Piovene, al sopravvissuto, il compito di testimoniare la grandezza d'animo dell'amico ritrovato e subito dopo scomparso.

Restando implicito il giudizio su Colorni, una delle più belle figure della Resistenza italiana, e vorrei dire europea, Gerbi si astiene dall' esprimere su Piovene un giudizio morale. Lo ha fatto, in una delle sue Stanze, Montanelli, che conobbe di sfuggita Colorni e molto più a fondo Piovene, sostenendo che "proprio l'incapacità di sdegni morali era stata una delle condizioni della grandezza (sì, ripeto, grandezza) del romanziere e saggista Piovene". Una bella frase ad effetto, tipica del suo autore, maestro indiscusso di giornalismo, ma non altrettanto, forse, sul piano della coerenza e dell'insegnamento morale. Appare più prudente l'atteggiamento di Gerbi che, riferendo il fatto con scrupolo e precisione, rimette il giudizio alla storia: quella storia che, lasciando oggi un po' in ombra il grande saggista e scrittore, addita all'esempio delle nuove generazioni – ma saranno in grado di percepirlo? – una figura fra le più luminose della nostra storia recente.

Fabio Della Seta

BREVI

POLONIA

Minori consensi per l'Unione Europea

La Polonia continua a registrare da anni una vigorosa espansione economica (con tassi medi di crescita compresi tra il 5 e il 7%) ed è in prima linea tra i PECO nella conversione alla economia di mercato. I suoi governanti si sono imposti l'obiettivo di soddisfare tutti i requisiti per l'adesione all'Unione entro il dicembre 2002.

Una buona parte dell'opinione pubblica non sembra desiderare, però, tale adesione. Si sarebbe verificata infatti una notevole riduzione del numero dei polacchi favorevoli all'ingresso dell'Unione. Secondo un recente sondaggio essi sarebbero solo il 46%. Nel 1997 erano l'83%.

Privatizzazione di 300 grandi imprese

Non si è ancora riusciti a realizzare la prevista privatizzazione del settore siderurgico, non essendo stato possibile apportare ad esso le necessarie riforme strutturali. Le privatizzazioni dovrebbero però, registrare un notevole sviluppo nel corso di questo anno. Il governo si appresta infatti a privatizzare 300 grandi imprese per un valore complessivo di 10 mila miliardi di lire e sta riordinando altre imprese, tra cui la LOT (la compagnia di Stato per le linee aeree), in vista di una loro futura vendita.

Crescenti divergenze nella coalizione governativa

Continui scandali e accentuate divergenze all'interno della coalizione governativa creano crescenti difficoltà per il premier Jerzy Busek. Stando ad un recente sondaggio solo un quinto dei polacchi giudicherebbe favorevolmente il presente governo.

SLOVACCHIA

La questione della minoranza zingara

Una delle condizioni perché la Slovacchia possa un giorno entrare nell'Unione europea è rappresentata da una sostanziale mutamento del modo come viene trattata la minoranza zingara, verso la quale la maggioranza della popolazione del Paese continua a nutrire sentimenti di forte ostilità.

La questione presenta una particolare rilevanza anche perché la Slovacchia è il Paese in cui gli zingari rappresentano la più alta percentuale della popolazione complessiva, circa il 10%. Questa percentuale è destinata a crescere fortemente in relazione alla grande differenza dei tassi di natalità tra famiglie zingare (4.2 figli per famiglia) e famiglie di etnia slovacca (1.5 figli per famiglia). Nell'ipotesi di una costanza di questo rapporto entro quattro generazioni il numero degli zingari pareggerebbe quello degli appartenenti all'etnia slovacca.

LITUANIA

Un'adesione all'UE molto lontana

Sebbene il governo manifesti orgoglio per il fatto che il Paese sia stato invitato alla negoziazione di una futura adesione alla Unione europea una maggioranza dei lituani appare di diverso avviso. Dai sondaggi risulta che il numero dei lituani favorevoli all'adesione all'UE è sceso dal 66% nel 1998 al 40%.

Il più influente giornale del Paese sostiene che secondo una previsione realistica l'adesione potrebbe avvenire solo nel secondo decennio del secolo.

LETTONIA

Il problema della minoranza russa

In occasione del summit di Helsinki la Russia ha invitato a tener presente, nel considerare la candidatura della Lettonia, il "carattere fortemente discriminatorio" e quindi "inaccettabile" della legge lettone sulla cittadinanza e i diritti civili. In Lettonia il 40% della popolazione è di etnia russa e parla russo. Le norme in vigore pongono la conoscenza della lingua lettone come condizione per l'esercizio del diritto di voto.

SVEZIA

Solo il 43% favorevoli all'Euro.

Il primo ministro social democratico Goran Persson ha escluso che nel corso di quest'anno possa tenersi il referendum popolare sull'adesione della Svezia all'Unione monetaria europea. Secondo il premier ne potrebbe scaturire un duro confronto politico interno proprio nel corso della presidenza di turno svedese dell'Unione Europea. Dai sondaggi risulterebbe che appena il 43% dei cittadini è favorevole all'unione monetaria.

Rivoluzione nei rapporti Stato-Chiesa

Fino allo scorso anno, in forza di un Trattato in vigore da cinque secoli, la Chiesa luterana era collocata tra gli organi ufficiali dello Stato e godeva di fondi derivanti dalle entrate tributarie. Formalmente, oltre il 90% della popolazione veniva classificato di religione cristiano-luterana, ma solo l'1% risultava effettivamente praticante. Il governo socialdemocratico svedese ha annullato il Trattato.

SVIZZERA

Confermata la coalizione governativa

Il leader populista e antieuropeista Christof Blocher del partito di centro UDC non è riuscito ad entrare nel nuovo governo.

E' stata infatti confermata la coalizione governativa che dirige il Paese dagli anni '60.

ROMANIA

Nuovo governo

In seguito alla crisi economica e sociale che imperversa nel Paese il presidente della Repubblica Emil Costantinescu ha destituito, in un clima di forti tensioni, il premier Radu Vasile, leader del partito cristiano contadino. A capo del nuovo governo è stato nominato Migur Isarescu, presidente della Banca centrale di Romania. Al ministero degli Affari esteri è andato l'ex premier socialista Petre Roman.

BOSNIA

Condannato un alto ufficiale croato

Il tribunale penale internazionale per l'ex-Jugoslavia de L'Aja ha condannato il generale croato Tihomir Blaskic a 45 anni di carcere per crimini di guerra e contro l'umanità. I giudici non hanno condannato il generale per aver compiuto personalmente assassinii, ma quale responsabile supremo della pulizia etnica attuata contro i civili musulmani dalla Hvo, la milizia croata.

RUSSIA

Una vittoria scontata

Non è stata una sorpresa la vittoria di Vladimir Putin alle elezioni presidenziali. La percentuale dei voti da lui raccolti è risultata, semmai, un po' inferiore a quella che precedentemente

si poteva desumere dai sondaggi. Il suo diretto inseguitore, il comunista Ghennady Ziuganov, si è fermato al 30%.

SPAGNA

Sconfitta l'unità delle sinistre

Con quasi il 45% dei voti e 183 seggi, il partito popolare ha vinto in Spagna le elezioni politiche del 12 marzo. Grande sconfitto il Psoe, il partito socialista, con un distacco di dieci punti e la perdita di 16 seggi, da 141 a 125. Non è andata meglio ai comunisti di Izquierda Unita (Iu), dimezzati in voti e ridotti da 21 a 8 seggi. Guadagnano seggi il partito nazionalista basco, da 5 a 7, il Blocco nazionalista della Galizia, da 3 a 4, il partito andaluso, presente ora in Parlamento con un seggio, così come "Iniziativa per la Catalogna". Più o meno stabili gli altri: "Convergenza e Unione", 15 seggi; "Coalizione Canaria", 4; "Solidarietà Basca" e "Giunta Aragonese". Il segretario del Psoe, Joaquim Almunia, si è dimesso dopo aver riconosciuto la sconfitta della linea politica che aveva portato all'intesa con Iu sulla base di un programma che prevedeva le 35 ore, la riduzione delle tasse e l'aumento delle pensioni minime.

L'Eta rompe la tregua

Dopo 14 mesi di pace ininterrotta e nella settimana precedente le elezioni politiche, il movimento separatista basco è tornato alla strategia del terrore con un'autobomba che ha ferito a Sansebastian sette persone. L'attentato, ma altri due erano stati sventati dalla polizia qualche settimana prima, segna il fallimento del tentativo di dialogo tra Eta e governo. Un dialogo che ha riportato in libertà 207 prigionieri e ha fatto avvicinare ai luoghi d'origine altri 135 carcerati, ma non è bastato, come non è stato sufficiente l'incontro (l'unico) a Zurigo tra emissari di Madrid e i vertici dell'Eta, ad aprire la strada ad un'intesa.

AUSTRIA

Una mossa tattica?

Variamente interpretate le dimissioni di Haider dalla presidenza del Fpo. Primo effetto delle pressioni esercitate dall'Unione europea?

Subentra alla guida del Fpò Susanne Riess-Passer, 50 anni, vicecancelliere del governo Schüssel già europarlamentare: definita da qualcuno il "cobra reale della destra".

UNGHERIA

Perplessità per le sanzioni contro l'Austria

Viktor Orban, primo ministro, ha voluto esprimere perplessità per quanto riguarda le sanzioni diplomatiche adottate contro il governo austriaco, affermando che gli ungheresi dovrebbero ora meditare attentamente sui futuri legami del Paese con l'Unione europea e lasciando così intendere che la futura adesione dell'Ungheria all'Unione non dovrebbe comportare possibilità di ingerenza nella vita politica del Paese.

GERMANIA

Lo scandalo dei fondi neri non piega la CDU

Alla prima prova delle urne dopo lo scandalo che li ha investiti e nonostante gli effetti negativi del caso Haider, i cristiano democratici hanno dimostrato di poter mantenere una forte presenza elettorale. Nello Schleswig Holstein, piccolo land settentrionale, ci si aspettava una sonora sconfitta per il partito dell'ex Cancelliere Helmut Kohl. Invece la Cdu ha perso soltanto il 2 per cento dei voti. Sale la Spd, dal 39,8 al 43,2%, ma è mancato l'effetto valanga che molti si attendevano. Calano i Verdi, dall' 8,2 al 6,2%, mentre crescono i Liberali dal 5,7 al 7,7%. Ha mancato il quorum del 5% la minoranza danese, che si ferma al 4,1% (più 1,6%).

Una donna per salvare la Cdu

E' Angela Merkel il successore di Helmut Kohl alla guida della Cdu. I cristianodemocratici, dopo lo scandalo dei fondi neri, hanno scelto la strada del massimo rinnovamento portando al vertice del partito una donna. E non è solo in questo la novità della scelta: la Merkel è anche una "ossi", ovvero una tedesca dell'est, che ha conosciuto a fondo il regime comunista, ha lottato per la libertà, ma ha anche avuto modo di verificare in prima persona gli errori commessi nel dopo riunificazione. Una vera scossa per la vecchia Cdu, ma forse proprio la scossa che serviva.

FRANCIA

Rimpasto del governo: una "riscossa dei mitterandisti"?

Diventate meno rosee le prospettive elettorali, Jospin ha provveduto ad un rimpasto del governo. Un rimpasto che è stato salutato dalla stampa francese come una "riscossa dei mitterandisti". Entrano nel governo: Laurent Fabius, nominato ministro dell'economia e delle finanze al posto di Christian Sautter, dimissionario dopo il fallimento del suo progetto di riforma fiscale; Michel Sapin, nominato ministro per la funzione pubblica; Catherine Tasca, nominata ministro per la cultura al posto di Catherine Trautmann, e Jacques Lang, nominato ministro per l'educazione. La maggiore novità è stata rappresentata dalla nomina di Laurent Fabius, che per un'intera generazione è stato il rivale politico di Jospin. Fabius è il terzo ministro delle Finanze in cinque mesi! La sua presenza dovrebbe servire ad equilibrare la composizione del governo. Egli viene ritenuto su posizioni affini a quelle di Tony Blair.

Boomerang per Jospin le accuse a Hezbollah

Se l'intenzione del primo ministro francese era quella di differenziarsi dal capo dello Stato per raccogliere maggiori consensi in vista delle elezioni amministrative dell'anno prossimo e di quelle politiche e presidenziali del 2002, Jospin potrebbe aver sbagliato i calcoli. Le dichiarazioni rese durante la sua visita in Israele contro il terrorismo degli integralisti musulmani, che gli erano valse una nutrita sassaiola da parte dei sostenitori di Hezbollah, sembrano essersi ritorte contro di lui anche in patria. Stando ai sondaggi difatti la maggioranza dei francesi non ha gradito le esternazioni di Jospin.

Sinistre unite nel 2001

Il Partito Socialista (PS) ed il Partito Comunista Francese (PCF) si presenteranno insieme alle elezioni amministrative dell'anno prossimo. L'accordo per le liste comuni è stato firmato dal segretario generale del PS, Francois Holland, e dal segretario generale nazionale del PCF, Robert Hué. L'accordo delle sinistre riguarda tutte le città con popolazione superiore ai 10.000 abitanti, anche se per 14 di queste città non è stato possibile trovare un accordo.

MONTENEGRO

Divisi anche sull'indipendenza

Per i montenegrini il dopoguerra si preannuncia sempre più complicato e non solo per le mai sopite intenzioni del bellicoso vici-

no serbo. Dovrebbero essere uniti per difendere la loro piccola patria, ma secondo i sondaggi circa un terzo, il 37%, vuole l'indipendenza, un altro terzo, 30%, la confederazione con Belgrado e il rimanente terzo il ritorno al passato della federazione jugoslava.

NORVEGIA

Premier, il laburista Stoltenberg

Il laburista Jens Stoltenberg è il nuovo primo ministro della Norvegia. Quarantun anni compiuti, Stoltenberg è il più giovane premier che il Paese abbia mai avuto. Il nuovo esecutivo laburista, monocolore e di minoranza, è composto da 19 ministri, di cui 8 donne. Ci sono debuttanti e nomi storici del partito come l'ex premier Thorbjoern Jagland, designato ministro degli Esteri. Bassa l'età media: 41 anni. "E' un compito difficile", è stato il primo commento di Stoltenberg.

GRAN BRETAGNA

Braccio di ferro nel Labour

Alla fine l'ha spuntata Tony Blair, ma il braccio di ferro che lo ha opposto al campione della sinistra interna, Ken Livingstone, potrebbe avere conseguenze sul lungo periodo. Oggetto del contendere la candidatura alla carica di sindaco della capitale, una poltrona di grande importanza non solo per la "visibilità" ma anche per il gran numero di votanti chiamati a eleggere il primo cittadino in base a una riforma voluta proprio da Blair. Contro Livingstone, meglio conosciuto come Ken "il rosso" per le sue posizioni di sinistra radicale ben rappresentate durante il periodo in cui è stato capogruppo nel consiglio municipale, Blair ha imposto, non senza fatica, un suo fedelissimo, Frank Dobson, ex Ministro.

Sconfitto nelle primarie del partito "Ken il rosso" ha deciso di correre da solo, sostenendo che il voto era stato manipolato. Può contare su un vasto seguito elettorale. Il partito lo ha espulso. Riuscirà da solo, con pochi mezzi finanziari, a battere la potente macchina elettorale del Labour party ?

FINLANDIA

Tania Halonen, nuovo presidente

Tania Halonen, socialdemocratica, già ministro degli esteri, 57 anni, ha conquistato il vertice dello Stato, raccogliendo il 51,6% dei suffragi più della somma dei voti dei cinque partiti della coalizione di sinistra che la sosteneva. Ha basato la sua campagna elettorale sopra tutto sulla difesa del welfare state "alla nordica". E' una militante dei diritti delle minoranze etniche e sessuali. Non appartiene alla chiesa luterana, che nel Paese è ancora religione di Stato. Conosciuta per il suo forte carattere ha subito reso noto che intendeva assumere tutte le prerogative della sua carica in materia di politica estera e di difesa nazionale.

DANIMARCA

Anche la Danimarca ha il suo Haider

Il caso Haider fa proseliti e in Danimarca l'emulo in gonnella si chiama Pia Kjaersgaard. Stando ai sondaggi il suo partito, il Partito del Popolo Danese (Dpp), potrebbe già contare sul 15% dei consensi: il doppio di quanto raccolto alle ultime elezioni. E' tuttavia improbabile che possa riuscire a rompere l'isolamento politico in cui si trova.

Flessione della popolarità della coalizione governativa

La presente coalizione governativa di socialdemocratici e liberal-radicali ha visto negli ultimi mesi una sensibile flessione della sua popolarità. Per tentare di far fronte alla diminuzione di consensi Poul Nyrup ha effettuato un rimpasto richiamando al governo la popolare Ritt Bjerregard, già commissario europeo per l'ambiente, autrice di un libro molto discusso sulla sua esperienza a Bruxelles.

Comunque il governo ha tempo davanti a sé per cercare di risalire. Le prossime elezioni parlamentari avverranno solo nel marzo 2002.

UZBEKISTAN

Plebiscito per Islam Karimov

Karimov dirige il Paese (il più popoloso delle cinque repubbliche ex-sovietiche dell'Asia centrale) con pugno di ferro da quando l'Uzbekistan, col collasso dell'Urss, ha conquistato l'indipendenza. L'opposizione è stata ridotta al silenzio. La maggior parte dei suoi esponenti è in esilio. I "media" sono agli ordini del regime. Nessuna sorpresa quindi se Islam Karimov, per la seconda volta presidente della repubblica asiatica, è stato rieletto con il 91,9% dei voti. Il suo avversario ha conquistato uno striminzito 4,3% e alle urne si sono recati il 95% degli aventi diritto al voto. Le modalità di scrutinio sono state denunciate dall'Organizzazione per la Sicurezza e la Cooperazione in Europa (Osce), che ha rifiutato di inviare i suoi osservatori sul posto, motivando la decisione con la mancanza di una reale alternativa a Karimov. L'avversario stesso difatti, Abdoulhasiz Djalalov, aveva pubblicamente dichiarato che avrebbe votato per Karimov!

UCRAINA

Aggravamento della crisi politica

Le tensioni tra il presidente della repubblica e l'opposizione che siede al parlamento si sono aggravate. Rieletto nel novembre scorso dopo una campagna elettorale all'insegna della difesa contro la "minaccia rossa", Leonid Koutchma era riuscito ad avere dalla sua parte la maggioranza dei membri del parlamento (250 su 450), mentre prima la camera gli era largamente ostile. In gennaio è intervenuta però una gravissima crisi all'interno del parlamento. Un gruppo di deputati ha lasciato l'edificio del parlamento riunendosi separatamente in un altra sede per protestare contro il rifiuto dei deputati di sinistra di accettare la sostituzione del presidente dell'assemblea, Oleksander Tkachenko, e ha proceduto ad eleggere un altro presidente nella persona di Ivan Plouch, un sostenitore di Koutchma. Gli eletti filocomunisti hanno reagito occupando i locali del parlamento giorno e notte. La frattura del parlamento rende più problematica la continuazione dei finanziamenti del FMI. Koutchma si proporrebbe di indire un referendum per lo scioglimento del parlamento e indire nuove elezioni anticipate.

Abolita la pena di morte

L'Ucraina ha abolito la pena di morte. Il presidente Leonid Koutchma ha firmato una legge, approvata dal Parlamento a febbraio, che stabilisce la sostituzione della pena capitale con l'ergastolo. Erano 419 le persone in attesa di esecuzione .

LITUANIA

Perdono voti i conservatori

Il partito conservatore al governo ha subito una pesante sconfitta nelle ultime elezioni amministrative svoltesi in Lituania. Il vantaggio più consistente è stato conseguito dal partito di centro-

sinistra "Nuova Unione", di recente formazione, mentre al secondo posto si è piazzata la coalizione tra gli agrari e l'Unione democristiana, anch'essa orientata verso il centro-sinistra.

CROAZIA

L'opposizione sale al potere

Le elezioni politiche di gennaio hanno capovolto gli equilibri parlamentari in Croazia. L'Unione Democratica Croata (Hdz), il partito del defunto presidente Franjo Tudjman, è crollata da 75 a 46 seggi mentre, col 47,2% dei voti, 71 dei 151 seggi dell'Assemblea nazionale sono andati all'alleanza formata da socialdemocratici (Sdp) e liberalsocialisti (Hsls). Altri 24 seggi sono stati attribuiti ad un'altra formazione della vecchia opposizione, un'alleanza di 4 partiti minori. La guida del nuovo governo è andata al leader socialdemocratico, ex comunista riformista, Ivica Racan.

E Mesic fa subito dimenticare Tudjman

Stipe Mesic, ultimo presidente della ex Jugoslavia, ha preso il posto che fu di Franjo Tudjman, morto nel dicembre scorso. La sua vittoria (56% dei suffragi), avvenuta al secondo turno il 7 febbraio, era abbastanza scontata. Mesic era stato a lungo, come riformatore moderato, oppositore di Trudjman. Si è dichiarato a favore di una riduzione dei poteri presidenziali. E ciò prevedibilmente varrà ad agevolare la cooperazione tra presidente e capo del governo.

Dall'inizio dell'anno si sono susseguiti in Croazia segni incoraggianti di un nuovo corso della vita politica interna ed esterna del Paese. Rimangono peraltro forti resistenze da superare. Una buona parte dei croati è dell'opinione, ad esempio, che il governo dovrebbe continuare a resistere alle richieste degli occidentali per quanto riguarda l'arresto dei criminali di guerra. E non è chiaro cosa i nuovi governanti intendano fare nella delicata questione della Bosnia.

GEORGIA

Rieletto Shevardnaze

Per la seconda volta Eduard Shevardnaze, 72 anni, già ministro degli Esteri dell'URSS, ha vinto le elezioni presidenziali. Suo antagonista è stato il neocomunista Zhurber Patiashvili (14,6% dei voti). Shevardnaze si è impegnato a portare la Georgia nella Nato entro il 2005.

BOSNIA

Arretramenti elettorali dei partiti nazionalisti

Per la seconda volta dopo la fine della guerra si sono svolte in Bosnia le elezioni municipali. I risultati appaiono positivi per quanto riguarda il voto dei croati e dei musulmani. Crescono i consensi per i partiti moderati e arretrano gli schieramenti nazionalisti.

Nell'area musulmana il "partito socialdemocratico" (Sdp) ha superato il "partito d'azione democratica" (Sda), formazione nazionalista musulmana fondata dal presidente Alija Izetbegovic - ottenendo il 50% dei voti in tutte le circoscrizioni di Sarajevo, Zenica, Gorasde, Bihac. Anche tra i croati i nazionalisti hanno perso terreno.

Di segno contrario sono invece i risultati delle elezioni nella comunità serba della Bosnia: il "partito democratico serbo" (Sds), fondato dal famigerato Radovan Karadzic, si è affermato come il primo partito ai danni dei moderati dell'ex presidente della "Repubblica serba" Biljara Plavsic.

GRECIA

Prevalgono i socialisti del Pasok

Nelle elezioni svoltesi per il rinnovo del Parlamento (monocamerale) il Pasok ha conquistato con il 43% dei voti la maggioranza dei seggi (162 su 300). In termini di voti il vantaggio rispetto a "Nuova democrazia" - che, guidata dal giovane Kostas Karamanlis, è riuscita, accreditandosi come forza di centro, a realizzare una notevole rimonta - è stato solo di pochi decimali. Il sistema elettorale greco premia infatti il partito vincente.

Il successo del Pasok è dovuto sopra tutto al prestigio del primo ministro Simitis e all'ottima performance del Governo. Ha guadagnato voti anche il partito comunista ellenico (5,6% dei voti e 11 seggi).

UN APPEL INTERNATIONAL CONTRE L'ACTION RUSSE EN TCHETCHENIE

"Une horreur hante l'Europe". Sous ce titre, le philosophe André Glucksmann et le cinéaste Romain Goupil ont lancé à la veille de l'election présidentielle russe un appel international contre la guerre russe en Tchétchénie dont les deux cents premiers signataires, venus de seize pays européens, vont de la droite à la gauche.

On lit dans cet appel: "Grozny rasée, en toute impunité. Villages brûlés, en toute impunité. Blessés achevés, en toute impunité. Corps torturés, en toute impunité. Femmes et hommes violés, en toute impunité. Peuple écrasé, en toute impunité. Silence international, en toute complicité. Ni condamnaton haute et intelligibile, ni sanctions financières, ni poursuites judiciaires, rien. En optant pour l'impuissance volontaire., l'Europe se renie."

BUDGET UE: RESSOURCES INSUFFISANTES

Après Berlin on espérait une longue période de " paix budgétaire " depuis que l'on venait d'adopter le cadre financier de l'UE pour sept ans. Or, comme on pouvait le prévoir, ce cadre éclate aujourd'hui, en raison notamment des engagements de l'UE dans les Balkans de l'Ouest. L'Union Européenne ne dispose pas de ressources nécessaires pour faire face au considérable accroissement de ses dépenses. Il lui faudra constamment se livrer à des contorsions budgétaires au cours des années à venir. Les perspectives financières pour la période 2000-2006, adoptées en mars 1999 à Berlin, ne permettent déjà pas de financer la politique de stabilisation que l'Union entend mener dans les Balkans occidentaux, notamment au Kosovo. Il faut considérer que le président de la Commission a proposé comme contribution pour le pacte de stabilité pour la période 2000-2006 un montant de 5,5 milliards d'euros, tandis que dans le budget de l'UE pour l'année 2000 c'est un chiffre de 456 millions d'euros qui est inscrit pour les Balkans occidentaux.

On a fait remarquer à juste titre que le décalage entre moyens et besoins ne pourrait que s'accentuer si le premier élargissement à des pays de l'Europe centrale intervenait en 2003 ou 2004.

Comme il est tout à fait improbable que les Quinze acceptent une augmentation des ressources à la disposition de l'Union, on devra nécessairement penser à une réduction des dépenses pour l'agriculture. Il faudra donc parvenir, avant que l'on prévoyait, à une nouvelle étape de la réforme de la P. A.C.

(Pierdavid Pizzochero)

ORDINAMENTO GIUDIZIARIO EUROPEO

Alla problematica della cooperazione giudiziaria europea è stata dedicata una riunione della Commissione giustizia della Sezione italiana della "G.E." svoltasi nello scorso marzo nella sede di Roma del Movimento Europeo sotto la presidenza dell'on. Vittorio Martuscelli. Essa ha visto un primo ampio dibattito sulla materia in preparazione di un documento che sarà dedicato a particolari aspetti della cooperazione giudiziaria europea. Fanno parte della commissione, oltre all'on. Martuscelli, presidente onorario della Corte di Cassazione e al prof. Ettore Gallo, presidente onorario della Corte Costituzionale, gli on.li Paolo Cavezzali e Pierluigi Romita, rispettivamente presidente e vicepresidente della Sezione italiana della " Sinistra Europea", l'avv. Nicola de' Angelis, l'on. Franco Iannelli, presidente onorario della Corte di Cassazione, il sen. Ferdinando Imposimato, l'on. Franco Coccia, presidente della Associazione ex Parlamentari della Repubblica, l'avv. Mario Luna, presidente dell' Unione Forense per la tutela dei Diritti dell'Uomo, l'avv. Salvatore Orestano, membro del Consiglio dell'Ordine degli Avvocati, l'avv. Nicola Lombardi, il dr. Gennaro Calabrese, presidente della 1ª sezione penale della Corte d'Appello, il dr. Antonio Marchesiello, il dr. Valentino Leonardo, magistrato, l'avv. Roberto Maffioletti, il dr. Fulvio Krizman, l'avv. Maio Marano, l'avv. Enrico Lombardi, il dr. Nicola Argirò, segretario generale della Sezione italiana della Sinistra Europea.

DECLARATIONS DE LA "GAUCHE EROPEENNE"

Le problème posé par la participation du parti de Jörg Heider au nouveau gouvernement autrichien s'est vu consacrer une déclaration du Conseil international du mouvement "Gauche Européenne". Ce document, après avoir souligné que ce problème, mettant en jeu le projet européen, concerne tous les citoyens d'Europe, fait observer que:

"La présence de l'extrême droite xénophobe, tirée dans un seul gouvernement national, comporte dans l'immédiat des dangers évidents pour l'Union et tous ses citoyens. Mais les dangers de blocage institutionnel seront plus présents encore quand il y aura 27 pays membres et si le droit de véto existera encore à ce moment ". La décision du chancelier Schüssel révèle ainsi une défaillance majeure du système européen actuel et annonce un péril majeur pour l'Europe en construction inachevée".

"Jörg Haider, adversaire déclaré de l'élargissement de l'Union européenne - poursuit la déclaration - s'adressant à la future présidence française de celle-ci (deuxième semestre 2000), brandit dès à présent la menace de faire échouer le sommet européen de Nice (décembre 2000) qui devra réformer les traités européens pour rendre l'élargissement possible et qui devrait évacuer à cet effet les risques de blocage liés à l'usage du droit de véto (ainsi que les autres faiblaisses du droit européen actuel). Jörg Haider a les moyens de faire de sa menace une réalité si son parti reste au pouvoir à Vienne jusqu'à cette date".

"La Gauche Européenne - affirme-t-on enfin - rappelle à ce propos que les droits de l'Homme et les droits sociaux fondamentaux des travailleurs ont déjà été proclamés solennellement par les articles 6 (UE) et 136 (CEE) des traités européens, et que pourtant ces déclarations solennelles (bien que ratifiées dans chacun des 15 pays) restent sans force juridique suffisante lorsque la Cour européenne de Luxembourg (et celle de Strasbourg dans certains cas) ne peuvent pas accueillir les recours des citoyens dont les droits ont été violés. Le Conseil européen de Nice devra également mettre fin à cette carence générale du traité européen en rendant justiciables les principes qu'il affirme".

C'est dans des termes analogues qu'est conçu un document approuvé par la section italienne de la Gauche européenne: "Les gouvernements de l'Union Européenne et, surtout, les forces de la gauche réformiste - affirme-t-on dans ce texte - protagonistes historiques de la longue marche commencée avec le "Manifeste de Ventotene" doivent être très vigilants devant le danger représenté par le cas Heider, faisant agir toutes les instances possibles - y compris, éventuellement, la Cour européenne des droits de l'homme - pour contrôler les agissements du nouveau gouvernement autrichien".

Le Conseil international de la "Gauche Européenne a également approuvé une déclaration au sujet de la question tchétchène, dans la quelle on condamne les atrocités russes et on invite l'Union Européenne "à préparer un déploiement massif et effectif de l'aide humanitaire dès que le plein accès des organisations humanitaires aura été accordé".

TCHETCHENIE
LE PRIX D'UNE SUCCESSION

suite de la page 1

l'action de l'Occident pour la question tchétchène, d'autre part l'acharnement qui a animé la croisade contre la Yougoslavie.

Le hiatus est encore plus déconcertant si l'on examine le comportement des forces politiques et des médias. Aucun appel jusqu'à peu de temps auparavant de la part de l'intelligentsia, d'ordinaire si prodigue de signatures pour toute déclaration politique possible. Aucune mobilisation pour rassembler des fonds pour les victimes tchétchènes. Aucun ordre du jour vibrant aux assises de parti ou aux réunions d'associations. Aucune mobilisation d'ONG.

Cela ne peut être dû au hasard. Il est évident que des intérêts politiques et économiques ont prévalu et pour cela il devenait opportun de ne pas s'indigner et d'éviter l'apparition de sentiments d'indignation dans l'opinion publique européenne.

Ce n'est que le 26 février de cette année qu'a commencé, après la vidéo traumatisante diffusée par une télévision allemande sur les monstruosités commises par les russes, à se répandre en Europe un sentiment de trouble devant ce qui s'était passé et se passait en Tchétchénie.

A la fin mars le philosophe André Glucksman et le cinéaste Romain Goupil ont pris l'initiative de lancer un appel international contre la guerre russe en Tchétchénie: un appel qui a reçu l'adhésion d'intellectuels de seize pays et qui condamne durement la passivité et le " silence complice " du gouvernement d'Occident. ***Mais trop tard pour racheter un silence de six mois et pour exercer utilement une influence sur les comportements de l'Occident à l'égard de la tragédie tchétchène.*** Le pays est détruit. La guerre en Tchétchénie est pratiquement terminée. Seule la guerilla continue dans quelque région. L'état-major russe et les services secrets russes n'auront plus besoin de recourir à la terreur dont ils avaient estimé nécessaire de se servir pour pouvoir arriver aux élections présidentielles avec le trophée d'une victoire militaire. L'objectif pour lequel la guerre avait été engagée – le plein succès de Wladimir Poutine aux élections – a été atteint. On peut considérer comme acquis que Wladimir Poutine offrira à l'opinion publique internationale quelque geste tendant à arborer une preuve de sensibilité aux droits de l'homme et de disponibilité à réaliser des accords avec les forces de la résistance tchétchène qui ont survécu.

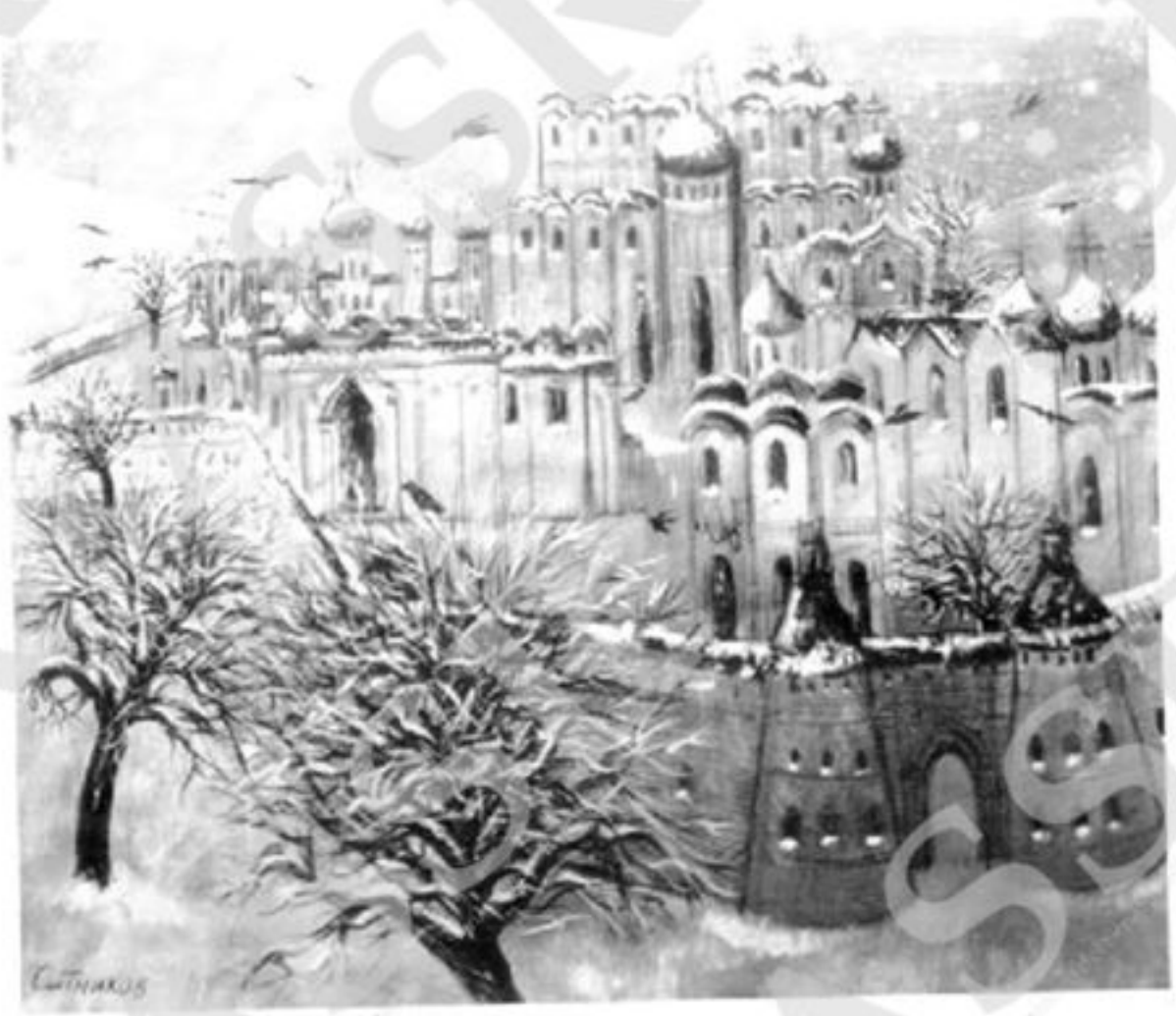
Il est à prévoir qu'il ne manquera pas d'hommes d'état d'Occident qui seront heureux d'interpréter et d'accréditer ces gestes comme des titres de mérite et de crédibilité démocratique du successeur de Boris Eltsine.

" L'humanité semble assister inerte à la destruction du peuple tchétchène par l'armée russe. Rares sont ceux qui s'indignent. Ce qu'on a fait et dit à la Serbie, on n'ose le faire et le dire à la Russie. On ne met pas non plus en oeuvre de faibles formes de pression que l'on a toutefois identifiées et qui sont possibles ".

Tommaso Padoa-Schioppa
(extrait d'un éditorial publié en décembre dernier dans le " Corriere della Sera ")

L'Europe ne devrait pourtant pas avoir de raisons de satisfaction. Il faut, avec tristesse, prendre acte que malheureusement, en ce qui concerne le drame de la Tchétchénie, elle n'a pas été fidèle à ses valeurs fondamentales.

Leo Solari



pagina a destra:

versi tratti dalla poesia
"Aspettando i barbari"
di Costantinos Kavafis

(fonte: "Cinquantacinque poesie"
a cura di Margherita Dalmati e Nelo Risi
ed. Einaudi 1960)

Vassilij Sicurdow, «Novgorod» - coll. priv.

Tutto a un tratto perché questa inquietudine
e questa agitazione? (oh, come i visi si son fatti gravi).
Perché si svuotano le vie e le piazze
e tutti fanno ritorno a casa preoccupati?

Perché è già notte e i barbari non vengono.
E' arrivato qualcuno dai confini
a dire che di barbari non ce ne sono più.

Come faremo adesso senza i barbari?
Dopotutto, quella gente era una soluzione.

Constantinos Kavafis



GAUCHE
EUROPEENNE
NUOVA
EUROPA

NUMERO 1 - 2, ANNO II



Per il Partito nuovo della Sinistra

RAGIONI SOCIALISTE

ANNO VI
9
23 MAGGIO 1999

QUINDICINALE SOCIALISTA • 00153 ROMA • VIALE TRASTEVERE, 236 • Aut. TRIB. DI ROMA N° 535 [illegible] • SPED. ABB. POST. COMMA 20/B ART. 2 L.662/96 FILIALE DI ROMA 45% • ABBONAMENTO ANNUO LIRE 50.000 • UNA COPIA LIRE 2.500

Evitiamo le strumentalizzazioni

Una banda di assassini ha vigliaccamente ucciso il Prof. Massimo D'Antona, un uomo per bene, serio, che faceva il suo lavoro con passione, al meglio delle sue capacità e dottrina.

Sarebbe bello che venisse ricordato e rimpianto per le sue impagabili qualità e doti e che venisse tenuto lontano dalla propaganda elettorale.

Sarebbe meglio se gli specialisti di terrorismo potessero fare tranquillamente e alacremente il loro lavoro senza essere frastornati dalle dotte analisi sociologiche tendenti a dimostrare, indifferentemente, che questi assassini sono o non sono figli delle brigate rosse.

Tocca alla polizia, ai magistrati inquirenti operare raffronti con passate vicende e ricavare da essi quanto può essere utile alle indagini e per la cattura di questi delinquenti.

Niente riduzionismi ma neanche amplificazioni oltre il dovuto che alimentano solo allarmismi e campagne elettorali puntando l'indice accusatorio contro questo o quel gruppo che, magari duramente, critica la guerra e l'azione del Governo.

Possiamo solo auspicare che, proprio per il rispetto che si deve al Prof. D'Antona, prevalgano comportamenti più meditati, come invita a fare Antonio Bassolino che lo ha avuto come suo collaboratore. Dice Bassolino: "bisogna evitare l'errore di una polemica di parte o di schieramento politico, da chiunque questa provenga. E non bisogna dare al delitto alcuna forma di motivazione sociale. Chi ha sparato, nulla a ha a che fare con i problemi dei giovani e dei lavoratori".

Mentre esprimiamo solidarietà ai DS per lo stillicidio di attentati cui sono fatte oggetto le sue sedi, auspichiamo che la compostezza, anche nella polemica, abbia a prevalere sempre.

Elezioni europee: e dopo?

Per non avere delusioni, e non per declassarle, forse è bene considerare le elezioni per il Parlamento europeo un "atto dovuto", senza significative conseguenze pratiche.

Immersi in una guer-

a irresponsabili centri finanziari e tecnocratici che spadroneggiano sostanzialmente indisturbati. E a questa definizione avrebbe dovuto contribuire il Parlamento europeo, eletto il 13 giugno.

Su questa prospetti-

l'intensificarsi dei bombardamenti.

Il disegno americano è chiaro: vincere con la NATO la sua scommessa; purtroppo quello degli altri, degli europei, non esiste: anche il solo sognarlo suscita l'accusa di voler incrinare la

La Russia grande malato

• DI PAOLO BORIONI

Nonostante un lungo silenzio della stampa e degli osservatori, la Russia ha recentemente riguadagnato l'attenzione dei mass media grazie al ruolo assunto nella guerra del Kosovo, alla sostituzione di Primakov con l'atteso premier Stepashin, comunque rivolgimento di questi anni pilotato dal presidente Eltsin, aggiungendo interesse alle vicende russe, anche se già dal momento in cui Chernomyrdin aveva ricevuto in pieno la delega a svolgere il ruolo di mediazione, emarginando Primakov, i kremlinologi avevano interpretato ciò come un chiaro segno di difficoltà di quest'ultimo. Chi se ne intende, insomma, non è rimasto sorpreso da quanto accaduto. Stepashin evidentemente raccoglie con meno difficoltà il consenso di correnti politiche di sensibilità nazionalista, intese anche come lobbies vicine a Eltsin, vista la larghissima maggioranza che ha approvato la nomina del nuovo premier (solo 55 contrari nella camera bassa). In questo senso le migliori credenziali del neoprpremier hanno a che fare con il ruolo di device successione delle misure forti al tempo della guerra in Cecenia. Ora, il rapporto stretto inequivocabile con il malconcio Eltsin e queste inclinazioni nazionaliste, gradite certo anche ai circoli militari di Mosca, rappresentano probabilmente un giusto ma non

CONTINUA IN ULTIMA PAGINA

MORTE DI UNA MEDIAZIONE?

In un articolo sul "Washintoing Post" Cernomyrdin chiede alla NATO di sospendere gli attacchi aerei, minacciando altrimenti l'uscita della Russia dai negoziati e il ricorso al diritto di veto all'ONU su una risoluzione sulla Jugoslavia.

«È impossibile parlare di pace quando **cadono le bombe», ha detto il mediatore russo, precisando** che la **strategia dell'Alleanza ha riportato i rapporti USA-Russia indietro di decenni.**

Con l'asse Pechino-Mosca qualche spiraglio di pace in più

• DI MARIO GAETANO FARROCHIE

La storia delle campagne aeree non ha mai prodotto alcuna resa; ci provò Hitler nella "battaglia di Inghilterra" ma i bombardamenti aerei su Londra rafforzarono solo la

della NATO, Italia compresa. Bombardamenti che, come è stato opportunamente osservato da Paola Rabbiniwitz, docente all'Università di Minnesota "segnano una nuova dimensione nella politica

edizione di un vero e proprio espansionismo imperialistico. Così, mentre "il capitalismo diffonde la sua monocultura in tutto il mondo, i nazionalismi locali, sotto forma di lotta per la conservazione di

SENATO DELLA REPUBBLICA

COMMISSIONE AFFARI ESTERI, EMIGRAZIONE

IL PRESIDENTE

31

Roma, 30 marzo 2000

prot. n. 779/3ª

Al Presidente del Consiglio dei Ministri
On. Massimo D'Alema

Al Ministro degli affari esteri
On. Lamberto Dini

Al Ministro della pubblica istruzione
On. Luigi Berlinguer

Al Ministro della funzione pubblica
On. Franco Bassanini

Mi riferisco alle due note inviate in data 29 febbraio e 14 marzo dai sindacati nazionali della scuola, aventi a oggetto il disegno di legge n. 4149-B – attualmente all'esame della Commissione che ho l'onore di presiedere - e in particolare l'articolo 9 di tale testo.

Trattasi di disposizioni riguardanti il "Personale da destinare alle istituzioni scolastiche e universitarie all'estero". Come è noto, non vi è un apposito ruolo di docenti destinati a una carriera all'estero, ma gli insegnanti e i dirigenti che ne fanno domanda sono selezionati per un periodo di servizio all'estero, che non può superare i sette anni scolastici (art.643, comma 1, del Testo Unico 16 aprile 1994, n. 297).

Tale disposizione veniva però praticamente vanificata dal comma 2 del medesimo articolo, ove si dice che è fatta salva la possibilità di essere ulteriormente impiegati nelle istituzioni scolastiche, previo il superamento delle procedure di selezione. E' chiaro che chi è stato all'estero per un settennio ha molte più possibilità di superare tali prove di selezione rispetto ad altri. Successivamente l'accordo siglato dall'ARAN e dalle organizzazioni sindacali, in data 11 dicembre 1996, ha reso pressoché automatico il reinserimento nelle graduatorie di molti docenti in servizio all'estero, in quanto per essi è prevista la ricollocazione "a domanda" nelle graduatorie e una nuova destinazione all'estero, al compimento del settennio di servizio, entro il limite del 50 per cento dei posti annualmente vacanti.

32

In tal modo, non solo si preclude un adeguato "*turn over*" del personale in servizio presso le scuole italiane all'estero, ma si precostituisce, per una notevole parte del contingente destinato ad esso, una sorta di "rendita di posizione" che prefigura una vera e propria "carriera" all'estero. Ciò di fatto riduce il numero globale dei docenti italiani che possono usufruire di un'esperienza didattica al di fuori del territorio metropolitano e, inoltre, porta ad un'inevitabile "sclerosi" professionale per la mancanza di contatti con il complessivo sistema scolastico italiano, attualmente in fase di completo e profondo rinnovamento didattico e culturale.

Per tali ragioni la Commissione affari esteri del Senato ha approvato, durante la prima discussione del disegno di legge, alcuni emendamenti che hanno avuto l'apprezzamento del Governo: in sintesi si è prevista la possibilità di prestare servizio all'estero per non più di due periodi, ciascuno di cinque anni scolastici o accademici, intervallati da un servizio effettivo nel territorio nazionale di almeno cinque anni (poi ridotti a tre dalla Camera dei deputati). Nell'altro ramo del Parlamento si è altresì prevista una norma di transizione, che garantisce al personale attualmente all'estero di poter completare il settennio, tutelandone così le aspettative legittime.

Non vedo dunque per quale ragione i sindacati siano insorti, chiedendo addirittura "il ritiro" dell'articolo 9 (che comunque è emendabile solo limitatamente alle poche modifiche apportate dalla Camera). Quali interessi i sindacati vogliono difendere: quelli degli utenti delle scuole, generalmente assai dequalificate? quelli della massa degli insegnanti italiani? o piuttosto quelli dei 387 dipendenti su 1.346 che hanno superato il limite massimo di permanenza all'estero, proprio grazie agli automatismi introdotti dall'accordo sindacale del 1996?

Mi rendo ben conto delle resistenze di chi si è abituato a percepire, in aggiunta allo stipendio, un assegno di sede che va dai 9 ai 12 milioni di lire al mese; quel che non capisco è perché i sindacati debbano tutelare i privilegi di pochi, a scapito degli interessi collettivi (anche delle categorie da loro rappresentate). In ogni caso è del tutto pretestuosa l'affermazione secondo cui la materia sarebbe riservata alla contrattazione tra le parti, in quanto la destinazione del personale all'estero costituirebbe "mobilità professionale".

33

Al contrario, è evidente che il Governo, presentando il disegno di legge che già recava disposizioni in materia, e il Parlamento che lo ha emendato esercitano le loro attribuzioni istituzionali, intervenendo su una materia ordinamentale al fine ultimo di garantire elevati *standards* qualitativi per l'insegnamento nelle scuole all'estero. E per la stessa ragione è assurdo che si invochi l'articolo 2, comma 2, del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, al dichiarato fine di riaprire la contrattazione per cancellare disposizioni di legge appena approvate dal Parlamento.

E' bene che non vi sia alcuna incertezza al riguardo: la norma citata prevede la derogabilità delle disposizioni di legge "che introducono discipline dei rapporti di lavoro la cui applicabilità sia limitata ai dipendenti delle pubbliche amministrazioni", discriminandone così lo *status* giuridico o economico rispetto ai lavoratori del settore privato. Nel caso di specie non vi è alcuna discriminazione, ma semmai una situazione di ingiustificato privilegio di una corporazione, che invoca gli strumenti della "privatizzazione" per raggiungere fini esattamente opposti a quelli di una auspicabile perequazione rispetto – almeno! – agli altri dipendenti del comparto scolastico.

Mi scuso per la lunghezza della lettera, che ho scritto soprattutto a futura memoria: non dubito infatti che questo Governo saprà essere coerente con le sue iniziative legislative, nonché con le posizioni espresse dai suoi rappresentanti nei due rami del Parlamento. Se, in futuro, si tentasse di tornare indietro derogando alla legge anziché modificarla, secondo le corrette procedure costituzionali, ciò renderebbe a mio avviso inevitabile un conflitto di attribuzione tra poteri dello Stato.

Con i più distinti saluti.

Gian Giacomo Migone

34



VISITA IN SENATO DEL SEGRETARIO GENERALE DELLE NAZIONI UNITE KOFI ANNAN

---

5 APRILE 2000

ASSR

35

UNITED NATIONS

UNITED NATIONS INFORMATION CENTRE - ROME

FACSIMILE TRANSMISSION

ROME UNIC FAX NUMBER (39-6) 6793337

DATE: 3 April 2000

TO: Foreign Commission
Senate of the Republic, Rome

FAX: 6864014

FROM: Kattia Miranda-Saleme
UNIC, Rome

SUBJECT: Executive Summary of the Report of the United Nations Secretary-General, Kofi Annan, for the Millennium entitled: "We the Peoples: The Role of the United Nations in the Twenty First Century"

Number of pages: 7

Please convey to President Gian Giacomo Migone the enclosed Executive Summary of the Report of the United Nations Secretary-General for the Millenium.

Thank you for your kind attention.

36

RAPPORTO DEL SEGRETARIO GENERALE DELLE NAZIONI UNITE, KOFI ANNAN, PER IL MILLENNIO

INTITOLATO

"[illegible] POPOLI: IL RUOLO DELLE NAZIONI UNITE NEL VENTUNESIMO SECOLO"

SINTESI

DOCUMENTO SOTTO EMBARGO FINO ALLE ORE 16,00 DEL 3 APRILE 2000

DOCUMENTO SOTTO EMBARGO FINO ALLE ORE 16,00 DEL 3 APRILE 2000

RAPPORTO DEL SEGRETARIO GENERALE DELLE NAZIONI UNITE, KOFI ANNAN, PER IL MILLENNIO INTITOLATO "NOI POPOLI: IL RUOLO DELLE NAZIONI UNITE NEL VENTUNESIMO SECOLO"

SINTESI

I. Nuovo Secolo, Nuove Sfide

Il nuovo millennio e il Vertice del Millennio offrono ai popoli del pianeta un'occasione unica per riflettere sul destino che li accomuna, in un momento in cui si trovano a dipendere gli uni dagli altri come mai era avvenuto in precedenza. Ogni popolo guarda ai propri leader per identificare le sfide da affrontare ed agire di conseguenza. Le Nazioni Unite possono contribuire ad affrontare queste sfide se i suoi Membri condividono un rinnovato senso di impegno. Create nel 1945 per introdurre dei nuovi principi nelle relazioni internazionali, le Nazioni Unite hanno ottenuto maggiori successi in alcune aree rispetto ad altre. Questo costituisce un opportunità per ridisegnare le Nazioni Unite in modo tale da poter fare un'effettiva e reale differenza nelle condizioni di vita nel nuovo secolo.

II. Globalizzazione e Gestione Pubblica

I benefici della globalizzazione sono evidenti: una crescita più rapida, standard di vita più elevati, nuove opportunità. Tuttavia, è cominciata un'inversione di tendenza perché questi benefici sono distribuiti in maniera iniqua e perché il mercato globale non è ancora sostenuto da regole basate su obiettivi sociali condivisi.

Nel 1945, i fondatori delle Nazioni Unite crearono un sistema aperto e cooperativo in vista di un mondo *internazionale*. Questo sistema ha funzionato, e ha fatto sì che, col tempo, la globalizzazione emergesse. Di conseguenza noi oggi viviamo in un mondo *globale*. Rispondere a questo cambiamento rappresenta oggi una sfida di fondamentale importanza per i leader mondiali.

In questo nuovo mondo, sempre più di frequente gruppi e individui interagiscono direttamente attraverso le frontiere, senza coinvolgere lo Stato. Questo fenomeno presenta dei rischi. Crimine, droga, terrorismo, inquinamento, malattie, armi, rifugiati ed emigranti oltrepassano i confini nazionali e si muovono più velocemente e in numero più ingente rispetto al passato. Le persone si sentono minacciate da eventi che si verificano lontano. Esse sono inoltre maggiormente consapevoli dell'ingiustizia e delle brutalità che avvengono in paesi lontani, e si aspettano che gli Stati facciano qualcosa in merito. Ma le nuove tecnologie creano anche le opportunità per una comprensione reciproca e un'azione comune. Se vogliamo trarre il meglio dalla globalizzazione ed evitare gli aspetti negativi, dobbiamo imparare a governare meglio e a come governare meglio assieme.

Questo non significa un governo mondiale o l'eclisse dello Stato-nazione. Al contrario, occorre che gli Stati vengano rafforzati. Ed essi possono rafforzarsi a vicenda, operando assieme all'interno di istituzioni comuni basate su norme e valori condivisi. Queste istituzioni debbono riflettere la realtà dei tempi, compresa la divisione del potere. Debbono fungere anche da arena affinché gli Stati cooperino con gli attori non statali, comprese le imprese multinazionali. In molti casi esse hanno bisogno di essere sostenute da reti politiche meno formali, che possano rispondere più rapidamente al mutamento dell'agenda globale.

Le enormi disparità nella distribuzione della ricchezza nel mondo di oggi, le condizioni di indigenza in cui vivono oltre un miliardo di persone, la prevalenza in alcune regioni di conflitti endemici, e il rapido degrado dell'ambiente naturale: tutti questi fattori contribuiscono a rendere insostenibile l'attuale modello di sviluppo, a meno che non vengano prese di comune accordo delle misure ripartitrici. Una recente ricerca che ha interessato l'opinione pubblica dei sei continenti – la più vasta mai condotta – ha confermato che misure del genere sono proprio ciò che le persone vogliono.

III. Libertà dalla povertà

Nell'ultimo mezzo secolo abbiamo assistito a una crescita economica senza precedenti. Ciononostante, 1,2 miliardi di persone sono ancora costrette a vivere con meno di US$1 al giorno. La combinazione di povertà estrema e di disuguaglianze estreme fra le nazioni, e spesso anche al loro interno, costituisce un affronto per l'umanità intera. Essa aggrava inoltre molti altri problemi, compresi i conflitti. E la popolazione mondiale cresce ancora rapidamente, con un aumento che si concentra nei paesi più poveri.

Dobbiamo agire per dimezzare, prima del 2015, la povertà estrema in ogni parte del mondo. A tale proposito, gli obiettivi prioritari sono i seguenti:

- **Raggiungere una crescita sostenibile.** Questo significa, innanzitutto, assicurare che le persone nei paesi in via di sviluppo possano trarre vantaggio dalla globalizzazione.

- **Creare opportunità per i giovani.** Entro il 2015 tutti i bambini dovranno poter completare la scuola primaria, con garanzia di pari opportunità per maschi e femmine a tutti i livelli di istruzione. Inoltre, occorre trovare i mezzi per garantire ai giovani un lavoro dignitoso.

- **Promuovere la salute e combattere l'HIV/AIDS.** La ricerca in campo sanitario dev'essere reindirizzata verso quei problemi che affliggono il 90 per cento della popolazione mondiale. Entro il 2010 dovremo aver ridotto del 25 per cento il livello di diffusione del virus HIV fra i giovani.

- **Migliorare i quartieri poveri.** Dobbiamo sostenere il piano d'azione "Città senza quartieri poveri"(Cities Without Slums), che punta a migliorare, entro il 2020, le condizioni di vita di 100 milioni di persone che vivono nei quartieri poveri.

- **Integrare l'Africa.** Il Rapporto sfida gli esperti e le fondazioni filantropiche ad affrontare il problema della bassa produttività agricola in Africa. Esso invita inoltre i governi africani a dare priorità al problema della riduzione della povertà e il resto del mondo ad aiutarli in questo compito.

- **Costruire ponti digitali.** Le nuove tecnologie offrono ai paesi in via di sviluppo un'occasione senza precedenti per andare oltre gli stadi iniziali dello sviluppo. Deve essere

39

quindi fatto ogni possibile sforzo per massimizzare l'accesso delle popolazioni alle nuove reti informatiche.

- **Dimostrare una solidarietà globale.** I paesi ricchi debbono aprire ulteriormente i propri mercati ai prodotti dei Paesi poveri, debbono provvedere ad una più incisiva e rapida riduzione del debito estero ed offrire un'assistenza allo sviluppo più consistente e meglio indirizzata. Liberare il mondo dal flagello della povertà estrema rappresenta una sfida per ognuno di noi. Non dobbiamo fallire.

IV. Libertà dalla paura

Le guerre fra Stati sono diventate meno frequenti. Ma nell'ultimo decennio le guerre civili hanno causato più di 5 milioni di morti, e obbligato un numero di persone enormemente superiore ad allontanarsi dalle proprie case. Al tempo stesso le armi di distruzione di massa continuano a gettare lo spettro della paura. Attualmente pensiamo alla sicurezza meno in termini di difesa del territorio e più in termini di protezione delle persone. Per questo la minaccia di conflitti gravi deve essere affrontata ad ogni stadio:

- **Prevenzione.** I conflitti sono maggiormente frequenti nei paesi poveri, specialmente in quelli che sono mal governati e nei quali esistono nette disuguaglianze fra gruppi etnici o religiosi. Il modo migliore per prevenirli consiste nel promuovere uno sviluppo economico sano ed equilibrato, assieme alla tutela dei diritti umani, dei diritti delle minoranze e ad accordi politici nei quali tutti i gruppi siano equamente rappresentati. Inoltre, il traffico illecito di armi, denaro e risorse naturali deve essere portato alla luce.

- **Proteggere i deboli.** Dobbiamo scoprire dei modi più efficaci per far rispettare il diritto internazionale e i diritti umani, e garantire che le gravi violazioni non rimangano impunite.

- **Affrontare il dilemma dell'intervento.** La sovranità nazionale non dev'essere usata come uno scudo per coloro i quali intendano violare i diritti e la vita dei loro simili. Di fronte agli eccidi di massa, l'intervento armato autorizzato dal Consiglio di Sicurezza costituisce un'opzione cui non si può rinunciare.

- **Rafforzare le operazioni di pace.** L'Assemblea del Millennio è invitata a esaminare le raccomandazioni proposte da un gruppo di esperti di alto livello, nominati dal Segretario Generale per analizzare tutti gli aspetti delle operazioni di pace.

- **Sanzioni mirate.** Uno studio recente ha esaminato i modi per rendere le sanzioni più "intelligenti" e quindi più mirate. In futuro, il Consiglio di Sicurezza dovrebbe far riferimento a questo studio per definire ed applicare le sanzioni.

- **Puntare a una riduzione delle armi.** Il Segretario Generale esorta gli Stati Membri a controllare in maniera più rigorosa i trasferimenti di armi di piccolo calibro e ad impegnarsi nuovamente a diminuire i pericoli rappresentati sia dalle armi nucleari già esistenti, sia da una loro ulteriore proliferazione.

V. Il nostro futuro e lo sviluppo sostenibile

Dobbiamo attualmente affrontare l'urgente necessità di garantire la libertà delle generazioni future di vivere su questo pianeta, e non ci stiamo riuscendo. Stiamo dilapidando l'eredità dei nostri figli

per pagare delle pratiche non sostenibili. Cambiare questo stato di cose rappresenta una sfida tanto per i Paesi ricchi quanto per quelli poveri. La Conferenza di Rio del 1992 ha posto le fondamenta, mentre il Protocollo di Montreal sulle sostanze che esauriscono l'ozono ha rappresentato un ulteriore passo avanti. All'infuori di questo, le nostre risposte sono troppo limitate, troppo modeste e arrivano troppo in ritardo. Prima del 2002 dobbiamo riaccendere il dibattito e prepararci ad agire in maniera decisiva nelle aree che seguono:

- **Far fronte al cambiamento climatico.** Ridurre la minaccia del riscaldamento globale richiede una riduzione del 60 per cento nelle emissioni di carbone e degli altri gas originati dall'"effetto serra". Questo risultato può essere ottenuto promuovendo l'efficienza energetica e facendo maggiore affidamento sulle fonti di energia rinnovabili. Attuare il Protocollo di Kyoto sarebbe un primo passo in questa direzione.

- **Affrontare la crisi idrica.** Il Rapporto sollecita l'adozione dell'obiettivo, stabilito dalla Conferenza Ministeriale del Forum Mondiale sull'Acqua, di dimezzare prima del 2015 la percentuale di persone che non hanno accesso all'acqua pulita. Il Rapporto invita inoltre a una "Rivoluzione Blu", grazie alla quale dovrebbe aumentare la produttività agricola per unità d'acqua, migliorando al tempo stesso la gestione dei bacini idrici e delle pianure alluvionali.

- **Difendere il suolo.** La principale speranza di riuscire a nutrire la crescente popolazione mondiale in una situazione di diminuzione delle aree destinate all'agricoltura potrebbe risiedere nella biotecnologia, ma la sua sicurezza e il suo impatto ambientale sono oggetto di accese discussioni. Il Segretario Generale sta creando una rete politica globale per affrontare e risolvere le controversie, in modo tale che i poveri e gli affamati non debbano subire un danno.

- **Preservare le foreste, la pesca e la biodiversità.** In tutte queste aree, la conservazione è essenziale. I governi e il settore privato debbono lavorare assieme per favorirla.

- **Costruire una nuova etica di gestione.** Il Segretario Generale raccomanda quattro priorità:

  a) Educazione del pubblico;
  b) "Contabilità verde", per integrare l'ambiente nella politica economica;
  c) Normative e incentivi;
  d) Dati scientifici più accurati.

  I popoli, come del resto i governi, debbono impegnarsi per una nuova etica di conservazione e gestione dell'ambiente.

VI. Riadeguare le Nazioni Unite

Senza un'organizzazione forte, sarà molto difficile affrontare queste sfide. Rafforzare le Nazioni Unite dipende dai governi, e specialmente dalla loro volontà di lavorare con gli altri – il settore privato, le organizzazioni non governative e le agenzie multilaterali – per trovare soluzioni basate sul consenso. Le Nazioni Unite devono agire come un catalizzatore, così da stimolare l'altrui azione. E devono sfruttare pienamente le nuove tecnologie, specialmente la tecnologia informatica.

Il Segretario Generale raccomanda azioni in queste aree:

- **Identificare i nostri punti di forza.** L'influenza dell'ONU deriva non dal potere bensì dai valori che esso rappresenta, dal suo ruolo nel contribuire a stabilire delle normative globali,

dalla sua capacità di stimolare interessi e iniziative globali; e dalla fiducia ispirata dal suo lavoro pratico per migliorare le condizioni di vita delle persone. Dobbiamo capitalizzare questi punti di forza, specialmente insistendo sull'importanza della legge. Ma abbiamo anche bisogno di adeguare le Nazioni Unite stesse, in particolare riformando il Consiglio di Sicurezza in modo che possa lavorare efficacemente e beneficiare di una indubbia legittimità. E dobbiamo ampliare i rapporti delle Nazioni Unite con le organizzazioni della società civile, come pure quelli con il settore privato e con le fondazioni.

- **Creare delle reti per il cambiamento.** Nel perseguire obiettivi comuni dobbiamo rendere complementari le istituzioni formali e le reti politiche informali, mettendo così assieme le istituzioni internazionali, la società civile e le organizzazioni del settore privato, unitamente ai governi nazionali.

- **Creare dei collegamenti digitali.** Possiamo impiegare la nuova tecnologia dell'informazione per rendere l'ONU più efficiente e per migliorare la sua interazione con il resto del mondo. Ma per fare questo dobbiamo superare una cultura di resistenza al cambiamento. Il Segretario Generale sta chiedendo all'industria della tecnologia dell'informazione di aiutarci nel raggiungere questo obiettivo.

- **Far progredire la rivoluzione 'silenziosa'.** Per affrontare le sfide del ventunesimo secolo abbiamo bisogno di una vera riforma strutturale, di un più chiaro consenso sulle priorità tra gli Stati Membri e di un controllo meno importuno sulla gestione quotidiana. È necessario che l'Assemblea Generale prenda delle decisioni in merito – ad esempio per includere nei nuovi mandati le c.d. "sunset provisions" e per introdurre procedure di bilancio basate sui risultati.

VII. All'esame del Vertice

Il Segretario Generale elenca sei valori condivisi, che riflettono lo spirito dello Statuto e che sono di particolare rilevanza per il nuovo secolo: Libertà; Equità e Solidarietà; Tolleranza; Non Violenza; Rispetto per la Natura; e Responsabilità Condivisa. Egli esorta il Vertice del Millennio ad adottare una serie di risoluzioni tratte dal Rapporto come prova della sua volontà di agire basandosi su tali valori.

Traduzione non ufficiale a cura del Centro di Informazione delle Nazioni Unite, Roma, 3 aprile 2000

Per la versione completa del Rapporto, accedere a:
www.un.org/millennium/sg/report
www.unonitalia.it

Missione degli Stati Uniti presso le Nazioni Unite

Comunicato stampa

COMUNICATO STAMPA ONU-USA n. 46 (00)

Testo autorizzato alla diffusione

3 aprile 2000

Dichiarazione dell'Ambasciatore Richard C. Holbrooke, Rappresentante permanente degli Stati Uniti presso le Nazioni Unite al Gruppo di lavoro "open-ended" sulla riforma e sull'ampliamento del Consiglio di sicurezza dell'ONU, rilasciata il 3 aprile 2000

Signor Presidente, colleghi ambasciatori, è per me un piacere partecipare a questa importante riunione del Gruppo di lavoro "open-ended".

Undici giorni fa ho sottolineato nella Quinta Commissione che la condizione attuale delle Nazioni Unite potrebbe essere sintetizzata in tre parole: "indispensabile, ma difettosa" e che il nostro obiettivo potrebbe essere invece definito con altre tre parole: "aggiustare per salvare".

"Aggiustare" l'ONU è la sfida più importante, ma anche più difficile, che siamo chiamati ad affrontare. Possiamo riuscire in questa impresa solo attraverso la collaborazione. Questa necessità è emersa chiaramente lo scorso giovedì a Washington in occasione di una giornata storica di incontri tra i membri del Consiglio di sicurezza ospitata dall'Amministrazione e dalla Commissione per gli affari esteri del Senato. È stato uno scambio significativo e franco che ritengo abbia permesso al mio governo di conoscere meglio le modalità di funzionamento di questa organizzazione e ha migliorato il livello di informazione dei membri del Consiglio rispetto al funzionamento del governo statunitense. Dopo una giornata di discussione intensa e informativa due fatti sono emersi con chiarezza: l'ONU ha bisogno degli Stati Uniti e gli Stati Uniti hanno bisogno dell'ONU.

E' nell'interesse nazionale degli Stati Uniti mantenere le Nazioni Unite forti ed efficienti; l'Organizzazione deve acquistare una nuova vitalità, se vogliamo che essa assuma le responsabilità che le abbiamo attribuito. Il Segretario di Stato, la signora Albright, ed io abbiamo sottolineato in occasioni precedenti che l'ONU necessita di una riforma.

Ma il dibattito sulle riforme sarebbe incompleto se non vi coinvolgessimo l'organo più importante dell'Organizzazione, il Consiglio di sicurezza. I padri fondatori delle Nazioni Unite, in particolare Franklin Roosevelt e Winston Churchill, e i partecipanti alla conferenza di San Francisco oltre cinquant'anni fa compresero che il Consiglio di sicurezza era ciò che distingueva l'ONU dalle altre istituzioni della cooperazione internazionale. Essi capirono che per avere successo occorreva dotare l'ONU di un Consiglio di sicurezza efficiente. Questa intuizione continua ad essere valida anche oggi, e per questo motivo siamo chiamati a collaborare per garantire che il Consiglio di sicurezza attuale rifletta la realtà attuale.

Poiché la riunione di oggi pomeriggio apre un dibattito importante sulla riforma del Consiglio di sicurezza che durerà tre giorni, e considerato che chi interviene in questa sede conosce bene la complessità della questione, io ho voluto essere presente alla discussione. Abbiamo avuto

colloqui con molti membri dell'ONU su questo argomento, abbiamo ascoltato le opinioni più diverse che riflettono tutta la gamma delle opzioni possibili.

Gli Stati Uniti appoggiano con coerenza le misure intese a migliorare la capacità del Consiglio di sicurezza a rispondere alla sfide poste dal nuovo millennio. Abbiamo appoggiato, e continueremo a farlo anche in futuro, le proposte di riforma intese ad aumentare l'efficienza del Consiglio in maniera che in esso possano trovare maggiore riflesso anche le realtà politiche, economiche e di sicurezza presenti nel mondo. Questo è il nostro obiettivo prioritario e l'elemento che caratterizza l'approccio del mio governo rispetto alla riforma del Consiglio di sicurezza: una maggiore efficienza per uno degli organi internazionali più importanti.

La comune incapacità di trovare un consenso su un modello di massima per la riforma del Consiglio di sicurezza non è dovuta al disaccordo su uno dei singoli elementi di un'equazione più complessa, né a una singola posizione di una delle nazioni.

Per riuscire nell'intento dobbiamo affrontare l'impresa della riforma con creatività e flessibilità. Per attuare una riforma significativa sarà necessario che tutte le parti facciano concessioni e presentino richieste. Io sono intervenuto in questa sede perché la signora Albright ed io intendiamo ribadire che gli Stati Uniti sono pronti a fornire il loro contributo.

Negli anni passati gli Stati Uniti hanno dimostrato il proprio impegno a favore della riforma del Consiglio di sicurezza proponendo un primo ampliamento del Consiglio. Inoltre da tempo ci esprimiamo a favore dell'attribuzione di un seggio permanente rispettivamente alla Germania e al Giappone, una posizione che abbiamo adottato fin dagli anni settanta. Alla metà degli anni novanta ci dichiarammo disponibili a prendere in considerazione l'attribuzione di tre seggi ad Asia, Africa e America Latina che avrebbero portato il numero complessivo dei seggi a 20 o 21. Oggi, in seguito alle consultazioni avute con molte nazioni, desidero annunciare che gli Stati Uniti sono disposti a prendere in considerazione proposte che prevedono un numero di seggi anche leggermente superiore a 21. Tuttavia desidero ribadire che anche nel prosieguo della discussione su questo argomento la nostra posizione rimarrà ferma su un principio fondamentale: qualsiasi cambiamento all'interno del Consiglio di sicurezza dovrebbe avere come obiettivo quello di aumentarne l'efficienza. Le nostre deliberazioni dovrebbero darsi esclusivamente questo limite: il comune desiderio e l' esigenza condivisa di disporre alla fine di un Consiglio innanzitutto riformato e rafforzato e non solo ampliato.

La dimensione e la composizione del Consiglio non sono variabili indipendenti. Nel proseguimento del dibattito all'interno del Gruppo di lavoro "open-ended", quando sarà presa in esame l'efficienza del Consiglio, riteniamo possa essere utile fare un' attenta analisi delle possibili strutture del Consiglio cercando di ottenere una ampio consenso da parte dei membri dell'Onu, ivi compresi i principali Stati regionali. Gli Stati Uniti intendono partecipare attivamente e con impegno a questo sforzo. Fare progressi non sarà facile, ma se affronteremo il dibattito in maniera aperta saremo in grado di imprimergli slancio e di costruire su una base comune.

Gli Stati Uniti considerano la riforma del Consiglio solo uno dei fattori all'interno del processo più ampio di rafforzamento delle Nazioni Unite. Nel prossimo anno lavoreremo con impegno per aumentare l'efficienza dell'ONU, per migliorare la sua capacità operativa, in particolare nel settore del mantenimento della pace, e per sostenere il Segretario generale nel suo impegno continuo a favore della riforma. Molto è stato fatto, ma molto rimane ancora da fare.

Grazie. Sarò lieto di lavorare con voi su questo argomento fondamentale nei prossimi giorni.

DICHIARAZIONE DELL'AMBASCIATORE SERGIO VENTO,
RAPPRESENTANTE PERMANENTE DELL'ITALIA
PRESSO IL GRUPPO OPEN-ENDED SULLA QUESTIONE
DELL'EQUA RAPPRESENTAZIONE E SULL'ALLARGAMENTO
DELLA COMPOSIZIONE DEL CONSIGLIO DI SICUREZZA
E QUESTIONI ATTINENTI, RESA AL
CONSIGLIO DI SICUREZZA (NEW YORK, 3 APRILE 2000)

Signor Presidente,

Allargamento del Consiglio, meccanismi decisionali e veto sono le questioni più delicate e controverse del processo di riforma. Dopo sette anni di dibattito permangono sostanziali divergenze d'opinione, come evidenziato nelle "osservazioni generali" della relazione del gruppo di lavoro dello scorso anno. Anche oggi abbiamo ascoltato dichiarazioni riguardanti tetti e dimensioni di un immaginario Consiglio di Sicurezza, ma ben poco in merito a categorie, efficacia del meccanismo decisionale e veto.

La situazione suggerisce due osservazioni.

La grande maggioranza degli stati membri delle Nazioni Unite non desidera l'aggiunta di nuovi membri permanenti secondo la stessa impostazione anacronistica adottata nella particolare situazione storica del 1945. Inoltre, lo *status* permanente di appartenenza al Consiglio di Sicurezza e il potere di veto sono i simboli più alti della sovranità nazionale. E' difficile accettare la proliferazione dei membri richiesta da coloro che auspicano una minore sovranità, proprio nel momento in cui tutti riconoscono che le condizioni fondamentali delle relazioni internazionali sono radicalmente mutate e vi è una crescente domanda di regole comuni che non presentino eccezioni e privilegi.

Ogni vaga dichiarazione sui tetti relativi a un Consiglio di Sicurezza riformato, nonché ogni definizione generica di "categoria" di membro permanente, come nello slogan "aumento di entrambe le categorie", introdurrebbe una pericolosa confusione nelle nostre deliberazioni. Di fatto, la condizione di membro permanente e il potere di veto sono attributi essenziali e costituzionali degli attuali membri permanenti, come stipulato dagli articoli 23 e 27 della Carta delle Nazioni Unite.

La seconda osservazione si riferisce al fatto che un numero crescente di stati membri favorisce per il momento solo un ampliamento dei membri non permanenti. La richiesta trae origine dall'aumento sostanziale dei membri delle Nazioni Unite dall'ultimo ampliamento del Consiglio di Sicurezza del 1965 ed è giustamente basata sul principio della sovrana uguaglianza di tutti i membri delle Nazioni Unite.

Se vogliamo che il nostro lavoro sia costruttivo e utile, dobbiamo prendere atto di queste due realtà.

Signor Presidente,

se consideriamo le dimensioni future di un Consiglio di Sicurezza allargato, la questione è legata naturalmente alla qualità del lavoro, in particolare al meccanismo decisionale del Consiglio stesso, come giustamente sottolineato dal Rappresentante permanente della Federazione Russa. In

conformità con le osservazioni finali della relazione del Segretario generale sul "Ruolo delle Nazioni Unite nel XXI secolo", l'Italia favorisce una maggiore efficacia e legittimità del lavoro del Consiglio di Sicurezza "agli occhi di tutti i popoli del mondo". Raccomandando un aumento dei membri elettivi non permanenti, l'Italia ritiene che il processo decisionale del Consiglio di Sicurezza diverrebbe più flessibile e il ruolo del potere di veto potenzialmente ridotto.

Per contro, l'incremento del numero di membri permanenti introdurrebbe una discriminazione tra stati membri, creando nuove zone di privilegio in contrasto con il principio dell'equa rappresentazione, e introdurrebbe un ulteriore elemento di rigidità nel processo decisionale. Il Consiglio di Sicurezza non diverrebbe più efficiente, ma più diviso e incapace di affrontare le attuali sfide. Questo andrebbe contro la cultura di governo basata sulla costruzione del consenso.

Signor Presidente,

un'ultima parola contro la tentazione di fare indebiti collegamenti. Nei prossimi mesi, oltre alla riforma del Consiglio di Sicurezza, un altro importante tema si imporrà alla nostra attenzione. Con una crescita nominale pari a zero nei settori dello sviluppo e della lotta alla povertà da una parte, e la previsione di vertiginoso aumento delle operazioni di mantenimento della pace dall'altra, la situazione finanziaria dell'Organizzazione dovrà essere affrontata nuovamente. Riguardo ai costi legati al mantenimento della pace, riteniamo che sia necessario sfruttare fino in fondo tutti gli strumenti politici e diplomatici per la prevenzione dei conflitti, elencati al capitolo VI della Carta, prima di passare alle operazioni militari per il mantenimento della pace.

La capacità di pagamento degli stati membri rimane il pilastro principale.

Pur essendo il quinto paese per il contributo al bilancio ordinario, con contributi superiori a quelli di tre membri permanenti, l'Italia respinge qualsiasi collegamento abusivo tra contributi e attribuzione di seggi permanenti.

L'Italia risponde così all'impressione che i seggi permanenti possano essere in vendita.

La ringrazio, signor Presidente.

Consiglio italiano per le Scienze Sociali
ETHNOBAROMETRO
Programma Balcani

ALBANIANS AND THEIR NEIGHBOURS
La questione albanese e sue implicazioni nei rapporti tra i paesi balcanici e per la stabilità della regione

Budapest, 7-8 aprile 2000

La riunione, organizzata dal Project on Ethnic Relations (PER), Princeton, USA, con il quale Etnobarometro ha stretto rapporti di collaborazione, si proponeva di portare allo stesso tavolo, in forma strettamente privata, serbi e albanesi del Kosovo, rappresentanti delle diverse popolazioni di etnia albanese della regione balcanica, nonché dei paesi confinanti con la ex Jugoslava, al fine di favorire il dialogo tra le diverse parti. Tre sono state le questioni più dibattute nel corso delle due giornate di lavori: 1) i rapporti tra popolazione serba e albanesi nel Kosovo, 2) la questione dell'indipendenza del Kosovo, e riflessi sugli equilibri della regione, 3) la reale portata delle spinte che periodicamente emergono, in forma più o meno esplicita, in favore di una Grande Albania.

Partecipazione. Per l'Albania erano presenti il ministro degli esteri Paskal Milo e Fatos Nano, mentre non è venuto, pur avendo accettato l'invito, Sali Berisha. Per il Kosovo, Rugova e Thaci, con i rispettivi consiglieri, Veton Surroi (da alcuni considerato l'astro nascente della politica kosovara), ed anche il presidente, Momcilo Traikovic, ed un altro membro del Consiglio Nazionale Serbo – seduti gli uni accanto agli altri a contatto di gomito, il che sarebbe stato impensabile, almeno fino a ieri, a Pristina. Questo è stato probabilmente il risultato politico più rilevante della riunione. Quanto agli altri partecipanti, dalla Serbia sono intervenuti quattro esponenti dell'opposizione. Dal Montenegro, tre parlamentari, dei quali uno di etnia albanese. Il gruppo dei macedoni comprendeva Arben Xhaferi, leader del partito albanese al governo. Erano presenti gli ambasciatori bulgaro, ungherese e greco a Tirana, per la Grecia anche il consigliere di Papandreu per gli affari dell'Europa sud orientale, Alex Rondos. Nella seconda giornata è intervenuto Eduard Kukan, ministro degli esteri slovacco, nella veste di inviato speciale del segretario generale dell'ONU per i Balcani. La delegazione americana era molto nutrita, è mancato tuttavia Christopher Hill, il quale all'ultimo momento ha dato forfait. Erano inoltre presenti il vice Coordinatore Speciale del Patto di Stabilità, Donald Kursch, rappresentanti della NATO e dalla UE, e il capo della missione OSCE a Tirana, ambasciatore Gert Ahrens. Per l'Italia, il senatore Demetrio Volcic, membro della Commissione Affari Esteri del Senato (una presenza italiana, inizialmente non prevista dal Project on Ethnic Relations, è stata poi richiesta su sollecitazione di chi scrive)(*). Gli albanesi del Kosovo, Rugova e Thaci, nonchè Paskal Milo, erano accompagnati in ogni loro passo da ingombranti guardie del corpo. Gli onori di casa sono stati fatti da una folta delegazione del ministero degli esteri (compreso un sottosegretario) e di parlamentari ungheresi. La lista dei partecipanti è allegata.

(*) Sono stati informati la Commissione Affari Esteri del Senato (il Presidente Giangiacomo Migone, che in un primo tempo aveva deciso di intervenire, successivamente ha designato il senatore Volcic), il MAE e il Ministro Fassino.

Il personaggio Thaci. Prevedibilmente, è stata la maggiore attrazione del meeting. Ed anche la causa di alcune diserzioni, tra le altre quella del ministro degli esteri rumeno (il quale tuttavia ha inviato uno dei suoi direttori generali) e di Draskovic, che non intendevano sedersi allo stesso tavolo con il capo delle milizie dell'UCK. In realtà, per chi non lo aveva mai incontrato, Hashim Thaci ha rappresentato una sorpresa: giovane, vestito di scuro, camicia bianca (quasi) perfettamente stirata e cravatta sobria, come potrebbero esserlo un impiegato di banca o un insegnante di materie scientifiche di fresca nomina in un qualsiasi ginnasio, tutto sembrava fuorché il leader di una fazione armata che ha combattuto una sanguinosa guerra civile. Cortese, molto riservato, timido e non del tutto a suo agio. D'altra parte non bisogna dimenticare che Thaci è un figlio della diaspora, nato in Kosovo, ma cresciuto e vissuto (e studente universitario) in Europa, fino alla fine degli anni novanta—e che proprio per questo, dicono, i kosovari non riescono a vederlo come uno di loro e finiranno per preferire Rugova, che per un decennio ha combattuto con loro una battaglia silenziosa di resistenza a Milosevic. Bisogna chiedersi perché abbia accettato di partecipare alla riunione di Budapest. Probabilmente perché poteva servirgli a rafforzare la sua nuova immagine di leader politico *civile* (contro quella di un capo di guerriglia tacciato da più parti di terrorismo) e la sua credibilità di interlocutore nell'arena internazionale. Si può escludere che accogliendo l'invito di andare a Budapest abbia inteso dare un segnale di disponibilità nei confronti della comunità serba che la settimana scorsa ha accettato di entrare, sia pure soltanto a titolo di osservatore, nell'amministrazione ad interim del Kosovo, dal momento che la sua decisione di partecipare all'incontro di Budapest era stata comunicata agli organizzatori almeno un mese prima, ma non c'è dubbio che, alla luce degli ultimi sviluppi a Pristina, tale sua partecipazione non poteva cadere in un momento migliore e potrebbe contribuire al processo di disgelo tra le opposte fazioni in Kosovo.

Il contenzioso tra albanesi e serbi del Kosovo. Indipendentemente dalla questione del futuro status del Kosovo, tutti i serbi kosovari presenti hanno contestato vivacemente di venire considerati "minoranza". A Bilat Sherifi, uno degli assistenti di Thaci, secondo il quale allorchè i serbi accetteranno la realtà, ovvero di essere una minoranza, allora tutti i diritti sanciti dalle norme internazionali alle minoranze saranno loro riconosciuti e non avranno nulla da temere ("Ma il fatto che continuano a insistere che il Kosovo è parte della Serbia, dimostra che loro si considerano ancora maggioranza"), Momcilo Trajkovic, presidente esecutivo del Consiglio Nazionale Serbo del Kosovo, ha risposto che il Kosovo appartiene a tutti coloro che vi vivono, "Io voglio essere un cittadino, con i diritti che spettano a ogni cittadino, non il membro di una minoranza". Peraltro la posizione degli albanesi è risultata molto netta fin dall'inizio della riunione, quando in uno dei primi interventi uno di loro ha osservato che Trajkovic e gli altri serbi erano benvenuti a quel tavolo, ma soltanto come membri della comunità serba in Kosovo, e non come esponenti di un sedicente Consiglio *Nazionale*. Più morbida, rispetto ad altre, la posizione di Rugova, il quale ha osservato di non amare la parola minoranze e di sperare che sarà possibile lavorare con i serbi, ma una condizione perché si crei il clima adatto a ciò, ha aggiunto, è che si facciano le elezioni, e che i serbi vi partecipino. Thaci ha dichiarato di considerare positiva la decisione dei serbi di entrare nell'amministrazione ad interim, sottolineando come gli albanesi abbiano accettato di lavorare con loro. Pronta la risposta di Trajkovic:

"Noi vogliamo partecipare alle istituzioni del Kosovo, del Kosovo e non degli albanesi, e comunque non abbiamo bisogno dell'autorizzazione o del gradimento degli albanesi per parteciparvi. Io sono stato cacciato dalla mia casa e ho una pallottola in una gamba, voi potete garantirmi che io possa tornare in quella casa e condurre una vita normale?"

La questione dell'esodo dei serbi e delle violenze operate dagli albanesi contro quelli rimasti è stata oggetto di scambi di opinione molto aspri. Sempre Trajkovic, dopo avere ricordato che 500 serbi sono "scomparsi" (sequestrati? uccisi?) ha esclamato: "I leader della comunità albanese possono scoprire dove sono finiti, quei 500 serbi. Kosovo è un paese piccolo, e il signor Thaci è a capo di una grande organizzazione—possono riuscirci? Ciò proverebbe la disponibilità a risolvere veramente i problemi e a favorire il ritorno dei serbi". Non sono 500, hanno ribattuto gli albanesi, ma tutt'al più 300, compresi quelli uccisi, e per quanto riguarda quelli scomparsi abbiamo fatto quanto è in nostro potere, d'altronde è significativo che le aree ritenute sicure per i serbi siano quelle dove non c'è stato genocidio. E che dire dei 5-7.000 albanesi tuttora detenuti nelle carceri serbe? Trajkovic ha risposto di avere chiesto a Belgrado che vengano rilasciati e affidati alla custodia dell'ONU, così come sempre all'ONU, e una richiesta è già stata avanzata, andrebbero affidati i serbi sequestrati o detenuti in Kosovo. Secondo Trajkovic, è' sbagliato addossare ai serbi del Kosovo la responsabilità per le azioni del regime della FRY. Thaci ha ricordato che se molti serbi hanno lasciato il Kosovo ciò non è stato a causa soltanto della violenza degli albanesi, e Rugova ha sottolineato che molti di quelli che hanno lasciato lavoravano per l'esercito o la polizia o erano serbi locali coinvolti in atti di violenza contro gli albanesi: questi sono partiti perché non potevano più contare sulla protezione della polizia.

Il ruolo dei partiti di opposizione serbi. I rappresentanti dell'opposizione serba presenti alla riunione si sono trovati più di una volta in difficoltà, attaccati da entrambe le parti. Da Thaci ("Avete rimproverato a Milosevic di avere perso il Kosovo!"), da Rugova ("L'opposizione è debole e disorganizzata, e sul Kosovo la sua posizione non differisce da quella del governo"), da Hidajet Hyseni, vice presidente del Movimento Democratico Albanese ("L'opposizione ancora oggi ha posizioni egemoniche e pertanto non è veramente democratica") e ancora da Thaci, meno aspramente ("I democratici serbi non hanno una piattaforma chiara, non solo per il Kosovo, ma per la stessa Serbia... hanno bisogno dell'aiuto di tutti, compresi noi albanesi del Kosovo"). Le critiche sono venute anche dai serbi del Kosovo, seppure in forma velata. Trajkovic ha ricordato che a Belgrado lo accusano di "tradimento". La difesa dei rappresentanti dell'opposizione è stata debole, l'imbarazzo evidente. Quasi sempre hanno ascoltato in silenzio senza controbattere, con alcune eccezioni, come quando Batic, dell'Alliance for Change, ha gridato forte "Non è vero!" reagendo all'accusa che l'opposizione avrebbe attaccato Milosevic per avere abbandonato il Kosovo. Tahir Hasanovic, del New Democratic Party, ha fatto rilevare che in seno all'opposizione serba in merito al Kosovo non tutti la pensano allo stesso modo. Zarco Korac, coordinatore dell'Alliance for Democratic Change, a sua volta, ha osservato che "in Serbia, dopo il bombardamento della NATO, si è messo in moto un processo di trasformazione democratica, gli albanesi (del Kosovo) possono aiutarci operando democraticamente... l'opposizione in Serbia condivide con tutta la regione lo

stesso problema: di passare dalle 'visioni' a una politica pragmatica... il Kosovo non potrà mai più tornare sotto il dominio di Belgrado".

Kosovo società multi-etnica? Alla luce di quanto precede, è apparsa alquanto generica, gratuita e poco convinta la discussione sulla convivenza delle due etnie. Tutti hanno fatto professione di fede nella società multietnica, ma nessuno sembrava credere che in Kosovo questa possa realizzarsi nel periodo breve. "Siamo abituati a essere una società multietnica, oggi meno di ieri a causa della guerra, ma reconciliation needs time" ha detto Rugova, e Thaci gli ha fatto eco: "Il futuro che vogliamo è di creare una società multietnica in cui tutti godano degli stessi diritti... ma abbiamo bisogno di tempo". Secondo Hidajet Hyseni, la cui popolarità deriva anche dai quindici anni che ha trascorso in carcere, il problema del Kosovo non è soltanto etnico, è di democrazia; e altri si sono dichiarati d'accordo, ma sempre rimanendo sulle generali. E quando Allen Kassof del PER, che presiedeva, ha chiesto ai leader albanesi se erano pronti a prendere iniziative concrete per permettere ai serbi fuoriusciti di rientrare, le risposte sono state evasive. Né ha suscitato commenti l'affermazione di Thomas Countryman, capo dell'Office of South Central European Affairs del Dipartimento di Stato, che la Serbia è un paese molto più multi-etnico del Kosovo e di altri paesi della regione. Più concreto e positivo Trajkovic il quale, dopo avere notato che oggi i serbi sono confinati in enclaves e che non è con le enclaves che si costruisce una società multietnica, ha detto: "Dovremmo parlarci con Rugova e cercare di capire se e come albanesi e serbi possono vivere e lavorare insieme in Kosovo". Veton Surroi ha osservato come sia impossibile legiferare in assenza di un quadro costituzionale, o ristrutturare l'economia in assenza di un sistema legale (rule of law), e ha allargato l'analisi a quella che ha definito la crisi strutturale di tutta la regione, dopo la fine della guerra fredda: debolezza delle forze democratiche, e cattiva gestione dell'economia, carenze nell'introduzione di una società civile e della tolleranza, difficoltà e sospetti nei rapporti con i vicini.

Le critiche alla comunità internazionale. Trajkovic ha criticato la comunità internazionale i cui rappresentanti in Kosovo, invece di essere un fattore di stabilità, avrebbero avallato (la parola usata è stata in realtà più dura: "applicato"—i traduttori, che non hanno avuto vita facile, non sempre sono stati all'altezza del loro compito) il principio di una società monoetnica. Le sue critiche non sono state le sole: La risoluzione 1244 non è stata applicata, non si può combattere un genocidio con altri genocidi, la comunità internazionale ha fallito la sua missione (Batic); il Kosovo oggi è un protettorato, ma non si capisce con quale ruolo e quale status esattamente (Dusan Janjic, Forum for Ethnic relations, Serbia).

La questione dell'indipendenza. Malgrado i tentativi di molti dei partecipanti di schivare l'argomento, questo è affiorato più volte, anche perché nel suo intervento di apertura Rugova ha affermato drasticamente che l'indipendenza del Kosovo può essere riconosciuta già oggi, e che così facendo si garantirebbe più sicurezza e stabilità alla regione. Una indipendenza che sarebbe accompagnata dalle più ampie garanzie per le minoranze, ha precisato. Va notato che in una intervista apparsa a fine marzo, Thaci era apparso più prudente, affermando che il problema non si poneva nell'immediato, che i tempi non sono maturi, che quando le condizioni saranno favorevoli allora lo status del Kosovo dovrà essere risolto da una conferenza internazionale, e che la conferenza dovrà permettere alla

popolazione del Kosovo di pronunciarsi sulla questione tramite un referendum. Non è escluso che Rugova a Budapest abbia scelto di pronunciarsi così nettamente anche per rispondere indirettamente a Thaci, e strappare all'ex capo dell'UCK la bandiera di paladino di un Kosovo libero. A Budapest Thaci non si è pronunciato nel corso della riunione, ma parlando con dei giornalisti in margine alla stessa, ha osservato che grazie alla NATO e all'ONU, la provincia è già avviata alla piena indipendenza, indipendentemente da chi è o sarà al potere a Belgrado. Come a dire: noi non dobbiamo fare nulla, sta già succedendo. Forse stava rispondendo a distanza, dopo avere evitato di apparire intransigente in un consesso internazionale, al suo principale rivale. Tuttavia Thaci sembra avere, complessivamente, una posizione meno intransigente di Rugova. In una dichiarazione resa alla stampa il 12 aprile, dopo essere rientrato a Pristina, pur ricordando che i kosovari sono determinati ad ottenere l'indipendenza, ha affermato che essi dovranno, per vedere riconosciuti i loro diritti, lavorare duro per costruire delle istituzioni democratiche.

Vanno notate le diverse, opposte reazioni all'ipotesi di un Kosovo indipendente espresse dagli albanesi montenegrini e macedoni, favorevoli questi ultimi, contrari alcuni dei primi. Secondo Xhaferi, un Kosovo reintegrato nella Serbia sarebbe un fattore di destabilizzazione per la Macedonia e per l'intera regione, mentre Ferhat Dinosha, parlamentare montenegrino e presidente della Lega degli albanesi del Montenegro, il quale ha rivendicato l'indipendenza per il Montenegro, ha negato che questa debba essere la soluzione per il Kosovo. Una soluzione, ha affermato, va trovata entro i confini della Serbia. Ma tra i montenegrini presenti, un altro parlamentare, e consigliere di Djukanovic, dopo avere ricordato che la Costituzione del paese ha fatto propri tutti i principi dei diritti umani e delle minoranze stabiliti dall'ONU e altre istanze internazionali, ha sottolineato che storia del Montenegro è molto diversa da quella del Kosovo e che non tutti gli albanesi montenegrini condividono l'opinione espressa da Dinosha.

Secondo Paskal Milo, un Kosovo indipendente è una prospettiva, non una realtà. Il compito oggi è di applicare la 1244. Nel frattempo molte cose cambieranno in Kosovo. La soluzione per la regione verrà dalla dissoluzione della FRY. Fatos Nano è stato più possibilista: purché il modello sia quello di una società multietnica, e non quello della nazione stato. Qui è forse utile citare le dichiarazioni rese da Ilir Meta a una riunione del Consiglio d'Europa il 4 aprile. Nell'agenda del governo di Tirana, ha affermato, il punto principale è un Kosovo democratico, e ha aggiunto: "il che non significa che l'Albania è opposta a un Kosovo indipendente". Un Kosovo democratico, ha spiegato, riferendosi alla situazione a Mitrovica, è necessario perché può permettere agli albanesi e alla minoranza serba di vivere e di lavorare insieme.

Una Grande Albania? Prevedibilmente, il discorso sulla questione dell'indipendenza si è allargato a quello della Grande Albania, ma nessuno dei presenti desiderava, era evidente, di dilungarsi o di approfondire l'argomento. Rugova ha tenuto a puntualizzare che il Kosovo non ha chiesto l'unione con l'Albania, e Xhaferi è intervenuto per ricordare che la crisi è scoppiata perché la Serbia voleva una Grande Serbia, e non perché il Kosovo sognava una Grande Albania. Tuttavia la discussione si è accesa intorno ad alcune recenti dichiarazioni di Fatos Nano. In un intervista all'International Crisis Group, lo scorso 28 dicembre, aveva affermato che garantire la libertà di movimento in tutta la regione

era il modo più efficace per disinnescare le rivendicazioni nazionaliste di una Grande Albania. Non era necessario ridisegnare i confini, secondo il leader socialista, ma si poteva renderli "irrilevanti". Ma Nano aveva anche parlato di costruire un forum di tutti i partiti politici albanesi, di Albania, Kosovo, Macedonia e Montenegro, ed aveva fatto riferimento alla possibilità di produrre un calendario politico comune tra Tirana, Pristina e Tetova, che avrebbe fornito una strategia pan-nazionale per l'integrazione di tutti gli albanesi, calendario che egli avrebbe già discusso con Hashim Thaci e Arben Xhaferi: "Non si tratterà di un movimento in favore di una Grande Albania ma servirà gli interessi dei grandi albanesi europei ("will serve the great European Albanians"). A Budapest, si è sentito chiedere in che cosa consisteva la differenza. Un'altra domanda di chiarimento riguardava un piano, promosso in agosto da Pandeli Majko, per unificare i sistemi di insegnamento dell'Albania e del Kosovo e per intensificare la cooperazione tra le università di Tirana, Pristina e Totova. L'imbarazzo di Nano, che non si aspettava un interrogatorio così diretto, era evidente. Ha risposto soltanto nel corso della seconda giornata, puntualizzando che non intendeva parlare di un movimento *pan*-albanese, ma di una cooperazione *inter*-albanese. Sia Nano che Milo hanno enfatizzato come l'integrazione nell'Unione Europea appaia l'unica via d'uscita dai conflitti etnici, dalle rivendicazioni territoriali e dalla crisi della regione. Rugova ha espresso più sinteticamente lo stesso concetto. Nano ha affermato che il principale obiettivo della politica albanese, oggi, rimane la cooperazione regionale nel contesto del Patto di Stabilità. Intervistato da giornalisti al termine della riunione, Nano ha affermato che tutti gli uomini politici del suo paese presenti alla riunione concordavano che la "Grande Albania" era una invenzione della mente di politici non albanesi.

La questione macedone. Questa è stata affrontata in un lungo intervento di Xhaferi che ha voluto ricordare come gli slavi e gli albanesi della Macedonia combatterono fianco a fianco contro i tedeschi e come, insieme, nel 1945 fondarono la nuova Repubblica. Ha negato che le difficoltà degli ultimi venti anni siano dovuti ai timori creati dalla crescita demografica degli albanesi o perché gli albanesi, spinti dagli europei, sognassero la Grande Albania. Ha addossato parte della responsabilità agli sforzi congiunti, dopo il 1981, dei nazionalisti serbi e di quelli macedoni. Nel 1989, quando Belgrado cancellò l'autonomia del Kosovo, anche gli albanesi di Macedonia, che avevano lo stesso status degli slavi, furono ridotti a etnia di seconda classe. E dopo il 1990 la nuova costituzione abolì alcuni diritti fondamentali di cui gli albanesi fino ad allora avevano goduto: "La democrazia venne usata per imporre limitazioni a una minoranza". Nel complesso un intervento ambiguo, che si è concluso con una domanda lasciata senza risposta: "E' ipotizzabile un divorzio tranquillo, da persone civili, stile Cecoslovacchia?"

Mirce Tomovski, un macedone slavo intervenuto dopo Xhaferi, ha messo in rilievo gli aspetti positivi del modello macedone, ma non ha negato l'esistenza di problemi e difficoltà. Le relazioni interetniche in Macedonia, ha osservato, sono soggette a molte tentazioni, ma sono temperate dalla partecipazione delle elites nel governo. Tuttavia un pericolo va individuato soprattutto nella crescente sfiducia verso la classe politica delle giovani generazioni.

I moniti degli osservatori internazionali. Dopo Donald Kursch, che ha illustrato gli obiettivi del Patto di Stabilità e i risultati della prima conferenza con i donatori tenutasi a fine marzo, hanno parlato i rappresentanti della NATO (Andrew Dolan)

e della UE (David Daly) che hanno tenuto a ricordare (con interventi dal tono eccessivamente paternalistico) tutti gli adempimenti e il duro lavoro cui i paesi interessati dovranno far fronte prima di essere ammessi nelle due organizzazioni. "Ricordatevi" Daly ha ammonito, "che per arrivare dove siamo, a noi sono occorsi quarant' anni". Precedentemente Nano, riferendosi alla opzione europea come sbocco della cooperazione regionale, aveva ricordato come in Europa occidentale si fosse proceduto gradualmente, iniziando con la CECA.

.....

La riunione di Budapest promossa dal Project on Ethnic Relations si proponeva non certo di mediare né tantomeno di proporre soluzioni. Le ferite aperte sono ancora troppe e troppo profonde. Ma se lo scopo era, come effettivamente era, di offrire un tavolo, un luogo di incontro, per permettere un dialogo che in altri sedi non era stato possibile, gli organizzatori possono ritenersi soddisfatti. La coincidenza tra l'incontro di Budapest e la decisione di Trajkovic e altri serbi di partecipare all'amministrazione provvisoria del Kosovo è stata felice. Nel corso del ricevimento offerto dal ministero degli esteri ungherese al termine della prima giornata di lavori Trajkovic e Thaci si sono appartati e hanno chiacchierato a lungo, e anche scherzato. Alla conferenza stampa che si era tenuta poco prima, i serbi non erano intervenuti. Ma alla conferenza stampa finale si sono seduti al tavolo di presidenza accanto agli albanesi ed entrambe le parti hanno esposto, di fronte a una platea folta di giornalisti ungheresi e stranieri, i rispettivi punti di vista.

Tirando le conclusioni, si possono citare una osservazione fatta da Rugova in apertura della riunione, quando ha detto che la riunione del PER offriva per la prima volta la possibilità di discutere il problema dei rapporti tra serbi e albanesi del Kosovo a un livello internazionale, e il commento di uno dei diplomatici intervenuti, fatta durante un coffee break: "Questa è la prima volta che serbi e albanesi cercano di convincersi reciprocamente ricorrendo ad argomenti politici piuttosto che alla forza".

(A.S.)

Le regole proposte dagli organizzatori della riunione e accettate dai partecipanti autorizzano la diffusione dei contenuti delle discussioni ma non l'attribuzione nominativa di opinioni e dichiarazioni. Pertanto il presente resoconto è per l'informazione riservata dei singoli destinatari.

53

SENATO DELLA REPUBBLICA

SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI

UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

ASSEMBLEA DELL'ORGANIZZAZIONE PER LA SICUREZZA E LA COOPERAZIONE IN EUROPA

(OSCE)



SINTESI DELLE RIUNIONI

(Novembre 1999 -Aprile 2000)

Roma, maggio 2000

On. Sen.
Francesco DE MARTINO
S E D E

SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI E INTERNAZIONALI

Direttore: ***Gaetano Scuderi***

(Segreteria: 2826-2883)

Ufficio dei Rapporti con gli Organismi internazionali
(fax. 68.65.635)

Consigliere parlamentare preposto all'Ufficio

Giovanni Baiocchi
Segreteria delle Delegazioni parlamentari presso:
Consiglio d'Europa
OSCE
INCE

Tel. 2679

Consigliere parlamentare preposto all'Ufficio

Alessandra Lai
Segreteria delle Delegazioni parlamentari presso:
Assemblea parlamentare NATO
Assemblea parlamentare dell'UEO

Tel. 2969

Segretari parlamentari d'amministrazione interpreti-traduttori

Alessio Colarizi Graziani	Tel. 4318
Paola Talevi	Tel. 2482

Coadiutori parlamentari

Maria Pallamolla	tel. 3428
Luciana Stendardi	tel. 3666
Laura Tabladini	tel. 2653
Daniela Farneti	tel. 2884

Il presente dossier è stato redatto dal Cons. Giovanni Baiocchi in collaborazione con la Sig.ra Laura Tabladini

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI

UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

INDICE

1. Riunione del Comitato ad hoc sul monitoraggio elettorale *(Istanbul, 17 novembre 1999)* *Pag.* 3

2. Riunione del Bureau allargato (Istanbul, 17 novembre 1999) " 5

3. Riunione della Commissione Permanente *(Vienna, 13 e 14 gennaio 2000)* " 9

4. Riunione della Delegazione parlamentare italiana *(Roma, 23 febbraio 2000)* " 13

5. Riunione del Comitato ad hoc sul monitoraggio elettorale *(Antalya, 10 aprile 2000)* " 16

6. Riunione del Bureau allargato (*Antalya, 10 e 11 aprile 2000)* " 18

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI

UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

RIUNIONE DEL COMITATO AD HOC SUL MONITORAGGIO ELETTORALE

(Istanbul, 17 novembre 1999)

Il Comitato ad hoc sul monitoraggio elettorale dell'Assemblea parlamentare dell'OSCE si è riunito ad Istanbul, il 17 novembre 1999, registrando la partecipazione del Presidente dell'Assemblea, Helle DEGN (Danimarca), dei Vice Presidenti Tana de ZULUETA (Italia), Bruce GEORGE (Regno Unito) e Tiit KABIN (Estonia), del Presidente della Delegazione ceca, Petr SULAK, e del Direttore dell'ODIHR, Gerard STOUDMANN.

Il Signor GEORGE e il Signor STOUDMANN hanno riferito sugli esiti delle operazioni di osservazione delle elezioni svoltesi, rispettivamente, in Georgia ed in Kazakhstan nel mese di ottobre 1999.

Soprattutto per quanto concerne le elezioni che hanno avuto luogo in Georgia, la Presidente DEGN ha rilevato come l'auspicabile approccio collaborativo con gli altri Organismi internazionali analogamente preposti ad eseguire tali delicati monitoraggi non si è potuto purtroppo instaurare.

In particolare, non si è potuto addivenire alla redazione di un comunicato finale con il Consiglio d'Europa, il quale, peraltro, secondo la sua nota strategia, anche nel caso georgiano ha inviato un numero alquanto ristretto di suoi osservatori parlamentari, che sono stati presenti "in loco" solamente due giorni.

La senatrice de ZULUETA ha preso la parola per evidenziare, tra l'altro, la necessità di valutare, nel migliore dei modi, il ruolo che i "media" esercitano nell'appoggiare indirettamente i partiti di governo durante le campagne elettorali.

Il problema dell'interferenza dei mezzi di comunicazione nel processo elettorale è stato ripreso dall'Ambasciatore STOUDMANN, con riferimento alla competizione politica tenutasi in Kazakhstan.

La Presidente DEGN ha invitato a riflettere sul tema del contemperamento tra le ineliminabili esigenze di visibilità di ogni Organismo internazionale che svolga funzioni di monitoraggio ed il bisogno, altrettanto imprescindibile, di assicurare una dichiarazione finale il più possibile univoca e assertiva.

La Presidente ha, quindi, concluso i lavori acquisendo il consenso dei membri del Comitato ad hoc sul principio di garantire un adeguato "follow-up", non solo dei monitoraggi attuati nei Paesi in questione, ma, anche, "pro futuro", dei prossimi monitoraggi che l'Assemblea sarà chiamato espletare.

ASSR

Il "seguito" in argomento costituisce, infatti, il logico e consequenziale lavoro che i parlamentari devono compiere nel complesso "iter" di osservazione, rappresentato come noto, dalla fase preelettorale, dal momento del voto, e, quindi, dall'esame dei comportamenti postelettorali.

Ad avviso della Presidente, inoltre, i tempi e le modalità di ciascun "follow-up" dovranno essere decisi caso per caso, a seconda del Paese e della realtà riscontrata in ogni specifica elezione, e vedranno un coinvolgimento crescente dei membri dell'Assemblea, considerata l'importanza della funzione da assolvere.

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI

UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

RIUNIONE DEL BUREAU ALLARGATO

(Istanbul, 17 novembre 1999)

La riunione del Bureau allargato dell'Assemblea OSCE, cui hanno preso parte i parlamentari di cui all'elenco allegato, è stata introdotta dalla Presidente, Signora Helle DEGN e dal Presidente del Parlamento turco, Signor Yildrim AKBULUT, che ha rivolto un saluto di benvenuto ai partecipanti.

Il Segretario Generale dell'Assemblea, Signor Spencer OLIVER, ha succintamente riferito degli esiti della sessione 1999 dell'Assemblea, tenutasi a San Pietroburgo, facendo riferimento, in particolare, all'esigenza, emersa nel corso della sessione di razionalizzare le procedure riguardanti le sedute congiunte delle tre Commissioni generali.

Egli ha, al riguardo, informato sulla presentazione di una proposta di modifica al Regolamento - che, allo stato, prevede, al suo articolo 33, che in occasione di questo genere di riunioni i parlamentari possono solamente discutere e non assumere decisioni - secondo cui le tre Commissioni, qualora lo ritengano opportuno, avrebbero la facoltà anche di deliberare sui vari argomenti all'ordine del giorno, salvo la definitiva ed ulteriore approvazione da parte dell'Assemblea plenaria.

Relativamente all'attuazione delle raccomandazioni formulate a San Pietroburgo, la senatrice de ZULUETA ha fatto presente che rimano ancora incompiuto il lavoro di riduzione del deficit democratico dell'Organizzazione, come auspicato nell'apposita Dichiarazione approvata in quella sede.

Quanto alla Dichiarazione approvata dalle donne parlamentari occorre rilevare che si sono alquanto deteriorate, nei Paesi dell'ex blocco sovietico, le norme riguardanti la tutela sanitaria delle donne.

Il Presidente della Commissione Affari Economici, Signor Jacques FLOCH (Francia), ha commentato i risultati della II^ Conferenza sulla Cooperazione economica subregionale, tenutasi a Nantes dal 13 al 15 ottobre 1999, menzionando come degna di nota, tra le altre, la Relazione sulla criminalità transnazionale predisposta dalla senatrice de ZULUETA.

Avuto riguardo al Summit dei Capi di Stato e di Governo dell'Organizzazione, la Presidente DEGN ha dato conto delle ultime fasi negoziali concernenti, in modo specifico, il paragrafo che tratta dell'Assemblea parlamentare.

All'uopo, la Presidente ha tenuto a ringraziare le Delegazioni nazionali che si sono efficacemente attivate nei confronti dei rispettivi Governi affinché il testo della Carta per la sicurezza europea (punto n. 17) contenesse la dizione più soddisfacente possibile circa il ruolo e le prospettive dell'Assemblea.

Sotto questo profilo, il Signor Spencer OLIVER ha rilevato come i rappresentanti governativi, a Vienna, abbiano accolto, in un primo momento, con un certo sospetto l'opera di "lobbying" mirante a prevedere un idoneo paragrafo sulle funzioni dell'Assemblea, paventando una presunta ingerenza di quest'ultima sulla questione di bilancio.

Egli ha, al riguardo, stigmatizzato la mancanza di trasparenza decisionale in seno al Consiglio Permanente e ha osservato come, in ultima analisi, la formulazione concernente l'Assemblea possa ritenersi accettabile. Altrettanto degno di nota risulta il fatto che la Presidente dell'Assemblea sia il quarto oratore designato a parlare ad apertura del Summit.

La Signora DEGN è passata, quindi, a riferire degli orientamenti emersi in seno al Comitato ad hoc sul monitoraggio elettorale, riunitosi precedentemente.

Sul punto è intervenuta la senatrice de ZULUETA per auspicare che il Segretariato dell'Assemblea sia coinvolto anche nella fase post-elettorale del monitoraggio, cosiddetta di "mid-assessment", e per sottolineare, relativamente ai rapporti di cooperazione con il Consiglio d'Europa, che, al di là della legittima rivendicazione di questo Organismo di una autonoma visibilità durante questo tipo di missioni, non si prescinda dal postulato per il quale, in tali frangenti, la comunità degli osservatori internazionali deve esprimersi all'unisono, con un solo "statement" finale, potendo, contestualmente, ciascuna Organizzazione redigere una propria relazione.

I membri della Commissione Permanente sono stati, quindi, informati dal Signor Kim TRAAVIK, rappresentante della Presidenza di turno norvegese, sulla situazione in Cecenia e sugli ultimi sviluppi del negoziato in corso per l'elaborazione dei testi conclusivi della Carta per la sicurezza europea e della Dichiarazione di Istanbul.

Successivamente, la Presidente DEGN, in relazione all'auspicata costituzione di "democracy teams" in seno all'Assemblea, ha chiamato a far parte del "democracy teams" sul Kossovo, la Signora Sussmüth (Germania), che ne dovrebbe assumere la Presidenza, ed i seguenti parlamentari o loro rappresentanti: George, Seleznev, Voisin, Kiljunen, Hasting, de Zulueta, delegato austriaco, delegato norvegese, delegato romeno, delegato sloveno.

Sempre su iniziativa presidenziale, sono stati invitati a prendere parte del "democracy team" sulla Moldova il Signor Kiljunen (Norvegia), con funzioni di Presidente, e rappresentanti di Svezia, Turchia, Canada, Slovenia e Lituania.

Relativamente al terzo "team", sul patto di stabilità nell'Europa del Sud Est, la Presidente si è detta convinta che esso debba avere come componenti delle eminenti personalità politiche dei Paesi OSCE, da individuare essenzialmente nei Presidenti dei Parlamenti.

A suo avviso, il Presidente del Parlamento austriaco, Signor Fischer, rappresenterebbe il candidato ideale per assumere la guida di un gruppo che dovrebbe avere, tra i suoi membri, parlamentari del Regno Unito, della Russia, della Francia, della Finlandia, della Germania, degli Stati Uniti, del Portogallo, della Romania.

Sulle modalità di costituzione dei "democracy teams" ha sollevato una obiezione la senatrice de ZULUETA, osservando come - al fine di evitare che la creazione di questi gruppi si risolva in un insuccesso operativo con conseguente ricaduta negativa, in termini di immagine, per l'Assemblea - sarebbe probabilmente opportuno valutare in maniera più ponderata l'opzione di inserire, in particolare, per il terzo "team", personalità esterne al consesso parlamentare. Risulterebbe utile, inoltre, definire più approfonditamente i contorni di questo progetto dall'indubbio interesse, ossia i compiti ed il mandato di ogni gruppo.

Per quanto concerne i rilievi espressi dal Vice Presidente italiano sul terzo gruppo, la Presidente DEGN ha precisato che l'invito rivolto ai Presidenti di Parlamenti non avrebbe un carattere operativo, ma servirebbe prevalentemente ad allargare la base rappresentativa dell'iniziativa.

La Commissione ha, quindi, dibattuto sulla scelta del tema che le tre Commissioni generali dovranno analizzare per la prossima sessione annuale di Bucarest e sul quale è stata presentata, dalla Delegazione statunitense, una proposta incentrata sulla lotta alla corruzione.

Al riguardo sono intervenuti la Signora BURJANADZE (Georgia), che ha espresso il proprio soddisfacimento per la proposta avanzata dalla Delegazione americana e il Presidente FLOCH (Francia), il quale ha fatto notare come dell'argomento, di grande attualità e importanza, l'Assemblea si sia già ampiamente ed egregiamente occupata, mediante l'apposita Relazione predisposta dalla senatrice de Zulueta per la Commissione Affari economici durante la sessione annuale del 1998, svolgendo, da questo punto di vista, un lavoro anticipatore e che ha successivamente portato frutti di un certo rilievo.

Ad avviso del Signor KILJUNEN (Finlandia), poiché il tema indicato potrebbe rischiare di apparire troppo circoscritto si potrebbe trattare un argomento di carattere più generale, quale "Buongoverno, democrazia e prevenzione dei conflitti".

La Presidente DEGN, ha, quindi, preso atto che la discussione riguardante l'oggetto della Sessione di Bucarest dovrà essere ripresa in occasione della riunione della Commissione Permanente, che avrà luogo a Vienna dal 13 al 14 gennaio 2000, ed ha informato, altresì, che il previsto Seminario sulla tutela delle minoranze, che avrebbe dovuto tenersi ad Antalya (Turchia) lo scorso settembre e che è stato annullato a causa dei noti eventi sismici, avrà luogo, nella stessa località, dal 10 al 14 aprile 2000, congiuntamente alla riunione del Bureau allargato.

La Signora Presidente ha terminato la riunione di Istanbul rammentando l'invito proveniente dalla Delegazione cipriota, a tenere, nel settembre 2000, un Seminario, in quel Paese, su una tematica ancora da specificare.

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI
UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

RIUNIONE DELLA COMMISSIONE PERMANENTE

(Vienna, 13 e 14 gennaio 2000)

Il 13 e 14 gennaio 2000 si è tenuta a Vienna la riunione ordinaria della Commissione permanente dell'Assemblea OSCE, cui ha preso parte la senatrice Tana de ZULUETA, Vice Presidente dell'Assemblea, la quale ha agito anche in qualità di Capo della Delegazione parlamentare italiana, in sostituzione del Presidente della stessa, senatore Antonio DUVA, impossibilitato a partecipare.

Per prassi ormai consolidata, i lavori della "Standing Committee" si sono articolati in due giornate: il pomeriggio di giovedì 13 gennaio, dedicato ad una serie di illustrazioni sugli sviluppi più recenti dell'OSCE, condotte dai massimi dirigenti dell'Organizzazione; la mattina ed il pomeriggio di venerdì 14 gennaio, destinati all'esame dei vari punti all'ordine del giorno della Commissione.

Giovedì 13 gennaio 2000

Il Ministro degli Affari Esteri austriaco, Signor Wolfgang SCHÜSSEL, Presidente in esercizio dell'OSCE per il 2000, ha delineato, per sommi capi, le linee di azione e gli obiettivi principali che l'Organizzazione deve prefiggersi nel corso dell'anno:

a) Il ritorno a casa dei circa 7,5 milioni di profughi esistenti nell'intera area dell'ex Jugoslavia, con riferimento particolare alla Bosnia-Erzegovina e al Kossovo;
b) la preparazione di elezioni libere e democratiche in Kossovo, ove occorre creare efficienti strutture affinché venga attuata la pacificazione, mantenendo, al contempo, un profilo di attenzione nei confronti della Serbia il cui rientro nella famiglia delle nazioni democratiche risulterà comunque condizionato dall'evoluzione politica interna;
c) l'effettiva applicazione e funzionamento del Patto di stabilità per l'Europa del Sud-Est, che ha suscitato non poche aspettative da non deludere;
d) la predisposizione di soluzioni non più militari, bensì politiche e diplomatiche, per la regione del Caucaso e per il dramma ceceno;
e) il controllo di circa 18 processi elettorali da parte degli osservatori governativi e parlamentari;
f) una specifica azione preventiva da sviluppare nella zona OSCE dell'Asia centrale, caratterizzata, negli ultimi tempi, da inquietanti e crescenti fenomeni di estremismo, terrorismo, criminalità, oltre che da gravi problemi economici.

Il Ministro Schüssel ha concluso la sua esposizione rammentando che nel prossimo mese di agosto avranno luogo a Vienna le celebrazioni del 25° anniversario della firma dell'Atto Finale di Helsinki.

Il Signor Jan KUBIS, Segretario Generale dell'OSCE, si è soffermato sull'impegno che il Segretariato sta profondendo per l'allestimento, in adempimento alla formale decisione assunta dal Vertice di Istanbul del novembre 1999, dell'apposito programma "React".

Si tratta - ha spiegato l'oratore - di istituire, al più tardi entro la prossima estate, un nucleo operativo di esperti non militari in grado di intervenire immediatamente nei vari focolai di crisi, ove se ne rendesse politicamente opportuno.

Peraltro, è stato attribuito al Segretariato il compito di pianificare una scala di possibili interventi, il che rappresenta una autentica novità per l'OSCE, la quale sarà posta, per la prima volta, nelle condizioni di agire in via preventiva e mediante uno strumento composto esclusivamente da elementi di "polizia civile".

La creazione di questa cellula operativa, inoltre, avverrà in stretto collegamento con l'Unione Europea che ha deciso di dotarsi di una struttura analoga.

Il responsabile dell'ODHIR, Ambasciatore Gerard STOUDMANN, ha riferito dei recenti monitoraggi elettorali svoltisi in Russia e Croazia, che hanno registrato una ottima collaborazione con gli osservatori inviati dall'Assemblea del Consiglio d'Europa.

Egli ha, quindi, fatto presente che è intenzione dell'ODHIR, per l'anno 2000, di approfondire il lavoro di cooperazione in materia di traffico degli esseri umani, violenza alle donne, tortura e trattamenti disumani e degradanti.

Il Signor Freimut DUVE, Rappresentante OSCE per la libertà dei mezzi di informazione, ha evidenziato le problematiche che l'ufficio da lui diretto ha dovuto affrontare nell'ultimo anno, menzionando, tra le altre, quelle relative alla graduale accettazione, da parte di singoli Stati, del principio di "ingerenza" dell'OSCE nelle questioni attinenti ai media e alla delicata situazione concernente il trattamento dei giornalisti in un Paese in conflitto o in guerra.

Hanno, infine, rivolto una breve allocuzione la Signora Beatrix COLIJN, Consigliere OSCE per le pari opportunità per l'uomo e la donna, che ha annunciato un Piano d'azione mirante a "monitorare" le misure intraprese da ciascuno Stato membro per attenuare la diseguaglianza sessuale, ed il Signor Thomas PRICE, Coordinatore OSCE per le attività economiche ed ambientali, il

quale ha sollecitato un maggiore coinvolgimento dei parlamentari nei momenti negoziali di rilievo dell'OSCE.

Venerdì 14 gennaio 2000

La Commissione ha aperto formalmente i suoi lavori approvando un emendamento all'articolo 33, 3° comma del Regolamento dell'Assemblea, concernente la possibilità, per le riunioni congiunte delle tre Commissioni Generali, di adottare decisioni, oltre che di discutere su determinate materie, alla luce dell'esperienza maturata al riguardo durante l'ultima Sessione annuale di San Pietroburgo

Sempre in tema di modifiche regolamentari, la Presidente Helle DEGN ha auspicato che, nel prossimo futuro, si addivenga, anche dal punto di vista formale, alla previsione e definizione dei "democracy teams", già istituiti "de facto".

Per quanto riguarda, poi, i risultati del Summit di Istanbul dei Capi di Stato e di Governo dell'OSCE, la Presidente ha espresso un giudizio del tutto positivo: in effetti, all'Assemblea è stato dedicato un apposito paragrafo (il numero 17) che, in modo soddisfacente, ne descrive ruoli e missione.

Detto riconoscimento testuale, ad ogni buon conto, deve costituire il presupposto per incrementare ulteriormente il raggio di azione del consesso parlamentare; sotto questo profilo, ai fini di assicurare i contatti più efficaci con il Segretariato OSCE, si dovrà valutare l'opportunità di aprire, a Vienna, una piccola unità o ufficio dell'Assemblea, con conseguente aumento delle necessità di bilancio.

La senatrice Tana de ZULUETA, ha osservato che il riconoscimento ottenuto a Istanbul deve rappresentare per l'Assemblea un punto di partenza per ampliare la sua operatività soprattutto nel settore dei monitoraggi elettorali, cercando di concentrarsi maggiormente sul "seguito" di codeste missioni di osservazione e di meglio disaminare la dibattuta questione della "reciprocità" nell'invio di osservatori internazionali.

La senatrice ha, inoltre, sottolineato come risulterebbe oltremodo proficuo, durante la prossima sessione annuale di Bucarest, acquisire la partecipazione del Coordinatore per il Patto di Stabilità, il quale potrebbe illustrare ai parlamentari le realizzazioni finora portate a termine, con riferimento, tra l'altro, allo scottante problema della criminalità transnazionale e della corruzione.

L'oratrice ha ricordato, inoltre, come l'Assemblea debba mostrare una speciale sensibilità verso il problema del traffico di esseri umani, un crimine che

rientra, peraltro, anche nella sfera di competenza del Tribunale sui crimini contro l'umanità, creato a Roma nel 1998.

In seguito alla presentazione, da parte dell'onorevole Adrian SEVERIN (Romania), del rapporto del Gruppo di lavoro "ad hoc" sulla Bielorussia, si è instaurata una intensa discussione, cui hanno preso parte i rappresentanti delle Delegazioni russa, bielorussa, finlandese e olandese e che è stata conclusa dalla Presidente DEGN, la quale ha informato che, tra circa un mese, potrebbe recarsi in Kossovo il relativo "democracy team" sulla base di un programma di visite da stabilire con la locale Missione OSCE.

L'assise è, successivamente, passata a valutare il tema comune che i tre Relatori dovranno prendere in considerazione per la sessione ordinaria di Bucarest.

Dopo un breve giro di interventi - tra i quali occorre ricordare quello dell'onorevole Steny HOYER (Vice Presidente, USA) e dell'onorevole Radomir KARANGELESKI (Macedonia) che hanno espresso piena condivisione verso la proposta della senatrice de ZULUETA di invitare a Bucarest il responsabile del Patto di stabilità - si è convenuto di adottare il seguente tema: "Buon governo: collaborazione regionale, rafforzamento delle istituzioni democratiche, promozione della trasparenza, stabilimento dello stato di diritto e lotta contro la corruzione".

In merito ai prossimi appuntamenti di lavoro dell'Assemblea, si è confermato che il Bureau e il previsto Seminario sulle minoranze nazionali si terranno ad Antalya (Turchia) dal 10 al 13 aprile 2000, mentre un Seminario, con oggetto ancora da definire, avrà luogo a Limassol (Cipro) nell'ottobre 2000.

Le due proposte di risoluzione presentate, rispettivamente, da alcuni membri della Commissione, sulla Bielorussia, e dalla Delegazione americana, sulla Cecenia, non hanno raggiunto il consenso richiesto a causa dell'opposizione della Federazione russa e del Kazakistan.

Su esplicita domanda del Vice Presidente HOYER, la Presidente DEGN ha consentito a che la Commissione esprimesse, comunque, il proprio orientamento, ancorché privo di valore giuridico, sui due documenti: dall'espressione di queste mere opinioni di voto è emersa una maggioranza schiacciante favorevole all'approvazione delle due risoluzioni in parola.

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI
UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

RIUNIONE DELLA DELEGAZIONE PARLAMENTARE OSCE

(Roma, 23 febbraio 2000)

Hanno preso parte alla riunione i senatori Andreotti, Bonatesta, Conte, de Zulueta, e Duva e gli onorevoli Crema, Di Comite e Morselli.

Il Presidente DUVA dà preliminarmente conto delle attività più recenti dell'Assemblea OSCE, soffermandosi sulla riunione della Commissione permanente tenutasi a gennaio a Vienna e, per quanto attiene alla Delegazione in quanto tale, menzionando l'Ordine del giorno del Senato della Repubblica approvato in connessione con il disegno di legge n. 4039. Di questo testo - secondo l'oratore - va sottolineata l'importanza e l'utilità ai fini, tra l'altro, dell'impulso che esso può dare all'attività della Delegazione parlamentare nel campo specifico del monitoraggio elettorale.

Egli apre, quindi, il dibattito, sollecitando, tra l'altro, i presenti ad esprimere eventuali candidature per il Premio dell'Assemblea OSCE per il giornalismo e la democrazia.

Relativamente a tale questione, il senatore Michele BONATESTA propone un rappresentante del giornalismo italiano, nella persona del Signor Antonio Russo dell'emittente "Radio Radicale", distintosi, a rischio della propria vita, durante il conflitto in Kossovo e che, attualmente, svolge la sua attività in un teatro altrettanto difficile e pericoloso come la Cecenia.

La senatrice de ZULUETA riassume succintamente gli argomenti trattati a Vienna dalla Commissione Permanente, cui ha partecipato anche in funzione di Capo della Delegazione italiana.

In tema di monitoraggi elettorali, sembrerebbe che i motivi di frizione con il Consiglio d'Europa stiano sul punto di essere superati, laddove assume sempre più attualità il problema della reciprocità dell'invio di osservatori parlamentari; si tratta di una questione delicata, che presenta anche risvolti di carattere finanziario, e che, peraltro, è personalmente impegnata ad affrontare per il *"côté"* italiano, avendo ricevuto formale incarico dalla Commissione esteri del Senato di esaminare gli aspetti giuridici della questione.

Quanto al tema scelto per la discussione della sessione di Bucarest - permanendo, comunque, il biasimo per la sua lunghezza - la senatrice de Zulueta ritiene di potere estrapolare i due concetti fondamentali in esso presenti, ossia il rafforzamento della stabilità democratica e la lotta per la trasparenza legislativa e contro la corruzione (si è deciso, purtroppo, di omettere la connessa lotta alla criminalità).

La senatrice pone, quindi, all'attenzione dei membri della Delegazione il fatto che l'Austria, attualmente al centro di polemiche internazionali per la composizione del proprio governo, si accinge a svolgere il delicato compito di Presidente in esercizio OSCE per il corrente anno.

Relativamente al Premio OSCE per il giornalismo e la democrazia, la senatrice de Zulueta, pur riconoscendo la validità della candidatura del Signor Russo, illustra ai colleghi la candidatura che intende proporre, concernente il Signor Zlatko Dizdarevič, Direttore del giornale multietnico di Sarajevo "Oslobodenje", che, tra l'altro, risultò distrutto dai bombardamenti che martoriarono per lunghi anni la città bosniaca.

Prende, quindi, la parola il senatore Giulio ANDREOTTI secondo cui sarebbe auspicabile che durante la sessione di Bucarest vengano esaminati dai parlamentari, in via prioritaria, i nuovi strumenti di azione dell'OSCE delineati dal Summit dei Capi di Governo tenutosi a Istanbul lo scorso novembre.

Circa la candidatura al Premio per il giornalismo e la democrazia, sembrerebbe preferibile quella del Signor Russo, riservandosi di esprimere un giudizio più completo alla luce di una idonea documentazione sui *"curricula"* delle due personalità proposte.

L'onorevole Stefano MORSELLI è del parere che la Delegazione debba appoggiare la candidatura del Signor Russo, poiché si tratta di un giornalista che, con il suo operato, ha fatto onore al nostro Paese.

Con specifico riferimento all'Ordine del giorno sui monitoraggi elettorali approvato dal Senato della Repubblica, egli lamenta lo stato di scarsa "visibilità" degli osservatori parlamentari durante le loro missioni, i quali, a volte, sono del tutto sprovvisti del benché minimo documento di riconoscimento.

Sul tema assegnato alla Sessione di Bucarest, l'onorevole Morselli osserva che esso si presenta alquanto deludente, concretandosi in un titolo che contiene praticamente tutto lo "scibile" OSCE e il suo contrario.

L'onorevole Giovanni CREMA esprime il suo favore per il nominativo del Signor Russo quale candidato italiano per il Premio sul giornalismo e, più in generale, invita i colleghi a riflettere sulle evidenti superfetazioni che ricorrono nella scena internazionale a causa dell'agire di più Organizzazioni su materie e problemi simili.

L'onorevole Francesco DI COMITE avverte l'esigenza di una maggiore coesione all'interno della Delegazione in merito alla scelta del candidato al Premio. Al riguardo, pur prediligendo personalmente l'indicazione relativa al Signor Russo, non può non riconoscere come il nominativo presentato dalla senatrice de Zulueta sia di prim'ordine.

Il senatore Antonio CONTE, dopo aver dato conto dei nuovi metodi di osservazione elettorale assunti ormai da qualche tempo in seno all'Assemblea

OSCE - riassumibili nella nozione di "seguito", ossia di controllo anche successivo all'evento elettorale del rispetto dei canoni minimi in cui si enuclea la democrazia in un Paese - informa circa la recente missione di monitoraggio in Kirghizistan, cui ha preso parte.

Per quanto attiene alla candidatura al Premio, a suo avviso, potrebbe risultare proficuo attuare un sondaggio preliminare presso le altre Delegazioni nazionali sul grado di consenso che raccoglierebbe quella del Signor Russo.

Al termine del giro di interventi, il Presidente DUVA, in relazione alla questione del Premio, propone - come soluzione a suo modo di vedere più equa - che la Delegazione italiana presenti entrambe le candidature perorate nel corso della riunione, in quanto tutte e due risultano degne e meritorie; egli annuncia, quindi, il proposito di inoltrare una lettera ufficiale in tal senso che ponga in risalto il nominativo del Signor Russo, in quanto su di esso si è concentrato oggettivamente un consenso maggioritario.

Secondo l'oratore, questo metodo è confermato anche dalle norme dello Statuto del Premio, il quale, al suo articolo 2, prevede che lo stesso possa essere assegnato "a uno o più candidati".

Egli si augura, infine, che la Delegazione italiana sia in grado di formulare, prima del Seminario di Antalya, anche un possibile "donatore" italiano del Premio: ciò, è evidente, rafforzerebbe la nostra posizione all'interno della Giuria che attribuisce l'attestato.

L'onorevole MORSELLI manifesta tutte le sue perplessità sull'opzione testé auspicata: indicando due candidature, infatti, si consegue solo il risultato di indebolirle entrambe.

Il Presidente DUVA, nel chiudere la riunione, ribadisce come, all'uopo, non si renda assolutamente necessaria una scelta drastica. A norma dello Statuto, la Delegazione può, e, a suo parere, deve segnalare all'Assemblea OSCE due personalità che hanno egualmente dimostrato, pur in differenti circostanze, di saper applicare il valore della libera e democratica informazione in una realtà complessa come quella della ex-Iugoslavia.

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI

UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

RIUNIONE DEL COMITATO AD HOC SUL MONITORAGGIO ELETTORALE

(Antalya, 10 aprile 2000)

La riunione è stata aperta dall'onorevole Helle DEGN, Presidente dell'Assemblea e del Comitato in titolo, la quale ha riferito sulla recente missione di osservazione delle elezioni presidenziali russe (26 marzo 2000) svolta da una delegazione dell'Assemblea, rinviando, per l'analisi dettagliata dell'evento, alla relazione all'uopo elaborata e mettendo in risalto il contesto politico particolarmente complesso in cui dette elezioni si sono tenute.

E' seguita una articolata discussione - incentrata sulle modalità di attuazione del monitoraggio russo, in particolare sui rapporti che il gruppo dei parlamentari ha dovuto intrattenere con la macchina amministrativa di quel Paese, con la popolazione e con i "media" - cui ha preso parte la senatrice Tana de ZULUETA che ha portato l'attenzione dei presenti sul fatto, estremamente significativo, di come le autorità istituzionali russe, durante lo svolgimento del voto, abbiano considerato le Organizzazioni internazionali preposte al monitoraggio degli interlocutori e dei "punti di riferimento" autenticamente neutrali.

La riflessione interna sulla crescente attività di osservazione dell'Assemblea è proseguita esaminando i casi della Croazia e del Kyrgyzstan e le future competizioni elettorali che riguarderanno la Bielorussia e l'Azerbaijan, rispettivamente, nell'ottobre e nel novembre del corrente anno.

Al riguardo tra gli interventi di maggior rilievo occorre annoverare quelli dell'onorevole Adrian SEVERIN e dell'onorevole Bruce GEORGE, il quale, relativamente al "follow up" della situazione politica della Georgia e della Russia, ha ancora una volta sottolineato la migliore qualità del lavoro svolto dagli osservatori OSCE rispetto a quelli del Consiglio d'Europa.

La discussione è stata volta al termine dalla Presidente DEGN con una ricognizione degli impegni dei vari "democracy teams": per quanto attiene a quello che dovrà operare nel Kossovo, l'onorevole Degn ha constatato come le condizioni di questa regione siano tali da non

consentire ancora, a breve termine, la previsione di una missione parlamentare.

La senatrice de ZULUETA ha, infine, informato i presenti che la Delegazione parlamentare italiana sta pubblicando un volume contenente gli atti di un Convegno tenutosi, nel settembre 1999, presso la Scuola Superiore Sant'Anna di Pisa sul tema del ruolo dei parlamentari nei monitoraggi elettorali.

ASSR

SENATO DELLA REPUBBLICA
SERVIZIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI COMUNITARI ED INTERNAZIONALI

UFFICIO DEI RAPPORTI CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

RIUNIONE DEL BUREAU ALLARGATO

(Antalya, 10 e 11 aprile 2000)

I lavori in seno al Bureau sono stati avviati, dopo i discorsi di benvenuto del Signor Ahmet TAN, Presidente della Delegazione parlamentare turca e della Signora Helle DEGN, Presidente dell'Assemblea, dalla relazione sulle attività del Segretariato di Copenaghen svolta dal Segretario Generale dell'Assemblea, Signor Spencer OLIVER, il quale ha messo l'accento sulla mole crescente di compiti cui lo "staff" ha dovuto far fronte nell'ultimo anno,

Egli ha, quindi, informato che presso il quartier generale dell'OSCE, a Vienna, verrà messo a disposizione del Segretariato dell'Assemblea un apposito ufficio permanente per consentire ai funzionari di quest'ultima di seguire con più attenzione le principali riunioni governative.

L'oratore ha comunicato, inoltre, a dimostrazione della maggiore connessione realizzatasi tra l'Assemblea e il "côté" intergovernativo, che è stata prevista, per la prima volta, la convocazione dei Ministri della Troika OSCE a Bucarest, il giorno prima dell'inizio della sessione annuale, che, come noto, avrà luogo dal 6 al 10 luglio 2000.

Sul tema riguardante il bilancio dell'Assemblea, lo stesso Segretario Generale ha ribadito come la sua entità sia sensibilmente inferiore a quella di altre Assemblee internazionali, pur dovendo finanziare un carico di impegni del tutto considerevole e che è aumentato in maniera esponenziale, si pensi, al riguardo, agli innumerevoli monitoraggi elettorali organizzati dall'esigua struttura.

Secondo la Presidente DEGN, la fotografia illustrata dal Segretario denuncia un eccesso di compiti cui deve tenere testa un gruppo di funzionari ridotto all'osso, che riesce, comunque, a compiere il proprio dovere, anche grazie all'apporto insostituibile dei giovani "stagiaires", cui, peraltro, viene attribuita una remunerazione a dir poco inadeguata.

Tutto ciò, a parere della Signora Degn, in un momento che vede, dopo il Vertice di Istanbul, la progressiva integrazione dell'Assemblea nel sistema istituzionale dell'OSCE, con un conseguente e accresciuto riconoscimento formale della stessa.

Secondo il Signor Andras BARSONY (Ungheria) la quantità di risorse assegnate all'Assemblea risulta palesemente al di sotto delle reali

necessità, mentre ad avviso del Signor Bruce GEORGE (Vice Presidente, Regno Unito) l'aumento dell11,8 per cento, in termini assoluti, del bilancio assembleare nell'ultimo anno, pur presentandosi come apparentemente di un certo rispetto, non è affatto in grado di coprire tutte le attività in cantiere portate avanti da troppo poco personale.

Conseguentemente, poiché il servizio che questa Assemblea offre alla cooperazione e alla sicurezza europea è - secondo l'oratore - molto positivo, i Parlamenti e i Governi nazionali devono prendersi carico dell'ormai ineludibile esigenza di incrementare i contributi per l'Assemblea.

Per il Signor Michel VOISIN (Presidente di Delegazione, Francia) i lamentati problemi di bilancio potrebbero essere parzialmente risolti attribuendo all'Assemblea uno "status" giuridico più definito.

La senatrice Tana de ZULUETA è dell'opinione che andrebbero esortati formalmente i Presidenti dei Parlamenti nazionali affinché nei bilanci delle rispettive Assemblee sia previsto uno stanziamento più sostanzioso a favore dell'assise parlamentare dell'OSCE.

La discussione è conclusa con la proposta della Presidente DEGN di redigere, in vista della Sessione di Bucarest, un rapporto sulle differenti fonti di finanziamento dell'Assemblea, recependo anche il suggerimento della senatrice de Zulueta di trasmettere delle lettere, a nome eventualmente del Bureau, agli "Speakers" dei Parlamenti nazionali.

Sono stati, quindi, presi in esame i tre progetti di Relazione e Risoluzione delle Commissioni generali che saranno dibattuti nel corso della sessione plenaria estiva.

Sul documento messo a punto dal Relatore della 1ª Commissione (Affari Politici), Signor Andras Barsony, sono intervenuti vari oratori tra cui la senatrice Tana de ZULUETA che ha auspicato una più incisiva evidenziazione del problema della corruzione e della criminalità transnazionale, soprattutto alla luce del fatto che, nel prossimo dicembre, verrà firmata, nell'ambito delle Nazioni Unite, una apposita Convenzione sul crimine organizzato. Occorrerebbe, inoltre, cogliere l'occasione dell'elaborazione del Rapporto per spiegare, nel modo più esaustivo, il concetto di "democracy team", un istituto che ormai appartiene all'"armamentario" degli strumenti operativi dell'Assemblea.

Il Presidente della Delegazione romena, Signor Cristian RADULESCU, ha criticato lo scarso approfondimento, nel Rapporto in parola, di molte tematiche di primaria rilevanza per l'OSCE.

Questo appunto è stato ripreso dalla Presidente DEGN che ha auspicato un affinamento, in tal senso, del testo che tenga conto anche dell'intitolazione generale prevista per l'incontro di Bucarest, incentrata sulla problematica del buongoverno.

La Signora Barbara HAERING, Relatrice per la 2ª Commissione (Affari Economici), nell'esporre a grandi linee le argomentazioni cardinali contenute nel proprio testo, ha incontrato l'apprezzamento generale dei membri del Bureau.

Gli aspetti salienti del Rapporto per la 3ª Commissione (Diritti Umani) sono stati illustrati dalla Signora Nino BURJANADZE, Relatrice, la quale ha accolto una serie di considerazioni, come quella della senatrice Tana de ZULUETA che ha posto in risalto l'importanza di tenere a mente gli strumenti giuridici di natura internazionale predisposti per tentare di risolvere la questione della corruzione e del crimine organizzato.

Il Bureau allargato ha, quindi, ascoltato gli onorevoli Adrian SEVERIN e Kimmo KILJUNEN responsabili, rispettivamente, dei "democracy teams" sulla Bielorussia e sulla Moldova, e ha preso atto della propria convocazione, a Limassol (Cipro), il 2 e 3 ottobre 2000, seguita da un seminario, il 4 e 5 ottobre, che esaminerà la questione del crimine organizzato e della corruzione.

La riunione si è conclusa senza l'esame del punto relativo all'indicazione del vincitore del Premio OSCE per il giornalismo e la democrazia.

75

9

Senato della Repubblica

Sen. Prof. Enrico Jacchia

Capo Gruppo alla Commissione degli Affari Esteri

Capo Gruppo alla Commissione Bicamerale di Vigilanza Rai

Roma, 7 Maggio 2000

Caro collega,

la situazione in Africa diventa ogni giorno più drammatica.

Membri del Governo e uomini politici del nostro paese hanno compiuto delle missioni informative in varie zone del continente negli ultimi mesi.

Sarebbe importante avere in Aula il Governo per una illustrazione delle priorità della politica italiana sia nell'intero continente sia più particolarmente nei focolai di conflitto, seguita da un breve dibattito.

N.B. Per non appesantire questo scritto, non entro nei dettagli e accludo, invece, un mio editoriale in cui illustro brevemente le diverse situazioni di crisi.

Senato della Repubblica - 00186 Roma - Segreteria Tel.: 06-67063040 - Fax: 06-67065087

SENATO DELLA REPUBBLICA

Sen. Enrico Jacchia

MOZIONE

Il Senato

osservando

con preoccupazione quanto accade in Africa, dove l'inasprimento dei conflitti, alcuni dei quali sono in atto come in Eritrea ed Etiopia, nella Sierra Leone ed in Angola, mentre altri si profilano all'orizzonte, in Africa centrale, nella regione dei Grandi Laghi e nello Zimbawe coinvolgendo di fatto l'intero continente sub-sahariano;

constatando

le sempre più evidenti difficoltà che incontrano sia le Nazioni Unite che l'Organizzazione per l'Unità Africana nella gestione delle crisi regionali in assenza di un supporto dei maggiori paesi occidentali ed europei, mentre la comunità delle popolazioni africane affronta una crisi alimentare e sanitaria di catastrofiche dimensioni;

ricordando

come l'Africa sia stata la destinataria di importanti progetti della cooperazione allo sviluppo pubblica e privata italiana, i cui fragili risultati rischiano di essere compromessi dalle guerre in atto, e sia stata altresì oggetto di recenti iniziative politiche da parte di membri del Governo ed autorevoli leaders nazionali;

impegna il Governo

a definire le priorità della propria politica africana, indicando le regioni di maggiore interesse nazionale dove sia possibile esercitare un'azione concreta insieme ai partners europei ed occidentali dell'Italia;

a valutare realisticamente l'ammontare delle risorse e la tipologia degli strumenti disponibili per gli interventi di prima necessità.

Nota – Se sei d'accordo con il contenuto ti prego di restituire questo foglio firmato, in casella.

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	1/1

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIII LEGISLATURA

3a COMMISSIONE PERMANENTE

(Affari esteri, emigrazione)

... RESOCONTO STENOGRAFICO

SEDUTA DI MERCOLEDI' 10 MAGGIO 2000

Presidenza del Presidente MIGONE

TESTO NON RIVISTO DAGLI ORATORI

2

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

X8

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	1/2

INDICE

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	1/3

I lavori hanno inizio alle ore 15,05.

Comunicazioni del sottosegretario di Stato per gli affari esteri Serri sui recenti sviluppi della situazione nel Corno d'Africa e in Africa australe e svolgimento di connesse interrogazioni.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca le comunicazioni del sottosegretario di Stato per gli affari esteri Serri sui recenti sviluppi della situazione nel Corno d'Africa e in Africa australe e il contestuale svolgimento delle tre seguenti interrogazioni riguardanti gli sviluppi della crisi in Sierra Leone:

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	1/4

ANDREOTTI. – *Al Ministro degli affari esteri.* – Per essere informati sugli sviluppi della gravissima situazione creatasi in Sierra Leone coinvolgendo anche truppe ONU inviate ad assicurare il rispetto dell'accordo conclusivo della locale guerra civile che sembrava avere posto fine ad una sanguinosa involuzione politica di quello Stato.

(3-03647)

CIONI, CORRAO, DE ZULUETA, MIGONE, SQUARCIALUPI. – *Al Ministro degli affari esteri.* – Gli interroganti chiedono di essere informati circa gli sviluppi degli incidenti in Sierra Leone, che rischiano di riacutizzare una situazione di guerra civile che potrebbe vanificare il processo di pace raggiunto, con non poche difficoltà, nel luglio scorso.

In particolare, si chiede di conoscere:

il ruolo e il mandato delle Nazioni Unite, che non appaiono sufficientemente attrezzate a fronteggiare questa nuova crisi e, a tale proposito, se e quale impegno l'Italia intenda assumere nei consessi internazionali per la ricomposizione della crisi della regione;

infine, quali azioni la comunità internazionale abbia assunto o intenda assumere, in base agli accordi di pace, per porre sotto il controllo dell'ONU le miniere diamantifere del paese attualmente in mano ai ribelli, al fine di stroncare il contrabbando di preziosi che alimenta questa che ormai viene definita «guerra dei diamanti».

(3-03649)

SERVELLO, BASINI, MAGLIOCCHETTI. – *Al Ministro degli affari esteri.* – Con riferimento ai drammatici avvenimenti in corso nella Sierra Leone, gli interroganti chiedono di conoscere quale sia la posizione del Governo in merito alla salvaguardia della vita dei cittadini italiani residenti nel paese africano; in particolare gli interroganti chiedono delucidazioni in merito all'operazione di salvataggio messo in atto dai paracadutisti britannici nei confronti dell'insieme della comunità occidentale; tanto al fine di sapere quanti ed in quali circostanze sono i nostri connazionali tratti in salvo dai soldati inglesi. Considerando che buona parte degli italiani rimasti nella Sierra Leone sono missionari sparsi nelle varie regioni del paese e l'operazione di salvataggio riguarda la sola capitale Freetwon, gli interroganti chiedono di conoscere quali misure preventive, ed in atto, siano state adottate per far fronte a questa nuova emergenza.

In termini più generali, alla luce del deteriorarsi su scala continentale della situazione politica, economica e sociale dell'Africa subsahariana, si chiede di conoscere se il Governo intenda illustrare la sua posizione al riguardo.

(3-03651)

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	1/5

SERRI, *sottosegretario di Stato per gli affari esteri*. Signor Presidente, vorrei partire da una considerazione iniziale: le crisi africane, purtroppo, stanno conoscendo una fase di acutizzazione e di ulteriore estensione. Non si risolvono le crisi precedenti, già aperte, e se ne aprono di nuove. A mio modo di vedere siamo davanti a un serio pericolo: che la comunità internazionale venga presa da sfiducia profonda - si veda quanto sta accadendo per l'azione dell'ONU nella Sierra Leone - nei confronti delle Nazioni Unite con un conseguente disimpegno (non c'è niente da fare, lasciamo che si consumi questa fase dei conflitti africani per aspettare che un giorno cominci una fase diversa). Questo è un pericolo serio e sono convinto che non sia solo un dovere morale, ma una scelta politica rafforzare - non diminuire - l'impegno delle Nazioni Unite, riflettendo anzi sul fatto che probabilmente i paesi più ricchi dell'Occidente hanno avuto un periodo di eccessivo disimpegno nei confronti dell'Africa. Ora, pertanto, devono non azzerare ma, al contrario, accentuare il loro impegno politico, finanziario, logistico per far fronte alle crisi che si vanno aprendo nei paesi africani,

cercando così di ribaltare la tendenza attuale e aprendo l'altra fase, quella della soluzione dei conflitti e di un processo di stabilizzazione democratica - sia pure graduale e lenta - e di sviluppo.

La mia esposizione percorrerà questo filo conduttore e vi darà anche le informazioni del caso.

Per quanto riguarda lo Zimbabwe, la crisi è esplosa con le occupazioni di aziende agricole prevalentemente di proprietà di bianchi da parte di coloro che si definiscono veterani della guerra di liberazione, con un sostanziale consenso del Governo del paese; l'Esecutivo, infatti, non ottempera alla decisione della Corte suprema che ha imposto la cessazione delle occupazioni.

La situazione interna e il ruolo regionale e internazionale dello Zimbabwe sono oggi sottoposti – diciamo così – alla prova di un logoramento del potere del presidente Mugabe, che risente da un lato dell'accresciuta richiesta di maggiore democrazia da parte dell'emergente società civile, dall'altro di elementi di crisi congiunturale sul piano economico e, ancora, della "impopolarità" del costoso

intervento militare nel Congo. Tale logoramento, come è noto, è stato evidenziato dal *referendum* del 13 febbraio scorso e dai suoi risultati. C'è davanti a noi il possibile esito negativo per il presidente Mugabe delle attese elezioni politiche e questo sembra essere uno dei fattori che ha indotto a giocare piuttosto pesantemente la carta nazionalistica e anche un poco demagogica del recupero delle terre prese a suo tempo dai coloni, attribuendo l'onere dell'indennizzo all'ex potenza coloniale, come era del resto in qualche modo previsto dagli Accordi di Lancaster House del 1979 che avevano portato all'indipendenza del paese.

La comunità internazionale, inclusa l'Unione europea, è pronta a sostenere finanziariamente una riforma agraria, di cui si riconosce l'esigenza, purché questa sia realizzata nel rispetto della legalità, a vantaggio dei contadini poveri, cercando di mantenere in vita una struttura di aziende agricole che rappresenta l'ossatura economica del paese. Un impegno in questo senso era stato assunto

dai donatori in occasione di un'apposita conferenza che si era tenuta ad Harare nel 1998.

Il 20 aprile scorso è stato raggiunto un accordo temporaneo che prevede che i "veterani" restino nelle fattorie occupate, si impegnino ad astenersi da ogni ulteriore violenza e non intralcino i lavori agricoli. Pare che si stia registrando un calo della tensione tra i *farmers* e i veterani. Comunque lo svolgimento di libere elezioni in tempi ravvicinati costituisce un po' la chiave della crisi.

Anche la diplomazia africana sta facendo uno sforzo particolare. Alla fine di aprile si è tenuto un Vertice alle Cascate Vittoria presieduto dal presidente Chissano, il quale ce ne ha riferito qui a Roma in occasione della sua recente visita per la Conferenza internazionale sul Mozambico. Nel corso di tale Vertice è stata approvata una serie di raccomandazioni al presidente Mugabe, senza però arrivare ad una rottura della solidarietà tra i *leader* africani e a comportamenti che possano apparire in contrasto con il rispetto della sovranità nazionale. Chissano ha ribadito personalmente tale aspetto nei colloqui diretti che si sono

svolti a Roma di recente. Mandela si è distinto in quanto ha espresso critiche pubbliche nei confronti di Mugabe, ma questo non hanno fatto né Mbeki, né Obasanjo, né altri *leader* africani e Chissano – mi sembra in una recente intervista pubblicata su "La Stampa" di Torino – ha espresso anche comprensione, almeno per le ragioni che stanno alla base dell'atteggiamento di Mugabe.

Parallelamente, il 27 aprile, ha avuto luogo a Londra un incontro tra il ministro britannico Cook e una delegazione dello Zimbabwe. Il Regno Unito avrebbe confermato l'intenzione di mettere a disposizione risorse per realizzare la riforma agraria, a condizione che le aziende occupate siano liberate, che si svolgano le elezioni, che si accettino gli osservatori internazionali; la Gran Bretagna sta lavorando con il Commonwealth in questa direzione.

In una riunione, alla quale ho tra l'altro partecipato, la Gran Bretagna

RESOCONTO STENOGRAFICO

3'COMMISSIONE

10.05.00	zap	2/1

(segue SERRI). In una riunione alla quale, tra l'altro, ero anche io presente, la Gran Bretagna ha prospettato l'ipotesi di ricorrere all'applicazione dell'articolo 366-*bis* della Convenzione di Lomè, avviando consultazioni con gli zimbabwani che potrebbero portare alla sospensione di tutto o di parte dell'aiuto comunitario. Tale ipotesi non è stata deliberata dal Consiglio dell'Unione, se n'è discusso e gli zimbabwani ne sono stati informati.

La situazione in Zimbabwe è stata esaminata, da ultimo, il 6-7 maggio scorsi dal Consiglio informale dei ministri dell'Unione europea, svoltosi nelle Azzorre, che ha deciso di effettuare ulteriori interventi sul governo di Mugabe sia per una soluzione ragionevole della crisi attuale, sia per lo svolgimento delle prossime elezioni politiche, confermando gli impegni già assunti e definiti dalla Conferenza dei donatori di Harare del 1998.

Da quanto vi ho detto, comprenderete che, ferma restando l'esigenza di assicurare il rispetto della legalità e di impedire sviluppi che pregiudichino le condizioni economiche del paese o che rallentino un'evoluzione, sia pure graduale, di sviluppo democratico del paese, vi è comunque la consapevolezza di evitare che la crisi dello Zimbabwe possa di nuovo aprire un confronto fra

bianchi e neri, tra africani ed europei, fra l'Africa e le ex potenze coloniali. Questo farebbe compiere un complessivo passo indietro per cui bisogna affrontare in un altro modo la crisi - ed è questa la linea dell'Unione europea e dell'Italia, che alla fine è stata seguita anche dai britannici, che sono molto sensibili su tale tematica – e tenerla sotto controllo. Così appare la situazione, almeno stando agli ultimi incontri, anche se è troppo presto per dirlo.

In Zimbabwe vi sono circa 1300 italiani, prevalentemente impegnati in attività commerciali, industriali ed agricole. Numerosi sono anche i missionari.

Il fenomeno di occupazione delle terre ha toccato anche alcune fattorie di proprietà di cittadini italiani (meno di una decina). La nostra ambasciata è intervenuta a protezione della vita e degli interessi dei nostri connazionali, fino adesso con successo. I nuovi episodi di violenza che si sono registrati hanno comunque suggerito di elevare il grado di allerta per i connazionali residenti nel paese.

Per quanto riguarda la situazione in Sierra Leone, oggetto delle interrogazioni nn.3-03647, 3-03649 e 3-03651, sulla base degli accordi di Lomè del 7 luglio scorso, mediati dalla Comunità degli Stati dell'Africa occidentale

(Ecowas), tra il governo del presidente Kabbah, i ribelli del generale Koroma e quelli del Ruf guidati da Sankoh, per la costituzione di un governo transitorio di unità nazionale, le Nazioni Unite avevano disposto l'invio di una forza di pace incaricata di garantire l'effettiva attuazione di quanto concordato.

Tale forza è composta da truppe di paesi africani ed asiatici, fra cui India, Kenya, Ghana, Nigeria e Guinea, con il sostegno logistico di diversi paesi industrializzati.

Dai primi giorni di maggio, i ribelli appartenenti al Ruf che non hanno dato corso agli impegni assunti in materia di consegna delle armi, hanno attaccato le forze delle Nazioni Unite, catturando un consistente numero di caschi blu, anche se lo stesso capo del Ruf, Sankoh, continui a negare che ci sia personale militare e civile delle Nazioni Unite nelle loro mani.

Il Consiglio di Sicurezza ha espresso la più ferma condanna dell'azione del Ruf, chiedendo l'immediata cessazione delle ostilità, il rilascio del personale delle Nazioni Unite e il pieno rispetto degli accordi di pace di Lomè. Ha inoltre dichiarato di considerare il *leader* del Ruf quale responsabile delle predette azioni. Anche l'Unione europea ha emesso una dichiarazione di tono analogo e il

segretario generale dell'ONU Kofi Annan sta cercando di promuovere un rafforzamento del contingente ONU e del suo mandato, attualmente limitato alle attività di monitoraggio e di difesa personale dei caschi blu e non all'impiego diretto della forza nei confronti di coloro – i ribelli, in questo caso – che violano gli impegni sottoscritti. C'è quindi un problema di consistenza della forza delle Nazioni Unite e di mandato.

Un vertice è stato convocato a Conakry tra i *leaders* di Mali, Sierra Leone, Niger e Liberia per coordinare le pressioni su Sankoh. Un vertice dell'Ecowas si terrà prossimamente a Abujia in Nigeria.

I principali paesi occidentali hanno evacuato i propri connazionali. L'Italia, grazie al tempestivo intervento dell'unità di crisi e del nostro ambasciatore ad Abidjan, accreditato anche in Sierra Leone, ha provveduto il 7 maggio, con un aereo privato appositamente noleggiato, all'evacuazione degli italiani che lo desideravano, per un totale di 21 persone. Altri, in particolare alcuni missionari, hanno deciso per il momento di rimanere in Sierra Leone.

Il Regno Unito, principale sostenitore prima della forza dell'Ecomog e poi di quella dell'ONU, ha inviato unità navali nell'area ed un *commando* di 500

RESOCONTO STENOGRAFICO

3'COMMISSIONE

10.05.00	zap	2/5

paracadutisti che su richiesta del governo locale hanno assunto il controllo dell'aeroporto per consentire la partenza degli stranieri. Ulteriori truppe convergeranno nell'area e dovrebbero essere integrate anche da un contingente nigeriano, con il sostegno logistico degli Stati Uniti. Entrambi i contingenti militari agirebbero per ora in veste nazionale, ma non è escluso che possano essere successivamente integrati nelle forze delle Nazioni Unite. Da parte britannica, il 9 maggio è stata offerta anche all'Italia la collaborazione per un'eventuale evacuazione degli italiani, ma da parte nostra, come ho già ricordato, avevamo già provveduto in tal senso il 7 maggio.

In questo contesto, sarebbe senz'altro auspicabile, come chiedono gli interroganti, che le aree diamantifere vengano poste sotto il controllo delle Nazioni Unite. Si potrebbe anche pensare, e forse è il caso di arrivare a questo nei prossimi giorni, all'attuazione, da parte delle Nazioni Unite, di misure sanzionatorie, simili a quelle già adottate per l'Unita di Savimbi. Si potrebbe cioè chiedere a tutti coloro che commerciano in diamanti di acquistare soltanto quelli che portano il timbro del governo legale in carica; in tal modo, si potrà evitare che questa valvola, costituita dal commercio dei diamanti, il quale

rappresenta l'elemento fondamentale di finanziamento, possa continuare a essere utilizzata. E' necessario quindi il controllo delle zone diamantifere nonchè un'azione sanzionatoria per i paesi che sono interessati al commercio dei diamanti, sia in Africa sia in Europa.

Affinché tutto ciò sia possibile, è necessario che il Consiglio di Sicurezza dia alla forza di pace un mandato rafforzato, aumentandone la consistenza e le capacità militari, logistiche, di coordinamento e di comando. Richiamo la vostra attenzione su questo punto perché un eventuale fallimento - che si prospetta purtroppo come possibile - del mandato dell'ONU in Sierra Leone avrebbe conseguenze drammatiche in tutto il continente africano. Un eventuale fallimento minerebbe la credibilità delle Nazioni Unite nel momento in cui si accingono ad inviare una forza di pace anche in Congo. ~~Renderebbe non credibile.~~

(*Segue* SERRI). E quindi renderebbe non credibile quello che è appena agli inizi in questo momento e si presenta ancora più complicato e difficile che non il mandato in Sierra Leone, se non altro per il territorio congolese di cui si tratta.

L'Italia, compatibilmente con le risorse di cui dispone e con gli impegni a cui sta già adempiendo in altre parti del mondo (il nostro è uno tra i paesi più esposti da questo punto di vista: credo che siamo il terzo paese fornitore di truppe e di corpi di spedizione per le Nazioni Unite), è pronta a contribuire agli sforzi della comunità internazionale – ve lo riferirò immediatamente dopo – privilegiando necessariamente due aree: il Corno d'Africa (in particolare per far fronte all'evoluzione della situazione eritreo-etiopica, ma anche della Somalia) e, situazione in parte nuova per noi ma molto impegnativa, il Congo. Non si tratterà di una presenza diretta ma saranno privilegiati il coordinamento e le iniziative comuni nell'ambito dell'Unione europea e l'attività delle ONG che svolgono la propria attività umanitaria in Sierra Leone. L'Unione europea, a sua volta, opererà a fianco di tutti i *partner* internazionali.

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	3/2

Venendo al Congo (lascerò per ultima la regione del Corno d'Africa) e dando per acquisita una certa storia recente, attualmente il Governo di Kabila, sostenuto da Zimbabwe, Angola e Namibia, controlla la parte centro-occidentale del territorio, mentre la parte a nord-est del paese è controllata da diversi gruppi ribelli (che entrano in conflitto anche tra loro), sostenuti da Ruanda, Uganda e in parte dal Burundi.

La cessazione delle ostilità è stato il punto fondamentale degli accordi firmati a Lusaka nel 1999, dopo molta fatica e molto tempo, dai sette paesi implicati nel conflitto e dai tre principali gruppi ribelli. Questi accordi non sono stati fino ad ora integralmente rispettati ma non si può dire nemmeno che siano stati calpestati. A volte si aprono scontri ma nessuno ha rinnegato gli accordi che, quindi, non sono stati fatti saltare. L'8 aprile scorso è stato sottoscritto a Kampala un nuovo accordo che prevede, a partire dal 14 aprile, il ridispiegamento delle forze militari nell'area da parte dei paesi interessati.

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	3/3

L'altro punto fondamentale degli accordi di Lusaka era il dialogo tra tutte le forze congolesi; affinché possiate farvene un'idea, si calcola che i gruppi politici che devono o dovrebbero partecipare al dialogo nazionale sono 150. Il 15 dicembre 1999 l'ex presidente del Botswana Masire è stato scelto come "facilitatore" per questo processo negoziale interno; naturalmente il compito è molto difficile e richiede molto tempo. Numerosi osservatori internazionali, tra i quali anche il Governo italiano, pensano che sarebbe opportuno affiancare a Masire la Comunità di Sant'Egidio come "facilitatore" del dialogo nazionale congolese, in quanto si ritiene che quest'ultima abbia vari collegamenti con diversi gruppi ribelli che ne riconoscono il ruolo. Si sta pertanto lavorando affinché Masire possa essere aiutato nel suo compito assai difficile anche dall'azione della Comunità di Sant'Egidio, sostenuta naturalmente dal Governo italiano.

Contemporaneamente, con la presenza di Mandela che ha sostituito l'ex presidente tanzano Nyerere, recentemente scomparso, è ripreso il processo di

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	3/4

pace in Burundi che, come sapete, dura da moltissimo tempo. Sono a Roma i rappresentanti di uno dei gruppi ribelli, capeggiato da Niangoma, che adesso partecipa al dialogo nazionale; l'ho personalmente ricevuto stamattina ma è stato ricevuto anche da altri. C'è la possibilità – sembra anche per l'azione piuttosto energica di Mandela – che il processo di pace conosca un'accelerazione, anche se può nascere un'ulteriore complicazione derivante dal fatto che – come forse sapete – il presidente del Ruanda, di etnia hutu, si è recentemente dimesso e il potere è ora praticamente del tutto esercitato da Kagame. Qualcuno, anche tra gli hutu, ritiene che questo sia un elemento di chiarimento che possa favorire un dialogo più sincero, più franco: personalmente esprimo qualche dubbio al riguardo, anche se bisogna seguire la questione con la massima attenzione e la massima prudenza.

Una riunione dei gruppi ribelli del Burundi prevista a Johannesburg dal 23 al 25 maggio dovrebbe aprire la strada per un cessate il fuoco.

Non sto a dire quali siano il costo e le caratteristiche di questi conflitti. Considerate che solo in Congo sono direttamente coinvolti ben sette paesi: c'è qualcuno che parla della prima guerra mondiale africana per dare il senso della crisi congolese.

Uno dei punti essenziali degli accordi sul Congo prevede lo schieramento di una forza delle Nazioni Unite (MONUC), incaricata prima del monitoraggio della tregua e poi di compiti di mantenimento e rafforzamento della pace. Il Consiglio di sicurezza il 6 agosto 1999 aveva già predisposto un dispiegamento di 90 ufficiali di collegamento, tre dei quali forniti dall'Italia. Il 24 febbraio scorso si è aperta la seconda fase della MONUC con l'invio di un primo contingente di 5.537 militari, con il mandato non solo di curare il monitoraggio dell'attuazione del cessate il fuoco, ma anche di favorire il ritiro delle forze straniere e facilitare l'assistenza umanitaria e il controllo del rispetto dei diritti umani. La terza fase, che richiederà un impegno al quale la comunità internazionale non è ancora pronta (e tuttavia dovrebbe prepararsi), dovrebbe

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	3/6

assicurare la presenza di un contingente rafforzato in grado di provvedere al disarmo dei combattenti irregolari e garantire quindi la sicurezza complessiva nel territorio. Parlando del Congo, si tratta di decine di migliaia di unità (le cifre girano)

RESOCONTO STENOGRAFICO

3ª COMMISSIONE

10.05.00	zap	4/1

(segue SERRI). Un corpo di questa natura è costituito, probabilmente, da decine di migliaia di persone/ Si provvede quindi al disarmo imponendo che gli accordi vengano rispettati.

Il 30 aprile ha avuto luogo ad Algeri un vertice sulla situazione nella Repubblica democratica del Congo al quale hanno partecipato i principali paesi dell'Africa, come la Nigeria e il Sud Africa, che si sono impegnati al sostegno della forza di pace. Il presidente Chissano ha partecipato al vertice di Algeri e in occasione della sua recente visita a Roma ha espresso un giudizio molto positivo. Si pensava che questa potesse essere una fase decisiva. Per quanto riguarda l'impegno di questi paesi, qualche problema persiste, ad esempio, per l'Angola, che non giudica del tutto positivamente l'impegno sudafricano; alcuni problemi verranno via via smussati e risolti.

Tra il 2 e 18 maggio si è svolta una missione del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, guidata dall'ambasciatore Holbrooke, che ha visitato alcune zone di crisi dell'Africa, quella congolese in particolare. Con le autorità congolesi è stato raggiunto un accordo per un effettivo "cessate il fuoco" – che non è mai stato completamente rispettato - e perché siano accelerate le

operazioni per l'invio del contingente di pace a partire dalla metà di maggio. Sembra che ci sia stato, da parte di Holbrooke, un impegno per risolvere la situazione che si è verificata nei giorni scorsi a Kisangani, un grande centro del nord est del Congo, con nuovi scontri armati tra gli alleati ugandesi e ruandesi dopo quelli dell'estate scorsa. Tale situazione potrebbe ostacolare il processo di pace se non venisse osservato un accordo, mediato dall'ambasciatore Holbrooke, secondo il quale le forze dei due paesi si ritirerebbero da Kisangani – chi conosce la conformazione del Congo, sa che rappresenta un punto cruciale - ove il controllo della città sarebbe assunto dalla forza di pace delle Nazioni Unite. Questo consentirebbe di avviare in maniera molto decisa il processo di pace.

Dal segretario generale delle Nazioni Unite è stato chiesto all'Italia un contributo nei campi del trasporto aereo (mezzi e controllori di volo) e del pattugliamento fluviale, nonché ufficiali di stato maggiore e osservatori. Le modalità di tale partecipazione sono all'esame del Ministero della difesa che è in collegamento con il Dipartimento per le operazioni di pace delle Nazioni Unite. Come orientamento, l'Italia dovrebbe dare il proprio contributo non con la dislocazione di forze militari di una certa consistenza ma con azioni molto

impegnative, come quelle che riguardano il pattugliamento fluviale. Se accoglieremo una simile richiesta, infatti, il nostro impegno sarebbe veramente rilevante. Permangono naturalmente i contributi finanziari che già eroghiamo per il processo di pace in Burundi (200.000 dollari) e per il dialogo nazionale nella Repubblica democratica del Congo (200 milioni di lire), sempre attraverso l'Organizzazione per l'unità africana (OUA).

Passando alla situazione del Corno d'Africa, mi limiterò solo ad alcuni elementi, ricordando le responsabilità e i collegamenti storici dell'Italia nonché l'impegno che molto rapidamente ha prodotto insieme con gli Stati Uniti e a fianco dell'OUA. Tra l'altro, è stato conferito al sottoscritto l'incarico di rappresentante speciale della presidenza dell'Unione europea, con il mandato di coadiuvare l'azione dell'OUA.. E' rilevante che una crisi africana venga discussa alla presenza di personalità istituzionali come il ministro Cook ed altri.

Dal 30 aprile al 5 maggio l'Italia, per conto dell'Unione europea, e gli Stati Uniti hanno partecipato ai colloqui paralleli promossi dalla presidenza algerina dell'OUA, che si sono svolti ad Algeri tra Etiopia ed Eritrea, definiti *proximity talks* poiché le due parti non dialogano direttamente. ~~Lo scopo~~

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	5/1

(*Segue* ~~SERRI~~) Lo scopo dei *proximity talks* era quello di produrre un documento attuativo dei due precedenti (*Framework Agreement* e *Modalities of Implementation*) che erano stati accolti da tutte e due le parti; non c'era però accordo sul terzo documento che, appunto, avrebbe dovuto dare attuazione agli accordi precedenti. Purtroppo la riunione di Algeri non ha prodotto alcun esito: le due delegazioni sono rimaste sostanzialmente su posizioni pregiudiziali. Infatti l'Eritrea ha sostenuto che ogni discussione deve essere preceduta dalla firma dell'Accordo quadro proposto dall'OUA nel novembre 1998 e dalle "Modalità di attuazione" approvate dal vertice di Algeri del luglio scorso. Viceversa la delegazione etiopica ha affermato che non può esservi la firma dei documenti e la formale cessazione delle ostilità senza una contestuale intesa sui *Technical arrangement* per l'attuazione dei due accordi predetti. Sulla base di queste due pregiudiziali i colloqui, seguiti e mediati con grande impegno dal "facilitatore" algerino Ouyaya, inviato speciale del presidente di turno dell'Organizzazione dell'unità africana Boute Flika, malgrado la presenza

costante sia di Susan Rice e Anthony Lake (rispettivamente *Assistant Secretary of State* per l'Africa e inviato speciale del presidente Clinton), sia di rappresentanti dell'Unione europea (prima il ministro Melani e poi il sottoscritto ma anche altri), non hanno dato alcun esito. Si sono conclusi con una dichiarazione della presidenza comunicata alle due parti, nella quale si ribadiscono gli impegni dell'Organizzazione dell'unità africana, si invitano i due paesi ad astenersi dall'intraprendere qualsiasi azione militare (il pericolo in questo senso sembra forte e soprattutto gli americani – probabilmente dispongono di informazioni superiori alle nostre – insistono su tale pericolo) e si chiede che i due Governi siano disponibili all'avvio di nuovi negoziati per attuare gli accordi. Al contempo questa dichiarazione - che adesso vi ho riassunto ma che fa anche la storia dei due accordi precedenti - viene messa a disposizione del Consiglio di sicurezza affinché esso adotti una risoluzione che non dovrebbe avere ancora carattere sanzionatorio, ma dovrebbe essenzialmente manifestare l'autorità delle Nazioni Unite a favore della ripresa del negoziato e

dell'impedimento di un nuovo avvio del conflitto. Come sapete, sono circa undici mesi che non si spara se si eccettuano piccole scaramucce e questo è un risultato del grande sforzo internazionale che si è fatto e della continua osservazione.

Al momento attuale, proprio oggi, la missione del Consiglio di sicurezza guidata dall'ambasciatore Holbrooke sta facendo la spola tra Addis Abeba e Asmara; in queste ore dovrebbe essere arrivata per la seconda volta ad Asmara (perché c'era già stata ieri mattina). Le notizie che ci sono finora giunte non sono incoraggianti.

La mia valutazione dopo lo stallo – chiamiamolo così – di Algeri è che da negoziare ormai effettivamente non ci sia molto...

BOCO. Solo la volontà.

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	5/4

SERRI, *sottosegretario di Stato per gli affari esteri*. ...perché l'accordo per la futura demarcazione dei confini c'è, il meccanismo per il ritiro delle truppe sulle posizioni precedenti il 6 maggio è stato individuato, una decisione per l'istituzione di una commissione d'inchiesta sulle cause del conflitto è stata presa. Non si capisce bene che cosa si debba negoziare. Il problema è compiere un atto politico: siamo vicini ad un momento in cui o si compie l'atto politico della pace, e allora si trova la soluzione a tutto il resto, oppure si compie l'altro atto politico che è la guerra.

Potrei aggiungere qualche informazione sul modo in cui la carestia in Etiopia si intreccia con la questione della guerra. Finora abbiamo mantenuto una posizione molto ferma, che del resto è stata condivisa dall'Unione europea e dagli americani: l'aiuto umanitario destinato a superare la carestia deve assolutamente continuare a meno che non riesploda il conflitto sul terreno. Ma non si può usare strumentalmente l'aiuto umanitario per forzare la situazione (ribadisco: strumentalmente perché è naturale che vi sia un rapporto politico).

L'Italia ha già inviato 14.000 tonnellate di generi alimentari e ha messo a disposizione cinque aerei che fanno scalo a Nairobi perché è la via più rapida e diretta. Abbiamo lavorato anche con il PAM e credo che questa volta la carestia in Etiopia si potrà affrontare in condizioni migliori e in tempi più rapidi che in precedenza. Siamo arrivati più in fretta. Il PAM si è già recato sul posto e io ho incontrato due volte Catherine Bertini. L'organizzazione è adeguata e l'Unione europea ha già stanziato i fondi necessari. Insomma, credo che si possa affrontare l'eventualità della carestia.

Personalmente sono convinto che questo è il momento in cui, senza strumentalizzazioni, dobbiamo accentuare la pressione per la pace e che è possibile forse strappare qualche risultato, con grande coraggio, perché se scoppiasse nuovamente il conflitto le truppe schierate sul terreno sarebbero un'enormità (oltre 300.000 uomini da una parte e oltre 200.000 dall'altra) e ben armate, non con armi insignificanti.

SERVIZIO DELLE COMMISSIONI PARLAMENTARI DEL SENATO 106

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	5/6

Su Somalia e Sudan non ci sono grosse novità e quindi riferirò nella prossima seduta.

RESOCONTO STENOGRAFICO

3a COMMISSIONE

10.05.00	CAR	5/7

PRESIDENTE. Onorevoli senatori, in considerazione dell'imminente inizio dei lavori dell'Assemblea, avverto che il dibattito sulle comunicazioni del Governo e la replica degli interroganti sono rinviati ad altra seduta.

Se non ci sono osservazioni così resta stabilito.

I lavori terminano alle ore 15,55.

MOVIMENTO FEDERALISTA EUROPEO
SEZIONE ITALIANA DELLA UNIONE EUROPEA DEI FEDERALISTI
E DEL MOVIMENTO FEDERALISTA MONDIALE

IL SEGRETARIO NAZIONALE

108

Pavia, 15 maggio 2000

Onorevole,

mi onoro di portare a Sua conoscenza il testo di una "Lettera aperta al Presidente del Consiglio", che la Direzione nazionale del Movimento Federalista Europeo ha approvato non appena è venuta a conoscenza delle dichiarazioni del Ministro degli Esteri tedesco Fischer.

Se, a queste dichiarazioni tedesche, si aggiungono le informazioni ricavate dalla stampa francese, secondo la quale presso l'Eliseo, il Presidente Jacques Chirac avrebbe istituito una Commissione, Presieduta da Alain Juppé, per una Costituzione federale europea, è evidente che si sta delineando una inziativa franco-tedesca la cui importanza storica non sarà inferiore a quella del 9 maggio 1950, annunciata da Robert Schuman.

Allora si sono create "les premières assises de la Fédération Européenne". Oggi, si intende portare a compimento quel progetto.

L'Italia, come nel 1950, deve partecipare subito all'iniziativa franco-tedesca. L'interesse nazionale dell'Italia è di sostenere senza alcuna esitazione la costruzione del nucleo federale europeo.

Con i sensi della mia più sincera stima,

Guido Montani

20135 Milano - Via S. Rocco, 20 - Tel. 02 58430069 - Fax 02 58430011
Segreteria nazionale: 27100 Pavia - Via Porta Pertusi, 6 - Tel. 0382 20926/0382 304733 - Fax 0382 303784 - www.mfe.it

MOVIMENTO FEDERALISTA EUROPEO
SEZIONE ITALIANA DELLA UNIONE EUROPEA DEI FEDERALISTI
E DEL MOVIMENTO FEDERALISTA MONDIALE

LETTERA APERTA AL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO

Al Presidente
del Consiglio dei Ministri
On. Giuliano Amato
Palazzo Chigi
00100 ROMA

Milano, 13 maggio 2000

Signor Presidente,

il Consiglio europeo di Nizza del 7-8 dicembre dovrà prendere decisioni cruciali sul futuro dell'Europa. Ma sino ad ora i governi europei non hanno elaborato alcuna seria prospettiva di riforma dell'Unione.

L'approccio minimalistico adottato a Helsinki si sta dimostrando del tutto inadeguato alla triplice sfida che l'Europa deve affrontare: l'allargamento a 28 paesi, la politica estera e della sicurezza e il governo dell'euro e dell'economia. Si tratta di sfide che richiedono una effettiva capacità di governo dell'Unione, oggi impossibile a causa della pretesa dei governi nazionali di mantenere nelle mani del Consiglio dei Ministri la maggior parte dei poteri legislativi ed esecutivi dell'Unione.

I risultati sono sotto gli occhi di tutti. L'Unione monetaria avrebbe dovuto mettere l'economia europea nella condizione di competere con quella statunitense. Ma, nel fare l'euro, si è voluto ignorare il fatto che i rapporti monetari internazionali sono uno degli aspetti della politica estera di uno Stato. Pertanto, oggi nessuno in Europa è responsabile dei rapporti di cambio con il dollaro. Un Consiglio di 15 governi non è il governo dell'Unione. L'Unione europea non ha un governo e non è uno Stato. Il dollaro ha alle sue spalle un governo. L'euro è una moneta abbandonata a sé stessa.

Se i governi non riusciranno a superare lo scoglio del diritto di veto a Nizza, il semplice meccanismo dell'allargamento produrrà prima o poi la paralisi decisionale e la dissoluzione dell'Unione. Già oggi le decisioni a 15 sono lente e farraginose. A 28 diventeranno impossibili. Si profila così una vittoria, nefasta per il futuro del nostro Continente, dei nemici dell'Europa che, come a suo tempo la sig.ra Thatcher, sono favorevoli a un allargamento senza alcun approfondimento istituzionale.

E' venuto il tempo di reagire. Il progetto europeo è stato voluto e realizzato da chi ha vissuto la tragedia della seconda guerra mondiale. L'Unione europea è il vero baluardo contro il nazionalismo e il razzismo che non sono stati del tutto sconfitti, né all'interno dell'Unione né, tanto meno, al suo esterno. Se questa reazione non si manifestasse, si dovrebbe allora denunciare l'irresponsabilità di una classe politica che rischia di dilapidare con leggerezza il patrimonio comunitario accumulato dai padri fondatori: in primo luogo, i capi di governo dell'immediato dopoguerra — Schuman,

20135 Milano - Via S. Rocco, 20 - Tel. 02 5830969 - Fax 02 5830911
Segreteria nazionale: 27100 Pavia - Via Porta Fertusi, 6 - Tel. 0382 20930 0382 304735 - Fax 0382 305784 - www.mfe.it

Adenauer e De Gasperi — ed i loro ispiratori federalisti, Jean Monnet e Altiero Spinelli.

Per evitare questo rischio, alcune voci autorevoli hanno chiesto riforme istituzionali radicali. Si tratta, in sostanza, di portare a termine il progetto dei padri fondatori che avevano concepito la Comunità solo come il primo passo verso l'obiettivo finale della Federazione europea. Ora, dopo la fine della guerra fredda, l'Unione deve assumersi nuove responsabilità che rendono ineludibile il passo decisivo. Per questo, il Presidente della Repubblica tedesca Rau ed il Presidente Ciampi hanno auspicato una Costituzione federale europea; Jacques Delors e, più recentemente, Valery Giscard d'Estaing e Helmut Schmidt hanno proposto che un'avanguardia di paesi dia vita ad una Unione federale.

Si sta delineando una nuova e decisiva iniziativa franco-tedesca. Il Presidente francese Jacques Chirac ha istituito presso l'Eliseo una commissione, presieduta da Alain Juppé, che sta elaborando un progetto di Costituzione europea in cui si prevedono «una Camera delle Nazioni» e «il trasferimento definitivo e totale della funzione legislativa al Parlamento europeo». Il Ministro degli Esteri tedesco Joschka Fischer, nel prendere atto del fallimento del metodo intergovernativo, ha auspicato il passaggio dell'Unione «dalla Confederazione alla Federazione». Un gruppo di paesi dovrebbe, sulla base di un trattato-costituzione, creare «un centro di gravità dentro o fuori i trattati esistenti», per consentire ai paesi che lo vorranno in futuro di aderire alla Federazione. E' questa la sola via, secondo Fischer, per consentire all'Unione di darsi subito un governo capace di agire e di allargarsi rapidamente ai popoli dell'Est.

L'iniziativa franco-tedesca è solo embrionale, perché molte resistenze nazionali si annidano ancora nei partiti e nei governi dei due paesi. L'Italia, se agisse con prontezza, potrebbe far pendere l'ago della bilancia verso la soluzione federalista.

Pertanto, il Movimento Federalista Europeo, nel ricordare che nel referendum del 1989 il popolo italiano si è espresso a favore di un mandato costituente al Parlamento europeo, chiede che l'Italia, paese fondatore della Comunità europea, avanzi al più presto una proposta nella Conferenza intergovernativa affinché un nucleo di paesi si impegni ad adottare una Costituzione federale europea.

Infine, il Movimento Federalista Europeo annuncia che ha rivolto un appello a tutte le forze politiche e della società civile affinché partecipino a una grande manifestazione, a Nizza, il 7 dicembre, a sostegno della Costituzione federale europea.

Con ossequi,

Movimento Federalista Europeo

111

479 | 3ª

Il Ministro per la Funzione Pubblica

Prot. 2035/00/UL/P/AS 4149 B

Rome 18/05/2000

Rispondo alla lettera del 30 marzo u.s. riguardo al contenuto dell'articolo 9 del disegno di legge recante "Proroga dell'efficacia di talune disposizioni connesse ad impegni internazionali e misure riguardanti l'organizzazione del Ministero degli affari esteri" (A.S. 4149-B).

Tale disposizione, che si riferisce al personale da destinare alle istituzioni scolastiche ed universitarie all'estero tramite un'apposita graduatoria, ed in particolare al periodo di permanenza all'estero di detto personale, è stata inserita al Senato, dopo la prima approvazione alla Camera dei deputati, e contiene previsioni assolutamente opportune e condivisibili.

Se infatti, e opportunamente, viene rifiutata l'ipotesi che gli insegnanti delle scuole italiane all'estero facciano parte di un ruolo speciale, inevitabilmente si arriva alla conclusione che essi debbano

---

AL PRESIDENTE
della Commissione
Affari Esteri, emigrazione
Sen. Gian Giacomo Migone

ASSR

prestare servizio all'estero per un periodo limitato e quindi al termine dello stesso ritornare a prestare servizio in Italia. Il principio in verità è già affermato dalla normativa vigente, ma evidentemente in termini così blandi e contraddittori da poter essere troppo facilmente aggirato. Forse anche per questa insufficiente selezione degli insegnanti, le scuole italiane all'estero sono oggetto sovente di vivaci critiche ed i meccanismi di assegnazione degli incarichi di insegnamento hanno talora dato adito a vivaci accuse di clientelismo. Va ricordato infatti che gli insegnanti all'estero godono della ISE (Indennità di Servizio all'Estero) ed arrivano anche a triplicare lo stipendio dei loro colleghi in patria. D'altra parte va rilevato che l'accordo siglato dall'ARAN e dalle organizzazioni sindacali, in data 11 dicembre 1996, ha enormemente facilitato la permanenza all'estero dei docenti che già vi si trovano introducendo sostanziali meccanismi di automatismo, proprio per la mancanza di rigorose e precise disposizioni legislative.

Al contrario è invece del tutto condivisibile l'esigenza di rivitalizzare le scuole all'estero, anche con una più libera e fluida circolazione delle esperienze e quindi con più soddisfacenti rapporti con le scuole in Italia. Particolarmente in un periodo di continua valorizzazione dei legami con l'estero e di forte ristrutturazione delle istituzioni scolastiche, un turn-over del personale docente all'estero è fortemente opportuno. D'altra parte anche per i diplomatici si prevede che dopo un certo numero di anni debbano ritornare in Italia, per non perdere i legami con la madrepatria, e non si comprende perché per gli insegnanti si dovrebbe ragionare in modo diverso. L'obiezione, mossa all'articolo 9, di invadere il campo della contrattazione, non appare

assolutamente decisiva in quanto va rilevato che la "contrattualizzazione" e la "privatizzazione" dei pubblici dipendenti sono finalizzate, in termini generalissimi, all'abolizione o alla massima riduzione possibile delle specificità dei dipendenti pubblici nei confronti dei dipendenti privati, per cui il mantenimento di un irrazionale specificità, quale quella di assicurare una sostanziale continuità senza limiti della permanenza all'estero del personale docente che lo richieda, si presenta come il mero tentativo di mantenere, al di là degli ambiti consentiti alla contrattazione, una situazione privilegiata concerrente una cerchia ristretta di insegnanti a danno della assoluta necessità di un'ampia e ricorrente selezione, cosi come già stabilito dalla legge e come la introducenda disciplina legislativa intende ribadire con chiarezza e senza equivoci.

Ritengo quindi non condivisibile la proposta di stralciare l'articolo 9. circa il quale peraltro, al di là di alcune scelte di dettaglio, si è già manifestato il consenso sia della Camera che del Senato.

Colgo l'occasione per inviarti i migliori saluti.

ASSR

SENATO DELLA REPUBBLICA

114

Roma, 22/5/2000

Cari colleghi,

durante il recente incontro che si è tenuto ad Amman della Unione Interparlamentare, che come sapete è l'associazione dei parlamentari a livello mondiale e alla quale aderiscono 139 paesi, su proposta dei paesi europei più il Canada e l'Australia, è stata decisa una raccolta di firme dei parlamentari dei paesi membri in segno di solidarietà nei confronti dei parlamentari democraticamente eletti in Birmania nel 1990.

Invitandovi a sottoscrivere l'appello,vi chiedo di farmi pervenire la vostra adesione presso la segreteria del mio studio all'ex Bologna.

(Maria Grazia Daniele Galdi)

M. Grazia Daniele Galdi

N.1 allegato

DICHIARAZIONE DI SOLIDARIETA'
dei parlamentari di tutto il mondo
nei confronti dei parlamentari
democraticamente eletti della Birmania

Considerato che in data 27 maggio 1990 i cittadini della Birmania hanno eletto i loro rappresentanti nell'ambito di elezioni libere ed eque;

Considerato che questi rappresentanti democraticamente eletti sono stati privati del diritto legittimo di esercitare le proprie funzioni di parlamentari e che essi continuano ad essere i soli parlamentari democraticamente eletti al mondo cui viene impedito di prestare il giuramento inerente alle loro funzioni;

Considerato che l'Unione Interparlamentare ha constatato che i parlamentari eletti erano stati arrestati, sottoposti a pena detentiva e condannati in virtù di leggi giudicate dagli organi delle Nazioni Unite competenti in materia di diritti dell'uomo contrarie alle norme internazionali relative ai diritti civili e politici (risoluzione adottata dal Consiglio dell'Unione Interparlamentare riunitosi a Berlino nel corso della sua 165ª sessione, in data 16 ottobre 1999);

Considerato che, secondo la *Lega nazionale per la democrazia*, che nelle elezioni del 27 maggio 1990 ha ottenuto 392 seggi su 485, nel marzo 2000 non meno di 55 rappresentanti eletti dal popolo della Birmania si trovavano in stato di detenzione; che tra le condizioni di tale detenzione rientrerebbero la tortura, la mancanza di cure mediche e un regime nutrizionale insufficiente; e che cinque parlamentari eletti sono deceduti in stato di detenzione;

Considerato che la Commissione per i diritti dell'uomo delle Nazioni Unite ha constato il perpetrarsi di «violazioni sistematiche e sempre più gravi dei diritti dell'uomo in Myanmar» (Commissione per i diritti dell'uomo delle Nazioni Unite 55ª seduta, 1999);

Considerato che la Conferenza Internazionale per il Lavoro dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro ha constatato che il Consiglio di Stato per la pace e lo sviluppo (SPCD) continuava a ricorrere al lavoro forzato (risoluzione sul ricorso generalizzato al lavoro forzato in Myanmar, Conferenza Internazionale per il Lavoro, 87ª sessione, Ginevra, giugno 1999);

Visti tutti i suddetti motivi, noi, parlamentari democraticamente eletti di tutto il mondo, dichiariamo la nostra solidarietà nei confronti dei parlamentari democraticamente eletti della Birmania e ci impegniamo ad esercitare pressioni sul governo militare della Birmania al fine di:

1. **Ottenere il rilascio immediato e incondizionato di tutti i deputati eletti e mettere fine a tutte le violazioni dei diritti umani esercitati ai danni degli abitanti della Birmania;**

2. **Ottenere il riconoscimento del diritto dei rappresentanti del popolo debitamente eletti della Birmania di riunire il parlamento e di abolire immediatamente tutte le restrizioni di cui essi sono oggetto;**

Federazione Nazionale della Stampa Italiana

117

Il Presidente

Roma, 24 maggio 2000

Prot.1210

Sen. Francesco DE MARTINO
III Comm.Permanente
Affari Esteri, Emigrazione
Senato della Repubblica
Palazzo Madama
ROMA

Caro Senatore,

la Federazione Nazionale della Stampa Italiana, in occasione del premio giornalistico Saint Vincent organizza una tavola rotonda che riguarderà i problemi e i rapporti fra l'Europa e le aree politiche del mondo Arabo, il Nord Africa, il Medio Oriente.

Il titolo sarà "Il Mediterraneo, mare di Europa: guerra, pace, culture diverse, cooperazione e sviluppo". Sono temi che interessano i giornalisti e i politici.

Credo che l'argomento possa rappresentare un motivo di interesse. La invito calorosamente a partecipare all'incontro. Se riterrà opportuno potrà intervenire al dibattito.

L'appuntamento è per martedì 30 maggio ore 10.00 – 13.00 presso la Federazione Nazionale della Stampa Italiana – Corso Vittorio Emanuele 349 a Roma.

A moderare il dibattito sarà Igor Man neo vincitore del Saint Vincent. Partecipano direttori, editorialisti e opinionisti di casa nostra e del bacino del Mediterraneo.

Interverranno tra gli altri il portavoce del Ministro degli Esteri Lamberto Dini, Achille Occhetto Presidente della Commissione Esteri, l'ex Ministro degli Esteri Prof. Martino, Sua Eminenza il Cardinale Silvestrini, il Prof. Allam Khaled Fouad docente dell'Università di Trieste e il Prof. Luciano Tas, direttore di Shalom.

Rimanendo a disposizione per ulteriori eventuali chiarimenti, fiducioso della Sua attenzione e disponibilità, nell'attesa di un cortese riscontro desidero porgerLe i migliori saluti.

Lorenzo Del Boca

00186 ROMA - CORSO VITTORIO EMANUELE, 349
TEL. 06/6833679

Associazione degli ex Parlamentari della Repubblica
CAMERA DEI DEPUTATI - ROMA
TEL. 06/67603170 - 67603139

118

15

IL PRESIDENTE

Prot. N. 007300 Roma, li 25 MAG. 2000

**AI COMPONENTI DELLA
COMMISSIONE AFFARI ESTERI ED
EMIGRAZIONE
SENATO DELLA REPUBBLICA**

LORO SEDI

Egregio senatore,

mi permetto allegare l'invito per l'incontro-dibattito sul tema "L'Europa e la politica dell'Est", che si terrà il 13 giugno 2000 presso la Sala Grande di Palazzo Bologna.

Grato di ogni Sua cortese considerazione, Le porgo i più deferenti saluti.

On. Paolo Cavezzali

ASSR

119

EDITORIALE PER →

L'Arena
IL GIORNALE DI VERONA

IL GIORNALE DI VICENZA

GIORNALE DI BRESCIA

Sabato 27 Maggio 200

LA SPADA DI DAMOCLE DEL CONTINENTE NERO

di Enrico Jacchia

L'Africa è in fiamme e nel Medio Oriente non va meglio. Il nostro Sottosegretario agli Esteri Serri che ha fatto la pace fra l'Eritrea e l'Etiopia ed è appena tornato a Roma scuote le spalle sconsolato.

Gli stessi 58 milioni contro 35) stanno succedendo, quanto direttore mediatore che ha parlato a nome dell'intera Unione Europea, non ce la mandano nemmeno di striscio. La parte più triste di tutto questo è che il reddito pro-capite degli etiopi è di circa 300 mila lire all'anno, mentre quello degli eritrei non raggiunge nemmeno quella cifra.

Ma non si tratta di un focolaio isolato. Minaccia di allargarsi dalla nostra ex-colonia al Corno d'Africa, all'un'altra ex-colonia, la Somalia, retta [illegible] da [illegible] e che pure di tranquillità politica e militare fragilissima.

Purtroppo si sta verificando quello che molti veri conoscitori della realtà africana stanno annunciando da anni: il ritiro, certamente dovuto, delle retrovie coloniali europee non ha fatto del bene alla gente. L'ha precipitata nel caos.

I francesi, gli inglesi ed anche noi, dicendo poco pure - invece di formare una classe dirigente come sarebbe stato un dovere morale per le nazioni che hanno sfruttato enormi ricchezze, hanno accuratamente evitato di preparare i loro infelici sudditi all'indipendenza, cioè all'autogestione. Pensate che quando i belgi si ritirarono dal Congo lasciarono un paese che aveva solo quattro laureati!

E, naturalmente, il male si estende a contagio paesi, come la Rhodesia (oggi Zimbabwe) che sembravano immuni dai rigurgiti nazionalisti.

Una quindicina d'anni fa, poco dopo l'indipendenza, visitai nella capitale rhodesiana il governo che comprendeva ministri bianchi e africani. Sembrava miracolosa, l'intesa. I bianchi erano allenati a governare, gli africani venivano da anni di feroce guerriglia ma ebbero la saggezza di lasciare in mano dei bianchi delle leve di comando che loro sapevano di non saper azionare nell'interesse del paese.

Oggi il governo dello Zimbabwe espelle d'improvviso decine di migliaia di coloni bianchi, cedendo al rigurgito nazionalista di chi pretende riparazione in un colpo solo agli anni dell'occupazione britannica. Otterranno le case e le terre dei coloni. Ma cosa succederà poi?

Possiamo immaginare che bande di esaltati scatenino la loro furia come nella Sierra Leone, altra terra disastrata in cui le Nazioni Unite non riescono a fermare i massacri? Dove nelle città e nelle campagne domina la vista orribile di migliaia di donne e bambini amputati a colpi di machete?

So che non fa del bene leggere tutto questo. So che la lista dovrebbe allungarsi per includere il pesantissimo pericolo di un riaccendersi del conflitto nella regione centrale africana dei Grandi Laghi, e più a sud nell'Angola.

Ma bendarsi gli occhi non serve. È solo l'indignazione della gente che può spingere i governi europei e quello americano ad agire, a fermare nel continente africano una corsa al precipizio che sembra ineluttabile.

Quel che succede in questi giorni nel Medio Oriente è un avvertimento funesto. I focolai di conflitto stanno esplodendo uno dopo l'altro. Il contagio è la cosa peggiore che dovremmo temere.

120

11

Il Presidente
del Senato della Repubblica

Roma, 29 MAG. 2000
Prot. n. 16189 /S 802/3ª

Onorevole Collega,

Le trasmetto, per opportuna conoscenza della Commissione da Lei presieduta, copia della lettera inviatami dal Ministro degli affari esteri al fine di illustrare i risultati della Conferenza dei Paesi donatori per il Mozambico, svoltosi a Roma il 3 e 4 maggio scorsi, su iniziativa del Governo italiano di concerto con il Governo del Mozambico e con il Programma delle Nazioni Unite per lo Sviluppo (UNDP).

Con i più cordiali saluti.

Onorevole Senatore
Prof. Gian Giacomo MIGONE
Presidente della 3ª Commissione permanente
S E D E

Il Ministro degli Affari Esteri

121

Roma, 19 maggio 2000

Onorevole Presidente,

desidero informarLa dei risultati ottenuti dalla Conferenza dei paesi donatori per il Mozambico che il Governo italiano ha promosso a Roma il 3 e 4 maggio, di concerto con il Governo del Mozambico e con il Programma delle Nazioni Unite per lo Sviluppo (UNDP), a seguito delle catastrofiche inondazioni che hanno colpito quel Paese nelle settimane scorse.

Il programma di ricostruzione, elaborato con il sostegno della Banca Mondiale e illustrato a Roma dal Presidente mozambicano Chissano, ha indotto la comunità internazionale a un atteggiamento di forte solidarietà. Gli impegni di spesa annunciati per la ricostruzione del Mozambico - relativi a stanziamenti aggiuntivi rispetto a quelli già previsti per la fase di emergenza - hanno superato l'obiettivo di 450 milioni di dollari, che era stato indicato dal Governo di Maputo. Alla Conferenza di Roma sono intervenuti circa trecento delegati in rappresentanza di 37 paesi, della Commissione Europea, del Fondo Monetario, della Banca Mondiale, della FAO e di numerosi altri organismi internazionali e non governativi.

Il Governo italiano ha voluto così testimoniare concretamente alle Autorità di Maputo la volontà di contenere i contraccolpi negativi della recente calamità naturale sull'economia e sugli stessi equilibri politici del Mozambico, a pochi anni dagli accordi di Roma del 1992 che avevano messo fine alla guerra civile. Appare infatti indispensabile, in linea con le conclusioni del vertice euro-africano del Cairo di aprile, favorire la stabilità macroeconomica come condizione essenziale sia per mobilitare le risorse finanziarie necessarie alla ricostruzione, sia per affrontare il problema della vulnerabilità del Mozambico e della regione ai rischi derivanti da disastri naturali.

Senatore Nicola Mancino
Presidente del Senato della Repubblica
R O M A

Da parte italiana abbiamo annunciato lo stanziamento di 22 milioni di dollari e ribadito l'opportunità del differimento dei pagamenti degli interessi dovuti dal Mozambico sul servizio del debito estero, fino alla cancellazione definitiva del debito stesso prevista nell'ambito dell'iniziativa avviata dal Fondo Monetario Internazionale e della Banca Mondiale in favore dei paesi maggiormente indebitati.

Abbiamo inoltre insistito sulla necessità di sostenere adeguatamente il settore privato, in particolare i piccoli produttori agricoli, con fondi a credito, per favorire la ripresa economica e restituire alla popolazione sicurezza e fiducia nel futuro.

Il nostro auspicio è dunque che si rinnovi lo "spirito di Roma", così importante per lo sviluppo del Mozambico dopo la guerra, e che il raggiungimento pieno degli obiettivi fissati dalla Conferenza del 3-4 maggio scorsi allontani da quel Paese le difficoltà che purtroppo toccano ancora vaste regioni del continente africano.

Con molti cordiali saluti,

INFORMAZIONE DOCUMENTAZIONE

RAPPRESENTANZA IN ITALIA

COMMISSIONE EUROPEA

18

123

Roma, 29 maggio 2000

COMUNICAZIONE

Incontro stampa con Rocco Cangelosi Direttore generale per l'Integrazione europea al Ministero degli Affari esteri

La Rappresentanza in Italia della Commissione europea è lieta di invitarvi all'incontro stampa sul tema:

Le riforme istituzionali dell'Unione europea. La conferenza intergovernativa e l'Italia

L'incontro avrà luogo
giovedì 8 giugno alle ore 12
presso la nostra sede in Via Poli 29 - IV Piano

Oltre ad informare sullo stato di avanzamento dei lavori della Conferenza intergovernativa sulle riforme istituzionali dell'Unione europea (che ha preso avvio lo scorso 14 febbraio), il Ministro Rocco Cangelosi illustrerà la struttura e le competenze della nuova Direzione generale per l'Integrazione europea del Ministero degli Affari esteri, istituita di recente con la riforma del MAE.

L'Ambasciatore Cesidio Guazzaroni, già Commissario europeo, illustrerà successivamente un documento di analisi e di proposta "Riforma istituzionale dell'Unione europea", preparata dal Gruppo dei Dieci, un'associazione indipendente di personalità ed esperti di politica internazionale, nei riguardi della CIG e in vista del prossimo Consiglio europeo di Feira.
Per informazioni: 0669999203/204

00187 ROMA VIA POLI 29 TEL. 06/699991

124

PER UNA UNIONE EUROPEA PIÙ DINAMICA E FORTE

Un contributo ai lavori della
Conferenza Intergovernativa

Roma, giugno 2000

GRUPPO DEI 10
Palazzo Baldassini - via delle Coppelle, 35

Documento di lavoro a diffusione limitata

COMPOSIZIONE DEL "GRUPPO DEI 10"

Presidente: **Amb.Cesidio Guazzaroni**
già Commissario Europeo a Bruxelles e Consigliere del Presidente della Repubblica Pertini per le questioni delle Comunità Europee.

Membri:

- **Amb. Piero Calamia**
già Rappresentante Permanente dell'Italia presso le Comunità Europee.
- **Prof. Gabriele De Rosa**
già ordinario di Storia contemporanea all'Università "La Sapienza" di Roma, attualmente Presidente dell'Istituto Luigi Sturzo di Roma.
- **Prof. Ugo De Siervo**
Ordinario di Diritto Costituzionale all'Università degli Studi di Firenze, Membro del Garante per la protezione dei dati personali.
- **Prof. Luigi Vittorio Ferraris**
già ambasciatore d'Italia in Germania e Sottosegretario di Stato.
- **Ing. Flavio Mondello**
già Rappresentante Permanente della Confindustria presso le Comunità Europee e Presidente del Gruppo Piccole e Medie Imprese della Confindustria Europea (UNICE).
- Dott.ssa **Flavia Nardelli**
Segretario Generale dell'Istituto Luigi Sturzo.
- **Prof. Luigi Paganetto**
Ordinario di Economia Internazionale, Preside della Facoltà di Economia dell'Università Tor Vergata di Roma.
- Dott. **Filippo Maria Pandolfi**
già Ministro, Membro italiano dei Consigli dei Ministri Economia-Finanze, Industria e Agricoltura della Comunità Europea e Vice Presidente della Commissione Europea.
- Dott. **Enrico Vinci**
già Segretario Generale del Parlamento Europeo.

Invitati permanenti:

- Ministro Plenipotenziario **Rocco Cangelosi**
Direttore Generale per i problemi dell'integrazione europea del Ministero degli Affari Esteri .
- Dott. **Gerardo Mombelli**
Rappresentante della Commissione Europea in Italia.

INDICE

1. Presentazione del "Gruppo dei 10" p. 5
2. Principii, valori ed obiettivi dell'Unione Europea p. 7
3. Dimensione e composizione della Commissione p. 9
4. Voto nel "Consiglio" e procedure decisionali p. 14
5. Presidenza di turno dell'Unione Europea p. 21
6. Il Parlamento Europeo p. 24
7. Cooperazioni rafforzate p. 28
8. Politica estera, di sicurezza e difesa p. 30
9. Nuovo modello europeo di "governance economica" p. 32
10. Carta dei Diritti fondamentali dell'Unione Europea p. 35
11. Composizione del "Gruppo dei 10" p. 40

PRESENTAZIONE DEL "GRUPPO DEI 10"

Il "Gruppo dei 10", presieduto dall'Amb. Cesidio Guazzaroni, è composto da personalità ed esperti di politica internazionale, europeisti convinti, che per la maggior parte sono stati per lungo tempo attori, con ruoli diversi, del processo di integrazione europeo.

Con le loro proposte, relative al sistema istituzionale ed a taluni aspetti del rafforzamento e dell'ampliamento dell'Unione Europea, intendono portare un contributo realistico d'idee al lavoro già avviato dalla Conferenza intergovernativa per la riforma dei Trattati, resa necessaria dalla prospettiva del futuro ampliamento dell'Unione. Riforma che sarà oggetto di decisione dei 15 Capi di stato e di governo riuniti nel Consiglio europeo di Nizza a fine anno.

I nove temi affrontati dal Gruppo sono :

1. Principii, valori ed obiettivi dell'Unione Europea.
2. Dimensione e composizione della Commissione.
3. Voto nel Consiglio e procedure decisionali.
4. Presidenza di turno dell'Unione Europea.
5. Parlamento Europeo.
6. Cooperazioni rafforzate.
7. Problemi di politica estera, di sicurezza e difesa.
8. Nuovo modello europeo di "governance economica".
9. Carta dei Diritti fondamentali dell'Unione Europea.

Alle proposte il Gruppo è giunto ispirandosi a 4 forti convinzioni :
a) Necessità di una rapida ed approfondita evoluzione del sistema comunitario verso una Unione compiuta tra popoli europei animati dallo stesso ideale, per consolidare la cittadinanza europea, assicurare un duraturo progresso economico e sociale, rafforzare l'identità e l'indipendenza dell'Europa, promuovere la pace e la sicurezza in Europa e nel mondo. E ciò in coerenza con gli ideali ed i princìpii che hanno ispirato i Padri fondatori.

b) Difficoltà di gestire, con le regole attuali, una Unione che si sta progressivamente allargando a Paesi fortemente differenziati tra loro; conseguente necessità di estendere il voto a maggioranza e razionalizzare il funzionamento delle Istituzioni, Parlamento, Commissione, Consiglio, senza alterare il loro equilibrio che rappresenta l'originalità della Comunità.

c) Impegno di non effettuare passi indietro, ma neppure di legare il processo

integrativo al ritmo di chi, per varie motivazioni oggettive, è il più lento; consentire quindi ai paesi più motivati e disponibili, di fungere da traino per raggiungere prima gli obiettivi peraltro unanimemente accettati.
Il metodo delle cooperazioni intergovernative più avanzate tra alcuni Stati membri, già previsto dal Trattato, deve essere reso di più agevole applicazione ed esteso a tutti i settori dell'integrazione mantenendolo nell'ambito istituzionale dell'Unione europea: si potranno così gradatamente trasformare i diversi interessi nazionali in interessi comunitari .

d) Opportunità dell'approvazione di una Carta dei fondamentali valori individuali, sociali e collettivi, modernamente interpretati, che costituiscono l'attuale base comune di libertà dell'Unione.
Questa esigenza è ancor più evidente in una fase di ingresso di altri paesi europei, alcuni dei quali provengono da diverse esperienze costituzionali .

PRINCÌPII, VALORI ED OBIETTIVI DELL'UNIONE EUROPEA

L'Unione Europea, così come è stata realizzata oggi, dopo quasi 50 anni dall'inizio della sua costruzione, non ha nessun precedente nella storia mondiale.
Essa ha una sua originalità, nella sua concezione, negli obiettivi perseguiti ed anche nel suo realizzarsi attraverso un processo evolutivo costante.
Per questo anche il sistema istituzionale che la regge è - e dovrà continuare ad essere - in qualche modo differente dagli ordinamenti costituzionali degli attuali Stati sovrani e democratici.
L'Unione Europea si sta realizzando attraverso l'unione libera e volontaria, senza alcun imperio di forza e con il consenso liberamente espresso dai rispettivi popoli, di quindici Stati europei, sovrani e democratici, di uguale dignità e di diversa tradizione politica e culturale.
I suoi obiettivi fondamentali e permanenti sono chiaramente indicati già nel Trattato di Parigi del 18 aprile 1951, per la "Comunità Europea del carbone e dell'acciaio".
Dice il Preambolo:
"Risoluti a sostituire alle rivalità secolari una fusione dei loro interessi essenziali; a fondare, con l'instaurazione di una Comunità economica, le prime assise di una Comunità più vasta e più profonda fra i popoli per lungo tempo avversi per divisioni sanguinose ed a porre i fondamenti di Istituzioni capaci di indirizzare un destino ormai condiviso".
I Trattati di Roma del 25 marzo 1957, sulla "Comunità Economica Europea" e sulla "Comunità Europea dell'energia atomica" hanno precisato ulteriormente ed ampliato questi obiettivi:
"determinati a porre le fondamenta di un'unione sempre più stretta fra i popoli europei... Risoluti a rafforzare, mediante la costituzione di questo complesso di risorse, le difese della pace e della libertà e facendo appello agli altri popoli d'Europa animati dallo stesso ideale, perché si associno al loro sforzo". Infine il Trattato Maastricht del 7 febbraio 1992 ha ancora aggiunto:
"confermando il proprio attaccamento ai princìpi della libertà, della democrazia e del rispetto dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, nonché dello Stato di diritto.
Esso ha anche chiaramente statuito - per norma dei vecchi e nuovi membri dell'Unione Europea - che un obiettivo fondamentale di essa è quello di: "mantenere integralmente l'acquis comunitario e svilupparlo".
Con l'approvazione della "Carta dei Diritti fondamentali" dei cittadini dell'Unione Europea, attualmente in fase di elaborazione, si arricchirà ulteriormente la serie dei princìpii e dei valori che costituiscono la base e l'ispirazione di tutta l'attuale costruzione europea.
Quello comunitario è, perciò, un sistema istituzionale, complesso e coordinato che, con l'azione congiunta del Parlamento Europeo, del Consiglio Europeo, del Consiglio e della Commissione mira - attraverso il contemperamento unitario degli interessi

nazionali dei singoli Stati membri - a rafforzare parte della sovranità nazionale di ciascuno di essi trasformandola, sotto certi aspetti, in una sovranità comunitaria internazionale.
I poteri legislativo ed esecutivo non sono nettamente separati, ma sono interconnessi, tra Parlamento Europeo, Consiglio Europeo, Consiglio e Commissione.
Da tutto ciò deriva anche l'esigenza che gli Stati membri siano tutti presenti, in qualche modo, nell'ambito delle Istituzioni di vertice dell'Unione Europea.

DIMENSIONE E COMPOSIZIONE DELLA COMMISSIONE EUROPEA

1. La Commissione Europea costituisce l'elemento centrale e il motore di tutto il sistema istituzionale comunitario: essa, infatti, è parte sia del potere legislativo che del potere esecutivo ed ha un diritto esclusivo d'iniziativa in materia di normativa comunitaria.
Non solo, ma essa è anche la "guardiana" dei Trattati; l'ispiratrice delle politiche comunitarie; quella che provvede all'attuazione delle politiche e delle azioni dell'Unione Europea e quella che esprime, in seno al Consiglio Europeo ed al Consiglio, l'interesse comunitario.
Il Trattato di Amsterdam ha ampliato ed anche rafforzato i poteri della Commissione ed in particolare quelli del suo Presidente.
La Commissione Europea, infatti, a seguito dell'entrata in vigore del Trattato di Amsterdam, ha ampliato il suo raggio d'azione e ha acquistato nuovi poteri attraverso la sua partecipazione all'elaborazione e all'attuazione della politica estera, di sicurezza e di difesa comune.
La legittimità del suo Presidente è accresciuta dal fatto che la sua designazione è ora subordinata ad un voto di approvazione da parte del Parlamento Europeo; il che, indubbiamente, rafforza sensibilmente il ruolo del Presidente stesso.
Non solo ma il Presidente della Commissione Europea:
- partecipa, ora, anche alla scelta ed alla designazione dei membri della Commissione stessa, in comune accordo con gli Stati membri;
- dispone di ampi poteri nell'assegnazione dei compiti in seno ad essa;
- fissa gli orientamenti politici della Commissione Europea.

2. Circa la futura dimensione e composizione della Commissione Europea che, a seguito del deciso ampliamento a 13 Stati dell'Europa centro-orientale e del Mediterraneo, potrebbe arrivare, in base alle norme attuali, anche a 35 membri, il parere scritto, formulato dall'attuale Commissione Europea, il 26 gennaio 2000, propone l'opzione tra due soluzioni:
- avere un numero di Commissari inferiore a quello degli Stati membri;
- avere, invece, un cittadino per Stato membro (con la rinunzia da parte dei Paesi membri - i maggiori per popolazione - che ora ne hanno due).
Quale che sia la soluzione adottata la Commissione Europea ritiene indispensabile: "salvaguardare nel contempo, la collegialità, l'efficacia e la decisionalità" di una Istituzione la cui vocazione è quella di rappresentare, con assoluta indipendenza, l'interesse generale e di conciliare le diverse finalità dei Trattati.
Al fine di soddisfare pienamente a queste esigenze fondamentali essa esprime una certa preferenza per la prima delle due soluzioni prospettate, e propone di: "stabilizzare il numero dei membri della Commissione a livello attuale (cioè a venti), definendo le modalità di designazione dei Commissari".

3. La Presidenza finlandese del "Consiglio Europeo" di Helsinki ha, invece, affermato che una Commissione Europea composta da un Commissario per Stato membro sarebbe "la migliore garanzia della sua legittimità".
In questo stesso senso si sono ripetutamente pronunziati, in questi ultimi tempi, a livello di Governo e attraverso Parlamentari ed autorità politiche, la maggioranza dei Paesi che sono presenti oggi, nella Commissione Europea, con un solo membro.
Quasi tutti i Paesi membri che ora sono presenti nella Commissione Europea, con due membri di loro nazionalità, hanno già fatto sapere di rinunziare a questa doppia presenza - accontentandosi di una sola presenza - purché si riveda anche la ponderazione dei voti in seno al Consiglio, tenendo conto del totale della popolazione di ciascun Paese membro.
Per avere, su questo punto, il quadro, ad oggi più completo, occorre anche ricordare che l'attuale Commissione Europea, nel suo "Parere" sopra citato, ha anche fatto presente che, nel caso si adottasse la seconda delle due soluzioni da essa prospettate (cioè un Commissario per ogni Stato membro) essa riterrebbe necessario prevedere:
- un significativo rafforzamento dei poteri del Presidente di attribuire o non attribuire portafogli e servizi ai membri della Commissione. Alcuni Commissari potrebbero essere incaricati solo di missioni specifiche. La scelta spetterebbe al Presidente;
- la possibilità che alcuni Commissari coordinino e dirigano l'azione di taluni dei loro colleghi, sui quali avrebbero autorità; la soluzione più logica sarebbe che il Trattato attribuisse poteri specifici in questo senso ai Vice-Presidenti, il cui numero potrebbe essere superiore a quello attualmente previsto dai Trattati;
- un più ampio potere di direzione politica per il Presidente il cui voto sarebbe preponderante nelle deliberazioni della Commissione e che avrebbe facoltà di opporsi alle iniziative che giudicasse inadeguate; il Presidente avrebbe anche la facoltà di revocare i membri della Commissione;
- nuove regole che consentano ai Commissari di prendere a nome della Commissione o sotto la propria responsabilità decisioni di gestione corrente".

4. Tutto ciò premesso e tenendo, soprattutto, presente, che è già avviato un negoziato per la futura adesione all'Unione Europea di altri 13 Stati dell'Europa centro-orientale e del Mediterraneo, il nostro Gruppo si dichiara favorevole all'adozione, per ora, della seconda soluzione: un Commissario per ogni Stato membro.
Noi riteniamo, cioè, che questo sia il solo modo, ora, anche se con qualche inevitabile complicazione, per assicurare nell'immediato futuro, con un'Unione Europea via via più ampliata, la piena legittimità di tutto il suo sistema istituzionale ed il suo efficace funzionamento.
Siamo anche convinti che questa soluzione sia la migliore per rispettare il principio che - come si è ampiamente ricordato - è alla base fondamentale di tutta la costruzione europea: realizzare e continuamente rafforzare l'unione, libera e volontaria, di Stati europei, sovrani e democratici, di uguale dignità.
E' da tenere presente, inoltre, che l'attuale sistema istituzionale comunitario ha, per

generale riconoscimento, risposto pienamente, finora, alle esigenze di continuo ampliamento ed approfondimento del processo unitario europeo.
Non occorre, quindi, modificarlo subito, profondamente, ma solo adattarlo alle diverse e nuove esigenze dell'immediato futuro ed avendo però, fin d'ora, presenti le nuove esigenze di una Unione Europea, ulteriormente ampliata e rafforzata.
La Commissione Europea ha giustamente posto l'accento sulla necessità di salvaguardare - quale che sia la soluzione adottata - la collegialità, l'efficacia e la decisionalità.
A questo proposito vogliamo ricordare che le difficoltà circa il rispetto massimo possibile di tali esigenze si è già manifestato quando il numero dei membri della Commissione è passato da 9 a 13.
I Trattati prevedono, infatti, che il funzionamento della Commissione Europea sia collegiale.
Vale a dire tutti gli Atti della Commissione Europea (regolamenti, decisioni, proposte al Consiglio, ecc.) debbono essere decisi dalla Commissione stessa, in sede plenaria.
Non è possibile delegare ad uno o più dei suoi membri. Le deleghe sono ammesse solo per decidere delle misure di gestione o di esecuzione nel quadro di orientamenti generali fissati dalla Commissione in plenaria.
Ciò, se il numero dei Commissari supera i quindici, rischia effettivamente di produrre ritardi nell'assunzione di decisioni la cui tempestività può risultare determinante e può anche limitare un maggior approfondimento delle decisioni stesse.
Per ovviare a questi inconvenienti, talvolta pericolosi, nel passato si è fatto ricorso, quando si è trattato di deliberazioni importanti e complesse, a delle "riunioni ad hoc", di preparazione, limitate ai Commissari più direttamente interessati alla materia trattata.
Per i problemi meno controversi ci si è valsi della procedura scritta (dopo una settimana senza risposta, l'Atto é adottato).
Le decisioni della Commissione possono essere prese a maggioranza del numero dei suoi membri, ma, in generale, esse risultano da un consenso unanime.
Secondo la testimonianza di Emile Noël, che è stato Segretario Generale della Commissione per oltre un ventennio: "Quando la Commissione vota, la minoranza è sempre solidale con la decisione presa a maggioranza, che rappresenta da quel momento la posizione della Commissione tutta intera".

CONCLUSIONI

Premesso quanto sopra, il Gruppo ritiene che, per quanto riguarda le dimensioni e la composizione della Commissione europea, salvaguardando anche le esigenze fondamentali della collegialità, dell'efficacia e della decisionalità, si possa seguire lo

schema descritto di seguito:
- La Commissione Europea sarà composta da un numero di membri uguale a quello degli Stati membri ed ogni membro deve essere cittadino di uno Stato membro.
I membri della Commissione saranno scelti in base alla loro competenza generale e purché offrano ogni garanzia di indipendenza.
- I membri della Commissione sono nominati per una durata di cinque anni.
- La Commissione può nominare, fra i suoi membri, da due a cinque Vice-Presidenti.
- Il Presidente della Commissione definisce le linee generali della politica della Commissione e ne sovraintende l'attuazione.
A tal fine si avvale dell'opera di un "Comitato Ristretto", incaricato, in particolare, del coordinamento, della programmazione e della prima elaborazione degli Atti della Commissione.
Del "Comitato Ristretto", che agirà sotto la direzione del Presidente della Commissione, faranno parte i Vice-Presidenti e da 6 a 9 altri membri della Commissione, designati dal Presidente della Commissione. I membri del "Comitato Ristretto" restano in carica per tre anni e sono rinnovabili.
In tal modo:
- si assicura la piena legittimità democratica della Commissione attraverso la partecipazione, in vario modo, di tutti i Membri della Commissione all'esercizio del potere legislativo e del potere esecutivo;
- si rafforzano i poteri del Presidente il quale, oltre ad elaborare la linea politica della Commissione e le sue priorità, ne potrà meglio assicurare la collegialità, la direzione unitaria, il coordinamento e l'attuazione tempestiva con l'ausilio del "Comitato ristretto" da lui stesso presieduto e designato;
- il graduale aumento dei Vice-Presidenti e dei membri del "Comitato Ristretto" consentirà di adeguarsi alle, eventuali, nuove e diverse esigenze dell'immediato futuro e al graduale aumento del numero degli Stati membri.
Va anche tenuto presente che, adottando questa soluzione, la Commissione che dovrà entrare in funzione il 1° gennaio 2005, sarà composta da un numero di membri inferiore a quello attuale (20) che è anche il numero massimo ora indicato dalla Commissione nella prima opzione.
Ma guardando più lontano, quando cioè con il continuo approfondimento ed ampliamento dell'Unione Europea, la Commissione, per svolgere appieno la sua azione di motore della costruzione europea, avrà bisogno di una maggiore concentrazione dei suoi poteri attraverso anche la riduzione del numero dei suoi membri, il Gruppo ritiene che converrebbe, fin d'ora, inserire nel Trattato una clausola che preveda la possibilità di passare, al momento che sarà ritenuto più opportuno, ad una Commissione con un numero fisso di membri, in rapporto alle funzioni ed ai compiti da ripartire fra essi piuttosto che al numero crescente dei Paesi membri, e salvaguardando la possibilità per il Consiglio, deliberante all'unanimità (come previsto dai Trattati in vigore), di modificare il numero dei membri della Commissione stessa.

La partecipazione degli Stati membri potrebbe essere assicurata in forme diverse. Occorre, comunque, sempre tener presente che le modifiche nella composizione della Commissione sono collegate alle norme riguardanti la ponderazione dei voti dei Paesi membri e l'esercizio della Presidenza di turno del Consiglio.

VOTO NEL "CONSIGLIO" E PROCEDURE DECISIONALI

1. L'attuazione del mercato unico europeo; la creazione della moneta unica europea (l'Euro); i progressi realizzati nel campo della libertà e della giustizia ed in quelli della politica estera e della difesa, sommandosi alla decisione intervenuta di avviare i negoziati per la futura adesione all'Unione Europea di 13 Paesi dell'Europa centro-orientale e del Mediterraneo, rendono, ora, assolutamente necessario anche l'immediato adeguamento alla realtà nuova - in atto ed a venire - delle procedure decisionali comunitarie ed, in particolare, del voto nel "Consiglio".
Occorre farlo avendo, però, sempre presente l'originalità del sistema istituzionale comunitario e di tutto il processo della costruzione europea.
Questa si è realizzata sin qui, con successo, obbedendo sempre, nella sua continua evoluzione, al principio di una certa gradualità e progressività; ciò è stato reso necessario, soprattutto, dalla necessità di trasformare gradualmente, con il libero consenso degli Stati membri, i singoli e talvolta divergenti, interessi nazionali in interessi comunitari.
L'osservanza di questo principio di gradualità ed anche di progressività è intervenuta fin dall'inizio della costruzione europea quando si è deciso che il mercato comune (allora solo fra sei Paesi) sarebbe stato "progressivamente instaurato nel corso di un periodo transitorio di dodici anni".
Questo periodo transitorio fu, a sua volta, suddiviso in : "tre tappe di quattro anni ciascuna".
A ciascuna delle tre tappe fu assegnato il raggiungimento di determinati obiettivi e fu anche stabilito che, contemporaneamente al conseguimento di certi progressi nel processo comunitario, si sarebbe passati, nel voto del Consiglio, dall'iniziale voto all'unanimità a quello della maggioranza qualificata ed anche, in prosieguo, a quello della maggioranza semplice.
Questa impostazione iniziale (quando i Paesi membri della "Comunità economica europea" e della "Comunità europea dell'energia atomica" erano solo sei) è stata, poi, sempre mantenuta ed osservata anche quando, successivamente, il numero dei Paesi membri è aumentato prima a 9, poi a 10, poi a 12 ed infine a 15.
Essa, a nostro parere, va mantenuta ed osservata anche nel prossimo futuro quando l'Unione Europea accrescerà, gradualmente, il numero dei suoi Paesi membri fino a raggiungere, almeno, quello di 28.
Il progresso graduale che è intervenuto finora, in materia di voto nel Consiglio, si può riassumere nei seguenti termini.
Con l'Atto unico del 1986, la regola dell'unanimità è stata sostituita con la regola della maggioranza qualificata: "per tutte le misure relative al ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri che hanno per oggetto l'instaurazione ed il funzionamento del mercato interno" (art. 100 A), nonché per la sospensione autonoma dei dazi della tariffa esterna Comune e per

le restrizioni alla libera prestazione dei servizi.
Prima dell'Atto unico le decisioni a maggioranza qualificata rappresentavano solo un terzo delle decisioni del Consiglio; dopo l'Atto unico esse sono aumentate a tre quarti.
Però l'Atto unico ha introdotto anche dei capitoli nuovi di azione comunitaria e per questi, trattandosi ancora di periodo iniziale, si è fatto ricorso, quasi sistematico, alla regola dell'unanimità.
Trascorsi ormai oltre 14 anni sembra giunto il momento per passare, anche in questi capitoli nuovi, dalla regola dell'unanimità a quella della maggioranza qualificata.
Del resto già il Trattato di Amsterdam, del 7 giugno 1997, ha deciso un tale passaggio per le seguenti materie: orientamenti ed azioni d'incoraggiamento in materia di occupazione; esclusione sociale; libera circolazione delle persone; regimi speciali per gli stranieri, sanità pubblica, uguaglianza di opportunità e uguaglianza di trattamento per uomini e donne; ricerca e sviluppo tecnologico; lotta contro la frode; cooperazione doganale; statistiche protezione dei dati; regioni ultraperiferiche.

2. Passando all'esame delle singole forme di votazione vogliamo, anzitutto, ricordare che l'art. 148 del Trattato per la Comunità economica europea e l'art. 118 del Trattato per la Comunità europea dell'energia atomica, entrambi firmati a Roma il 25 marzo 1957, dispongono ugualmente:
"Salvo contrarie disposizioni del presente Trattato, le deliberazioni del Consiglio sono valide se approvate a maggioranza dei membri che lo compongono".
Questo disposto, è bene sottolinearlo, è stato mantenuto integralmente durante tutti i 43 anni trascorsi, nonostante si siano verificati, in questo stesso periodo, eventi fondamentali lungo il graduale processo della costruzione europea: è variato, come si è già ricordato, il numero dei Paesi membri; passati da 6 a 9; da 9 a 10; da 10 a 12 e da 12 a 15; sono stati firmati e ratificati, con l'approvazione del Parlamento europeo e dei singoli Parlamenti nazionali: l'Atto unico del febbraio 1986; il Trattato di Maastricht del febbraio 1992; il Trattato di Amsterdam del 7 giugno 1997.
E' questo, certo, da considerarsi un "acquis communautaire" e come tale va rispettato da tutti i Paesi membri, presenti e futuri.
Ciò comporta, senza alcun dubbio, che le deliberazioni del Consiglio debbano essere adottate, di regola, a maggioranza semplice non solo quando ciò sia espressamente richiesto dai Trattati ma anche quando i Trattati stessi non dispongano circa il modo di votazione.

3. Il voto a maggioranza qualificata dovrà continuare ad essere applicato, come per il passato, alle decisioni di portata generale e di particolare importanza e, man mano che la costruzione europea avanza e si rafforza, essa deve sostituire gradualmente - come è avvenuto nel corso dei passati 43 anni - il voto all'unanimità.

4. A sua volta il voto all'unanimità, proprio in osservanza, ed in proiezione, della

disciplina formale e dell'attuazione pratica finora seguite, dovrà, d'ora in poi, avere carattere eccezionale e dovrà essere, perciò, riservato solo ad un numero ristretto di decisioni.
E' da tener presente, a questo proposito, che il passaggio dall'unanimità alla maggioranza qualificata può avvenire anche prevedendo due gradi, connessi, di decisione.
Un esempio significativo a questo riguardo ci sembra la soluzione adottata dal Trattato di Maastricht in materia di politica estera e di sicurezza comune: uno dei "Capitoli nuovi" introdotti dall'Atto unico.
L'articolo J3 (attualmente art. 13 della versione consolidata del Trattato sull'U.E.) stabilisce, infatti, che spetti al "Consiglio Europeo", attraverso il libero consenso, di fissare gli "Orientamenti generali" di politica estera ma che spetta, poi al "Consiglio" di adottare, a maggioranza qualificata, il principio di un'azione comune, fissandone la portata precisa, gli obiettivi generali e particolari che l'Unione si prefigge nella realizzazione di detta azione nonché i mezzi, le procedure, le condizioni e, se necessario, la durata, applicabili alla sua attuazione.

5. Nel fissare le modalità per la validità del voto a maggioranza semplice ed a maggioranza qualificata è, però, necessario introdurre esplicitamente l'elemento del peso demografico di ciascun Paese membro dell'Unione Europea.
Ciò lo si deve fare, fra l'altro, se si vuol dare una chiara prova di volontà di trasparenza nei confronti dei cittadini europei e se si vuole dare attuazione a quella parte del Preambolo del Trattato di Maastricht che incita a "portare avanti il processo di creazione di un'unione sempre più stretta fra i popoli dell'Europa, in cui le decisioni siano prese il più vicino possibile ai cittadini".

6. Voto a maggioranza semplice - Nel 1957, nella sua fase iniziale cioè, la Comunità europea era composta, come si è già ricordato, da Sei Paesi membri: di questi, 3 (Germania, Francia, Italia) erano con popolazione superiore ai 50 milioni di abitanti e 3 con popolazione fino a 15 milioni di abitanti (Belgio, Lussemburgo, Paesi Bassi).
Due gruppi che, numericamente, si equivalevano, ma la maggioranza semplice essendo di 4, non poteva praticamente prodursi una contrapposizione di gruppo.
Differente si rivelò la situazione per quanto riguarda la maggioranza qualificata.
Essendo stato attribuito, come ponderazione del voto, il valore 4, ugualmente, a Germania, Francia ed Italia (in totale 12), il valore 2 a Belgio ed Olanda ed il valore 1 al Lussemburgo (in totale 5) si stabilì, ad evitare la preponderanza di un gruppo sull'altro, che le deliberazioni a maggioranza qualificata sarebbero state valide con 12 voti se su proposta della Commissione ma con "dodici voti che esprimano la votazione favorevole di almeno 4 membri, negli altri casi".
Questo criterio di evitare, in presenza di gruppi di Paesi di assai diverso peso demografico, la preponderanza dell'uno sull'altro o una continua contrapposizione dell'uno contro l'altro, è stato sempre mantenuto in tutte le successive modalità di

voto nel Consiglio.
Ancora oggi i Paesi maggiori (per popolazione), tutti uniti, non possono costituire, da soli, la maggioranza qualificata: hanno bisogno dell'apporto di almeno un Paese del gruppo dei minori (per popolazione).
La stessa situazione ha il gruppo dei Paesi minori (per popolazione): non possono costituire, da soli, la maggioranza qualificata senza l'apporto di almeno un Paese dell'altro gruppo.
Nel prosieguo del tempo però, con il successivo aumento del numero dei Paesi membri dell'Unione Europea, il divario numerico tra il Gruppo di Paesi di maggiore popolazione e quello del Gruppo di Paesi di minore popolazione si è andato via via accrescendo ed ora, con il previsto ampliamento dell'Unione Europea ad oltre 28 Paesi membri, assume proporzioni sempre maggiori. Anche inserendo tra i Gruppi dei maggiori e dei minori, un gruppo dei medi, si passa dall'attuale rapporto: 5 maggiori a 6 medi ed a 4 minori, al rapporto 7 maggiori, 10 medi, 11 minori.
Di conseguenza l'elemento popolazione deve, necessariamente, essere introdotto, ora, come elemento obiettivo di equilibrio generale, in tutte le modalità di voto nel Consiglio.
Quindi anche nel voto a maggioranza semplice, nel rispetto delle modalità fissate fin dalla fase iniziale, occorrerà aggiungere all'elemento della maggioranza del numero dei Paesi membri, quello di "almeno il 51% della popolazione totale dell'Unione Europea".
A maggior ragione l'elemento popolazione dovrà essere introdotto anche nel definire la ponderazione dei voti e nel voto a maggioranza qualificata.

7. Voto ponderato ed a maggioranza qualificata.
Per il voto ponderato, ad evitare un nuovo difficile confronto fra tutti i Paesi membri e mantenendosi nell'area dell'"acquis communautaire" converrebbe, a nostro parere, continuare con la ponderazione ora in atto tra gli attuali 15 Paesi membri dell'Unione Europea (in allegato Tabella 1).
Questa, perciò, dovrebbe essere applicata, successivamente, anche ai Paesi membri di nuova, futura, adesione (in allegato Tabella 2).
L'attuale ponderazione trova la sua giustificazione obiettiva nel riferimento ai seguenti parametri di popolazione che prevedono anche un certo distacco tra i vari raggruppamenti.
- valore 10 ai Paesi con oltre 50 milioni di abitanti;
- valore 8 ai Paesi da 25 a 45 milioni di abitanti;
- valore 5 ai Paesi da oltre 9 milioni di abitanti a 25 milioni di abitanti;
- valore 4 ai Paesi da 6 a 9 milioni di abitanti;
- valore 3 ai Paesi da 2 a 5 milioni di abitanti;
- valore 2 ai paesi fino a 2 milioni di abitanti.

La soglia dovrebbe restare, proporzionalmente, uguale a quella attuale ma, per la validità della decisione a maggioranza qualificata essa dovrebbe rappresentare anche

il 65% della popolazione totale dell'Unione Europea.

8. Voto all'unanimità

Come si è già detto, in contemporaneità con l'avvenuto rafforzamento ed il previsto ampliamento dell'Unione Europea, dovrebbe ora proseguire il graduale movimento, già da tempo iniziato, per passare dal voto all'unanimità al voto a maggioranza qualificata nelle decisioni del "Consiglio".

D'ora in poi il ricorso al voto unanime dovrebbe avere carattere del tutto eccezionale e dovrebbe essere applicabile solo a certe materie.

Queste potrebbero essere le seguenti:

- questioni che implicano una ratifica da parte degli Stati membri;
- decisioni di cui si raccomanda l'adozione da parte degli Stati membri conformemente alle loro norme costituzionali;
- decisioni istituzionali essenziali e decisioni che influiscono sull'equilibrio istituzionale;
- decisioni nel settore della fiscalità, introducendo, però, il voto a maggioranza qualificata anche in questa materia:
  - quando è necessario per il buon funzionamento del mercato interno;
  - quando i blocchi provocano discriminazione, doppia imposizione od evasione fiscale;
- decisioni nel settore della sicurezza sociale.
- decisioni per lotta contro le frodi.

CONCLUSIONI

In sintesi il Gruppo si esprime in favore:

- del rispetto della **maggioranza semplice**, come è precisamente stabilito nei successivi Trattati comunitari come regola del voto nel Consiglio e introducendo l'elemento popolazione (almeno il 51% della popolazione dell'Unione);
- della generalizzazione del voto a **maggioranza qualificata**, applicando la ponderazione, ora in atto, anche ai nuovi Paesi attualmente candidati all'adesione e integrandola anch'essa con l'elemento popolazione (almeno i 65% della popolazione dell'Unione);
- di limitare il ricorso all'**unanimità** a determinate materie e non per singolo articolo di Trattato.

Tabella 1

Popolazione dei singoli Paesi membri e relativo voto ponderato

	Popolazione	Voto ponderato	
Belgio	10.100.000	5	
Danimarca	5.200.000	3	
Germania	81.200.000	10	
Grecia	10.400.000	5	
Spagna	39.100.000	8	
Francia	57.100.000	10	
Irlanda	3.600.000	3	
Italia	57.100.000	10	
Lussemburgo	400.000	2	
Paesi Bassi	15.300.000	5	
Austria	7.900.000	4	
Portogallo	9.900.000	5	
Finlandia	5.100.000	3	
Svezia	8.700.000	4	
Regno Unito	58.000.000	10	
Totale	366.650.000	Totale 87	Soglia 62

Tabella 2

Popolazione dei singoli Paesi candidati

Bulgaria	8.283.000
Cipro	740.000
Repubblica Ceca	10.200.000
Estonia	1.500.000
Ungheria	10.100.000
Lettonia	2.458.000
Lituania	3.704.000
Malta	371.000
Polonia	38.600.000
Romania	22.526.000
Slovacchia	5.388.000
Slovenia	1.900.000
Turchia	63.000.000
Totale	169.279.157

PRESIDENZA DI TURNO DELL'UNIONE EUROPEA

Il sistema di rotazione semestrale della Presidenza venne fissato dal Trattato istitutivo della Comunità a sei, del 1957.
Le disposizioni del Trattato di Roma sulla rotazione sono state riprese dal Trattato istitutivo del Consiglio Unico e della Commissione unica delle Comunità Europee del 1965 e da quelli successivi.
In una Comunità a sei, la rotazione comportava l'esercizio della Presidenza ogni tre anni. Il trattato stabiliva anche l'ordine di rotazione, che seguiva quello alfabetico (Belgio, Deutchland/Germania, Francia, Italia, Lussemburgo, Paesi Bassi). La lista è stata aggiornata con i successivi ampliamenti.
La sola innovazione introdotta dal 1957 riguarda l'ordine di rotazione che, dopo Maastricht, non è più precisata nel Trattato, ma è fissata dal Consiglio che delibera all'unanimità (art. 203 della versione consolidata del Trattato).
Passata la Comunità, progressivamente, dai sei ai quindici Paesi membri, la cadenza dell'esercizio della presidenza si è allungata dai 3 anni originari agli oltre sette attuali.
Nella prospettiva dei futuri ampliamenti, i tempi si allungherebbero ai 13-15 anni, ben al di là della prevedibile durata politica di qualsiasi governo. Per un turno di Presidenza di soli sei mesi.
Parallelamente, i compiti della Presidenza si sono accresciuti sia sul piano interno - il Consiglio si riunisce in oltre 20 composizioni diverse - che su quello internazionale. Inoltre le disposizioni relative alla politica estera, di sicurezza e di difesa comune (PESC) impongono alla Presidenza nuove e maggiori responsabilità - come è noto, il ruolo della Commissione in questo campo non è, per ora, primario - che appaiono del tutto incompatibili con la rotazione semestrale.
Inoltre, la già notevole diversità della composizione dell'Unione è destinata ad accentuarsi - basti pensare, ad esempio, ai Paesi Baltici, a Malta e Cipro - per immaginare che si possa affidare ad una successione di Paesi l'esercizio di una Presidenza, che deve far sentire la voce dell'Unione nel mondo e può anche dover decidere, nelle condizioni previste dai Trattati, operazioni militari.
E' difficilmente immaginabile che l'Unione possa essere rappresentata in modo credibile da 25-30 Paesi che si alternano alla Presidenza ogni sei mesi.
Si pone il problema di modificare il sistema per assicurare una maggiore continuità - e quindi coerenza - nell'azione della Presidenza ed una migliore ripartizione dei crescenti impegni derivanti dall'esercizio di essa.
Il nostro Gruppo ritiene che le linee di una possibile riforma potrebbero essere le seguenti:
- stabilire un turno di rotazione di 18 mesi;
- raggruppare i Paesi membri, a seconda della loro popolazione e della ponderazione di voti loro riconosciuti in tre fasce (grandi, medi, piccoli ad esempio fino a 6 milioni; da 7 a 35 milioni; oltre i 35 milioni di abitanti);

- affidare la Presidenza ad un gruppo di Paesi, comprendente almeno un Paese della prima fascia ed uno o due Paesi della seconda e terza fascia di popolazione.

Immaginando complessivamente cinque gruppi di Paesi, si potrebbero costituire dei raggruppamenti più equilibrati anche dal punto di vista geografico ed assicurare una ragionevole cadenza dell'esercizio della Presidenza (ogni sette anni e mezzo). Si assicurerebbe inoltre una maggiore rappresentatività della Presidenza per gli impegnativi compiti ad essa affidati nell'attuale fase della costruzione politica europea.

Si verrebbe a costituire una forma di Presidenza collegiale nella quale sarebbe riconosciuto un ruolo di coordinamento al Paese di maggior popolazione. La molteplicità delle formazioni del Consiglio consentirebbe, a ciascun Paese del gruppo, di esercitare la Presidenza di alcuni Consigli e anche di ospitare una sessione del Consiglio Europeo la cui Presidenza dovrebbe peraltro restare affidata al Paese coordinatore - così come la Presidenza del Consiglio Affari Generali e dell'Ecofin.

Il Gruppo considera sufficiente affermare nel Trattato il principio della Presidenza per gruppi di Paesi o la sua durata lasciando al Consiglio di fissare all'unanimità o ad una maggioranza qualificata le modalità.

CONCLUSIONI

Proposta di nuovo Art. 203

1. Omissis.....

2. Ai fini dell'esercizio della Presidenza di turno del Consiglio, i Paesi membri sono suddivisi in tre fasce, a seconda della loro popolazione (ad esempio: fino a 6 milioni; da 7 a 35 milioni; oltre i 35 milioni di abitanti).

La Presidenza è esercitata per un periodo di 18 mesi da un gruppo di Paesi comprendenti almeno un Paese della fascia con maggiore popolazione ed uno o due Paesi compresi nella fascia di popolazione intermedia o più bassa.

Al Paese con maggiore popolazione è affidato il coordinamento generale della Presidenza, l'esercizio della Presidenza del Consiglio europeo, del Consiglio Affari Generali e dell'Ecofin.

Per ogni ciclo di rotazione, ciascun Paese membro deve essere associato all'esercizio della Presidenza.

Il Consiglio deliberante a maggioranza qualificata (o all'unanimità), definisce la composizione dei gruppi di Presidenza e le modalità di ripartizione dei compiti di ciascun Gruppo.

P.S. Un'ipotesi alternativa di modifica potrebbe essere quella di stabilire l'elezione del Presidente di turno (per 1-2 anni o 18 mesi) da parte del Consiglio europeo eventualmente assistito da vicepresidenti. L'elezione, tuttavia, modificherebbe in qualche modo la natura dell'incarico e potrebbe essere presa in considerazione come ultima via d'uscita per evitare la situazione insostenibile risultante dalla rotazione semestrale di venticinque-trenta Paesi alla Presidenza. Anche questa formula richiederebbe ovviamente una modifica del Trattato.

IL PARLAMENTO EUROPEO

Due sono le questioni sulle quali il Gruppo auspica decisioni della Conferenza intergovernativa:
1) la composizione del Parlamento
2) il ruolo del Parlamento nella struttura istituzionale dell'Unione.

La composizione del Parlamento.

L'articolo 189 (ex art. 137) dei Trattati consolidati indica che "il numero dei Membri del Parlamento Europeo non può essere superiore a 700".
L'art. 190 (ex art. 138) indica inoltre che in caso di modifiche del Par. 2 dello stesso art. 190 (che fissa la ripartizione dei seggi per ciascuno Stato membro dell'Unione) "il numero dei rappresentanti eletti in ciascuno Stato membro deve garantire un'adeguata rappresentanza dei popoli degli Stati riuniti nella Comunità".
Queste due disposizioni dovrebbero essere confermate:
a) perché un Parlamento di oltre 700 Membri risulterebbe inefficace e privo di reale capacità politica e funzionale;
b) perché è impossibile immaginare un rapporto matematico fra popolazione ed eletti senza giungere a risultati impraticabili (già oggi, nell'Unione dei 15, se si applicasse il criterio proporzionale con riferimento al minimo di 6 deputati per il Lussemburgo, si avrebbe un Parlamento di 5540 deputati!). Come recita il Trattato, la rappresentanza deve essere "adeguata", non "uguale" in tutti e per tutti i Paesi.
Ne consegue che l'unica formula possibile è quella della "proporzionale regressiva" che, attribuendo un numero fisso di seggi al Paese meno popolato, tiene poi conto della popolazione degli altri Stati senza tuttavia ricorrere ad un calcolo proporzionale rigido.
Questa formula è attualmente praticata:
- un deputato europeo rappresenta oggi, approssimativamente 590.400 cittadini (66.000 per il Lussemburgo e 820.202 per la Rep. Federale di Germania) ma occorre ricordare che nel 1952 il Lussemburgo disponeva di 4 seggi (uno per circa 75.000 cittadini e la Germania Federale di 18 seggi (uno per circa 3,5 milioni di cittadini)!
- pur assicurando a tutti gli Stati, indipendentemente dalla loro popolazione, un minimo di seggi, si tiene conto (anche se relativamente) delle popolazioni dei Paese più grandi.
- si "compensa" lo squilibrio di rappresentanza proporzionale prevedendo che i voti politicamente più importanti siano espressi dal Parlamento con maggioranze qualificate, il che comporta la necessità, per il Parlamento, di ricercare, nel suo ambito, consensi assai larghi non solo fra le forze politiche, ma anche fra parlamentari di diversa nazionalità. E' opportuno ricordare, a questo proposito, la specificità del Parlamento Europeo nel quale si incrociano due tendenze, quella

politica e quella degli interessi nazionali che concorrono entrambe alla costituzione delle maggioranze richieste.

Sulla base di queste considerazioni il Gruppo propone:

a) la conferma del numero massimo di 700 Membri del Parlamento rappresentante i popoli riuniti in una Unione di 28 Paesi, come - del resto - ha proposto lo stesso Parlamento Europeo;

b) la conferma del principio di una rappresentanza "adeguata" di tutti i singoli Paesi (escludendo, proposte che immaginano una "rappresentanza regionale" quale potrebbe essere quella, ad esempio, dei Paesi Baltici" o della "Penisola Iberica", etc.);

c) la continuazione dell'applicazione del metodo della "Proporzionale Regressiva" che consente di fissare un minimo di rappresentanti per i Paesi più piccoli e poi, sulla base di questo minimo, applicare un sistema di proporzionalità regressiva per gli altri Paesi;

A questo scopo è utile, per i parametri di riferimento, tenere conto della tavola seguente:

Stati Membri	**Popolazione**	**Stati Membri**	**Popolazione**
Malta	371.000	Portogallo	9.900.000
Lussemburgo	400.000	Belgio	10.100.000
Cipro	740.000	Ungheria	10.100.000
Estonia	1.500.000	Rep. Ceca	10.200.000
Slovenia	1.900.000	Grecia	10.400.000
Lettonia	2.458.000	Paesi-Bassi	15.300.000
Irlanda	3.600.000	Romania	22.526.000
Lituania	3.704.000	Polonia	38.600.000
Finlandia	5.100.000	Spagna	39.100.000
Danimarca	5.200.000	Italia	57.100.000
Slovacchia	5.388.000	Francia	57.600.000
Austria	7.900.000	Regno Unito	58.000.000
Bulgaria	8.283.000	Turchia	63.000.000
Svezia	8.700.000	Germania	81.200.000

Totale 538.370.000

Nell'ipotesi di assegnare un minimo di 4 deputati a ciascuno dei Paesi che abbiano meno di un milione di cittadini (Malta, Lussemburgo e Cipro), si potrebbe successivamente calcolare il numero ulteriore dei seggi per "tranches successive" di un milione, un milione e mezzo, due milioni, e così via. (Già oggi, ripetiamo, la Rep. Fed. di Germania ha una rappresentanza parlamentare europea di un deputato per 820.000 cittadini);

d) fissazione di un termine per l'adozione di un sistema elettorale uniforme. Basterebbe indicare termini perentori entro i quali, rispettivamente il Parlamento, il Consiglio e successivamente, gli Stati membri siano "costretti" a pronunciarsi su una proposta (che potrebbe essere elaborata, ad esempio, con la stessa procedura seguita per la "Carta dei Diritti" e cioè attraverso una "Conferenza" nelle quali siano rappresentati il Parlamento Europeo, i Parlamenti Nazionali, il Consiglio e la Commissione Europea);

e) quale che sia il sistema elettorale, la riserva a "liste europee" da parte di ciascun Paese di un certo numero di seggi (per esempio da 1 a 5), il che consentirebbe di rafforzare sensibilmente la crescita dei partiti politici europei la cui importanza è riconosciuta dall'art. 191 (ex art. 138 A) dei Trattati.

Il ruolo del Parlamento nella struttura istituzionale dell'Unione

Il Gruppo ritiene:

1) che non si possa contestare al Parlamento europeo il ruolo di "motore politico" dell'Unione. Chi rappresenta i popoli dell'Unione attraverso il suffragio universale è il Parlamento (e non il Consiglio o anche la Commissione) che deve proporre e stimolare la crescita dell'Unione. In questo quadro il Parlamento ha un "potere di proposta costituente" legittimato dal suffragio popolare, anche se questo suo "potere" è poi subordinato ad un processo decisionale più complesso e articolato che coinvolge i Parlamenti nazionali, i Governi e le altre Istituzioni Comunitarie.
Sarebbe molto utile che nel nuovo Trattato fosse formalmente riconosciuto questo ruolo del Parlamento, che esso, del resto, già assolve (un esempio per tutti, il "rapporto Spinelli") ma che assumerebbe dignità istituzionale se inserito nel Trattato;

2) che per quanto riguarda il diritto di iniziativa, sia sufficiente il disposto del secondo comma dell'art. 192 (ex art. 138 b) del Trattato attuale che tuttavia potrebbe essere completato riconoscendo al Parlamento il diritto di avanzare proposte per la formulazione di atti comunitari alla Commissione, la quale, comunque, dovrebbe conservare il potere di iniziativa formale;

3) infine, che sia possibile semplificare le procedure attuali di intervento del Parlamento nella formazione degli atti comunitari:
- confermando un potere di ratifica degli atti internazionali che dovrebbe precedere l'(eventuale) intervento di ratifica dei Parlamenti nazionali;
- prevedendo che in tutti i casi in cui il Consiglio decide a maggioranza, qualificata o meno - si instauri il procedimento della "doppia approvazione" (co-legislazione);
- immaginando una procedura che consenta al Parlamento, magari con una maggioranza dei 3/5 dei suoi Membri ed entro un termine stabilito (tre mesi), di "sospendere" una decisione del Consiglio anche quando è stata approvata all'unanimità e salva una successiva identica decisione del Consiglio stesso. Si tratterebbe di un potere negativo ma consentirebbe la consultazione del Parlamento su tutti gli atti sottoposti a delibera del Consiglio e aprirebbe la strada ad un più sostanziale equilibrio fra la Camera degli Stati e dei Governi" (il Consiglio) e la "Camera dei popoli" (il Parlamento).

CONCLUSIONI

I suggerimenti avanzati dal Gruppo sono lungi dall'essere la traduzione di tutto quanto è auspicabile in un'Unione (di tipo federale) che ponga al centro della sua struttura istituzionale e di funzionamento il Parlamento eletto direttamente dai cittadini. Ma com'è noto, l'Unione ha ancora due anime, quella "intergovernativa" e quella "sovranazionale". In un difficile e complesso sistema di coesistenza, rafforzare il ruolo del Parlamento - l'unica delle istituzioni dell'Unione che non sia di origine o di composizione intergovernativa - significa rafforzare la natura "sovranazionale" (o di tipo federale) dell'Unione, il che non è ancora da tutti accettato.
Nel quadro degli obiettivi che la Conferenza Intergovernativa attualmente in corso si è assegnata è difficile immaginare altre proposte che abbiano possibilità di essere accolte.

Infine il Gruppo sottolinea che, in ogni caso, l'ulteriore Trattato richiede l'approvazione del Parlamento Europeo e quella dei Parlamenti nazionali. La cooperazione fra Parlamento Europeo e Parlamenti Nazionali rimane, in ogni caso, assolutamente indispensabile: nell'idea che il rafforzamento del ruolo del Parlamento europeo non si traduce in un indebolimento del ruolo dei Parlamenti Nazionali ma, al contrario, in un rafforzamento del potere Parlamentare. E, quindi, della democrazia.

COOPERAZIONI RAFFORZATE

I successivi ampliamenti della Comunità porteranno non solo ad un notevole aumento di Stati membri ma anche a forti differenziazioni al suo interno : tradizioni culturali e politiche diverse, situazioni socio-economiche fortemente squilibrate, capacità concorrenziali non comparabili, difficoltà per realizzare un unico mercato interno interamente liberalizzato, conseguenze difformi nei casi di applicazione del principio di sussidiarietà .

Si confronteranno inoltre capacità e volontà differenziate nel perseguire un cammino che porti all'integrazione politica e ad una completa unione economica e monetaria, nell'accettare forti e rapidi progressi nel campo della comune politica estera di sicurezza e difesa, tenuto conto anche di capacità militari fortemente differenziate, nel realizzare rapidi sviluppi di approfondite azioni comuni per fornire ai cittadini un elevato livello di sicurezza in uno spazio di libertà, sicurezza e giustizia.

E' difficile immaginare una Comunità ampliata che possa, con velocità uniforme per tutti i paesi Membri, conseguire gli obiettivi dell'attuale e delle future fasi di integrazione. D'altra parte anche prevedere ritmi lenti significa rischiare il ripiegamento su formule minime o inefficaci di integrazione.

Il Gruppo fa riferimento al campo delle cooperazioni tra Stati membri che debbono essere trasferite dal contesto intergovernativo al quadro istituzionale comunitario, come previsto dal Trattato. Questo, tuttavia, impone condizioni molto restrittive che di fatto già oggi impediscono di cogliere tale opportunità.

In una Comunità allargata ciò diventerà impossibile.

E' invece indispensabile che i membri determinati e capaci di realizzarle, possano rafforzare le loro cooperazioni, per il concreto e, quanto opportuno, accelerato raggiungimento di obiettivi finali condivisi da tutti gli Stati membri: si trasformerebbero cosi da cooperazioni a veri e propri processi integrativi.

Si creeranno pertanto, all'interno del sistema comunitario, gruppi di paesi disposti al traino in campi strategici, quali lo spazio europeo di libertà, sicurezza e giustizia per i cittadini, quello della politica estera e di sicurezza ed in altri campi previsti da politiche della Comunità Europea.

E' dunque assolutamente urgente una riforma dei Trattati al riguardo.

CONCLUSIONI

Le proposte di riforma avanzate dalla Commissione per allargare il campo delle cooperazioni rafforzate al di là dello spazio europeo di libertà, sicurezza e giustizia e per modificarne il processo decisionale, sono una base condivisibile per le seguenti

proposte del nostro Gruppo :

1. Eliminare la possibilità per uno Stato membro di porre il veto in sede di Consiglio europeo alla autorizzazione di cooperazione rafforzata, accordata dal Consiglio a maggioranza qualificata (soppressione del secondo comma dell'articolo 11, paragrafo 2, del Trattato UE);
2. Fissare a un terzo degli Stati membri, con una popolazione complessiva anch'essa di almeno un terzo di quella comunitaria, il numero minimo di Stati necessario per instaurare una cooperazione rafforzata nel quadro del Trattato;
3. Prevedere la possibilità, a determinate condizioni, di cooperazioni rafforzate nel settore della politica estera e di sicurezza comune e di difesa, ed in altri campi d'azione della Comunità Europea nei quali il Trattato incoraggia la cooperazione tra Stati membri: in particolare la cultura, ivi compreso l'audiovisivo, e la sanità; inoltre l'ambiente, per quanto concerne la cooperazione con paesi terzi e con Organizzazioni competenti .

POLITICA ESTERA, DI SICUREZZA E DIFESA

I temi della Politica Estera, della Sicurezza e della Difesa sono ormai al centro dell'attenzione dell'Unione Europea e costituiscono il banco di prova per la trasformazione dell'Unione Economica e Monetaria in Unione Politica.
Si tratta di un'evoluzione collegata al profondo mutamento delle relazioni internazionali; seguito alla caduta del Muro di Berlino. I Trattati di Maastricht ed Amsterdam, che hanno definito ambiziosi obiettivi di politica estera, di sicurezza e di difesa dell'Unione Europea, sono stati negoziati infatti negli anni Novanta.
Tali nuove prospettive segnano anche il logico coronamento di un processo d'integrazione che ha fatto dell'Unione Europea una grande Potenza sul piano economico-commerciale e presto anche monetario. Non si può immaginare che una Grande Potenza economico-finanziaria possa evitare dirette responsabilità politiche nella gestione delle crisi internazionali, a cominciare da quelle che si sono manifestate in Europa.
Si tratta di un processo di medio-lungo periodo, che è stato, però, già avviato.
Nella Conferenza intergovernativa in corso, la Commissione ha proposto - e molti Paesi membri condividono tale impostazione - non solo di semplificare le regole del ricorso a forme di cooperazione rafforzata, ma anche di estendere esplicitamente alla PESC tale formula di cooperazione.
Si tratta di una disposizione indispensabile già in un'Unione di 15 membri; lo sarà ancor di più in un'Unione di 20-30 Paesi. Solo con formule flessibili, nel quadro istituzionale dell'Unione, si potrà garantire il processo dell'Unione Europea.
L'altro tema riguardante la PESC, che potrebbe rientrare sin d'ora nella Conferenza intergovernativa, deriva dalle conclusioni del Consiglio Europeo di Helsinki che ha previsto l'istituzione di nuovi organi - in particolare il Comitato Politico e di sicurezza ed il Comitato Militare - nell'ambito del Consiglio.
Tali Comitati - che hanno per ora carattere interinale - dovranno trovare una collocazione precisa nell'ambito degli organi del Consiglio, rispetto agli altri organi già esistenti, quali il Comitato politico (Art. 25 del Trattato U.E.).
L'alternativa sta nel regolamentare entro il 2000 lo status formale di tali nuovi organi, oppure di farli funzionare a titolo sperimentale, rinviando ad una fase successiva la loro codificazione nel trattato.
La presidenza portoghese, nella sua relazione al Consiglio Europeo di Lisbona dello scorso marzo, ha definito il Comitato politico e di sicurezza "una formazione del Comitato Politico" che "opera in stretto contatto con il Segretario Generale/Alto Rappresentante".
Un approccio pragmatico, cioè, in attesa di una futura regolamentazione giuridica e formale della materia.
Anche la questione della Presidenza dei nuovi organi può essere posta separatamente o nell'ambito più generale della riforma del sistema di rotazione della Presidenza.

una revisione di tale sistema, come auspicato da questo Gruppo, risolverebbe automaticamente anche la questione della Presidenza del COPS.
Vi è infine il rischio che una discussione nella Conferenza intergovernativa di queste tematiche, in una fase così delicata di transizione della PESC, possa rimettere in causa gli equilibri così faticosamente raggiunti ad Amsterdam ed i progressi compiuti a Colonia ed Helsinki.

CONCLUSIONI

1) Per quanto riguarda la PESC appare necessario che nella Conferenza intergovernativa la formula della "cooperazione rafforzata" - in versione semplificata - sia esplicitamente estesa alle materie della politica estera, sicurezza e difesa.

2) Per quanto concerne i nuovi organi per la sicurezza e la difesa istituiti dopo il Consiglio europeo di Helsinki, pur riconoscendo la necessità che essi trovino la loro collocazione nell'ambito del Trattato, il Gruppo ritiene che un loro funzionamento su base sperimentale potrebbe rivelarsi utile ai fini della migliore identificazione del loro ruolo giuridico e formale.
Sulla base di questa impostazione potrebbe essere sufficiente registrare, nell'attuale Conferenza intergovernativa, le conclusioni del Consiglio europeo di Helsinki.

NUOVO MODELLO EUROPEO DI "GOVERNANCE ECONOMICA"

Il successo dell'Unione Economica e Monetaria e lo sviluppo creatore di occupazione sono perseguiti attraverso un modello di "governance europea" precisato dal Trattato e da due Patti: Patto di stabilità e di progresso e Patto per l'occupazione.
Questo modo di governare l'economia a livello comunitario è basato su un approfondito coordinamento delle politiche economiche e occupazionali, concepito per assistere gli Stati membri nell'elaborazione progressiva di tali politiche, le quali rimangono pur sempre di responsabilità dei singoli Paesi membri. Non si tende, dunque, a politiche nazionali uniformi, bensì a risultati economici nazionali convergenti.
Il coordinamento si realizza in sede di Consiglio cui partecipano i Ministri competenti di tutti i Paesi membri, e col concorso della Commissione.
Sulla base di istruzioni dei Capi di Stato e di Governo, che in sede di Consiglio Europeo hanno un ruolo di guida e di coordinamento, vengono emanati, annualmente, orientamenti economici generali: sono validi per l'intera Unione, ma tengono anche conto delle diversità nazionali e regionali. Questi orientamenti, che i governi debbono rispettare, sono associati a calendari specifici per il conseguimento degli obiettivi fissati a breve, medio e lungo termine, ai livelli sia nazionali che regionali .
Un particolare accento è posto sulla disciplina della finanza pubblica, sulla stabilità dei prezzi e sulle riforme economiche strutturali che debbono consentire una completa liberalizzazione dei mercati dei beni, dei servizi e del lavoro. Condizioni queste considerate essenziali per la maggiore competitività dell'Europa.
Il monitoraggio, la verifica e la valutazione della coerenza delle politiche nazionali con i grandi orientamenti comunitari, sono il risultato di una sorveglianza multilaterale organizzata "inter pares" con funzione di processo di apprendimento reciproco : sono coinvolti Commissione, Consiglio e tutti gli Stati membri.
Per rendere efficace questa sorveglianza, ciascun Governo deve sottoporre all'esame di Commissione e Consiglio i propri programmi, aggiornati annualmente, contenenti intenzioni e realizzazioni in tre campi: politica di bilancio, politica dell'occupazione, riforme strutturali economiche. Ogni governo dovrebbe così dimostrare il rispetto degli orientamenti comunitari.
I Governi responsabili di talune incoerenze sono oggetto di "raccomandazioni" comunitarie che li invitano ad apportare le opportune correzioni .
Nel caso di infrazioni gravi alle discipline di bilancio, sono previste dal Trattato severe sanzioni. In questo campo il Patto di stabilità aggiunge ai "criteri di Maastricht" un criterio vincolante che comporta l'obbligo di raggiungere a medio termine (principio o fine 2002) un equilibrio di bilancio ed ove possibile un surplus.
Il Patto per l'occupazione tende a fare la sintesi tra le riforme economiche strutturali e la strategia coordinata per l'occupazione. Introduce inoltre un "dialogo

macroeconomico comunitario" tra responsabili nazionali e comunitari delle politiche macroeconomiche e partners sociali (imprenditori e sindacati) organizzati sul piano comunitario a Bruxelles.
L'obiettivo principale del "dialogo" è quello di migliorare l'interazione tra l'evoluzione dei salari e le politiche nei campi monetario, di bilancio e fiscale. Il ruolo dei partners sociali nel processo di formazione dei salari è giudicato essenziale perché, insieme ad altri fattori , incide notevolmente sulla stabilità dei prezzi e può consentire risultati economici soddisfacenti.

Allo stadio attuale dell'Unione Economica e Monetaria con moneta unica, il modello di "governance europea" dell'economia, che fa da "pendant" al governo unico della moneta, ha evidenziato numerosi punti deboli nella sua applicazione. Tra questi l'opacità dovuta all'insufficiente divulgazione degli orientamenti comunitari, dei processi avviati comunitariamente per rispettarli, dei programmi governativi trasmessi a Bruxelles e delle raccomandazioni comunitarie agli inadempienti; ed anche alle scarse ripercussioni del "dialogo macroeconomico comunitario".
Queste carenze impediscono un presa di coscienza collettiva della nuova realtà dell'UEM e del modo di governarla.
In definitiva rendono più difficile l'assunzione collettiva di responsabilità, ai vari livelli nazionali, regionali e locali, perché la società civile, le parti sociali, i mercati non si sentono parte attiva del processo di coordinamento economico europeo.
Altro punto debole riguarda la relazione tra il Gruppo "Euro-11" composto dai Ministri degli Stati membri che hanno introdotto l'Euro e la Banca Centrale Europea: non è infatti ancora perfezionata la gestione delle responsabilità comuni Consiglio - BCE in materia di moneta unica, tra le quali, di particolare rilievo, è l'evoluzione dei tassi di cambio dell'Euro.
La definizione di posizioni comuni dei paesi Euro nelle sedi internazionali non può ritenersi ancora soddisfacente e più in generale non si è ancora messo a punto un "discorso comune" tra BCE ed ECOFIN per giungere a posizioni coerenti sui temi di interesse comune.

CONCLUSIONI

Il Gruppo:

1. ritiene necessario che le Alti Parti Contraenti formalizzino in una Dichiarazione allegata al Trattato l'impegno a garantire, se necessario anche con un riequilibrio istituzionale, trasparenza, democraticità ed efficacia al coordinamento delle politiche economiche e delle politiche dell'occupazione. E' un impegno indispensabile per

promuovere il potenziale di crescita economica e di coesione sociale, per garantire coerenza tra l'Unione economica e l'Unione monetaria e per accrescere la competitività europea.

2. considera che il processo comunitario di riforme economiche strutturali, elemento qualificante della politica economica comunitaria, richiede un approccio innovativo e comunitario della sicurezza sociale e della protezione dei lavoratori, con l'obiettivo di perseguire un modello europeo di welfare sostenibile.
Ritiene pertanto necessario modificare il Trattato della Comunità Europea all'art. 137 paragrafo 3, sostituendo il voto all'unanimità con il voto a maggioranza qualificata nelle deliberazioni relative a sicurezza sociale e protezione dei lavoratori.

CARTA DEI DIRITTI FONDAMENTALI DELL'UNIONE EUROPEA

Il Consiglio europeo di Colonia del giugno 1999 aveva previsto che "allo stato attuale dello sviluppo dell'Unione europea, i diritti fondamentali vigenti a livello dell'Unione debbano essere raccolti in una Carta ed in tal modo resi più manifesti", venendo così incontro all'esigenza sempre più sentita, in una fase di prossima entrata di molti nuovi paesi nell'U.E. (alcuni dei quali provenienti da esperienze costituzionali molto diverse da quelle comuni alla storia costituzionale europea), di un'esplicita Carta dei fondamentali valori individuali, sociali e collettivi posti alla base dell'Unione. Come ben noto, infatti, il Trattato dell'Unione appare caratterizzato dal riconoscimento di solo alcuni diritti, mentre si afferma sinteticamente che a fondamento dell'Unione sono i "principi di libertà, democrazia, rispetto dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, e dello stato di diritto, principii che sono comuni agli Stati membri".

Peraltro nel Consiglio di Colonia è stata fatta la scelta di una dichiarazione semplicemente riassuntiva dei principi di libertà e dei diritti già in qualche misura riconosciuti o comunque esistenti nell'ordinamento europeo; al tempo stesso si è esplicitamente negata la volontà di configurare in tal modo una parte di un'ipotetica carta costituzionale dell'Unione, e si è anche dichiarato di non voler neppure modificare la situazione esistente nell'U.E.

Se davvero questa Carta avesse semplicemente questa funzione dichiarativa, può essere giustificata l'atipicità del procedimento di approvazione che si è previsto: una volta presentato il progetto in tempo utile per il Consiglio europeo del dicembre 2000, "il Consiglio europeo proporrà al Parlamento europeo e alla Commissione di proclamare solennemente, insieme al Consiglio, una Carta dei diritti fondamentali dell'Unione europea... successivamente occorrerà esaminare l'eventualità e le modalità necessarie per integrare la Carta nei Trattati".

Le vicende politiche successive e l'esame dei lavori finora svolti della "Convenzione" (così è stato denominato l'apposito organo formato allo scopo di redigere la bozza della Carta, secondo le determinazioni del Consiglio europeo di Tampere dell'ottobre 1999), mettono però in evidenza un'accelerazione notevole nei tempi e soprattutto l'emergere di alcune proposte di mutare radicalmente il senso dell'iniziativa.

Solo per riferirsi a due vicende particolarmente significative, una risoluzione del Parlamento europeo del marzo 2000 sostiene molto decisamente non solo che la Conferenza intergovernativa debba "iscrivere nel suo ordine del giorno l'inclusione nel Trattato della Carta dei diritti fondamentali", ma che questa Carta "deve essere considerata come l'elemento essenziale del processo che è necessario realizzare per dotare l'Unione europea di una costituzione".

Al tempo stesso, la stessa Convenzione ipotizza che già nel prossimo giugno vi sia un

testo della bozza della Carta e che i suoi contenuti vengano illustrati dal suo presidente Herzog durante la Conferenza intergovernativa in corso, in modo che possa essere possibile inserire la Carta stessa entro il prossimo dicembre nei Trattati.
Questa prospettiva sta però naturalmente cominciando a suscitare reazioni in alcuni paesi ostili alla prospettiva di un testo costituzionale europeo e comunque può suscitare vari ordini di dubbi, sia in riferimento a problemi di merito, che a problemi di legittimazione dello stesso procedimento intrapreso e progettato. Reazioni e dubbi che potrebbero addirittura impedire l'adozione della Carta quale prevista dai Consigli di Colonia e Tampere, con grave danno per la difficile fase dell'allargamento dell'Unione.

Le prime stesure della Carta appaiono come veri e propri ampi testi giuridici destinati ad inserirsi nei Trattati; si tratta del frutto di un notevole impegno culturale, ma che, sotto diversi profili, va decisamente al di là del mandato originariamente dato dal Consiglio europeo: se i verbali del febbraio-marzo 2000 contenevano una stesura di complessivi 41 articoli, fra "diritti civili e politici", "diritti dei cittadini" e "diritti sociali", oltre ad alcuni "articoli orizzontali", il testo del maggio 2000 contiene ben 50 articoli, relativi alla quasi totalità dei diritti configurabili in una società contemporanea[1].
Senza entrare nel merito delle tante specifiche disposizioni che potrebbero essere discusse a causa dell'importanza e della complessità dei moltissimi temi affrontati (dalle classiche libertà ai diritti sociali, ai "nuovi diritti"), non può però tacersi il serio rischio che una progettazione del genere potrebbe sovrapporsi a larga parte della disciplina corrispondente delle costituzioni nazionali ed anche contraddire lo stesso

[1] Le rubriche degli articoli sono le seguenti: 1. Dignità della persona umana, 2. Diritto alla vita; 3. Diritto al rispetto dell'integrità della persona umana; 4. Proibizione della tortura e dei trattamenti inumani; 5. Proibizione della schiavitù e del lavoro forzato; 6. Diritto alla libertà ed alla sicurezza; 7. Diritto ad un ricorso effettivo; 8. Diritto ad un tribunale imparziale; 9. Presunzione di innocenza e diritti di difesa; 10. Nulla poena sine lege; 11. Diritto di non essere giudicato o punito due volte ; 12. Rispetto della vita privata; 13. Vita familiare, 14. Libertà di pensiero, di coscienza, di religione; 15. Libertà di espressione; 16. Diritto all'istruzione; 17. Libertà di riunione e di associazione; 18. Diritto di accesso ai documenti; 19. Protezione dei dati, 20. Diritto di proprietà; 21. Diritto di asilo ed espulsione; 22. Uguaglianza e non discriminazione; 23. Diritti dei bambini, 24. Partiti politici, 25. Diritto di eleggibilità al Parlamento europeo; 26. Diritto di voto e di eleggibilità alle elezioni comunali; 27. Relazioni con l'amministrazione; 28. Mediatore; 29. Diritto di petizione; 30. Libertà di circolazione; 31. Diritti e principii in materia sociale; 32. Libertà professionale; 33. Diritto dei lavoratori all'informazione ed alla consultazione in seno all'impresa; 34. Diritto di negoziazione e di azione collettiva; 35. Diritto al riposo ed alle ferie annuali, 36. Salute e sicurezza sul lavoro, 37. Protezione dei giovani; 38. Diritto ad una tutela in caso di licenziamento; 39. Diritto di conciliare vita familiare e vita professionale; 40. Diritto dei lavoratori migranti alla parità dei trattamenti, 41. Sicurezza sociale e assistenza sociale; 42. Protezione della salute; 43. Disabili, 44. Protezione dell'ambiente; 45. Protezione dei consumatori, 46. Campo di applicazione; 47. Limitazione dei diritti garantiti, 48. Condizioni e limiti definiti dai trattati; 49. Livello di protezione; 50. Divieto dell'abuso di diritto.

contenuto dei Trattati in tema di diritti e libertà.
Infatti solo pochi fra i diritti configurati si riferiscono alle istituzioni ed alle attività dell'Unione e della Comunità, mentre larga parte dei "diritti civili e politici" e dei "diritti sociali" possono molto facilmente sovrapporsi o comunque creare problemi di coesistenza con analoghi diritti garantiti da disposizioni costituzionali dei diversi paesi o da disposizioni della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali. Ciò mentre il Trattato - come ben noto- afferma che sono principi generali del diritto comunitario " i diritti fondamentali quali sono garantiti dalla Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950, e quali risultano dalle tradizioni costituzionali comuni degli Stati membri".
In realtà i problemi della convivenza fra le disposizioni della Carta e le disposizioni sia delle costituzioni nazionali, che della Convenzione di Roma, appaiono presenti ai redattori della bozza della Carta, ma è opinabile che le soluzioni ipotizzate possano essere sufficienti a superarli.
L'art. 46 della bozza del maggio 2000 afferma, ad esempio, che le disposizioni della Carta "si applicano alle istituzioni o agli organi dell'U.E. nell'ambito delle attribuzioni loro conferite dai trattati, nonché agli Stati membri esclusivamente nel campo di applicazione del diritto dell'Unione"; inoltre si aggiunge che "la presente Carta non determina competenze nuove o compiti nuovi per la Comunità o per l'Unione, né modifica le competenze o i compiti",
Anche se è apprezzabile la volontà di non creare espliciti conflitti con le costituzioni nazionali, non può sfuggire il fatto che si può però giungere con facilità a conflitti del genere anche tramite il recepimento o l'applicazione della normativa comunitaria che in futuro fosse ispirata ai principi della Carta (in materie in qualche misura nella disponibilità degli organi comunitari, pur in presenza del principio di sussidiarietà), principi che potrebbero essere confliggenti (o ritenuti tali) con quelli delle costituzioni nazionali.
Così pure per le competenze dell'Unione europea in materia di giustizia e di sicurezza, poiché il necessario rispetto delle disposizioni della Carta nell'ambito delle azioni comuni fra gli Stati componenti potrebbe produrre la discutibile conseguenza che in tal modo un paese potrebbe avere principi fondamentali da rispettare diversi nelle medesime materie, a seconda se opera da solo o con gli altri paesi dell'U.E.
Il temuto conflitto fra principii costituzionali e principii della Carta potrebbe anche essere aumentato dalla stessa attuale discutibile tecnica di redazione dei diritti nella bozza della Carta, che in genere non esplicita le categorie di limiti alle situazioni di vantaggio affermate, limiti che invece nel costituzionalismo contemporaneo contribuiscono in modo notevole a definire la consistenza effettiva delle diverse situazioni soggettive garantite. Anzi, l'art. 47 della bozza rinvia al legislatore europeo il potere di determinare "eventuali limitazioni poste all'esercizio dei diritti e delle libertà riconosciuti dalla presente Carta", seppure entro un principio di proporzionalità, con ciò stesso però introducendo una molto discutibile elasticità

nella stessa configurazione dei diritti.
Ed inoltre la stessa volontà di garantire nella bozza della Carta anche numerosi "nuovi diritti" inevitabilmente modifica almeno alcune delle precedenti discipline in tema di diritti contenute nella Convenzione europea e nelle stesse tradizioni costituzionali comuni dei paesi aderenti all'U.E.
Anche l'altro problema di fondo, relativo al necessario rispetto della Convenzione europea dei diritti dell'uomo, viene solo in apparenza risolto dal principio che la tutela della Carta non può essere minore di quella della Convenzione, dal momento che resterebbe quanto meno irrisolto il problema della possibile concorrenza dei due diversi sistemi di tutela, con il grave rischio di conflitti ricorrenti fra Corte europea dei diritti dell'uomo e la Corte di giustizia delle Comunità europee.

CONCLUSIONI

Il Gruppo ritiene che le difficoltà emerse nei lavori sino ad ora svolti della "Convenzione" vanno rappresentate realisticamente per evitare il rischio di un complessivo fallimento del tentativo di adottare una Carta dei diritti, che invece appare necessaria nell'attuale fase di grande espansione territoriale dell'U.E.
La prospettiva più realistica appare allora quella di rimanere fedeli al progetto originario del Consiglio europeo di Colonia, che si riferiva espressamente alla sola opportunità di rendere espliciti, attraverso una solenne dichiarazione, i diritti fondamentali già esistenti all'interno del sistema europeo, rinviando solo ad una fase successiva la possibilità di esaminare "l'eventualità e le modalità necessarie per integrare la Carta nei Trattati". In tal modo, infatti, si avrebbe il grande vantaggio di poter esplicitare in tempi rapidi la base comune di libertà dell'U.E., anche modernamente reinterpretate, con tutte le utili conseguenze politiche del caso, senza però aprire il capitolo rischioso di un improvviso tentativo di anticipazione di una parte fra le più "sensibili" della redazione della costituzione dell'Unione europea.
Altrimenti il percorso, che pure il Gruppo considera in astratto possibile, di necessità si farebbe assai più impegnativo e difficile, dal momento che occorrerebbe affrontare e risolvere, oltre a tutti i numerosi problemi di merito e redazionali delle tante disposizioni ipotizzate, anche tutti i complessi problemi connessi all'inserimento nei Trattati europei dei diversi diritti configurati nella Carta. Percorso ancor più impegnativo e difficile per sciogliere il problema della difficile convivenza della protezione dei diritti europei con i differenziati sistemi di tutela delle libertà costituzionali nei diversi paesi e con il sistema di tutela dei diritti di cui alla Convenzione europea di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali.
E tutto ciò in presenza di sicure opposizioni di non pochi o minori Stati aderenti

all'Unione europea, di fronte a quello che sarebbe un improvviso tentativo di affrontare il tema della Costituzione europea, per di più partendo dalla determinazione delle situazioni soggettive, notoriamente espressive delle diverse culture ed ideologie politiche.

163

COMPOSIZIONE DEL "GRUPPO DEI 10"

Presidente: **Amb.Cesidio Guazzaroni**
già Commissario Europeo a Bruxelles e Consigliere del Presidente della Repubblica Pertini per le questioni delle Comunità Europee.

Membri:

- **Amb. Piero Calamia**
già Rappresentante Permanente dell'Italia presso le Comunità Europee.
- **Prof. Gabriele De Rosa**
già ordinario di Storia contemporanea all'Università "La Sapienza" di Roma, attualmente Presidente dell'Istituto Luigi Sturzo di Roma.
- **Prof. Ugo De Siervo**
Ordinario di Diritto Costituzionale all'Università degli Studi di Firenze, Membro del Garante per la protezione dei dati personali.
- **Prof. Luigi Vittorio Ferraris**
già ambasciatore d'Italia in Germania e Sottosegretario di Stato.
- **Ing. Flavio Mondello**
già Rappresentante Permanente della Confindustria presso le Comunità Europee e Presidente del Gruppo Piccole e Medie Imprese della Confindustria Europea (UNICE).
- Dott.ssa **Flavia Nardelli**
Segretario Generale dell'Istituto Luigi Sturzo.
- **Prof. Luigi Paganetto**
Ordinario di Economia Internazionale, Preside della Facoltà di Economia dell'Università Tor Vergata di Roma.
- Dott. **Filippo Maria Pandolfi**
già Ministro, Membro italiano dei Consigli dei Ministri Economia-Finanze, Industria e Agricoltura della Comunità Europea e Vice Presidente della Commissione Europea.
- Dott. **Enrico Vinci**
già Segretario Generale del Parlamento Europeo.

Invitati permanenti:

- Ministro Plenipotenziario **Rocco Cangelosi**
Direttore Generale per i problemi dell'integrazione europea del Ministero degli Affari Esteri.
- Dott. **Gerardo Mombelli.**
Rappresentante della Commissione Europea in Italia.

164

CAMERA DEI DEPUTATI

Presentazione del volume di Vincenzo Guizzi

Manuale di diritto e politica dell'Unione europea

INVITO

Roma, 29 maggio 2000 - ore 18,30
Sala del Refettorio presso la Biblioteca
della Camera dei deputati
Via del Seminario, 76

Coordina:

Luciano Violante
Presidente della Camera dei deputati

Partecipano:

Antonio Saggio
Avvocato generale della Corte di giustizia delle Comunità europee

Giuseppe Tesauro
Presidente dell'Autorità garante della concorrenza e del mercato

Enrico Vinci
già Segretario generale del Parlamento europeo

Sarà presente l'autore

ASSR



Solero 1 giugno

Caro Presidente, il giovane
4 giugno ricorrerà il 20°
anno della morte di
Giorgio Amendola —
Lui, la semplificazione burlo
in primis persone, ne
preparando un ricordo
-solenne - presso nelle
ultime decade di giugno.
Potrebbe essere presente?
In ogni caso vorrei darmi
dei precisi compiti?
Verrò a trovarti. Salve di
farà comodo —

Irene e con tanto tanto
affetto e riconoscenza ti
saluto con vivi cordialità

Tommaso Biancardi
Lygomare Ticente 38 - Salerno

tel. 089-227548
0328-8754264

N.B: il sindaco si fleva la testa le
sue completa disponibilità -
Domani spero poter incontrare
Nefol Jouro ——

168

Associazione degli ex Parlamentari della Repubblica

CAMERA DEI DEPUTATI - ROMA

INCONTRO - DIBATTITO
"L'EUROPA E LA POLITICA DELL'EST"

Sala Grande di Palazzo Bologna
Senato della Repubblica - Via di S. Chiara, 5

13 GIUGNO 2000

Associazione degli ex Parlamentari della Repubblica

CAMERA DEI DEPUTATI - ROMA
TEL. 06 67603170 - 67603139
FAX 06 67603178

169

9.00	*Presiede l'on. Paolo Cavezzali, Presidente dell'Associazione degli ex Parlamentari della Repubblica* *Saluto e presentazione*
9.15	*Relazione introduttiva dell'on. Antonio Rubbi, Vice Presidente della Commissione Relazioni Internazionali dell'Associazione ex Parlamentari della Repubblica* **"La Russia Oggi"**
9.45	*Intervento dell'on. Paolo Barbi, Membro della Commissione Relazioni Internazionali dell'Associazione ex Parlamentari della Repubblica* **"L'Unione Europea e la Russia"**
10.00	*Intervento del sen. Gian Giacomo Migone, Presidente della Commissione Esteri del Senato della Repubblica* **"Rapporti Italia Russia"**
10.15	*Coffee-Break*
10.45	*Dibattito*
12.45	*Sintesi dell'on. Mario Pedini, Presidente della Commissione Relazioni Internazionali della Associazione ex Parlamentari della Repubblica*
13.00	*Chiusura dei lavori*

170

FONDAZIONE ISTITUTO GRAMSCI onlus

QUARANT'ANNI DI GUERRA FREDDA?

temi

interpretazioni

periodizzazione

FORTY YEARS OF COLD WAR?

issues

interpretations

periodization

ROMA **16-17** GIUGNO 2000

ISTITUTO DELLA ENCICLOPEDIA ITALIANA

Sala Igea

piazza della enciclopedia italiana 4

RES

SEGRETERIA DEL CONVEGNO

FONDAZIONE ISTITUTO GRAMSCI

VIA PORTUENSE 95C

00153 ROMA

TEL. ++39 06 5818645

FAX ++39 065897167

info@fondazionegramsci.org

VENERDÌ 16 GIUGNO **ORE 9**

Apertura dei lavori

Federico Romero

I sessione

Definizioni e periodizzazione: la guerra fredda dura quarant'anni?
Definitions and periodization: does the Cold War last 40 years?

Relatori

Mark Kramer, Leopoldo Nuti, Anders Stephanson

Discussants

Ennio Di Nolfo, Jonathan Haslam, Melvyn Leffler

ORE 15

II sessione

Come, dove e perché è finita la guerra fredda?
How, where and why did the Cold War end?

Relatori

Robert English, Odd Arne Westad, Vladislav Zubok

Discussants

Charles Maier, Federico Romero, Silvio Pons

SABATO 17 GIUGNO **ORE 9**

Tavola rotonda

La guerra fredda e la globalizzazione dopo gli anni Sessanta: interazioni
Cold War and globalization after the 1960s: interactions

Marcello Flores, Agostino Giovagnoli, Alan Milward, Christian Ostermann, Leonardo Paggi, Andrea Riccardi

172

GRUPPO DEI 10

IL PRESIDENTE

Roma, 5 giugno 2000

Caro Senatore,

ho il piacere di inviarLe, accluso, lo studio compiuto da un gruppo di esperti di problemi europei comunitari, da me presieduto, per fornire un utile contributo ai lavori della "Conferenza intergovernativa" convocata dal "Consiglio europeo" allo scopo di adeguare il sistema istituzionale e decisionale dell'Unione Europea.

Un adeguamento assolutamente necessario ed urgente, perchè l'Unione Europea possa, successivamente, ampliarsi anche fino a 30 paesi membri e perchè possa far valere al massimo, la sua crescente forza unitaria nei molti altri campi, oltre quelli economico-monetari, della vita dei cittadini europei.
L'adeguamento istituzionale, a questo punto, è urgente anche perchè l'Unione europea possa acquistare nuovo slancio verso l'integrazione e possa assumere le sue responsabilità esterne divenendo il fulcro di un nuovo ordine europeo.

Lo studio intrapreso dal nostro gruppo contiene una serie di proposte non teoriche ma realistiche, che tengono conto dell'attuale realtà politica ed economica degli Stati membri e di quei Stati che si stanno preparando per una adesione successiva. Le proposte formulate mirano soprattutto ad assicurare il mantenimento della pari dignità fra tutti gli Stati membri nel partecipare all'elaborazione e alle decisioni dell'azione comunitaria.

Con un cordiale saluto,

Cesidio Guazzaroni

Palazzo Baldassini - Via delle Coppelle, 35 - 00186 Roma

143

ZCZC
ADN0061 6 EST 0 R01

COREA: INTINI, "LA GUERRA FREDDA DEVE FINIRE PRESTO" =

AL VIA SEMINARIO SULLA PENISOLA COREANA

Roma, 1 giu. - (Adnkronos) - "La guerra fredda e' terminata altrove. Deve terminare presto anche fra la Corea del Sud e la Corea del Nord". Lo ha detto il sottosegretario agli Esteri Ugo Intini, aprendo oggi a Roma i lavori di un seminario sulla promozione della cooperazione internazionale scientifica ed economica nella penisola coreana, seminario che si tiene all'indomani della fine dei colloqui a Villa Madama tra Stati Uniti e Corea del Nord e alla vigilia dello storico vertice di Pyongyang tra le due Coree in programma dal 12 al 15 giugno prossimi.

La fine della guerra fredda tra le due Coree "dovrebbe essere l'imperativo di tutte le potenze che hanno peso e influenza nell'area, dagli Stati Uniti alla Cina, dal Giappone alla Russia". Cosi' come, ha aggiunto Intini, dovrebbe essere un imperativo della comunita' internazionale quello di "mettere in opera misure di sicurezza e fiducia" per dare stabilita' all'intera regione.

In proposito, il sottosegretario agli Esteri e' tornato a spiegare le ragioni che sono state alla base della decisione italiana di avviare relazioni diplomatiche con la Corea del Nord nel gennaio scorso: "L'Italia considera un fattore di instabilita' e pericolo che un paese resti in situazione di isolamento e di potenziale opposizione rispetto alla comunita' internazionale. Al contrario, ritiene che l'apertura e la moltiplicazione dei canali di dialogo vada tentata sempre, con molta perseveranza e determinazione".
(segue)
(Ses-Nap/Pn/Adnkronos)
01-GIU-00 11:15

NNNN

174

SENATO DELLA REPUBBLICA

Commissione Affari esteri, emigrazione

Ufficio di Segreteria

Roma, 7 giugno 2000

Ai senatori della Commissione affari esteri

Onorevole Senatore,

per incarico del presidente Migone, Le invio la lettera indirizzata al Ministro per la funzione pubblica riguardante l'articolo 9 del disegno di legge n. 4149-B e la relativa risposta dell'Onorevole Bassanini. Le trasmetto inoltre i "Temi prioritari" recentemente pervenuti in Commissione.

Distinti saluti.

IL CONSIGLIERE PARLAMENTARE
PREPOSTO ALL'UFFICIO
(Dott. Marco Serafin)

ASSR

175

Roma, 6 giugno 2000

MINISTERO AFFARI ESTERI



SEGRETERIA GENERALE

TEMI PRIORITARI

A) ATTUALITA' INTERNAZIONALE



1. MEDIO ORIENTE

Dopo i colloqui di ieri sia con il Presidente palestinese Arafat che il Primo Ministro israeliano, nuovo incontro oggi tra Barak ed il Segretario di Stato americano, da ieri nuovamente nella regione con la missione di accelerare i negoziati di pace ed aprire la strada per un vertice tra il Presidente Clinton, Arafat e Barak.

L'eventualità al momento appare ancora abbastanza remota, anche se come è noto sia da parte israeliana che palestinese è stata fissata la data del 13 settembre prossimo

176

come scadenza per raggiungere un accordo di pace permanente che definisca lo *status* definitivo dei Territori palestinesi.
Il nuovo incontro oggi con Barak a Ramallah giunge dopo quello di ieri già tenutosi tra il Primo Ministro e l'Albright e sarà preceduto da quello tra il Segretario di Stato americano ed il *leader* palestinese Arafat. La sensazione prevalente tra gli osservatori è che comunque, malgrado gli sforzi, non siano attualmente in atto sviluppi significativi nel dialogo, piuttosto stanco, tra le parti.

2. ISOLE SALOMONE

Ancora instabilità nell'area del Pacifico. Mentre ancora non sembra avviata a soluzione la crisi nelle Isole Figi, un tentativo di colpo di stato nelle Salomone riapre i timori della ripresa della guerra civile che ha scosso l'arcipelago fino a due anni fa.

Il Primo Ministro delle Isole Salomone, Bartholomew Ulufa'alu, è prigioniero da ieri di una milizia etnica espressione degli immigrati nell'isola di Guadalcanal, dove sorge la capitale Honiara, da anni in aspro contrasto con le organizzazioni di difesa dell'etnia indigena dell'isola. Oltre al Primo Ministro, del quale vengono richieste le dimissioni, i ribelli controllerebbero praticamente i luoghi-chiave della città, compreso l'aeroporto e le principali stazioni radio.
Come nelle vicine Figi, le Isole Salomone sono da anni scosse da problemi economici-etnici che dividono le popolazioni originarie di Guadalcanal dagli immigrati - a differenza delle Figi, anch'essi di origine polinesiana - divenuti da tempo più forti politicamente ed economicamente. Le rivalità hanno già causato negli anni scorsi violenti scontri, ma da alcuni mesi erano in corso, sotto l'egida del *Commonwealth*, negoziati tra le due parti, bruscamente interrottisi la settimana scorsa. Il governo neozelandese ha offerto la propria mediazione, invitando le parti in causa a colloqui diretti a Wellington per giungere ad una soluzione della crisi.
Nelle Isole Figi, invece, non accenna a risolversi la crisi scoppiata il 19 maggio scorso, allorquando un gruppo di ribelli espressione dell'etnia originaria delle isole ha preso in ostaggio il Primo Ministro Mahendra Chaudry, i suoi ministri ed una trentina di parlamentari. La crisi ha già portato alle dimissioni del Presidente figiano ed alla presa del potere del comandante delle Forze Armate, l'ammiraglio Bainimarama, ma la tensione non accenna a diminuire.

3. PERU'

L'Assemblea Generale dell'Organizzazione degli Stati Americani ha deciso ieri l'invio di una missione ad alto livello nel paese andino con lo scopo di studiare i mezzi per rafforzare la democrazia peruviana.

177

La missione, che sarà guidata dal Segretario Generale dell'OSA, l'ex presidente colombiano Cesar Gaviria, e dal Ministro canadese degli Esteri, Lloyd Axworthy, è stata decisa nel corso dell'Assemblea Generale dell'Organizzazione, tenutasi a Windsor in Canada, ed è stata adottata per *consensus*, con l'appoggio dello stessa delegazione del Perù. Lo scopo è quello di esplorare, in collaborazione con le autorità governative peruviane e con gli altri settori della classe politica del paese, le opzioni e le raccomandazioni destinate ad un rafforzamento delle istituzioni democratiche del paese, con un particolare riguardo alle misure rivolte a riformare il processo elettorale, i tribunali e il sistema giudiziario e la salvaguardia della libertà di stampa.

B) QUESTIONI UNIONE EUROPEA



Nulla da segnalare

C) QUESTIONI BILATERALI



178

1. ITALIA-IRAN

Un accordo di principio per una commessa petrolifera del valore di 600 milioni di dollari (circa 1.230 miliardi di lire) sarebbe stato raggiunto tra l'Eni e il Ministero del petrolio iraniano.

L'accordo, che era stato preannunciato un mese fa dal Ministro del petrolio Bijan Namdar Zanganeh, riguarda lo sviluppo del giacimento on-shore di Darkhovin, 45 km a nord-est di Abadan, sul Golfo. Le sue riserve sono stimate in due miliardi 894 milioni di barili. La data della firma del contratto non e' nota.

L'Iran e' il terzo Paese al mondo, dopo Arabia saudita e Norvegia, per riserve di greggio con 100 miliardi di barili, e il secondo dopo la Russia per riserve di gas, con 20.000 miliardi di metri cubi.

2. ITALIA - OLANDA

Il Primo Ministro olandese Wim Kok, è oggi a Roma per un incontro con l'On. Presidente del Consiglio che fa seguito alla visita del Presidente D'Alema nei Paesi Bassi nel novembre 1999. L'incontro si inquadra in una serie di contatti bilaterali con i partners dell'Unione Europea.

I colloqui saranno dedicati ai grandi temi della costruzione europea (Conferenza Intergovernativa, allargamento, Carta dei Diritti), ad uno scambio di vedute su alcuni temi del prossimo Consiglio Europeo di S.Maria da Feira (sicurezza alimentare, misure fiscali) ed al monitoraggio dei seguiti del vertice di Lisbona, oltre che all'approfondimento di alcuni dei temi qualificanti della cooperazione bilaterale (cooperazione in materia di droghe sintetiche, di asilo ed immigrazione). In tale ambito è da segnalare la possibilità che a partire dal prossimo autunno si realizzi tra i due paesi uno scambio di funzionari che saranno impiegati nell'Amministrazione dell'altro paese. Una scelta simile va anche letta alla luice di quanto emerso recentemente in un congresso di policy planning organizzato dal governo olandese per il quale l'Italia rappresenta un dei sette paesi più importanti nelle proprie relazioni bilaterali. Tale forte legame bilaterale rientra nella politica adottata da l'Aja che li ritiene propedeutici a collaborazioni in ambito multilaterale.

Durante i colloqui verrà quasi sicuramente toccata la vicenda che ha visto le due compagnie aeree, KLM e Alitalia, prima annunciare una "quasi fusione" per poi recedere invece, su iniziativa olandese, al momento di assumere le decisioni finali di creazione di una società unica.

179

Roma, 7 giugno 2000

MINISTERO AFFARI ESTERI



SEGRETERIA GENERALE

TEMI PRIORITARI

A) ATTUALITA' INTERNAZIONALE



TUNISIA - LIBIA

La visita a Tripoli del Presidente tunisino Ben Ali è valsa a rinsaldare le relazioni bilaterali, tramite concreti programmi di cooperazione, e a ribadire il comune intendimento di rilanciare l'Unione del Maghreb arabo.

Sia Gheddafi che il Presidente tunisino hanno infatti convenuto sulla necessità di rilanciare le attività e le istituzioni dell'UMA, avviando anche il dialogo fra tale raggruppamento ed altre organizzazioni regionali, quali l'Unione Europea.

180

Sul piano bilaterale, è stato deciso di istituire una zona di libero scambio (l'obiettivo è quello di raddoppiare il volume dell'interscambio fino a 1 miliardo di dollari all'anno), nonché di riprendere i voli fra Tunisi e Tripoli.
Si è trattato in conclusione di una visita assai positiva, anche se sarà ora essenziale verificare alla prova dei fatti gli ambiziosi programmi di cooperazione bilaterale annunciati dai *leaders* dei due Paesi.

AVIAZIONE CIVILE

Airbus compie un ulteriore passo in avanti verso la decisione definitiva di produrre il "superJumbo" (A3XX). I ministri responsabili dell'aviazione civile di Francia, Germania, Regno Unito e Spagna, riuniti a Berlino, hanno dato ieri il loro via libera alla costruzione di quello che sarà il più grande aereo da trasposto civile. Con l'A3XX Airbus dovrebbe contrastare il predominio della statunitense Boeing nel settore dei *wide bodies*, aeromobili a grande raggio con capacità di trasportare oltre 500 passeggeri.

A questo punto la decisione definitiva dovrebbe dipendere più che altro da scelte di carattere aziendale che comunque rimangono legate al verificarsi di un paio di condizioni: la formazione dell'Impresa Integrata Airbus tra EADS e British Aerospace System (che ha finora subito ritardi forti ritardi a causa delle esitazioni francesi a vedere affievolito il controllo pubblico dell'azienda) e l'avvio formale dell'offerta dell'A3XX alle compagnie aeree.

B) QUESTIONI UNIONE EUROPEA



AGENZIA EUROPEA SICUREZZA ALIMENTARE

Il Ministro Dini ha ricevuto ieri alla Farnesina una delegazione guidata dal Presidente della Provincia di Parma, Andrea Borri, e dal Sindaco della Città,

181

Elvio Ubaldi, comprendente rappresentanti delle categorie socio-economiche parmensi. Era presente il Vice Presidente della Camera dei Deputati, Pierluigi Pietrini.

Gli intervenuti hanno illustrato al Ministro Dini le consistenti motivazioni alla base della candidatura di Parma a sede dell'Agenzia europea per la sicurezza alimentare, sottolineando tra l'altro le efficaci infrastrutture immobiliari e di comunicazione, la vocazione specifica per lo sviluppo del settore agro-alimentare su alti livelli qualitativi, la disponibilità a prevedere sollecitamente idonei servizi residenziali, scolastici, sanitari, che rendono la Città particolarmente qualificata e adatta ad ospitare l'istituendo Ente europeo.
Il Ministro Dini, nel felicitarsi per l'importante iniziativa di Parma e nel rilevare come la Città offra requisiti perfettamente adeguati per competere con successo sul piano europeo, ha confermato il convinto sostegno del Governo in tutte le sedi opportune e nelle varie, complesse fasi di selezione delle candidature, per perseguire un risultato il cui conseguimento sarebbe rilevante per l'intero "sistema Italia".

C) QUESTIONI BILATERALI



ITALIA - ANP
Il Ministro Dini firma oggi alla Farnesina un accordo interinale di cooperazione culturale, scientifica e tecnologica con il Ministro del Piano palestinese Nabil Shaat. Si tratta del primo accordo di tale natura firmato dall'OLP per conto dell'ANP con un Paese occidentale.

Nelle sue relazioni bilaterali con l'ANP, l'Italia ha sempre operato al fine di promuovere un profilo autonomo e competitivo dell'economia palestinese, contribuendo parallelamente a sviluppare forme di integrazione economica regionale ed a contribuire al processo di pace rafforzando la fiducia tra le parti.

In campo più strettamente economico si profila una fase di passaggio da una collaborazione basata sul sostegno alla riabilitazione delle infrastrutture e di *capacity building* delle istituzioni economiche, ad una fase di cooperazione attraverso iniziative dirette a sostenere l'afflusso di investimenti italiani. Rientrano in questa strategia la prossima conclusione dell'Accordo sulla protezione degli investimenti e di quello sulla prevenzione della doppia imposizione fiscale.
Dal canto suo, la Cooperazione allo Sviluppo ha stanziato un pacchetto complessivo di 100 milioni di dollari per il periodo 1998-2001 ed ha in programma l'inclusione dei territori Palestinesi tra i soggetti beneficiari del programma italiano della lotta contro la povertà nel Mashreq. L'obiettivo del programma di cooperazione è di favorire una crescita autonoma ed equilibrata dell'economia palestinese attraverso una serie di interventi in settori considerati trainanti e mirati alla riqualificazione delle capacità locali. Nel corso della sua missione a Roma, il Ministro Shaath firmerà con il Sottosegretario Serri anche un *Memorandum of Understanding* di cooperazione allo sviluppo nei Territori Palestinesi, relativo ad una parte (21 milioni di USD) del complessivo affidamento (40 milioni di USD a dono per il triennio 1999-2001) ricevuto a Washington – al termine della Conferenza per il sostegno alla pace ed allo sviluppo in Medio Oriente, svoltasi nel novembre 1998 - e valido per il biennio 2000-2001.

ITALIA - CICR
Il Ministro Dini ha ricevuto ieri alla Farnesina il nuovo Presidente del Comitato Internazionale della Croce Rossa (CICR), Jakob Kellenberger, succeduto dal 1 gennaio a Cornelio Sommaruga. La visita del Presidente Kellenberger in Italia - tra le prime che svolge all'estero - si tiene in un contesto di intensificata attenzione al ruolo del CICR nel campo dell'azione umanitaria internazionale.

Il Ministro Dini ha sottolineato come l'incremento del contributo italiano al CICR per il 2000 (salito a dodici miliardi più un miliardo sul canale dell'emergenza destinato all'Eritrea) abbia consentito all'Italia di entrare a far parte del ristretto gruppo di Paesi che costituiscono il "Donors Support Group".
Il Ministro Dini ha poi ribadito che l'Italia condivide l'impostazione di lavoro del CICR, come emersa dal piano di Azione per il 2000-2003, lungo le cui direttrici (protezione delle vittime dei conflitti armati tramite il diritto internazionale umanitario, azione umanitaria e strategia di partenariato per la miglior protezione delle categorie più vulnerabili) Kellenberger ha subito mostrato di volersi muovere.
Il Presidente Kellenberger ha ricordato il recente accordo fra il CICR e la Federazione Russa sulla crisi cecena, concernente l'azione umanitaria all'interno del Paese e l'accesso ai detenuti da parte del Comitato. E' stato rilevato come, da parte russa, non vengano frapposti ostacoli all'accesso in Cecenia delle organizzazioni umanitarie e come ne venga sollecitato un attento monitoraggio delle violenze, da qualsiasi parte provengano.

183

24

Camera dei Deputati

Roma, 8 Giugno 2000

Ai Colleghi
della Camera dei Deputati
e del Senato

Caro Collega,

mi permetto inviarti in allegato lo Statuto e gli Scopi della Fondazione Marzio Tremaglia.

Ti mando un abbraccio di cuore
con affetto
Mirko Tremaglia

- **Le adesioni possono essere inviate per comodità presso la Casella Postale della Camera a mio nome.**

- Per ulteriori informazioni rivolgersi ai seguenti numeri telefonici:
  Ufficio Camera 06.6760 9784 / 4392
  Ufficio Largo Chigi 06.6791708
  Ufficio Bergamo 035.232544 / 232860
  Cellulare 0348.3835440

184

COSTITUZIONE DEL COMITATO PROMOTORE DELLA FONDAZIONE MARZIO TREMAGLIA

Articolo Primo
Denominazione e Sede

Fra i sottoscritti signori (vedi all.1) è costituito un Comitato denominato

COMITATO PROMOTORE DELLA FONDAZIONE MARZIO TREMAGLIA

con sede in Bergamo, Via Francesco Petrarca n.3

Articolo Secondo
Scopi

Il Comitato si propone, senza fini di lucro e senza possibilità di distribuire anche indirettamente utili ai membri, di raccogliere fondi, adesioni, consensi e predisporre gli strumenti per addivenire alla costituzione in Milano e Bergamo della Fondazione di Partecipazione intitolata a Marzio Tremaglia per onorare e mantenere viva nella coscienza e nella memoria di tutti la figura di Marzio Tremaglia, ricordandone non solo l'esempio civile e morale, ma anche l'insegnamento e la vita tracciata come uomo politico e come pubblico amministratore.
La Fondazione si proporrà di dare continuità all'importante lavoro di riflessione, analisi, confronto e proposta avviato da Marzio Tremaglia fra il 1995 ed il 2000, in tutti i settori dal medesimo affrontati. La Fondazione intenderà quindi compiere tutte quelle attività ed attuare tutte quelle iniziative idonee ed utili al perseguimento dei fini di cui sopra.
L'estesa e completa indicazione dei futuri obiettivi della Fondazione è oggetto dell'all.2.

Articolo Terzo
Attività

Il Comitato organizzerà manifestazioni, eventi, incontri serate e quanto altro riterrà idoneo per raccogliere adesioni e contributi agli obbiettivi di cui all'articolo precedente.

Articolo Quarto
Durata del Comitato

Il Comitato si scioglierà al raggiungimento del suo scopo e precisamente all'atto della costituzione della Fondazione di Partecipazione di cui all'articolo secondo.

Articolo Quinto
Membri Promotori

Ai membri promotori spetta il compito di divulgare le finalità e di adoperarsi per il raggiungimento dello scopo del Comitato medesimo. Sono membri promotori coloro che sottoscrivono il presente atto costitutivo e coloro che sottoscrivendone copia e versando a patrimonio del Comitato la quota prevista per i promotori all'articolo decimo, ne condivideranno le finalità e se ne assumeranno gli obblighi, venendo accolti con deliberazione ai sensi dell'articolo ottavo.
Per le deliberazioni comuni ogni membro maggiore di età ha diritto a un voto.

Articolo Sesto
Membri Sostenitori

Ai membri sostenitori spetta il compito di divulgare le finalità e di adoperarsi per il raggiungimento dello scopo del Comitato medesimo. Sono membri sostenitori coloro che sottoscriveranno copia del presente atto, versando a patrimonio del Comitato la quota prevista per i sostenitori all'articolo decimo, e che ne condivideranno le finalità e se ne assumeranno gli obblighi. I membri sostenitori non hanno diritto di voto.

Articolo Settimo
Obbligo di Collaborazione

Tutti i membri promotori sono tenuti a prestare la loro migliore collaborazione per il raggiungimento dello scopo del Comitato.

Articolo Ottavo
Facoltà di recesso dei membri

Ciascun membro può recedere dal Comitato in qualsiasi momento, anche senza giusta causa, purchè con un preavviso di almeno tre mesi.
Il membro recedente sarà comunque tenuto, indipendentemente dal tempo necessario, a completare, a favore del Comitato, i precedenti incarichi assunti a suo nome ed a prestare, durante il preavviso, la propria migliore assistenza per la continuità dell'attività del Comitato.
Sono escluse limitazioni in funzione della temporaneità di partecipazione di un membro alla vita del Comitato.

Articolo Nono
Ammissione di Nuovi Membri

Possono, in qualsiasi momento, essere ammessi al Comitato nuovi membri promotori.
La loro ammissione, tuttavia, è subordinata alla approvazione con deliberazione comune dei Membri Promotori, assunta a maggioranza di due terzi. Prima dell'ingresso saranno stabilite con voto comune dei membri promotori le modalità e le condizioni dell'ammissione.

Articolo Decimo
Patrimonio

Il patrimonio del Comitato è costituito dagli apporti dei membri promotori che sottoscrivono il presente atto, nonché dai fondi e beni raccolti sino allo spirare del termine di cui all'articolo quarto. Il patrimonio del Comitato verrà devoluto alla costituenda Fondazione di Partecipazione.
La quota minima di adesione al Comitato, per l'anno in corso, è fissata in Lire 1.000.000 per i Membri Promotori.
Tali contribuzioni potranno essere utilizzate per la promozione dell'iniziativa di cui all'articolo secondo, nonché delle attività ad essa inerenti.
Nel caso in cui, a maggioranza di due terzi, i Membri Promotori decidano di non procedere alla costituzione della persona giuridica di cui all'articolo secondo, in sede di scioglimento del Comitato delibereranno la

devoluzione del patrimonio residuo ad altri enti che perseguano finalità analoghe ovvero a fini di pubblica utilità.
La quota di adesione è intrasmissibile e non rivalutabile.

Articolo Undicesimo
Presidente Onorario

La qualifica di Presidente Onorario, per volontà unanime dei Membri Promotori, viene assunta dall'On. Mirko Tremaglia.
Il Presidente Onorario, in particolare, potrà promuovere contatti ad ogni livello, ritenuti necessari ed opportuni al fine di agevolare il raggiungimento dello scopo del Comitato medesimo.

Articolo Dodicesimo
Direttore

La qualifica di Direttore, per volontà unanime dei Membri Promotori, viene assunta da Alessandro Voglino, Capo della Segreteria particolare dell'Assessore alla Cultura della Regione Lombardia Marzio Tremaglia, il quale assume la rappresentanza legale del Comitato, si occupa della organizzazione dell'attività del Comitato ed ha la gestione dei fondi e dei beni raccolti, nonché dei loro frutti, per la loro destinazione allo scopo di cui al precedente articolo secondo. A tale ultimo fine il Direttore predisporrà un rendiconto economico e finanziario illustrativo dei fondi e beni raccolti e delle spese sostenute, che verrà presentato ai membri del Comitato per l'approvazione.
Il Direttore si occuperà anche di predisporre un piano generale di interventi e di attività. Egli potrà farsi assistere nell'espletamento delle proprie funzioni da persone di propria fiducia.

Articolo Tredicesimo
Controversie

Tutte le controversie che potessero insorgere tra i membri e fra essi ed il Comitato, in dipendenza ed in relazione all'esecuzione od interpretazione di questo atto costitutivo e per ogni successivo rapporto, salvo le

controversie che per legge non possono compromettersi, saranno deferite alla decisione di tre arbitri, nominati uno da ciascuna delle parti ed il terzo dai due nominati o, in caso di mancato accordo, dal Presidente della Camera di Commercio di Milano.
Il Collegio Arbitrale così formato deciderà quale amichevole compositore "pro bono et aequo" ed agirà senza formalità processuali. Il suo lodo sarà inappellabile e dovrà essere pronunciato nel termine di novanta giorni dall'ultima accettazione.

Articolo Quattordicesimo
Norme Finali

Per tutto quanto non previsto dalla presente scrittura si richiamano le disposizioni di legge.
Tutte le spese, imposte e tasse del presente atto e successive sono a carico del Comitato.

ALLEGATO N° 1

SCHEDA DI ADESIONE ALLA FONDAZIONE MARZIO TREMAGLIA

Il Sottoscritto _____

Residente a _____

Di professione _____

Dichiara

di aderire alla costituenda Fondazione Marzio Tremaglia visti e approvati i termini statutari della costituzione del Comitato Promotore della Fondazione e gli Scopi della stessa, così come mi sono stati trasmessi.

firma _____

data _____

ASSR

ALLEGATO N° 2

GLI SCOPI DELLA FONDAZIONE MARZIO TREMAGLIA

"Credo nei valori del radicamento, della identità e della libertà; nei valori che nascono dalla tutela della dignità personale. Sono convinto che la vita non può ridursi allo scambio, alla produzione o al mercato, ma necessita di dimensioni più alte e diverse. Penso che l'apertura al sacro e al bello non siano solo problemi individuali.

Credo in una dimensione etica della vita che si riassume nel senso dell'onore, nel rispetto fondamentale verso se stessi, nel rifiuto del compromesso sistematico, e nella certezza che esistono beni superiori alla vita e alla libertà per i quali a volte è giusto sacrificare vita e libertà."

Marzio Tremaglia

1. Onorare e mantenere viva nella coscienza e nella mente di tutti la figura di Marzio Tremaglia, ricordandone non solo l'esempio civile e morale, ma anche l'insegnamento e la via tracciata come uomo politico e come pubblico amministratore. La Fondazione perseguirà tale fine attraverso studi, incontri, seminari, convegni e qualunque altro mezzo sarà idoneo.

2. Raccogliere, salvaguardare, catalogare ed editare periodicamente attraverso apposite pubblicazioni gli articoli, i saggi, i discorsi, gli interventi e gli scritti - editi e inediti - di Marzio Tremaglia, con riferimento a tutti i periodi della sua vita e della sua attività politica e amministrativa.

3. Dare continuità all'importante lavoro di riflessione, analisi, confronto e proposta avviato da Marzio Tremaglia fra il 1995 e il 2000 - nella sua qualità di Assessore alla Cultura della Regione Lombardia - in materia di cultura politica e di cultura *della* politica, con particolare riferimento alle tematiche della opposizione a qualunque omologazione e al diffondersi di un pensiero unico, al superamento della crisi della

modernità, alla ricerca di nuove sintesi sociali e politiche in grado di proporre sostanziali correttivi al modello di sviluppo attualmente dominante in tutto il mondo e in particolare in Occidente. La Fondazione perseguirà tale fine attraverso studi, incontri, seminari, convegni e qualunque altro messo sarà ritenuto idoneo.

4. Dare continuità all'importante lavoro di riflessione, analisi, confronto e proposta avviato da Marzio Tremaglia fra il 1995 e il 2000 - nella sua qualità di Assessore alla Cultura della Regione Lombardia - sui temi della *identità* e del *radicamento,* come fondamento della autentica libertà e consapevolezza dei popoli, in contrapposizione alle logiche globalizzatrici e mondialiste che puntano alla distruzione delle memorie collettive. La Fondazione perseguirà tale fine attraverso studi, incontri, seminari, convegni e qualunque altro mezzo sarà ritenuto idoneo.

5. In coerenza con il punto 4, recuperare e valorizzare, attraverso studi, ricerche, pubblicazioni, convegni e più in generale eventi di natura culturale e spettacolare, la tradizione e la cultura nazionale e popolare, anche nelle sue manifestazioni innovative, proprie del Novecento.

6. Valorizzare adeguatamente, attraverso riconoscimenti e premi internazionali, gli italiani all'estero che onorano il nostro Paese con i propri successi esaltando, Continente per Continente, il migliore italiano nel campo della cultura, dell'arte, della scienza, della ricerca, della produzione, della professione, e anche quanti ricoprono responsabilità nelle Pubbliche Amministrazioni, nei Parlamenti e nei Governi degli Stati che li ospitano.

7. Contribuire a introdurre tutti i valori su richiamati in opere ed eventi di carattere spettacolare in campo musicale, teatrale, cinematografico e televisivo, attraverso il coinvolgimento nella progettazione e preparazione ed eventualmente nel processo produttivo delle suddette opere e dei suddetti eventi.

International Training Programme
for Conflict Management

192

Sen. Francesco De Martino
Senato della Repubblica
Piazza Madama 11
00100 ROMA

Pisa, 30 giugno 1999

Oggetto: Conferenza internazionale: **"Il ruolo dei parlamentari nelle missioni di monitoraggio elettorale: osservatori *super partes* o *inter pares*?", Pisa, 13 settembre 1999.**

Ill.mo Sen. De Martino,

sono ormai diversi anni che l'*International Training Programme for Conflict Management* della Scuola Superiore Sant'Anna è impegnato nello studio e nell'approfondimento di tematiche e nello sviluppo di iniziative di formazione nell'ambito dei processi di democratizzazione, degli aiuti umanitari e dei diritti umani.

In questo contesto, ho il piacere di anticiparLe che l'*International Training Programme* ha deciso di organizzare una conferenza internazionale dal titolo: "Il ruolo dei parlamentari nelle missioni di monitoraggio elettorale: osservatori *super partes* o *inter pares*?". La conferenza, organizzata in cooperazione con la Delegazione Parlamentare Italiana presso l'Assemblea OSCE, sotto l'alto patrocinio del Senato della Repubblica e della Camera dei Deputati e con il patrocinio e il contributo finanziario del Comitato per la Celebrazione del Cinquantesimo Anniversario della Dichiarazione Universale dei Diritti Umani del Ministero degli Affari esteri, si terrà in data

13 settembre 1999
presso la Scuola Superiore Sant'Anna
via Carducci, 40
Pisa

Scuola Superiore Sant'Anna
Via G. Carducci 40, 56127 Pisa - Italy - Tel. ++39/050/883312 - Fax ++39/050/883356
E-mail: pkocorso@sssup.it - Web site: http://www.sssup.it

Quest'iniziativa intende promuovere un dibattito sul ruolo dei parlamentari nazionali ed europei nelle missioni di monitoraggio elettorale. Queste ultime hanno, infatti, assunto negli ultimi anni un'importanza e una diffusione crescente. Le elezioni per molti paesi che escono da periodi di crisi, di sconvolgimenti sociali e politici, da conflitti armati interni e internazionali, sono il primo necessario passo per fondare o ricostruire una società libera e democratica. Il compito degli osservatori elettorali viene pertanto ad assumere un'importanza centrale, che presenta molti risvolti tecnici ma soprattutto politici di estrema delicatezza.

La conferenza, che avrà inizio alle ore 9.30 e terminerà alle 18.00 circa, sarà articolata in quattro sessioni in cui saranno discussi:

- il significato ed il ruolo dei parlamentari nelle missioni di osservazione elettorale;
- le attività ed i compiti del parlamentare/osservatore;
- la cooperazione ed il coordinamento con gli altri osservatori;
- il rapporto con i mezzi d'informazione.

Non appena ultimato, sarà mia cura farLe pervenire il programma dettagliato dei lavori.

Nella viva speranza di poterLa incontrare qui a Pisa e in attesa di un Suo cenno di riscontro, desidero farLe pervenire, Ill.mo Senatore, i miei più deferenti saluti,

Prof. Andrea de Guttry
Vicedirettore Scuola Superiore Sant'Anna